

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

IDENTITE DE CLASSE SOCIALE ET L'ETHNICITE

THESE DE MASTER RECHERCHE

Huri Kiraz Özdoğan

Directrice de Recherche: Prof. Dr. Füsün Üstel

Juin 2013

PREFACE

Je voudrais exprimer mes remerciements à ma professeur Prof. Dr. Füsün Üstel pour sa patience tout au long de mon mémoire, pour ses explications, ses corrections.

Merci à Sarah Caunes, à qui j'exprime ma reconnaissance et mon estime pour m'avoir soutenue, racontée, expliquée, pour ses relectures attentives, remarques, critiques, suggestions, pour nos discussions et échanges, pour les traductions et les rédactions. Pour son amitié aussi.

Je remercie tous ceux avec qui j'ai fait des entretiens, qui m'ont consacré de leur temps et particulièrement à Şamil Altan, Erdal Güven et Veysi Ülgen qui m'ont aidée à nouer nombreux contacts et à accéder à plusieurs informations. Je remercie à Sedat Yılmaz qui m'a aidée pour accéder aux anciens numéros de *Özgür Gündem*.

Je remercie à Şule Genç pour son amitié et aussi pour sa correction faite dans les parties turques. Merci à Mustafa Eren pour la mise en page.

Je remercie à Suna Yılmaz pour son amitié, ses remarques, ses critiques, et de plus pour la mise en page.

Merci à Eda Demirtaş ve Erol Subaşı qui partagent leurs expériences de l'écriture un mémoire. Merci à Gizem Cincin pour son amitié.

Merci à Ali Bilgin qui corrige un parti de mon mémoire.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis et les collègues de l'université de Galatasaray et Mimar Sinan.

Merci à adhérent de l'association de diplômés de sociologie (*SOMDER*) pour leurs critiques, suggestions et leurs amitiés...

Merci à mon époux Mesut, pour sa patience et pour m'avoir soutenue tout au long de mon mémoire. Pour ses encouragements aussi. Merci à ma petite fille Zuhâl Yağmur Badem qui est la source de ma vie. Merci à ma grande soeur, Nisan Özdoğan. Enfin, il me faut adresser un grand merci à Teya Chakhunashvili pour garder ma petite fille. Grâce à elle, ce mémoire est arrivé à la fin.

TABLE DES MATIERES

Préface.....	II
Table des Matières.....	III
Abréviations.....	V
Résumé.....	VII
Abstract.....	IX
Özet.....	XI
Introduction.....	1
1. Ethnicité et la classe sociale.....	10
1.1. La conceptualisation du lien entre ethnicité et classe sociale en Europe et aux États-Unis.....	10
1.1.2. Analyser séparément l’ethnicité et la classe sociale avant la Deuxième Guerre mondiale.....	10
1.1.3. Le changement de la manière d’analyser le rapport entre ethnicité et classe sociale après les années 1960.....	17
1.1.3.1. Race, nation et ethnicité.....	18
1.1.3.2. La classe sociale.....	30
Conclusion.....	37
1.2. La Conceptualisation du Rapport entre Ethnicité et Classe sociale dans le Champ académique en Turquie.....	39
1.2.1. L’évolution des études kurdes concernant les travailleurs kurdes.....	39
1.2.1.1. La renaissance des études kurdes en Turquie.....	44
1.2.2. Le recherches spécialisées sur les classes sociales dans la population kurde...47	
1.2.3. Les travailleurs kurdes dans les études de classe sociale.....	54
2. Yurtsever Emekçiler/DEMEP (Plateforme démocratique du travail).....	57
2.1. La période 1992-2000.....	58
2.1.1. Le mouvement kurde.....	59
2.1.2. L’émergence des organisations des travailleurs dans le secteur public.....	62
2.1.3. Le manque d’information sur l’histoire des activités des organisations kurdes dans les syndicats.....	65
2.1.4. Participation des Kurdes dans le processus de construction des organisations de travail dans les années 1980 et 1990	66
2.1.5. Le Processus de construction d’un groupe dans le champ syndical.....	68
2.1.5.1. Fondation une organisation interne au sein des syndicats.....	71
2.1.6. Rôle des anciennes expériences politiques.....	75
2.1.7. La revue <i>Yurtsever Emekçiler</i>	80
2.1.8. Le syndicat : Moyen de construire un lien entre la lutte ethnique et la lutte de classe.....	81
2.1.8.1. La revendication ethnique dans le champ syndical.....	82
2.1.9. Paradoxe de <i>Yurtsever Emekçiler</i>	86

Conclusion.....	88
2.2. Les années 2000: DEMEP	89
2.2.1. Les changements sociaux et politiques	89
2.2.1.1. Les changements de la structure sociale de la population kurde.....	89
2.2.1.2. Les transformations politiques, idéologiques et stratégiques du mouvement kurde dans les années 2000.....	94
2.2.1.3. Les changements des méthodes de répression étatique contre les syndicalistes.....	95
2.2.2. Crise politique et idéologique au sein de <i>DEH/DEMEP</i>	99
2.2.3. Le Syndicalisme démocratique pour la société (<i>DTS</i>)	104
2.2.3.1. La dimension théorique du syndicalisme démocratique pour la société ...	105
2.2.3.2. La dimension organisationnelle du <i>DTS</i>	110
2.2.3.3. Expériences d'organisation des travailleurs kurdes employés dans le secteur informel.....	113
2.2.4. Les Différenciations sociales au sein des les travailleurs kurde.....	116
2.2.5. Ethnicité et/ou classe?	121
2.2.6. Relations avec la gauche turque: la construction des frontières.....	124
CONCLUSION.....	128
Bibliographie	
Ouvrages.....	134
Journaux.....	145
Annexe	
Chronologie.....	147
Liste d'entretien.....	150
Liste des syndicalistes et fonctionnaires tués ou morts	151
Curriculum Vitae	153

ABREVIATION

- ADNKS** : Système d'enregistrement de la population basé sur l'adresse, *Adrese Dayalı nüfus kayıt sistemi*
- ASTI** : Les Associations de Solidarité avec les Travailleur-euse-s Immigré-e-s
- BES**: Syndicat des travailleurs de bureau, *Büro Emekçileri Sendikası*
- BDP** : Parti pour la paix et la démocratie, *Barış ve Demokrasi Partisi*
- CHP**: Parti Républicain du Peuple, *Cumhuriyet Halk Partisi*
- Cam Seramik İş** : Syndicat des ouvriers de l'industrie du porcelaine, du ciment, du verre, de la brique et de la terre de Turquie, *Türkiye Porselen, Çimento, Cam, Tuğla ve Toprak Sanayi İşçileri Sendikası*
- DKÇ** : Employés révolutionnaires dans le secteur public, *Devrimci Kamu Çalışanları*
- DDKO** : Foyers culturels révolutionnaires de l'Est, *Devrimci Doğu Kültür Ocakları*
- DEMEP** : Plateforme démocratique du travail, *Demokratik Emek Platformu*
- DEH** : Mouvement démocratique du travail, *Demokratik Emek Platformu*
- DEHAP** : Parti démocratique populaire, *Demokratik Halk Partisi*
- DEP** : Parti de démocratie, *Demokrasi Partisi*
- Dev-GENÇ** : Association des jeunes révolutionnaires, *Devrimci Gençlik*
- DİSK** : Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie, *Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*
- DİVES**: Syndicat des travailleurs des fondations et du Diyanet, *Diyanet ve Vakıf İşleri Sendikası*
- DTK** : Congrès pour une Société Démocratique, *Demokratik Toplum Kongresi*
- DTP**: Parti de la société démocratique, *Demokratik Toplum Partisi*
- DTS**: Syndicalisme démocratique pour la société, *Demokratik toplumcu sendikacılık*
- DYP**: Parti de la juste voie, *Doğru Yol Partisi*
- Eğitim-Sen** : Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science, *Eğitim ve Bilim Emekçileri Sendikası*
- EMEP**: Parti du travail, *Emeğin Partisi*
- ESM**: Syndicat des travailleurs du secteur public de l'industrie de l'énergie et de la mine, *Enerji Sanayi ve Maden Kamu Emekçileri Sendikası*
- FKF** : Fédération des clubs d'opinion, *Fikir Kulüpleri Federasyonu*
- Haber-Sen** : Syndicat des travailleurs de presse, de communication et potier, *Basın Yayın İletişim ve Posta Emekçileri Sendikası*
- KESK** : Confédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur Public, *Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*
- KÇSP** : Plateforme des syndicats des travailleurs dans le secteur public, *Kamu Çalışanları Sendikaları Platformu*
- HADEP** : Parti de la démocratie du peuple, *Halkın Demokrasi Partisi*
- HEP** : Parti du travail du peuple, *Halkın Emegi Partisi*
- IHD**: Association des Droits de l'Homme de Turquie, *İnsan Hakları Derneği*
- ILO**: l'Organisation internationale du travail
- MDD** : Révolution démocratique nationale, *Milli Demokratik Devrim*

- MGK** : Conseil national de sécurité, *Milli Güvenlik Kurulu*
- ÖDP** : Parti de la liberté et de la solidarité, *Özgürlük ve Dayanışma Partisi*
- ÖDS**: Syndicalisme libre démocratique, *Özgür Demokratik Sendikacılık*
- ÖZDEP** : Parti de liberté et de démocratie, *Özgürlük ve Demokrasi Partisi*
- Petrol-İş**: Syndicat des ouvriers du secteur du pétrole, de la chimie, du caoutchouc de Turquie, *Türkiye Petrol Kimya Lastik İşçileri Sendikası*
- SES**: Syndicat des travailleurs de santé et de services sociaux, *Sağlık ve Sosyal Hizmet Emekçileri Sendikası*
- SOAS** : École d'études orientales et africains, *School of Oriental and African Studies*
- Tarım Orkam Sen**: Syndicat des travailleurs dans le secteur public de l'agriculture, de la forêt, de la nature et de l'élevage, *Tarım, Orman, Çevre ve Hayvancılık Hizmet Kolu Kamu Emekçileri Sendikası*
- TEK-CAD**: Association des travailleurs du textile, *Tekstil Çalışanları Derneği*
- Tek Gıda İş** : Syndicat des ouvriers et ouvriers auxiliaires du secteur agroalimentaire et du tabac de Turquie, *Türkiye Tütün Müskirat Gıda ve Yardımcı İşçileri*
- T-KDP** : Parti démocratique du Kurdistan de Turquie, *Partiya Demokrata Kurdistan li Turkî*
- TİP** : Parti des Travailleurs de Turquie, *Türkiye İşçi Partisi*
- TKP** : Parti communiste de Turquie, *Türkiye Komünist Partisi*
- TOKİ** : Direction de l'habitat, *Toplu Konut İdaresi Başkanlığı*
- TÖB-DER** : Association de la solidarité et de l'union de tous les professeurs, *Tüm Öğretmenler Birleşme ve Dayanışma Derneği*
- TUIK**: Institut turc de statistique, *Türkiye İstatistik Kurumu*
- Tüm Bel Sen**: Syndicat de tous les travailleurs municipaux
- TÜS-DER**: Association de tous les travailleurs dans la santé, *Tüm Sağlık Çalışanları Derneği*
- UTIT** : l'Union des travailleurs immigrés tunisiens

RESUME

Ce mémoire examine les modes de construction et de reproduction de la relation entre ethnicité et classe à partir de l'exemple de *Yurtsever Emekçiler/* Plateforme démocratique du travail (*Demokratik Emek Platformu- DEMEP*) dont les cadres adoptent à la fois l'identité ethnique kurde et de classe et s'organisent majoritairement dans les syndicats, en particulier dans ceux du secteur public. Nous analysons le processus de construction et reproduction de la relation entre l'identité ethnique et de classe ouvrière dans l'espace politique kurde. Nous rendrons compte de la variabilité de leurs relations en fonction de divers contextes et changements économiques et politiques. Dans ce cadre, en utilisant des méthodes qualitatives, nous examinerons l'histoire du *YE/DEMEP*, ses développements organisationnels et idéologiques, ses relations avec le mouvement kurde et d'autres organisations de la gauche turque entre les années 1990 et 2011.

Dans le premier chapitre, nous prenons en considération la littérature européenne et américaine concernant les façons de combiner l'ethnicité et la classe sociale. Premièrement, nous analysons la littérature sur le sujet en Europe et aux États-Unis. Dans ces pays, avant la Deuxième Guerre mondiale, l'ethnicité et la classe sociale ont été analysées séparément. Alors qu'en Europe le concept de classe sociale était un concept explicatif, aux États-Unis le concept d'ethnicité était utilisé de manière plus courante dans la littérature. Sous l'influence des changements économiques et politiques et des critiques théoriques comme la critique postmoderniste, la critique féministe, le lien entre le concept d'ethnicité et la classe sociale a commencé à être traité par les chercheurs américains et européens après la Deuxième Guerre mondiale. Les différences ethniques à l'intérieur d'une classe sociale et la différenciation sociale à l'intérieur d'un groupe ethnique font des sujets de recherche. Dès lors, la division de la classe ouvrière n'est plus considérée comme un phénomène secondaire ou résiduel, mais comme une caractéristique structurelle des sociétés capitalistes actuelles. Mais en général ce lien est construit à partir de l'exemple des travailleurs immigrés surtout venant des pays décolonisés. Dans ces recherches les discriminations, le problème de l'intégration, les mauvaises conditions de travail constituent les sujets de recherche prioritaires. De plus dans la plupart des recherches, les groupes ethniques dans les organisations de la classe ouvrière ou les rapports de classes dans un mouvement ethniques ne sont pas problématisés. Il existe seulement deux recherches (Gerard Noiriel et Angela Davis) qui mettent l'accent sur les effets des luttes dans les processus de reproduction de ces identités.

Dans la deuxième partie du chapitre I, premièrement nous examinons l'évolution des études kurdes concernant les travailleurs kurdes. Malgré que nous pouvons dater l'apparition des études kurdes au début du 19^e siècle, les études concernant les travailleurs kurdes sont bien plus récentes et les travailleurs kurdes en tant que sujet de recherche universitaire restent marginaux. Les travaux existants se focalisent sur le nationalisme kurde, le discours produit par l'État turc sur la question

kurde, les conséquences de « la guerre chaude » comme les déplacements forcés des paysans kurdes ou encore certaines organisations du mouvement kurde.

Deuxièmement, dans cette partie, nous analysons les quelques *recherches* spécialisées sur les travailleurs kurdes. Ces recherches problématisent les effets de la guerre chaude et des politiques néolibérales, la diversification ethnique dans le marché du travail, les mauvaises conditions de travail. Dans ces recherches, les travailleurs kurdes dans la région kurde ne sont pas étudiés, les travailleurs kurdes ne deviennent des sujets de recherche qu'après avoir migré à l'Ouest. Cela constitue un important paradoxe, parce qu'aujourd'hui *la plupart de la population kurde se concentre et travaille dans les villes plutôt que dans les campagnes contrairement aux années 1960 dans lesquelles la gauche kurde est née.*

Dernièrement, dans ce chapitre, nous examinons des études de classe concernant le sujet de travailleur kurde. Une grande partie des études de classe ne tiennent pas compte de l'existence des travailleurs kurdes et analysent la classe ouvrière sans construire de lien avec la question ethnique. Peu de recherches, notamment celles sur les secteurs informels, prennent en compte l'existence des diversités ethniques dans la classe ouvrière.

Dans le deuxième chapitre (II), en utilisant des méthodes qualitatives nous nous penchons sur la manière dont les cadres de *YE/DEMEP* construisent une relation entre ethnicité et classe. Ce chapitre comportera deux parties. Dans la première partie, nous analysons le processus de fondation de *Yurtsever Emekçiler* en nous focalisant sur les changements concernant la question kurde et sur l'émergence du mouvement syndical des fonctionnaires dans les années 1990. A la suite du coup d'État de 1980, les nombreuses organisations kurdes ont été supprimées sur l'espace légal et le mouvement kurde est devenu plus univoque. Dorénavant, « la question » kurde se confond avec le mouvement kurde. Dans les années 1990, en plus des opérations militaires, les activités de contre guérilla ont été réalisées contre des activistes kurdes dans les villes. Le processus de la fondation de *Yurtsever Emekçiler* a coïncidé avec les processus dans lesquels les attaques de la contre-guérilla ont visé des politiciens kurdes qui luttaient dans l'espace politique démocratique. Une partie des fondateurs, en particulier les leaders (comme Hamit Pamuk, Necati Aydın...) ont été victimes d'assassinat non élucidés dans les années 1990.

Yurtsever Emekçiler est fondé par des syndicalistes kurdes qui ont participé au processus de fondation de syndicats de fonctionnaires et qui étaient activistes ou sympathisants du mouvement kurde. Ce mouvement a été fondé et s'est développé par l'initiative individuelle des syndicalistes kurdes. Les syndicalistes kurdes ont décidé de construire un groupe séparé contre les tendances chauvinistes dans les syndicats. De plus, les diverses organisations politiques de gauche turque ont fondé au même moment leurs propres groupes internes afin de les représenter dans les syndicats. Face à cette situation, le problème la représentation du mouvement kurde est apparue. Tout d'abord, les syndicalistes kurdes ont décidé de construire un groupe politique avec les autres organisations kurdes issues d'autres tendances puis, comme ils n'ont pas réussi à s'entendre avec eux, les syndicalistes sympathisants du mouvement kurde ont fondé un groupe séparé. Donc il est né et s'est développé au point de croisement entre le mouvement de fonctionnaire et le mouvement kurde. Grâce aux activités de publication des revues (*Yurtsever Eđitimciler, Yurtsever Emekçiler...*) au fur et à mesure *Yurtsever Emekçiler* a pris une forme organisationnelle et a commencé à produire un discours concernant la lutte ethnique

et de classe. Pour les cadres, dorénavant les syndicats étaient devenus un moyen de construire une connexion entre la lutte ethnique et la lutte de classe et un espace pour créer une union et une solidarité avec la partie de la gauche turque qui a une perspective internationaliste. Les cadres de *Yurtsever Emekçiler* défendent le *droit à l'autodétermination pour les peuples* dans les syndicats et la résolution de la « question kurde » dans le cadre de l'égalité, de la fraternité et des droits humains. *Yurtsever Emekçiler* voulait créer une administration syndicale basée sur la représentation ethnique. Mais il n'est pas parvenu à changer le fonctionnement syndical. Il essaie de réaliser ses revendications en entrant dans l'administration des syndicats, c'est à dire, il n'essaie plus de changer leur fonctionnement qui ne représente pas les différentes identités.

La lutte dans les syndicats, et surtout dans ceux du secteur public a contribué au développement de certaines contradictions et paradoxes. En effet, pour être un membre de *Yurtsever Emekçiler*, il faut travailler dans un secteur syndicalisé et donc dans un secteur formel. *Yurtsever Emekçiler* ne s'organise pas dans les secteurs informels. Ainsi, *Yurtsever Emekçiler* n'a pas pu organiser les travailleurs kurdes pauvres migrants.

Les premiers cadres de *Yurtsever Emekçiler* ont été politisés ou ont grandi dans les années 1970 où l'idéologie marxiste était déterminante en tant que force de mobilisation et cadre d'interprétation et où la question kurde était définie dans les termes de l'antagonisme de classe. Cette génération portait un héritage du passé et des influences marxistes. Donc, les fondateurs de *Yurtsever Emekçiler* ont adopté le marxisme et défini la question kurde dans les termes de l'antagonisme de classe.

Dans la deuxième partie du deuxième chapitre, nous traitons des activités de *DEMEP* dans les années 2000 à la lumière des changements de la structure sociale de la population kurde, des transformations politiques, idéologiques et stratégiques du mouvement kurde et des changements des méthodes de répression étatique contre les syndicalistes. Au cours de 30 dernières années, pour des raisons économiques ou du fait du conflit armé, une partie importante de la population kurde a été forcée à migrer non seulement vers les villes qui se trouvent dans les *régions* kurdes, comme Diyarbakır ou Erbil; mais aussi vers les métropoles situées en dehors de la *région* kurde, à l'ouest de la Turquie et en Europe. De nos jours, la majorité de la population kurde habite dans les villes. En conséquence de l'urbanisation rapide, les classes sociales basées sur la propriété de la terre (tribu, agha, *şeyh*) commencent à perdre leur importance. De plus, l'urbanisation et la migration ont contribué à la prolétarianisation d'une importante partie de la population kurde. Cependant, il faut indiquer que la majorité des travailleurs kurdes –en particulier ceux qui travaillent dans les emplois saisonniers et les usines de textile- travaillent dans les conditions très précaires. Une partie importante vit dans des conditions de pauvreté permanente et est donc confrontée aux problèmes du chômage, du manque de la nourriture, de santé et de logement. D'autre part, en même temps, en conséquence de la guerre, une partie de la population kurde est devenue plus riche.

Malgré qu'on peut facilement distinguer une forme de ségrégation de classe dans l'espace urbain dans la *région*, les clivages de classe sociale dans l'espace politique ne sont pas tout à fait nets et tranchés. Par exemple quand on examine les résultats des élections législatives de 2011, on voit que les personnes de chaque classe sociale continuent à soutenir le *BDP*. Dans tous les arrondissements à

Diyarbakır le pourcentage de vote en faveur du *BDP* est de 70 %, et la majorité des votes restants se portent sur l'*AKP*. D'un autre côté, on peut mentionner de clivages basés sur la classe sociale dans les divers espaces de la lutte politique. Par exemple, la majorité de ceux qui participent aux révoltes et conflits dans les rues sont issus de classe pauvre kurde. Mais dans les institutions légales comme les syndicats, ces sont plus des personnes issues la classe moyenne qui occupe l'espace.

Dans la deuxième moitié des années 1990, une crise syndicale s'amorce, le mouvement syndical commence à prendre un caractère bureaucratique et à perdre sa force de mobilisation, son dynamisme. En même temps, vers les années 2000, le mouvement kurde était entré dans une période de « stagnation » qui a contribué à un renouvellement idéologique et stratégique (« la République démocratique », « le confédéralisme démocratique » etc.). Cette stagnation est non seulement issue de la crise de la lutte de guérilla, mais est aussi liée aux modifications de la structure sociale de la population kurde causée par la guerre et les politiques néolibérales. Dans les années 2000, la population kurde urbaine est plus importante par rapport aux années 1970-1990. Ce renouvellement idéologique et stratégique porte donc les traces des changements sociaux. Le mouvement kurde donne de l'importance à la lutte menée dans l'espace politique démocratique et légal et développe des organisations légales (institutions, partis politiques, etc.). En définitive dans les années 2000, les cadres de *DEMEP* sont confrontés non seulement à des problèmes concernant les changements structurels de la population kurde, et d'adaptation au renouvellement du mouvement kurde, mais aussi concernant l'élaboration d'une approche syndicale afin de surmonter la crise du mouvement syndical. En particulier les cadres de la *DEMEP* sont confrontés à la difficulté d'organiser les travailleurs kurdes qui travaillent dans des conditions précaires et dont le nombre augmente chaque jour du fait des politiques néolibérales.

De plus, dans les années 2000, la dimension de la répression envers les syndicalistes kurdes a été changée. Au lieu de la répression militaire, la répression envers les syndicalistes kurdes cadres du *DEMEP*, à travers les dispositifs juridiques comme les relégations, les mutations forcées et les arrestations prend le relais.

Ainsi les routines construites dans leurs mémoires concernant la lutte ethnique et de classe et aussi lien entre elles ont été bouleversés. C'est pourquoi dans la deuxième moitié des années 1990, *Yurtsever Emekçiler* est entré dans une crise interne, certains cadres ont été purgés à la suite de l'intervention politique du mouvement kurde. Après cette période de stagnation, dans les années 2007-2008, la *DEMEP* est parvenue à élaborer une nouvelle approche sur la lutte ouvrière nommée le syndicalisme démocratique pour la société (*Demokratik Toplumcu Sendikacılık-DTS*). Dans notre mémoire, nous analysons le syndicalisme démocratique pour la société (*Demokratik toplumcu sendikacılık- DTS*) qui est élaboré par les cadres de la *DEMEP* pour surmonter la crise du mouvement syndical et s'adapter au renouvellement du mouvement kurde. À travers le *DTS*, la *DEMEP* crée une nouvelle réunification entre la lutte de classe et ethnique ; elle s'est positionnée contre le nationalisme qui se définit en tant qu'ayant pour seul but de créer un État-Nation et le réductionnisme qui développe une ligne politique basée uniquement sur la lutte de classe. Elle refuse théoriquement une hiérarchisation entre les deux identités et les deux luttes. Mais en pratique une hiérarchie entre elles est faite par ses cadres. D'autre part, dans les années 2000, au lieu de *Yurtsever* qui exprime une connotation de nationalisme, le nom de « démocratie » (correspondant à la priorité du mouvement kurde) a commencé à être utilisé. En même temps, au lieu du concept

de classe qui a déjà utilisé plus explicitement, le concept de travail dans une définition inclusive et large qui comporte le travail produit dans tous les processus sociaux commence à être utilisé. Ainsi, niant l'existence des rapports de classe dans la lutte ethnique tout le monde est mis à égalité dans les processus de la lutte.

Dans les années 1990 pour être membre de *Yurtsever Emekçiler* il fallait travailler dans un emploi formel. En réalité la plupart des cadres du mouvement étaient fonctionnaires et il n'organisait pas les ouvriers travaillant dans les secteurs formel et informel. Cette situation a été critiquée dans les années 2000, en particulier par la *DTS* qui insiste sur la nécessité de sortir des frontières du champ syndical et d'organiser tous les travailleurs et en particulier la main-d'oeuvre bon marché, les travailleurs domestiques, etc. Mais hormis trois essais infructueux qui n'ont pas été réappropriés et intégrés à la mémoire des luttes des cadres, la *DEMEP* n'organise pas dans ces secteurs et n'a pas pu développer une initiative pour organiser le secteur informel et les ouvriers. Donc il existait non seulement un écart entre sa pratique et sa théorie, mais aussi un problème de différenciations et séparation sociales entre les travailleurs kurdes. Dans notre mémoire nous avons discuté de la question des différenciations sociales entre les travailleurs kurdes. Et nous avons observé que la vie de fonctionnaire crée un mode de vie différent qui contribue à l'émergence d'un clivage avec les autres travailleurs, surtout les pauvres.

Dans notre mémoire la question des différenciations sociales entre les travailleurs kurdes constitue un sujet de discussion. La vie de fonctionnaire crée un mode de vie différent qui contribue à l'émergence d'un clivage avec les autres travailleurs, surtout les travailleurs qui travaillent dans des conditions précaires et dont le nombre augmente chaque jour du fait des politiques néolibérales.

Enfin nous analysons la relation entre la gauche turque et *YE/DEMEP*. Nous avons constaté que *YE/DEMEP* construit une image unique représentative de la gauche turque comme étant chauviniste et atteinte de « maladies », organisationnelles, politiques, etc. En critiquant celle-ci à partir de cette image construite, la *DEMEP* trouve sa raison d'être et explique ses propres faiblesses idéologiques et politiques.

Les mots clés: l'ethnicité, la classe sociale, le mouvement Kurde

ABSTRACT

In this master thesis, the methods of construction and reproduction of the relationship between ethnicity and class based on the case of Patriotic Laborers (*Yurtsever Emekçiler*)/Democratic Labor Platform (*Demokratik Emek Platformu-DEMEP*) mostly organized in trade unions, especially public trade unions. We aspire to problematize the processes active in the construction of ethnic and class identity in Kurdish politics. In the thesis, the variability of this relationship according to different contexts and economical and political changes is explicated. Within this perspective, the historical, organizational and ideological development of *YE/DEMEP* from 1990 to 2011, its relations with Kurdish movement and Turkish left are being investigated using qualitative research methods.

In the first chapter, methods for integrating ethnicity and class in the literature developed in the USA, Europe and Turkey are being analyzed. Firstly, literature developed in the USA and Europe is being surveyed. There, class and ethnicity have started to be correlated only in the aftermath of the Second World War under the influence of political and economic developments and emergence of theoretical criticisms as postmodernism and feminism. However, this relation is mostly constituted through immigrants coming from foreign countries, especially the old colonies. Such researches predominantly bring out discrimination, the problems of integration and unfavorable working conditions. However, in the majority of these studies, ethnic groups within working class organizations or social class relations within an ethnic movement aren't being scrutinized. In the second part of the first chapter, limited number of studies on Kurdish workers is scanned after dwelling on the development of Kurdish studies with respect to Kurdish workers. It is being criticized that such studies research on Kurdish workers in Kurdish regions only after they migrate to Western regions.

In the second part, emphasize is put on interrelating ethnicity and class regarding *YE/DEMEP* cadres, making use of qualitative research methods. In the first part, the foundation process of *Yurtsever Emekçiler* is evaluated in its relation to the shift in the content of Kurdish problem and the emergence of public officers' movement in 1980s and 1990s. *Yurtsever Emekçiler* is established by Kurdish trade unionists having participated in the foundation of public officers' trade unions sympathizing with the Kurdish movement or having already been active in it. Therefore, *Yurtsever Emekçiler* was born and developed in the intersection of these two movements. From then on, the trade union became a means to relate ethnicity and class and be in contact and solidarity with the Turkish left having an internationalist approach. In that period, the founders of Patriotic Laborers explained Kurdish problem via class antagonism as it is defined by Marxism. Its foundation process also coincides with a period of intensified contra guerilla assaults against Kurdish politicians who have been in struggle via democratic means. Some of the

founders, especially including the leaders (Hamit Pamuk, Necati Aydın etc.) then became victims of murders by unknown assailants.

In the second part of the second chapter, activities of *DEMEP* are investigated with respect to the change in the social structure of Kurdish population in 2000s, the strategic, ideological and political transformation of Kurdish movement; shift on state oppression methods addressing trade unionist. In this respect, Democratic Communitarian Trade Unionism (*Demokratik Toplumcu Sendikacılık- DTS*) approach having been developed by *DEMEP* cadres to overcome the crisis in trade union movement and adapt themselves to changes within the Kurdish movement is being examined. With the help of *DTS*, *DEMEP* have developed a new conception of unity between ethnicity and class struggles; adopted a stance against nationalism and reductionism and theoretically rejected any hierarchy between the two struggles. However, practically, *DEMEP* cadres envisaged a hierarchy between the two struggles. On the other hand, there is a preference for the concept of “democracy” also in line with the priorities of the contemporary Kurdish movement over the concept of “patriotism” alluding to nationalism. Meanwhile, instead of the concept of class which was previously highly frequently used, the concept of labor was preferred referring to labor in all social relations and thus being more overarching. Therefore, social class relations within the ethnic movement were denied and activists having different social classes were equalized in the process of struggle.

In our study, social differentiation amongst the Kurdish laborers is also discussed. Public officer lifestyle created a new form of life resulting in division (*clivage*) amongst Kurdish workers, especially amongst those working under precarious conditions whose number mounted up day by day as a result of neoliberal policies.

Lastly, the relationship between the Turkish left and *YE/DEMEP* is being analyzed. Here, it has been observed that *YE/DEMEP* has developed a holistic representational image of Turkish left (une image unique représentative) which amounts to its organizational and ideological “maladies.” *DEMEP* explains its *raison d’être* and ideological and organizational problems based on a critic of this image.

Keywords: ethnicity, class, Kurdish movement

ÖZET

Bu yüksek lisan tezinde kadroları hem kürt etnik kimliğini hem de sınıf kimliğini taşıyan ve ağırlıklı olarak sendikaların, özellikle kamu sendikalarının içinde örgütlenen Yurtsever Emekçiler (YE)/Demokratik Emek Platformu (DEMEP) örneği üzerinden etnisite ve sınıf arasında ilişkinin oluşum ve yeniden üretim yöntemlerini incelenmektedir. Kürt siyasetinde etnik ve sınıf kimliğinin oluşum ve yeniden üretim süreçleri sorunsallaştırılması amaçlanmaktadır. Tezde farklı kontekslere ve ekonomik ve politik değişimlere göre bu ilişkinin değişkenliği anlatılmaktadır. Bu çerçevede niteliksel araştırma yöntemlerini kullanarak YE/DEMEP'in 1990 ve 2011 yılları arasındaki tarihi, örgütsel ve ideolojik gelişimi, kürt hareketiyle ve Türkiye soluyla ilişkisi incelenmektedir.

Birinci bölüm ABD, Avrupa ve Türkiye'de literatüründe etnisite ve sınıfı birleştirme yöntemleri hakkındadır. İlk olarak, Avrupa ve ABD'deki literatürüne bakılmaktadır. Bu ülkelerde, 2. Dünya Savaşı öncesinde etnisite ve sınıf ayrı ayrı incelenen kavramlardır. Avrupa'da sınıf kavramı açıklayıcı bir kavram olarak karşımıza çıkarken ABD'deki literatürde etnisite daha fazla kullanılmaktadır. Bu ülkelerde, politik ve ekonomik gelişmelerin ve teorik eleştirilerin postmodernizm ile feminizm gibi- etkisiyle ancak İkinci Dünya Savaşı'nın ertesinde sınıf ve etnisite ilişkisi kurulmaya başlanmıştır. Bu tarihten itibaren bir sosyal sınıfın içindeki etnik farklılaşma ve bir etnik grubun içindeki sınıfsal farklılaşma araştırma konusuna dönüşmüştür. İşçi sınıfının içindeki etnik bölünme ikincil bir durum veya indirgemeci bir tarzda eli alınmaktan vazgeçilmiş; gümünüz kapitalist toplumunun temel karakteristiği olarak ele alınmaya başlanmıştır. Ancak genelde bu ilişki yabancı ülkelere -özellikle de eski sömürge ülkelere gelen göçmenler üzerinden hareketle kurulmaktadır. Bu araştırmalarda ayrımcılık, uyum sorunu, kötü çalışma koşulları öncelikle araştırma konularıdır. Göçmen işçilerin emek piyasasındaki "ikincil" konumlarını vurgulamak için Weber'in sınıf kavramsallaştırmasından yararlanır. Gordon Milton, işçi sınıfındaki etnik farklılaşmayı vurgulamak için *ethnclasse* kavramsallaştırmasını önerir. J. Wilson Wilson siyahların arasındaki sosyal sınıfların varlığını vurgular ve siyah işçilerin emek piyasasındaki sürekli hale gelen konumlarını vurgulamak için siyah alt-sınıflar (*underclasse noire*) kavramını önerir. Bu çalışmaların çoğunda, işçi sınıfı örgütlerinin içindeki etnik gruplar veya bir etnik hareketin içindeki sosyal sınıf ilişkileri sorunsallaştırılmamaktadır. Kimliklerin yeniden üretim sürecinde mücadelelerin etkisine vurgu yapan iki tane (Gerard Noiriel ve Angela Davis) çalışmaya ulaşabildim.

Birinci bölümün ikinci kısmında Kürt emekçiler hakkındaki Kürt çalışmaları incelenmektedir. Kürt çalışmalarını ortaya çıkış tarihini her ne kadar 19. yüzyılın başı olarak başlatsak da, Kürt emekçileri hakkındaki çalışmalar, bu alanda son derece günceldir, hatta akademik alanda bu konudaki çalışmalar hala son derece marjinaldir. Mevcut çalışmalar, Kürt nationalizmine, Kürt sorunu hakkında devletin ürettiği

söyleme, yerinden edilme (*deplacement*) gibi sıcak savaşın sonuçlarına ve bazı Kürt hareketinin örgütlenmelerine yoğunlaşmaktadır.

İkinci olarak bu kısımda Kürt emekçileri hakkındaki çalışmalar incelenmiştir. Bu çalışmalar, sıcak savaşın ve neoliberal politikaların sonuçlarını, emek piyasasındaki etnik ayrımcılığı (*diversification*), kötü çalışma koşullarını sorunsallaştırmaktadır. Kürt bölgelerindeki Kürt emekçilerinin ancak batı bölgelerine göç ettikten sonra araştırma konusu edilmesi eleştirilmektedir. Bu durum aslında paradoksaldır, çünkü günümüzde Kürt toplumunun önemli bir kesimi kırsal alandan çok kentte oturmakta ve burada çalışmaktadır, Kürt sol hareketinin doğduğu 1960'lı yıllardan farklı olarak.

Bu kısımda son olarak, Kürt emekçileriyle ilişkili olarak sınıf çalışmaları incelenmektedir. Sınıf çalışmalarının önemli bir kısmı sınıfın içinde Kürt emekçilerinin varlığına dikkat çekmemektedir ve işçi sınıfının yaşadığı sorunları Kürt sorunuyla ilişkili bir şekilde ele almamaktadır. Çok az sayıda çalışma özellikle enformel sektör üzerine çalışanlar işçi sınıfı içindeki etnik ayrışmayı ele almıştır.

İkinci bölüm, niteliksel araştırma yöntemlerini kullanarak Yurtsever Emekçiler /DEMEP kadrolarının etnisite ve sınıf arasındaki ilişkiyi kurma yöntemlerine yoğunlaşmaktadır. Bu bölüm iki kısımdan oluşmaktadır. Birinci kısımda Yurtsever Emekçiler'in kuruluş süreci Kürt sorunun muhtevastaki değişimlere ve 1980'lerde ve 1990'larda memur hareketinin ortaya çıkmasıyla ilişkilendirilerek değerlendirilmiştir. 12 Eylül darbesiyle birlikte bir çok Kürt örgütlenmesi demokratik mücadele alanından silinmiştir ve Kürt hareketi öne çıkmıştır; bundan böyle Kürt sorunu Kürt hareketiyle birlikte anılır hale gelmiştir. 1990'lı yıllarda, kırsal alandaki askeri operasyonlara ilaveten Kentte demokratik mücadele veren Kürt politikacılara yönelik kontrgerilla saldırılarının da yoğunlaştığı bir dönemdir. Yurtsever Emekçilerinin kurulduğu darih kontrgerilla saldırılarının yoğunlaştığı, demokratik mücadele veren Kürt politikacılarına yöneldiği bir döneme denk gelmektedir. Yurtsever Emekçiler'in kurucularının bir kısmı, özellikle liderleri (Hamit Pamuk, Necadi Aydın gibi) 1990'lı yıllardaki faili meçhul cinayetlerinin kurbanları olmuşlardır.

Yurtsever Emekçiler, memur sendikalarının kuruluşuna katılan ve Kürt hareketine sempatisi olan veya orada aktif olan Kürt sendikacılar tarafından kurulmuştur. Bu hareket, Kürt sendikacılarının bireysel inisiyatifiyle kurulmuştur. Sendikaların içindeki şovenist eğilime karşı Kürt sendikacılar ayrı bir grup kurmaya karar vermişlerdir. Bu dönemde, Türkiye solundan farklı politik örgütlenmeler sendikalar içinde temsiliyetini sağlamak için kendi gruplarını kurmaktadırlar. Bu durum karşısında Kürtler de Kürt hareketinin sendikalar içinde temsili sorunu ortaya çıkmıştır. İlk önce, Kürt sendikacılar diğer Kürt örgütlenmeleriyle birlikte bir politik grup kurmaya karar vermişlerdir. Ama sonra beraber davranmayı başaramayınca Kürt hareketine sempatisi olan sendikacılar ayrı bir grup kurmuşlardır. Dolayısıyla Yurtsever Emekçiler'in, Kürt hareketinin ve sendikal hareketin kesiştiği noktada doğduğunu ve geliştiğini söyleyebiliriz. Dergi (Yurtsever Eğitimciler, Yurtsever Emekçiler...) faaliyeti sayesinde zamanla örgütsel bir form almış ve sınıf ile etnik mücadele hakkında söylem üretmeye başlamışlardır. Bundan böyle, kadroları için sendika etnisite ve sınıf ilişkisini kurmak; enternasyonalist yaklaşıma sahip olan Türkiye soluyla ilişki kurmak ve dayanışmak için bir araç olmuştur.

Yurtsever Emekçiler'in ilk kadroları Marksist ideolojinin toplumsal hareketlerin içinde güçlü ideolojik olarak güçlü olduğu ve Kürt sorunun, ağırlıklı olarak sınıf karşıtlığı çerçevesinde açıklandığı bir dönemde büyümüş veya politize olmuşlardır. Bu kuşak, geçmişin ve Marksizmin etkilerini barındırmaktadırlar. Dolayısıyla Yurtsever Emekçiler'in ilk kurucuları, Marksizmi benimsemekte ve Kürt sorunun sınıf karşıtlığı çerçevesinde açıklamaktadırlar.

Yurtsever Emekçiler'in kadroları sendikalar içinde halkların kaderlerini tayin hakkını ve Kürt sorunun eşitlik, kardeşlik ve insan hakları çerçevesinde çözümünü savunmuştur. Sendikalarda etnik temsilyete dayalı bir sendikal yönetim anlayışı yaratmayı istemişlerdir. Ancak sendikal işleyişi değiştirememişlerdir. Bunun üzerine amaçlarını sendika yönetimine girerek, yani farklı etnik kimlikleri temsil etmeyen sendikal işleyişi bozmadan gerçekleştirmeye çalışmışlardır.

Sendikadaki mücadele, özellikle kamu sektöründeki bazı çelişkiler, paradokslar içermektedir. Yurtsever Emekçiler'e üye olabilmek için her şeyden önce sendikalı işkollarında örgütlenmek gereklidir; dolayısıyla formel sektörde. Yurtsever Emekçiler informel sökteerde örgütlü değildir. Dolayısıyla Kürt göçmen yoksul işçileri örgütleyememektedir.

İkinci bölümün ikinci kısmında, DEMEP'in 2000'lerdeki faaliyetleri Kürt nüfusundaki sosyal yapının değişimi; sendikal kriz; Kürt hareketinin stratejik, ideolojik ve politik dönüşümü; sendikacılara karşı devletin baskı yöntemlerindeki değişimler ışığında incelenmektedir. 30 yıl boyunca, ekonomik nedenlerle ve askeri çatışmalar dolayısıyla Kürt toplumunun önemli bir kesimi sadece Kürt bölgelerinde bulunan illere değil, bunun dışında Batı metropollerine de göçmüşlerdir. Kırsal nüfus artmış, kentsel nüfus artmıştır. Gümünüzde Kürt toplumunun önemli bir kesimi kentlerde oturduğunu belirtebiliriz. Hızlı kentleşmenin sonucunda toprağa dayalı (aşiret, ağa, şeyh...) sınıflar ve tabakalar önemlerini kaybetmeye başlamışlardır. Göç ve kentleşme kentsel sınıfların belirginleşmesine neden olmuştur. Kürt toplumunun önemli bir kesiminin proleterleşmiştir. Ancak, önemli bir kesimi, özellikle de mevsimlik işlerde ve tekstil atölyelerinde çalışanlar, son derece güvencesiz (précaire) koşullarda çalıştığına dikkat çekilmelidir. Önemli bir kesimi sürekli yoksulluk koşullarında yaşamlarını idame ettirmektedirler dolayısıyla işsizlik, besin yetersizliği, sağlık ve barınma sorunlarıyla karşı karşıya kalmaktadırlar. Diğer bir yandan Kürt toplumunun bir kesimi de, küçük de olsa savaşın sonucu olarak zenginleşmiştir. Ancak bu alanda veriler son derece azdır. Akademik çalışmalar da bölgedeki zenginleşme süreçlerine yoğunlaşmamaktadır.

Bölgede yeni sitelerin kurulmasıyla birlikte, sınıfsal ayrışma (*segragation*) kolayca farkedilir hale gelmiştir. Ancak bu ayrışmanın politik alanda keskin ve belirgin olduğunu söyleyemeyiz. Her kesimden ve sınıftan insan Kürt hareketini desteklemeye devam etmektedir. Kentsel mekanda oy oranlarının dağılımı aşağı yukarı eşittir. Örneğin 2011 genel seçimlerinde hemen hemen Diyarbakır'ın tüm ilçelerinde Barış ve Demokrasi Partisi'ni (BDP) aldığı oy oranı birbirine yakındır. Her ilçede BDP'nin aldığı oylar %70 civarındadır; geri kalan oylarının çoğu AKP'nindir. Diğer yandan, farklı politik mücadele alanlarında sınıfsal kopuşmadan (clivage) söz edebiliriz. Örneğin sokaktaki çatışmalara ve isyanlara katılanların çoğu yoksul Kürtlerdir. Sendika gibi demokratik kurumlarda ise orta sınıfların yoğunluğu gözlemlenmektedir.

1990'ların ikinci yarısında sendikalar giderek bürokratikleşmeye; etki gücünü, dinamizmini kaybetmeye başlamıştır; sendikal kriz baş göstermiştir. Aynı dönemde, 2000'li yıllara doğru, Kürt hareketi daha sonra ideolojik ve stratejik yenilenmeye (Demokratik Cumhuriyet, Demokratik Konfederalizm...) aşılabacak olan durgunluk dönemine girmiştir. Bu durgunluk sadece mevcut mücadele yöntemlerinin kriziyle değil, savaş ve neoliberal politikalar sonucunda Kürt toplumsal yapısının değişmesiyle de ilişkilidir. 2000'li yıllarda, Kürt halkının önemli bir kesimi yukarıda da söz ettiğimiz gibi kentlerde oturmakta dolayısıyla kentsel ilişkiler daha belirginlik kazanmaktadır. Kürt hareketinin stratejik ve ideolojik olarak yenilenme süreci bu değişimin izlerini de taşımaktadır. Kürt hareketi bu dönemde demokratik alandaki mücadelelere daha fazla önem vermeye ve demokratik kuruluşları geliştirmeye, yenilerini kurmaya başlamıştır. Bu kuruluşlar arasındaki ilişkiyi kordine edecek Demokratik Toplum Kongresi benzeri kurumları da yaratmıştır. DEMEP'de Demokratik Toplum Kongresi ile ilişkili bir şekilde çalışmaya başlamıştır. Özetle 2000'li yıllarda, DEMEP'li kadrolar sadece Kürt toplumsal yapısındaki değişimlere, Kürt hareketinin yenilenmesine ayak uydurma sorunuyla değil, aynı zamanda sendikal krizi aşma sorunuyla da karşı karşıya kalmışlardır. Özellikle de güvencesiz koşullarda çalışan ve her geçen gün neoliberal politikaların sonucunda sayıları artan Kürt emekçilerini örgütlenme sorunuyla karşılaşmışlardır.

Ayrıca, 2000'li yıllarda Kürt sendikacılarına yönelik baskılar boyut değiştirmiştir. 1990'lı yıllarda hakim olan faili meçhul cinayetler, 2000'lerde daha azalmıştır. Bunun yerine yerine sürgün, tutuklama gibi hukuki baskılar artmıştır. Bugün bir çok Kürt sendikacı tutukludur.

Dolayısıyla 2000'lere gelindiğinde etnik ve sınıf mücadelelerine ve bunların ilişkilendirme yöntemlerine dair rutin alt üst olmuştur. Bu yüzden 1990'ların ikinci yarısında Yurtsever Emekçiler bir iç krize girmişlerdir. Bu dönemde bazı kadrolar, Kürt hareketinin müdahalesi sonucunda Yurtsever Emekçiler'den ayrılmıştır. Uzun süren bir durgunluk (*stagnation*) döneminden sonra 2007-2008 DEMEP emek mücadelesine dair yeni bir yaklaşım önermeyi hedefleyen Demokratik Toplumcu Sendikacılık anlayışı geliştirilmiştir. Bu çerçevede, tezde DEMEP kadroları tarafından sendikal hareketin krizini aşmak ve Kürt hareketindeki yenilenmelere uyum sağlamak için geliştirilen Demokratik Toplumcu Sendikacılık (DTS) anlayışı incelenmiştir. DTS ile, DEMEP etnik ve sınıf mücadelelerinin arasında yeni bir birlik anlayışı geliştirmiştir; ulus devlet inşa etmeyi hedefleyen nasyonalizm ve sadece sınıf mücadelesini esas alan indirgemecilik (*réductionnisme*) karşıtı bir tutum benimsemiş, teorik açıdan her iki mücadelenin arasında bir hiyerarşi kurulmasını reddetmiştir. Ancak pratikte DEMEP kadroları her iki mücadele arasında bir hiyerarşi kurmaktadır; etnik kimliği ve mücadelenin daha öne çıktığını vurgulamaktadırlar. Diğer yandan nasyonalizme gönderme yapan "Yurtsever" kavramı yerine bu dönemde Kürt hareketinin önceliklerine de uygun olacak şekilde "demokrasi" kavramı tercih edilmektedir. Aynı zamanda daha önce yaygın bir şekilde kullanılan sınıf kavramı yerine bütün sosyal ilişkilerde açığa çıkan emeğe gönderme yapan ve dolayısıyla daha kapsayıcı olan emek kavramı tercih edilmektedir. Böylece etnik mücadelenin içindeki sosyal sınıf ilişkilerinin varlığı reddedilerek mücadele sürecinde farklı sosyal sınıfların üyesi olan aktivistler eşitlenmektedir.

1990'lı yıllarda Yurtsever Emekçiler'e üye olmak için formel bir işte çalışmak gerekiyordu. Aslında kadrolarının çoğu memurdu ve genel olarak işçi alanında örgütlenmiyorlardı. Bu durum 2000'li yıllarda eleştirildi. Demokratik Toplumcu Sendikacılıkla sendikal alanın sınırlarından çıkılmasının önemine vurgu yapıldı; tüm emekçileri özellikle de ucuz işgücünü, ev emekçilerini... örgütlenmenin gereğinin altı çizildi. Ama üç başarısız deneme dışında -ki bu denemeler tüm kadroların hafızasında yer edinmeyecek kadar sınırlı kalmıştır- DEMEP bu alanlarda örgütlenecek bir perspektif geliştirmemiştir; bireysel çabalar da söz konusu değildir. Dolayısıyla DEMEP'in teorisi ve pratiği arasında bir uçurumun geliştiğini söyleyebiliriz.

Kürt emekçilerinin bütünü örgütlenmemesi durumu, aynı zamanda Kürt emekçilerinin arasındaki farklılaşma sorununa da işaret eder. Biz tezimizde, Kürt emekçileri arasındaki sosyal farklılaşmayı da tartışmaya çalıştık ve gözlemledik ki memurların farklı yaşam tarzları özellikle de hergün neoliberal politikalar sonucu sayıları artan yoksul Kürt emekçileri arasında bir kopuşa (clivage) neden olmaktadır.

Son olarak Türkiye soluyla YE/DEMEP arasındaki ilişki incelenmiştir. Burada YE/DEMEP'in örgütlenme ve ideolojik "hastalıkları" olan, bütüncül temsili bir Türkiye solu imajı (une image unique représentative) oluşturduğu gözlemlenmiştir. Bu imaj eleştirisi üzerinden DEMEP kendi varlık nedenini (*raison d'être*) ve ideolojik örgütsel sorunlarını açıklamaktadır.

Anahtar sözcükler: etnisite, sınıf, Kürt hareketi

INTRODUCTION

Au cours des années 1960, certains acteurs politiques et intellectuels¹ ont commencé à appliquer des notions de la littérature marxiste dans leurs analyses des relations sociales au sein de la population kurde et dans la lutte ethnique des Kurdes envers l'identité nationale majoritaire. Progressivement après le coup d'État de 1971, la gauche kurde a émergé et devenu un mouvement de masse. En s'inspirant de cette littérature, la gauche kurde attirait l'attention sur le fait que le conflit de classe sociale existait au sein même du peuple kurde. L'oppression de l'identité nationale et celle de classe s'imbriquaient et il fallait donc lutter contre ces deux types d'oppression en même temps. La population kurde se concentrait dans la région rurale, et la gauche kurde produisait un discours correspondant à cette structure. Ils analysait le peuple kurde comme étant hiérarchisé en classes composées de maîtres féodaux compradors, de paysans pauvres ou sans terre, de chômeurs et d'une masse de main-d'oeuvre en ville. L'antagonisme entre les maîtres féodaux compradors et les paysans pauvres ou sans terre était plus effectif que la contradiction de classe entre bourgeois et ouvriers. Selon les membres de la gauche kurde, la population kurde était concentrée dans des zones rurales; en d'autres termes, il n'existait pas une classe ouvrière kurde nombreuse et une classe bourgeoise puissante.

De nos jours, la structure de classe sociale dans la région kurde² a changé par rapport aux années 1970-1990 durant lesquelles la gauche kurde s'est enracinée. Mais à partir des années 2000, à cause des conflits militaires, de « la guerre chaude » et des politiques néolibérales, la population kurde commence à se concentrer

¹ İsmail Beşikçi, **Doğu'da Değişim ve Yapısal Sorunlar: Göçebe Alikan Aşireti**, Ankara: Yurt Kitap Yayınları, 1992; M.İ Erdost, **Şemdinli RÖportajı**, İstanbul: Onur Yayınları, 1993, 2^{ème} Édition ; Musa Anter, **Hatıralarım**, İstanbul : Yön Yayınları, 1991, 2^{ème} Édition ; Naci Kutlay, **Anılarım**, İstanbul: Avesta Yayınları, 1998.

² Utilisé par les Kurdes et certaines organisations de la gauche, le mot *région* désigne la région où les Kurdes habitent historiquement en majorité. La *région* inclut 21 villes: Ardahan, Siirt, Adıyaman, Mardin, Kars, Muş, Ağrı, Erzurum, Bingöl, Batman, Van, Diyarbakır, Şanlıurfa, Tunceli, Elazığ, Malatya, Bitlis, Hakkari, Iğdır, Erzincan, Şırnak.

majoritairement dans les zones urbaines. Donc la configuration sociale sur le modèle d'une structure de classe au sens moderne (bourgeois, ouvrier) est devenue plus marquée. Une partie de la population kurde est prolétarisée et la majorité des travailleurs kurdes travaillent dans des conditions très précaires.³ Durant cette même période, une autre partie de la population kurde est devenue plus riche. L'existence d'une classe bourgeoise (en particulier la bourgeoisie commerciale) et une classe moyenne kurde sont devenues plus distinctes qu'auparavant. On peut même considérer une ségrégation de classe inscrite au sein de l'espace urbain de la *région*.⁴

Alors, comment l'augmentation de la quantité des travailleurs au sein de la population kurde en Turquie influence-t-elle la lutte politique du mouvement kurde ? On peut facilement observer que les clivages de classe sociale dans l'espace politique ne sont pas tout à fait nets et tranchés. Le mouvement kurde dans l'espace légal présente un caractère interclassiste. Dans la *région*, des personnes de chaque classe sociale continuent à soutenir le Parti pour la paix et la démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi- BDP*).⁵ Mais il y a quand-même des traces de clivages basés sur des classes sociales sur la surface de divers espaces de la lutte politique. La majorité de ceux qui participent aux révoltes et aux conflits dans les rues sont des kurdes pauvres. Mais dans des institutions légales comme les syndicats, ce sont plutôt des personnes issues la classe moyenne qui occupent l'espace.⁶

L'augmentation de la proportion des travailleurs dans la population kurde influence-t-elle la manière de construction et d'imbrication de l'identité ethnique avec celle de la classe et la lutte menées dans ces deux champs ? De nos jours, au sein du *BDP* qui est l'un de plus important représentant du mouvement kurde, il n'existe pas d'assemblée ou de commission de travailleurs.⁷ Par ailleurs, il y a une

³ Konda, **Kürt Meselesinde Algı ve Beklentiler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011, p. 94.

⁴ Il n'existe pas de recherche portant sur la classe moyenne ou la bourgeoisie kurde. Mais on peut facilement distinguer une forme de ségrégation de classe dans l'espace urbain dans la *région*. Par exemple les nouveaux quartiers riches dans Diyarbakır nous montre l'émergence d'une classe moyenne et d'une classe bourgeoise kurde ayant du pouvoir d'achat (comme *Diclekent metropole, Gaziler, Tuanapark evleri...*).

⁵ Quand on examine les résultats des élections législatives de 2011, on voit que les personnes de chaque classe sociale continuent à soutenir le *BDP*. Par exemple, dans tous les arrondissements à Diyarbakır le pourcentage de vote en faveur du *BDP* est de 70 %, et la majorité des votes restants se portent sur l'*AKP*.

⁶ Cuma Çiçek, « Etnik ve Sınıfsal İnşa Süreçleri Bağlamında Kürt Meselesi: Bölgesel Eşitsizlik ve Bölgesel Özerklik », **Praksis**, Numéro: 28, Janvier 2012, p. 11-42.

⁷ Dans le *BDP*, il y a de commissions et conseils de jeune et de femmes. (<http://www.bdp.org.tr/anasayfa/> 17.01.2013).

organisation désignée en tant que champ du travail (*emek alanı*)⁸ lié au Congrès pour une Société Démocratique (*Demokratik Toplum Kongresi- DTK*)⁹. En vérité ce qui est ainsi nommé comme le champ du travail est l'organisation de *Yurtsever Emekçiler (YE)* des années 1990 qui a été rebaptisée par la suite sous le nom de Plateforme démocratique du travail (*Demokratik Emek Platformu- DEMEP*).¹⁰ Les cadres de *YE/DEMEP* adoptent à la fois l'identité ethnique et de classe, et mènent la lutte sur ces deux fronts. Néanmoins, cette organisation indépendante n'inclut pas la totalité des activistes travailleurs dans le mouvement kurde. *YE/DEMEP* s'organise majoritairement dans les syndicats (en particulier dans ceux du secteur public). Donc, le champ du travail s'est donc restreint au champ couverts par les syndicats.

Ce mémoire entreprend d'exposer les manières de la construction et la reproduction de la relation entre ethnicité et classe à partir de l'exemple de *YE/DEMEP*. Nous problématisons le processus de construction et reproduction de la relation entre l'identité ethnique et de classe ouvrière dans l'espace politique kurde. Nous rendrons compte de la variabilité de leurs relations en fonction de divers contextes et les changements économiques et politiques. Dans ce cadre, nous examinerons l'histoire du *YE/DEMEP*, ses développements organisationnels et idéologiques, ses relations avec le mouvement kurde et d'autres organisations de la gauche turque entre les années 1990 et 2011.

Dans le premier chapitre (I) nous étudierons la littérature concernant les façons de combiner l'ethnicité et la classe sociale. Ce chapitre comportera deux parties. Premièrement, nous exposerons la littérature sur le sujet en Europe et aux États-Unis, dans la seconde partie nous nous tournerons vers l'état des recherches sur le sujet en Turquie. En Europe et aux États-Unis, avant la Deuxième Guerre mondiale, l'ethnicité et la classe sociale ont été analysées séparément. Alors qu'en Europe le concept de classe sociale était un concept explicatif, aux États-Unis le concept d'ethnicité était utilisé de manière plus courante dans la littérature. Après la

⁸ Le champ du travail est un terme utilisé pour désigner la *DEMEP* par le mouvement kurde.

⁹ DTK est fondé en 2006.

¹⁰ Jusqu'en 1996, le nom de *Yurtsever Emekçiler* est utilisé publiquement. Entre 1992-1996 ses activistes ont écrit des articles dans le journal *Gündem* sous le nom de *Yurtsever Emekçiler* et ont publié une revue avec le même nom. Du fait qu'en 1996 des procès contre ses activistes ont été intentés avec l'accusation d'être membre d'une organisation terroriste, ils ont cessé d'utiliser ce nom et ont commencé à utiliser le nom du mouvement démocratique du travail (*Demokratik Emek Hareketi- DEH*). Après avoir subi une opération policière en 2008, ils ont renoncé à ce nom. De nos jours, ils utilisent le nom *DEMEP*.

Deuxième Guerre mondiale, sous l'influence des changements économiques et politiques et des critiques théoriques comme la critique postmoderniste, la critique féministe, la classe sociale et l'ethnicité commencent à être analysées ensemble dans la littérature universitaire. Les différences ethniques à l'intérieur d'une classe sociale et la différenciation sociale à l'intérieur d'un groupe ethnique font des sujets de recherche. Dès lors, la division de la classe ouvrière n'est plus considérée comme un phénomène secondaire ou résiduel, mais comme une caractéristique structurelle des sociétés capitalistes actuelles.¹¹ Mais dans ces recherches, la relation entre l'ethnicité et la classe est analysée à partir de l'exemple de l'immigration. Les sujets de recherche se concentrent principalement sur les travailleurs immigrés –en particulier ceux qui travaillent dans des conditions précaires-, leurs positions dans le marché du travail, les discriminations, les problèmes d'intégrations. Les concepts d'ethnclasse (Gordon Milton¹²), et underclasse noire (William J. Wilson¹³) sont produits pour désigner les travailleurs appartenant à un groupe ethnique et ceux qui travaillent dans des conditions précaires. D'autre part, en général dans ces travaux les groupes ethniques dans les organisations de la classe ouvrière ou les rapports de classes dans un mouvement ethniques ne sont pas problématisés. Il existe seulement deux recherches (Gerard Noiriel¹⁴ et Angela Davis¹⁵) qui mettent l'accent sur les effets des luttes dans les processus de reproduction de ces identités. Angela Davis examine la lutte des femmes noires aux États-Unis, mais en même temps, rend compte des positionnements différents des militants marxistes envers la question noire. Gerard Noiriel examine l'histoire locale des ouvriers à Longwy. Il insiste sur les effets de la lutte des différentes organisations dans la reproduction de l'identité ethnique et de classe.

Dans la deuxième partie du chapitre I, nous décrivons l'évolution des études kurdes concernant les travailleurs kurdes. Nous pouvons dater l'apparition des études kurdes au début du 19^{ème} siècle. Mais les études concernant les travailleurs kurdes sont bien plus récentes et les travailleurs kurdes en tant que sujet de recherche

¹¹ Étienne Balibar, « Préface », Immanuel Wallerstein et Étienne Balibar (ed.), **Race, Nation, Classe: Les identités ambiguës**, Paris: la Découverte, 1990, p. 9.

¹² Gordon Milton, **Assimilation in American Life: the role of race, religion, and national origins**, New York: Oxford University Press, 1964.

¹³ William J. Wilson, **The Declining Significance of Race**, Chicago: The University of Chicago Press, 1978.

¹⁴ Gérard Noiriel, **Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)**, Paris : PUF, 1984.

¹⁵ Angela Davis, **Femmes, Race et Classe**, Paris: Antionette Fouque, 1983.

universitaire restent marginales. Les travaux existants qui ne reproduisent pas l'idéologie officielle se focalisent sur le nationalisme kurde,¹⁶ le discours produit par l'État turc sur la question kurde,¹⁷ les conséquences de « la guerre chaude » comme les déplacements forcés des paysans kurdes¹⁸ ou encore certaines organisations du mouvement kurde.¹⁹ D'autre part, les analyses se penchant sur la structure sociale de la population kurde se placent plutôt dans le cadre des rapports sociaux des maîtres féodaux, renvoyant à la tribu.²⁰ Les analyses qui montrent l'existence d'ouvriers ou de bourgeois kurdes sont encore reléguées au second plan. Cette situation constitue un important paradoxe, parce qu'aujourd'hui la plupart de la population kurde se concentre dans les villes plutôt que dans les campagnes contrairement aux années 1960 dans lesquelles la gauche kurde est née. Petit nombre de recherches spécialisées sur les travailleurs kurdes²¹ problématisent les effets de la guerre chaude et des politiques néolibérales, la diversification ethnique dans le marché du travail, les mauvaises conditions de travail. Mais il faut souligner que les travailleurs kurdes dans la région kurde ne sont pas étudiés, ils sont analysés seulement après avoir migré à l'Ouest.

¹⁶ Abbas Vali (ed.), **Kürt Milliyetçiliğinin Kökenleri**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2005; Wadie Jwaideh, **Kürt Milliyetçiliğinin Tarihi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, 6^{ème} Édition.

¹⁷ Mesut Yeğen, **Devlet Söyleminde Kürt Sorunu**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999.

¹⁸ Dilek Kurban, Deniz Yüksek, Ayşe Betül Çelik, Turgay Ünal, A. Tamer Aker, «**Zorunlu Göç ile Yüzleşmek: Türkiye'de Yerinden Edilme Sonrası Vatandaşlığın İnşası**», İstanbul: Tesev Yayınları, 2008, 2^{ème} Édition; Ayşe Betül Çelik, «I Miss My Village! Forced Kurdish Migrants in İstanbul and their representation in Association», **New Perspective on Turkey**, Numéro: 32, 2005.

¹⁹ **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Dossier : Toplumsal Mücadele ve Politik Şiddet Hattında Kürt Hareketi, Numéro:4, Automne 2010; **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Dossier : Dağdan Taşmak Kürt Hareketinin Dönüşüm Seyri, Numéro: 5, Printemps-Été 2011; Şeref Kavak, « Kürt Siyasetinin 2000'li Yılları : « Türkiyelileşme » ve Demokratik Toplum Partisi », Büşra Eranlı, Günay Göksu Özdoğan, Nesrin Uçarlar (ed.), **Türkiye Siyasetinde Kürtler : Direniş, Hak Arayışı, Katılım**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2012.

²⁰ Meral Özbek (Koroğlu), **Beritanlı Aşireti ve Yerleştirme Modeli; Toplumsal ve Mekansal Örgütlenme**, Ankara: Orta Doğu Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi, mémoire de master, Juillet 1980; Lale Yalçın-Heckmann, **Kürtlerde Aşiret ve Akrabalık İlişkileri**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2006, 2^{ème} Édition; H. Musa Taşdelen, **Göçerlerin Şehirleşmesi: Beritanlı Aşireti Örneği**, İstanbul: Turan Yayıncılık, 1997; Çiler Dursun, « Kürt aşiretleri, aşiret liderleri ve global süreçler: Hakkari'de Oramari örneği », **Toplum ve Bilim**, Numéro: 84, 2000, p. 172-188; Ahmet Özer, **Doğu'da Aşiret Düzeni ve Brukanlar**, Ankara : Elips Kitap, 2003; Rüstem Erkan, Alpay O. Ok, «GAP'ın uygulandığı bölgelerde aşiret ve aile yapısındaki değişimler: Diyarbakır ili «Şeyhoda Aşireti»», **Sosyoloji Araştırmalar Dergisi**, Numéro: 2, Automne 2004; Ayşe Yıldırım, «Kaplumbağadan Mir, Şeybızın'dan Aşiret... İki Aşiret Arasında Kültürel Rekabet ve Çatışma», **Anadolu'dan Etnik Manzaralar Artakalanlar**, İstanbul: E Yayınları, 2006; H. Neşe Özgen, «Devlet, sınır, aşiret: Aşiretin etnik bir kimlik olarak yeniden inşası», **Toplum ve Bilim**, Numéro: 108, 2007; Safiye Ateş Durç, **Türkiye'de Aşiret ve Siyaset İlişkisi: Metinan Aşireti Örneği**, Ankara : Hacettepe Üniversitesi Siyaset Bilimi ve Kamu Yönetimi Anabilim Dalı Siyaset Bilimi, mémoire de master, Mete Kaan Kaynar (directeur de recherche), 2009.

²¹ « Tuzla Araştırmalar Grubu », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro: 1, Mai 2009; İclal Ayşe Küçükırca, « Etnisite, Toplumsal Cinsiyet ve Sınıf Ekseninde Mevsimlik Kürt Tarım İşçileri », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro : 6-7, Été-Printemps 2012.

En Turquie, une grande partie des études de classe ne tiennent pas compte de l'existence des travailleurs kurdes et analysent la classe ouvrière sans construire de lien avec la question ethnique. Peu de recherches, notamment celles sur les secteurs informels, prennent en compte l'existence des diversités ethniques dans la classe ouvrière.²²

Dans le deuxième chapitre (II), nous appuyant sur un travail de terrain et une recherche dans les archives de presse nous allons nous pencher sur la manière dont les cadres de *YE/DEMEP* construisent une relation entre ethnicité et classe. Ce chapitre comportera deux parties. D'abord, nous tenterons de comprendre le processus de fondation de *Yurtsever Emekçiler* en nous focalisant sur les changements concernant la question kurde et sur l'émergence du mouvement syndical des fonctionnaires dans les années 1990. Dans ces années, pour les cadres de *Yurtsever Emekçiler*, les syndicats sont devenus un moyen de construire un lien entre la lutte ethnique et de classe. Ils luttent dans les syndicats non seulement contre la répression contre les travailleurs, mais aussi luttent contre les tendances chauvinistes présentes au sein des syndicats. En même temps, les cadres de *Yurtsever Emekçiler* soutiennent les autres institutions du mouvement kurdes, comme le Parti de la démocratie du peuple (*Halkın Demokrasi Partisi- HADEP [1994-2003]*). Mais la lutte dans les syndicats, et surtout dans ceux du secteur public a contribué au développement de certaines contradictions et paradoxes. En effet, pour être un membre de *Yurtsever Emekçiler*, il faut travailler dans un secteur syndicalisé et donc dans un secteur formel. Ainsi, *Yurtsever Emekçiler* n'a pas pu organiser les travailleurs kurdes pauvres migrants.

Dans la deuxième partie du deuxième chapitre, nous traiterons des activités de *DEMEP* dans les années 2000 à la lumière des changements de la structure sociale de la population kurde, des transformations politiques, idéologiques et stratégiques du mouvement kurde et des changements des méthodes de répression étatique contre les syndicalistes. Nous analyserons le syndicalisme démocratique pour la société (*Demokratik toplumcu sendikacılık- DTS*) élaboré par les cadres de la *DEMEP*; sa relation avec le mouvement kurde et la gauche turque.

²² Betül Altuntaş, « Enformel Bir Emek Biçimi Olarak Sokak Toplayıcılığı », **Toplum ve Bilim**, Numéro: 112, 2008.

Dernièrement nous allons présenter notre recherche de terrain et certains problèmes auxquels nous nous sommes confrontées au cours de sa réalisation. Le premier obstacle est apparu concernant l'accès aux ressources écrites. Les publications archivées personnellement par certains cadres du mouvement ont été perdues à la suite d'opérations policières et des saisies faites par la police. Il est probable qu'au début les cadres de la *DEMEP* ne m'aient pas montré le lieu où se trouvaient les archives des revues du fait qu'ils ne me faisaient pas encore confiance. Donc au début, nous avons été obligées de récolter toutes les informations à travers les entretiens. Mais en mai 2011 après avoir terminé une grande partie des entretiens, les cadres de *YE/DEMEP* ont probablement commencé à nous faire confiance et nous ont enfin montré le lieu des archives de la revue.²³ Nous avons pu accéder à presque tous les numéros de la revue publiés entre 1999 et 2009.²⁴ Le nom de la revue a dû être changé à cause des procès, et l'activité de publication aussi a vécu des interruptions. C'est pourquoi certains mois la revue n'a pas pu être publiée.

Nous avons réussi à trouver les revues des années 2000, mais cette fois-ci, les revues ou brochures, etc. publiées dans les années 1990 étaient absentes. Nous avons appris par la suite par l'un des fondateurs que les articles écrits par certains activistes de *Yurtsever Emekçiler* avaient été publiés dans les journaux *Gündem*, *Özgür Ülke* et *Demokrasi* dans les années 1990.²⁵ En répertoriant les archives de journaux de 1992 à 1997, nous avons collecté non seulement des articles écrits directement sous le nom de *Yurtsever Emekçiler* ou certains que nous avons identifié comme représentants, mais aussi certains articles dont nous avons estimé qu'ils pourraient nous être utiles dans notre travail. D'autre part, en juin 2011, Savcın²⁶

²³ L'ancien bureau de la revue et donc les archives des revues se trouvaient à Unkapanı. Le bureau de la revue était fermé depuis la deuxième moitié de 2009.

²⁴ **Emekçiler** (Avril 1999-Mai 2001); **Emekçiler Forumu** (Juillet 2001-Juin 2004); **Emek ve İnsan** (Septembre 2004-Novembre 2005); **Emek ve İnsan** (Mai/Juin 2007); **Emek İnsan** (Août/Septembre 2007-Avril/Mai 2009). Entre avril 1999 et mai 2009, 75 numéros ont été publiés.

²⁵ Il faut préciser ici qu'il nous a été difficile d'accéder aux anciens numéros de ces journaux, car ils ne se trouvent pas dans les bibliothèques centrales (par exemple, la bibliothèque d'État à Beyazıt, celle de l'Université d'Istanbul). Il existe seulement quelques numéros publiés entre 15 mai 1993 et avril 1994 dans la bibliothèque d'Atatürk. De plus, le journal *Özgür Gündem* ne peut pas, pour des raisons techniques, rendre accessible à tous les chercheurs ses propres archives.

²⁶ Le fondateur de *Yurtsever Emekçiler* est ancien membre du syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science (*Eğitim ve Bilim Emekçileri Sendikası - Eğitim-Sen*). Pour des raisons de sécurité et de confidentialité tous les prénoms ont été modifiés.

avant son arrestation nous a donné certains²⁷ numéros de revue, publiés entre 1996-1998.

Nous avons prévu qu'à cause des procès, des opérations policières contre les activistes kurdes nous serions confrontées à certains problèmes concernant la recherche de terrain. Il était prévisible que les cadres de la *DEMEP* ne voudraient pas facilement partager leurs opinions et les informations sur leurs activités, etc. pour des raisons de sécurité. Par exemple bien que nous voulions utiliser la méthode de l'observation participante, il ne nous a pas été permis de participer à ses activités. Car beaucoup d'activités internes sont fermées aux non-adhérents. Donc, nous avons pu observer seulement une partie d'une réunion du groupe politique de la santé (*Sağlık politika grubu*) visant à développer une approche sur les politiques de la santé dans l'autonomie démocratique.²⁸ Nous avons de plus participé au congrès du syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science (*Eğitim ve Bilim Emekçileri Sendikası- Eğitim-Sen*) afin de nous rendre compte des positionnements de *DEMEP*.

En prévoyant que les activistes de la *DEMEP* pourraient avoir des réticences à accepter de faire des entretiens, nous avons préféré trouver les interviewés par l'intermédiaire de mon premier contact Mehmet.²⁹ Nous avons donc pris le risque de rester dans les frontières de l'idéologie officielle de la *DEMEP*. Pour dépasser ce désavantage, nous avons voulu utiliser la technique boule de neige (*kartopu*). Cette technique n'a pas fonctionné, et même dans certains cas la référence de Mehmet n'a servi à rien. Par exemple à Diyarbakır, certaines personnes n'ont pas accepté de faire un entretien. En particulier nous nous sommes souvent confrontées au refus des anciens cadres. Il y a de toute manière peu d'anciens cadres parce qu'une grande partie a été assassinée ou a quitté la vie politique. En définitive, nous avons accédé à presque tous les interviewés (mis à part Bulut)³⁰ qui n'est pas cadre ou sympathisant de *DEMEP* à travers la référence de Mehmet. Pour des raisons de sécurité, aucun hormis Bulut, n'a accepté l'utilisation d'un appareil d'enregistrement sonore.

²⁷ *Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 1, Mai 1996; la revue d'*Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 2, Juin 1996; la revue d'*Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 4, Octobre 1996 ; la revue d'*Özgürleşen Emekçiler*, Numéro: 1, 15 mars 1996.

²⁸ Du fait que nous n'avons pas pu accéder aux informations détaillées concernant les positions de la *DEMEP* sur l'autonomie démocratique, nous avons laissé de côté ce sujet.

²⁹ Mehmet qui est l'un de leader de *DEMEP* est technicien de la santé et un membre du syndicat des travailleurs de santé et de services sociaux (*Sağlık ve Sosyal Hizmet Emekçileri Sendikası- SES*).

³⁰ Ancien membre du syndicat de *Tekel-İş*.

En définitive, nous avons effectué des entretiens avec 4 femmes³¹ et 10 hommes. Les 7 ont âges de 25 à 40 ans, les 7 ont âges de 40-55. Les 10³² des entretiens ont été menés avec une méthode semi-directive et les 4³³ autres se sont focalisés sur certains points concernant les années 2000. Parmi les 14 entretiens, sept ont réalisé à Istanbul, 5 à Diyarbakır,³⁴ 2 à Ankara.³⁵ En dehors d'un interviewé (Bulut) tous sont ou étaient dirigeants dans les syndicats de l'éducation, de la santé, des bureaux, des municipalités, etc. Deux des interviewés étaient membres d'un syndicat ouvrier (Bulut et Namzet), mais ils n'étaient pas membres de *YE/DEMEP*. L'entretien fait avec Namzet concerne les activités du mouvement kurde dans les syndicats au cours des années 1970. Bulut était ancien membre du syndicat de *Tekel-İş*. Deux autres entretiens (Veysi et Savcın) concernent l'histoire de *Yurtsever Emekçiler* dans les années 1990.

Dans le chapitre suivant nous étudierons la littérature concernant les façons de combiner l'ethnicité et la classe sociale. Nous relaterons la littérature sur le sujet en Europe, aux États-Unis, en Turquie.

³¹ Ceci est lié au fait que les interviewés dans la première génération de *Yurtsever Emekçiler* auxquels nous pouvons accéder sont principalement des hommes.

³² Sevgi, Melis, Metin, Fadime, Musa, Veysi, Barış, Namzet (cf. annexe 1 pour les détails).

³³ Mehmet, Emin, Musa, Necati.

³⁴ Melis, Metin, Fadime, Emin, Bulut.

³⁵ Musa et Necati.

L'IDENTITE DE LA CLASSE SOCIALE ET L'ETHNICITE

Notre premier chapitre est consacré à l'étude de la littérature qui interroge et construit un lien entre classe sociale et ethnicité, nous excluons de notre examen les ouvrages qui analysent uniquement la dimension de l'ethnicité ou de la classe sociale. Bien que la littérature dominante dans ce domaine prenne souvent en considération la dimension du genre dans l'étude des relations entre l'ethnicité et la classe, nous signalons préalablement que nous ne prendrons pas en compte dans notre étude les analyses en termes de genre que contiennent ces travaux.

1.1. La Conceptualisation du lien entre l'ethnicité et la classe sociale en Europe et aux États-Unis

Vu que les travaux qui construisent un lien entre classe sociale et ethnicité sont très rares avant la Deuxième Guerre mondiale et ne deviennent plus nombreux qu'à partir des années 1960, notre analyse se concentrera sur les travaux réalisés à partir de ces années. Dans la première partie, nous analyserons la conceptualisation du lien entre l'ethnicité et la classe sociale en Europe et aux États-Unis. Dans la deuxième partie, nous traiterons les recherches spécialisées sur la classe ouvrière kurde en Turquie.

1.1.2. Analyser séparément l'ethnicité et la classe sociale avant la Deuxième Guerre mondiale

Avant la Deuxième Guerre mondiale, la majorité des travaux académiques analysent séparément l'ethnicité et la classe sociale. Alors qu'en Europe le concept de classe est un concept explicatif principal pour analyser les relations sociales, à la même époque, aux États-Unis, la majorité des travaux se focalisent sur le concept d'ethnicité.

Au cours des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, les travaux faits en Europe qui se penchent sur les groupes ethniques dans les pays européens restent longtemps marginaux.³⁶ La majorité des recherches sur l'ethnicité se focalise plutôt sur les communautés ethniques des pays colonisés. Par exemple, au Royaume-Uni, afin de «moderniser» les populations des pays colonisés, les recherches sur l'ethnicité, menées au sein de l'École d'études orientales et africaines (*School of Oriental and African Studies- SOAS*)³⁷ se situait dans le paradigme du substantialisme ou de l'essentialisme qui considéraient les tribus (*kabile*) comme des entités fixes, stables, homogènes. Mais les groupes ethniques présents dans leurs pays ne constituaient pas un sujet de recherche.³⁸

Dans cette partie nous prendrons en compte seulement les théorisations de Marx-Engels et Weber³⁹ sur les relations entre ethnicité et classe sociale. Marx et Engels ont toujours mis en avant la position de la classe sociale par rapport à celle de l'ethnicité, car ils se sont concentrés sur l'explication des transformations créées par le capitalisme et par la révolution industrielle, et sur les dynamiques internes de ce changement. Pour cette explication, « la classe » et « la lutte de classe » et « le mode de production » sont les concepts clés : *«l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes [...] l'histoire est celle du changement des modes de production et de son conflit avec les formes de propriété.»*⁴⁰

Selon Marx et Engels, la société capitaliste est composée de deux classes principales: l'une est la classe bourgeoise dont les membres détiennent la propriété des moyens de production et donc se trouvent en position dominante dans le contrôle

³⁶ Dominique Schnapper, **La relation à l'autre : au cœur de la pensée sociologique**, Paris : Gallimard, 1998, p. 351.

³⁷ SOAS est née à Londres en 1926. Elle est spécialisée sur les arts, humanités, langues, cultures en relation avec l'Asie, l'Afrique, le Proche-Orient et le Moyen Orient.

³⁸ Bugumil Jewsiewicki, « Études africaines: France, États-Unis », **Le Débat**, 1/2002, Numéro : 118, http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=DEBA_118_0066&DocId=27401&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=2&hits=7ed+7ec+0&fileext=html#hit1 (28.03.2012).

³⁹ Selon l'approche de Tonnies et Durkheim l'ethnicité a été construite sur le conflit entre les sociétés modernes et traditionnelles en utilisant les termes « Gesellschaft » et « solidarité organique ». Montserrat Guibernau and John Rex, « Introduction », Montserrat Guibernau and John Rex (ed.), **The Ethnicity reader: Nationalism, Multiculturalism and Migration**, Cambridge: Polity Press, 1997, p. 2.

⁴⁰ « Şimdiye kadarki tüm toplumların tarihi, sınıf mücadelesinin tarihidir. [...] tarihin üretim tarzlarının değişimi ve bunun mülkiyet biçimleriyle çatışmasıdır [...] » Anthias Liakos, **Dünyayı Değiştirmek İsteyenler, Ulusu Nasıl Tasavvur Etiler**, Merih Erol (trad.), İstanbul: İletişim Yayınları, 2008, p. 19.

du système politique ; l'autre est la classe ouvrière dont les membres ne possèdent que leur seule force de travail, et ne sont pas propriétaires des moyens de production. Ils sont par conséquent obligés de vendre leur force de travail au capitaliste contre un salaire pour subvenir à leurs besoins vitaux. Marx et Engels prévoyaient que la mécanisation du travail abolirait progressivement les différences dans le monde du travail et aboutirait à une égalisation croissante des intérêts et des conditions de vie du prolétariat. À cause de leurs positionnements économiques opposés, les intérêts de la classe ouvrière entraînent directement en conflit avec ceux de la classe bourgeoise. Selon Marx et Engels, la position économique de la classe ouvrière donnait potentiellement à ce dernier une force de transformation de la société capitaliste. La lutte de la classe ouvrière menée contre la bourgeoisie ferait naître une société nouvelle sans classe.⁴¹

On peut critiquer Marx et Engels du fait qu'ils avaient conceptualisé la classe ouvrière en tant qu'une entité homogène et unifiée et ils n'avaient pas prévu que le développement du capitalisme donnerait lieu à l'émergence d'éléments qui créent des différenciations et des séparations en son sein et qui par conséquent en affecteraient l'unité et l'homogénéité. Leurs ouvrages qui ne tiennent pas compte des différenciations qui émergent au sein de la classe ouvrière en conséquence du développement économique (qualification, disqualification, semi-qualification, etc.), ne mettent pas non plus l'accent sur la différenciation produite du fait des identités ethniques. Selon eux, beaucoup de nationalités ont déjà disparu comme les Slaves. Et l'industrialisation accélère ce processus de disparition des nations. C'est désormais la lutte de classe qui décrit l'enjeu principal. Les classes ouvrières de tous les pays ont un intérêt commun, et pour ces classes, le sens national est arrivé à son extinction : la classe ouvrière n'a pas de patrie.⁴²

Dans certains mouvements marxistes et chez certains marxistes, la lutte basée sur la revendication ethnique était perçue comme secondaire par rapport à la lutte des classes.⁴³ C'est pourquoi l'ethnicité était considérée comme une forme de fausse

⁴¹ Karl Marx, **Le Capital**, Livre premier, Paris: Éditions Sociales, 1976.

⁴² Karl Marx et Friedrich Engels, **Komünist Partisi Manifestosu**, Ankara : Bilim ve Sosyalizm Yayınları, 1968.

⁴³ Christine Delphy, « L'ennemi principal », **L'Ennemi principal. Économie politique du patriarcat**, Paris : Syllepse, Vol. 1, 1998, p. 32 cité par Dorlin, **op. cit.**, p. 8.

conscience, où des divisions réelles de classe prenaient des formes symboliques.⁴⁴ Nous estimons à propos de donner un exemple pratique qui montre comment l'ethnicité est considérée comme une forme de fausse conscience et la lutte contre l'oppression raciale est jugée comme secondaire par rapport à la lutte de classe même par des personnes qui sont directement concernées par les deux formes d'oppression, en faisant part du discours d'une militante noire et communiste aux États-Unis rapporté par Angela Davis. Lucy Parsons (née en 1853) une ouvrière noire, membre du Parti socialiste et puis du Parti communiste « *affirmait que l'exploitation de la classe ouvrière par le capitalisme éclipse les questions de racisme et de sexisme. Puisque tous les Noirs et les femmes, autant que les Blancs et les hommes, étaient victimes de l'exploitation capitaliste, ils devaient consacrer toutes leurs forces à la lutte des classes. À ses yeux les Noires et les femmes ne subissaient aucune oppression particulière ; il était donc inutile de combattre explicitement le racisme et le sexisme. Selon la théorie de Lucy Parsons, les patrons utilisaient ces différences de sexe et de race quand ils cherchaient à justifier une plus grande exploitation des femmes et des hommes de couleur. Si dans ces mesures barbares, la loi du lynchage visait les Noirs, c'était parce que leur pauvreté collective les rendait plus vulnérables que les autres travailleurs. Lucy Parsons s'interrogeait en 1866 : 'Y a-t-il quelque'un d'assez stupide pour croire que toutes les agressions contre le Noir tiennent à la couleur de sa peau ?' »⁴⁵*

Pourtant, il faut admettre que certaines organisations marxistes et les marxistes ne niaient pas l'existence du problème de l'exploitation sur une base ethnique dans le système capitaliste. Généralement, les mouvements marxistes donnent la priorité à la lutte de classe par rapport à la lutte contre l'oppression ethnique, mais ils incluent ou respectent les revendications ethniques. Sur cette question en Turquie on peut rappeler le livre *Türkiye'de Ulusal Sorun*⁴⁶ de Hikmet Kıvılcımlı. Ce livre a été écrit sur l'invitation du Parti communiste de Turquie (*Türkiye Komünist Partisi- TKP*) pour élaborer une stratégie concernant la question kurde. On peut donner des exemples du positionnement marxiste à l'égard du mouvement de libération des Noirs aux États-Unis, et considérer que beaucoup de militants communistes soit blancs, soit noirs produisaient un discours prenant en

⁴⁴ Floya Antias, « The Concept of « Social Division » and Theorising Social Stratification: Looking at Ethnicity and Class », *Sociology*, Vol. 35, Numéro: 4, 2001, p. 848.

⁴⁵ Angela Davis, *Femmes, Race et Classe*, Paris: Antionette Fouque, 1983, p. 196.

⁴⁶ Hikmet Kıvılcımlı, « Türkiye'de Ulusal Sorun », *Yol 2*, İstanbul: Bibliotek Yayınları, 1992.

compte les revendications de la lutte noire. Par exemple, Anita Whitney (née en 1867), qui était secrétaire générale du Parti communiste de l'État de Californie, « *forgea la stratégie communiste d'émancipation de la classe ouvrière ; le combat pour la libération des Noires en était le pivot* ». ⁴⁷ De même, Elizabeth Flynn, entrée au Parti communiste en 1937, prit aussi conscience du rôle essentiel de la libération du peuple noir dans la lutte d'émancipation de la classe ouvrière : Les Femmes noires subissaient une triple oppression en tant que noires, travailleuses et en tant que femmes. ⁴⁸ Nous pouvons aussi examiner dans le contexte européen la manière dont les militants communistes ont abordé cette question. Comme on le verra plus loin, dans le syndicat communiste à Lille, une section étrangère (la Main-d'oeuvre étrangère [MOE]) a été instituée, suite au Congrès de Lille en 1925, pour but d'organiser les immigrés. ⁴⁹ En conclusion, nous pouvons dire que grâce aux actions des organisations marxistes qui incluent les revendications ethniques et nationales, le marxisme a été une source d'inspiration pour beaucoup des mouvements ethniques et des luttes de libération nationale.

Alors que pour Marx les classes sociales sont une expression des rapports sociaux de production, Weber conceptualise les classes sociales avec leurs structures hétérogènes, en tant que des situations communes vécues au sein du marché. ⁵⁰ Les classes sociales sont composées d'individus qui se trouvent dans une même situation de classe. ⁵¹ « *Nous appelons situation de classe la chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus ; chance (qui doit être évaluée sous les trois-chefs) (a) de sa capacité à se procurer ces biens (b) de ses conditions de vie extérieure (c) de sa destinée personnelle.* » ⁵²

⁴⁷ Davis, **op. cit.**, p. 205.

⁴⁸ **ibid.**, p. 208.

⁴⁹ Noiriél, **op. cit.**, p. 233.

⁵⁰ Val Burris, « The Neo-Marxist Synthesis of Marx and Weber on class », Norbert Wiley (ed.), **The Marx-Weber Debate**, p. 68,

https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:YoWtDQo5cwoJ:pages.uoregon.edu/vburris/marxweb.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEEsG6Ht5hsSe3AtOpyjfmIFu2-18ii2UxWgUOctJKn4E_omg-Hh5_uYugV_sPXNPxWnqEPopEZvC7OHyawAr-uYQFLiMhglbyf2ByvnTrGzhGuk0DgbSy6okTm5dtViK6uavNhvvl&sig=AHIEtbQ5ppeT-BgAES5VtdYG_q_eJjNRtQ (10.05.2012).

⁵¹ Max Weber, **Sosyoloji Yazıları**, Taha Parla (trad.), İstanbul: Deniz Yayınları, 2006, 12^{ème} Éditions, p. 293-295.

⁵² Max Weber, **Économie et société 1: Les catégories de la sociologie**, Julien Freund (trad.), Paris: Agora, 1971, p. 391.

Pour Weber comme pour Marx et Engels, la propriété est un concept clé dans la détermination de la situation de classe; la position de classe est déterminée par la séparation entre possédants et non-possédants. Par ailleurs, Weber a une compréhension de classe plus différenciée et multiple que celle de Marx et Engels. Sa catégorisation n'exclut pas les autres stratifications existantes au sein des classes sociales. Il classifie les classes selon leurs définitions, à savoir en tant que classes de possession positivement privilégiée (typiquement celles de rentiers) ou classes de possession négativement privilégiées (prolétaire, débiteur, pauvre). De plus entre ces deux types de classes il y a les classes moyennes. Les positions de classes sont déterminées par le type de propriété dont sont tirés les revenus et le type de services que peut offrir le marché.⁵³ Par exemple, les non-possédants et ceux qui offrent les services sont classifiés selon le type de services qu'ils offrent et ceux dont ils bénéficient. Ainsi en analysant la stratification détaillée qui inspirera la théorie de la stratification, Weber met en évidence la structure multidimensionnelle⁵⁴ des classes. Cette réflexion nous permet d'observer les stratifications ou les clivages existant au sein des classes sociales.

Selon Weber, à cause de la structure multidimensionnelle de classe, il n'y a pas de relation directe entre les intérêts économiques et les revendications de classe, les intérêts de classe deviennent plus incertains. L'existence des différents statuts - qui sont déterminés par l'honneur social- dans la classe rend aussi ces relations plus complexes.⁵⁵ La relation entre l'ethnicité et la classe n'est pas analysée de manière très développée dans les ouvrages de Weber. Mais certains auteurs suggèrent que la définition du statut de Weber rappelle la définition de l'ethnicité. D'ailleurs, Wallerstein utilisera l'analyse de statut pour définir la race.⁵⁶

Selon Weber « *Les statuts groupes sont des groupes originaires au sein desquels des personnes sont nées, familles fictives vraisemblablement liées par des loyautés qui ne sont pas à base d'associations orientées vers un but intéressé,*

⁵³ Weber, **2006**, p. 284.

⁵⁴ Burris, **op. cit.**, p. 68.

⁵⁵ Stephen Edgell, **Smif**, Didem Özyiğit (trad.), Ankara: Dost Yayınları, 1998, p. 23.

⁵⁶ Immanuel Wallerstein, « Conflits sociaux en Afrique noire indépendante: réexamen des concepts de race et de « status-group » », Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein (ed.), **Race, Nation, Classe: Les identités ambiguës**, Paris: La Découverte, 1990.

groupes ancrés dans des privilèges traditionnels ou qui en sont dépourvus, groupes qui partagent la même notion de l'honneur et du rang social et qui, surtout, ont le même style de vie (y compris souvent des activités communes) mais qui ne jouissent pas nécessairement d'un même niveau de revenus ni d'une même appartenance de classe. »⁵⁷

Enfin, il faut indiquer que Weber ne désigne pas la conscience ethnique comme une fausse conscience : *« La nation n'est pas une simple superstructure établie au bénéfice exclusif des intérêts de la classe dirigeante [...] Les intérêts des capitalistes rencontrent ceux de certains groupes sociaux qui portent le mouvement de revendication nationale. L'adhésion à la nation est aussi une passion, à laquelle participent les classes « économiquement subordonnées ». »⁵⁸*

Alors qu'en Europe les analyses en terme de classe sont dominantes, aux États-Unis, les groupes ethniques sont étudiés dans la pensée académique depuis les années 1920. Les études cohérentes sur les relations ethniques se sont d'abord développées aux États-Unis, ceci s'explique par le fait que la population de ces pays provient presque entièrement d'une immigration venant de toutes les parties du monde⁵⁹ et que l'existence de populations diverses y est plus visible qu'elle ne l'est dans les pays européens. L'immense majorité de la production sociologique sur ce sujet porte une réflexion sur l'intégration des immigrants à la société américaine. Ainsi, la sociologie américaine, relevant du paradigme de l'École de Chicago, s'interroge d'abord sur l'assimilation et l'intégration des immigrés venant des pays européens.⁶⁰ Selon cette école l'assimilation des immigrés et leur intégration apparaissent comme une étape finale et obligatoire. Ceci dit, l'intégration est

⁵⁷ Max Weber, **Economy and Society**, New York : Bedminster Press, 1968, p. 932 cité par Wallerstein, 1990, p. 250-251.

⁵⁸ Schnapper, **op. cit.**, p. 97-98.

⁵⁹ Jean-William Lapierre, « Préface », Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart (ed.), **Théories de l'Ethnicité**, Paris : PUF, 1995, p. 9.

⁶⁰ « On désigne habituellement sous l'expression « École de Chicago » un ensemble des travaux de recherches sociologiques entre 1915 et 1940 par des enseignants et des étudiants de l'Université de Chicago [...] L'École de Chicago est une sociologie urbaine, qui a entrepris une série impressionnante d'études sur les problèmes auxquels la ville de Chicago était confrontée. Mais elle a surtout consacré nombre de ses travaux à un problème politique et social majeur, qui concernait alors toutes les grandes villes américaines et débordait le seul cadre d'une sociologie de la ville : celui de l'immigration et de l'assimilation des millions d'immigrants à la société américaine. [...] l'une des contributions majeures des sociologues de l'École de Chicago aura été de développer des méthodes originales de recherche : utilisation scientifique, exploitation de sources documentaires diverses. » Alain Coulon, **L'école de Chicago**, Paris : Presses Universitaires de France, 1994, 2^{ème} Édition, p. 3-4.

présentée comme un processus individuel de convergence des caractéristiques des immigrés vers les caractéristiques moyennes de la société d'accueil.⁶¹ Selon cette approche, les traits culturels antérieurs tendraient à disparaître dans la culture du pays d'accueil.⁶²

De surcroît, la sociologie américaine ne construit pas de lien entre l'ethnicité et la classe sociale puisqu'elle a été fondée sur l'idée selon laquelle la société américaine, contrairement aux pays européens, ignorait l'existence de classes sociales et la lutte de classe. « *L'argument théorique selon lequel l'Amérique serait un pays sans classes ne reposait pas seulement sur l'assertion selon laquelle aucune division sociale ne ressortirait à l'oeil nu, mais aussi en même temps et de manière liée, sur l'assertion selon laquelle les critères afférents aux positionnements des individus et des groupes dans la hiérarchie des gratifications sont multiples et divers au point d'empêcher la formation d'une matrice de classe.* »⁶³

1.1.3. Le Changement de la manière d'analyser le rapport entre ethnicité et classe sociale après les années 1960

À partir des années 1960, l'approche marxiste et weberienne, mais aussi d'autres approches, commencent à changer leurs façons de percevoir la relation entre les classes sociales et l'ethnicité.⁶⁴ D'une part, cela provient des changements économiques et politiques: des modifications de la structure des classes sociales (le système de *production flexible* prend la place de la grande fabrique, déclin de l'industrie, diminution des postes de travail industriel peu qualifiés, exode des offres d'emploi de service vers les banlieues), du processus de décolonisation, de la migration des travailleurs, de l'émergence de conflits ethniques, des mouvements

⁶¹ Mirna Safi, « Penser l'intégration des immigrés: les enseignements de la sociologie américaine », 2/2011, Vol. 2, p. 154, <http://www.cairn.info/revue-sociologie-2011-2-page-149.htm> (20.03.2012).

⁶² Stéphane Dufoix, « W. E. B du Bois: « race » et « diaspora noire/africaine » », *Raison Politiques*, 1/2006, Numéro: 21, <http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-97.htm> (23.03.2012).

⁶³ « Amerika'nın sınıfsız bir toplum olduğunun kuramsal savunusu yalnızca herhangi bir toplumsal bölünmenin göze çarpmadığı iddiasına değil, aynı zamanda ve bununla bağlantılı olarak bireylerin ve grupların ödüller hiyerarşisinde alacakları yere ilişkin ölçütlerin, tutarlı bir sınıf kalıbının ortaya çıkmasını engelleyecek derecede çok ve çeşitli olduğu iddiasına dayanıyordu. » Frank Parkin, « Toplumsal Tabakalaşma », T. Bottomore et R. Nisbet (ed.), *Sosyolojik Çözümlemenin Tarihi*, Fatmagül Berktaş (trad.), İstanbul: Kırmızı Yayınları, 2010, 2^{ème} Édition, p. 649-651.

⁶⁴ Antias, *op. cit.*, p. 836.

nationalistes et du «racisme contemporain»,⁶⁵ et enfin de la chute de l'URSS.⁶⁶ D'autre part, cela est aussi une conséquence liée aux critiques théoriques : (1) la critique se positionne contre la définition essentialiste et substantialiste de l'ethnicité. Les théoriciens de la « race » ont déclaré la guerre aux théories selon lesquelles les différenciations de race sont nées de la biologie.⁶⁷ (2) La critique postmoderniste⁶⁸ met en avant le caractère multidimensionnel de la différence sociale et s'oppose à la perception de l'identité basée sur des faits inchangeables et fixes.⁶⁹ Enfin (3) la critique féministe⁷⁰ attire l'attention sur un sujet connexe à la classe sociale : le genre. Elle construit la relation entre le système politique et économique en démontrant que « la masculinité et la féminité ne viennent pas naturellement ». Ces événements ont apporté des changements notables concernant la conceptualisation de la classe sociale et de l'ethnicité, ainsi que dans la perception de leurs relations. Avant d'examiner les recherches sur ce domaine, nous voudrions nous pencher sur la définition de la race, de la nation et de l'ethnicité.

1.1.3.1. Race, Nation et Ethnicité

Sous ce sous-titre nous définirions brièvement les concepts de race, de nation et d'ethnicité, utilisés dans les analyses de leurs rapports avec celui de classe au sein de la littérature concernant notre sujet. Avant tout, il faut indiquer que puisque ces trois concepts sont souvent utilisés l'un à la place d'autre, de manière indistincte et sans même qu'il soit jugé nécessaire de les définir, il est donc difficile d'en trouver une définition précise.

Surtout dans les pays où la question de la race occupe une place importante comme les États-Unis, la France et les pays d'Afrique⁷¹, on peut remarquer que le

⁶⁵ Etienne Balibar, « Préface », Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein (ed.), **Race, Nation, Classe: Les identités ambiguës**, Paris: La Découverte, 1990, p. 7.

⁶⁶ Antias, **op. cit.**, p. 836-837; Bradley, **op. cit.**, 1997, p. 20.

⁶⁷ Dennis Dworkin, **Sınıf Mücadeleleri**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2012, p. 279.

⁶⁸ Harriet Bradley, **Fractured Identities: Changing Patterns of Inequality**, Cambridge: Polity Press, 1997.

⁶⁹ Dworkin, **op. cit.**, p. 27.

⁷⁰ Elsa Dorlin, « Introduction », Elsa Dorlin (ed.), **Sexe, Race, Classe: Pour une épistémologie de la domination**, Paris : PUF, 2009; Davis, **op. cit.**

⁷¹ Par exemple: Alan B. Wilson, « Race and Class: Residential Segregation of Social Classes and Aspirations of High School Boys », Reinhard Bendix et Seymour Martin Lipset (ed.), **Class, Status and Power: Social Stratification in Comparative Perspective**, New York: The Free Press, 1966, 2^{ème} Édition; Davis, **op. cit.**; Dorlin, **op. cit.**

concept de race est encore usité dans de nombreux ouvrages. En France, Elsa Dorlin, qui est une chercheuse spécialisée principalement sur la relation entre sexes, race et classe, utilise elle aussi le concept de race sans le définir. Mais elle l'utilise, comme cela est fait d'ailleurs généralement, en le mettant guillemets, pour appuyer sur le fait que le concept de race ne repose pas sur des différences génétiques et biologiques. De même dans les ouvrages de Robert Blauner⁷² et Gordon Milton,⁷³ Angela Davis, Immanuel Wallerstein, etc. on peut constater l'usage du concept de race.⁷⁴ Angela Davis, écrivaine noire, bien qu'elle n'explique pas la raison pour laquelle elle a choisi le terme de race, utilise ce concept en décrivant l'histoire du mouvement des femmes noires et dans ce contexte, le terme de race sous sa plume ne fait que désigner la population noire aux États-Unis. Seul Wallerstein explique pour quelle raison la race doit continuer à être utilisée. Il conceptualise la race comme un statut-groupe (dans le sens de Weber) inscrit dans le système mondial. Il indique que *«Le mot «race» est employé dans les études sur l'Afrique lorsque l'on se réfère essentiellement aux conflits entre les Blancs de descendance européenne et les Noirs originaires du continent [...] Mais le mot «race» est rarement utilisé pour désigner des variétés différentes de la population noire autochtone.»*⁷⁵ D'après Wallerstein, les cas nationaux font parties d'un système mondial. *«Le statut social et le prestige au sein du système national ne peuvent être séparés du statut social et du rang dont on jouit dans le système mondial [...] Il y a des groupements sociaux internationaux comme il y a des groupements sociaux nationaux. Lorsque nous employons le mot «race», nous voulons essentiellement désigner un «statut-groupes» qui dépasse les frontières nationales. Il existe dans le monde actuel une division fondamentale entre Blancs et non-Blancs [...] Dans le monde contemporain, la race est la seule catégorie internationale de «statuts-groupe» [...]»*⁷⁶

⁷² Robert (Bob) Blauner, **Racial Oppression in America**, Philadelphia : Temple University Press, 2001 (1972).

⁷³ Gordon Milton, **Assimilation in American Life: the role of race, religion, and national origins**, New York: Oxford University Press, 1964.

⁷⁴ N'ayant pas réussi à accéder aux livres de Blauner et Milton, nous ne pouvons pas élucider précisément pour quelles raisons l'emploi du terme de race est préféré à celui d'ethnicité, mais on peut supposer que la race est utilisée pour expliquer l'oppression raciste subie par la population noire aux États-Unis.

⁷⁵ Immanuel Wallerstein, « Conflits sociaux en Afrique noire indépendante: réexamen des concepts de race et de «status-group» », Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein (ed.), **Race, Nation, Classe**, p. 252.

⁷⁶ **ibid.**, p. 268-269.

On peut déduire que la race est fréquemment utilisée pour considérer les faits ayant une relation avec la population noire -soit pour manifester les pratiques de discrimination envers la population noire, soit pour décrire sa lutte contre l'oppression raciste. Dans cet usage, la race ne porte pas le sens qui lui a été donné par les idéologies racistes fondées sur la croyance qu'il existe certaines races supérieures par rapport aux autres et qui opère une discrimination et hiérarchisation entre des groupes humains.

Le concept de nation est rarement utilisé en relation avec celui de classe sociale. Généralement les penseurs et les militants marxistes préfèrent utiliser le concept de nation inspiré de la définition de Staline, car la nation n'a pas été définie par Marx et Engels. Avant la fondation de l'Union Soviétique, Staline s'était penché sur le problème de la nation. La plupart des marxistes sont encore fidèles à sa définition. Je me contenterai donc de citer cette définition. Selon la définition de Staline, la nation n'est pas un phénomène racial ou tribal. Elle a cinq principales propriétés : *« Il doit y avoir une communauté stable, continue, une langue commune, un territoire distinct, une cohésion économique et un caractère collectif. Elle revêt une forme politique positive en tant que nation dans des conditions historiques déterminées, appartenant à une époque spécifique, celle de l'expansion du capitalisme et des luttes de la bourgeoisie montante contre le féodalisme. Inversant l'opinion originale de Marx et Engels, Staline attribue l'avènement de la nation au besoin de l'industrie d'un marché national avec une population homogène et un marché commun. »*⁷⁷

Au début du 20^{ème} siècle en Europe le concept d'ethnicité est utilisé pour désigner les communautés vivantes dans les pays colonisés par les pays européens; à qui était attribué un caractère d'« entités fixes, stables et homogènes » ; et qui étaient considérés comme économiquement et politiquement sous-développés. Les enquêtes ethnologiques étaient un instrument de colonisation. D'autre part, à la même époque aux États-Unis, le concept d'ethnicité était utilisé pour désigner les immigrants. Les enquêtes sociologiques sur les groupes ethniques étaient considérées comme un instrument favorisant l'assimilation de ces immigrants au pays d'accueil. Dans ces deux cas, l'ethnicité désignait les individus appartenant aux communautés colonisées

⁷⁷ « Nation », Tom Bottomore (ed.), **A Dictionary of Marxist Thought**, Harvard University Cambridge, 1983, p. 344-345.

et non blanches. Les enquêtes sur les groupes ethniques étaient un outil de l'hégémonie politique.

Dans les années 1960, les études sur l'ethnicité se sont libérées du paradigme de l'assimilation sous l'influence des luttes de libérations nationales et de l'immigration de travail post coloniale et en conséquence de l'échec des politiques d'assimilation.⁷⁸ Avec cette rupture, les groupes ethniques loin de constituer des entités stables, ont été considérés comme le produit d'une situation sociale et économique donnée. Dans les ouvrages analysant les rapports entre la classe et l'ethnicité, le concept d'ethnicité est utilisé sans même qu'il soit jugé nécessaire de le définir de manière précise, cependant, les groupes ethniques «*sont analysés comme le résultat d'une redéfinition des frontières, effet d'une situation sociale créée par les acteurs eux-mêmes*».⁷⁹ Ainsi, l'ethnicité n'est plus considérée comme une donnée établie une fois pour toutes, elle est plutôt comprise comme une dynamique. L'ethnicité est perçue comme un euphémisme de la race.⁸⁰

L'ethnicité a par ailleurs fait un objet de définition plus complète dans les travaux s'intéressant spécifiquement aux groupes ethniques.⁸¹ À ce titre, il faut noter la définition élaborée par Fredrik Barth qui propose une problématisation nouvelle et intéressante de l'ethnicité comme :

«...une population qui:

1. se perpétue biologiquement dans une large mesure,
2. a en commun des valeurs culturelles fondamentales, réalisées dans des formes culturelles ayant une unité manifeste,
3. constitue un espace de communication et d'interaction,

⁷⁸ John Rex, «Introduction», Montserrat Guibernau and John Rex (ed), **The Ethnicity Reader: Nationalism, Multiculturalism and Migration**, Malden: Polity Press, 1997, p. 1.

⁷⁹ **ibid.**, p. 160.

⁸⁰ Alice Krieg-Planque, « Le Mot *Ethnie*: Nommer Autrui, Origine et fonctionnement du terme *ethnie* dans l'univers discursif français », p. 150.
http://www.google.com.tr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=6&ved=0CGkQFjAF&url=http%3A%2F%2Fceditec.u-pec.fr%2Fservlet%2Fcom.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw%3FID_FICHER%3D1259768706866&ei=VamnT6b6PMLYsga6_XfBA&usg=AFQjCNH5i1fVKzUI4bFmgS9PhxfZ5leynw&sig2=39desrl73IvYNPboN6T8dg (07.05.2012).

⁸¹ **ibid.**, p. 159.

4. *est composée d'un ensemble de membres qui s'identifient et sont identifiés par les autres comme constituant une catégorie que l'on peut distinguer des autres catégories de même ordre.»*⁸²

Barth met l'accent sur le fait que la construction d'un groupe ethnique est liée à la reproduction de son identité de groupe, donc le processus de la détermination de ses frontières symboliques par rapport aux autres groupes se révèle être d'une importance capitale. *« Si un groupe maintient son identité quand ses membres entrent en interaction avec d'autres, ceci implique qu'il y ait des critères pour déterminer l'appartenance et des façons de rendre manifestes l'appartenance et l'exclusion. Les groupes ethniques ne sont pas simplement ou obligatoirement fondés sur l'occupation de territoires exclusifs; et les divers modes par lesquels ils se maintiennent non seulement par un recrutement qui aurait lieu une fois pour toutes, mais par une activité continue d'expression et de validation méritent d'être analysés. »*⁸³ Selon Barth *« Les groupes ethniques ne persistent comme unités significatives que s'ils impliquent des différences de comportement marquées, c'est-à-dire des différences culturelles persistantes. »*⁸⁴

Dans la littérature concernant les rapports entre la classe sociale et l'ethnicité, l'ethnicité est utilisée pour désigner généralement les immigrés ou les minorités dispersées entre divers États-nations. Nous montrerons à partir du cas de la France, la manière dont a été conceptualisé le concept d'ethnicité en référence aux immigrés.

En France, les recherches sur les groupes ethniques sont faites dans le cadre de l'immigration liée à la tradition de l'intégration nationale *« qui ne reconnaît pas les communautés particulières dans l'espace public, et fonde sa légitimité sur le principe de la citoyenneté individuelle. »*⁸⁵ Ces recherches ont été fondées pendant longtemps sur le républicanisme assimilationniste, qui attendait des immigrés qu'ils s'intègrent notamment par leur insertion dans le marché du travail. Donc les études sur l'ethnicité n'y ont jamais tenu une place importante. Après la Deuxième Guerre

⁸² Frederik Barth, « Les groupes ethniques et leur frontières », J. Bardolph, Ph. Poutignat, J. Streiff-Fenart (trad.), **Théories de l'ethnicité: suivi des groupes ethniques et leurs frontières**, Paris: PUF, 1995, p. 206.

⁸³ **ibid.**, p. 213.

⁸⁴ **ibid.**, p. 214.

⁸⁵ Schnapper, **op. cit.**, p. 395.

mondiale et la décolonisation, la France a connu une nouvelle vague d'immigration postcoloniale. La plupart des chercheurs en France ont continué à concevoir les relations ethniques à partir des problèmes de cohabitation et de ségrégation soulevés par la présence massive d'immigrés.⁸⁶

En conséquence des mobilisations des immigrés au cours des années 1970 et 1980,⁸⁷ qui se sont organisées autour de certaines revendications comme les régularisations et contre les pratiques racistes, certains chercheurs se sont intéressés aux mobilisations des immigrés postcoloniaux et de leurs descendants. L'étude de ces mobilisations bien que n'étant pas très développée est devenue un sujet de recherche dans l'université française.

Un des travaux importants et précurseurs dans ce domaine est l'enquête réalisée par **Gerard Noiriel** par sa monographie locale historique *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*⁸⁸ à laquelle nous voulons donner une large place ici.⁸⁹ Chez Gerard Noiriel comme dans d'autres travaux, le concept d'ethnicité est utilisé pour faire référence à l'immigration de travail. Cependant, il introduit une nouveauté dans le champ de la recherche française, car il n'envisage pas l'immigration uniquement comme un problème d'intégration qui peut se résoudre par la lutte ouvrière ; mais il la considère aussi à travers ses effets sur la reproduction de l'identité prolétaire.

Dans cette étude, il se tache de comprendre les effets des manifestations qui ont mobilisé massivement la population locale de Longwy en 1979. Pour cela, il examine l'histoire des ouvriers « locaux » à Longwy où plus de trois quarts étaient étrangers (italiens, polonais...) et où se trouvait la plus forte concentration

⁸⁶ Françoise Lorcerie, « École et ethnicité en France: pour une approche systémique contextualisée », **SociologieS**, Dossiers: Migrations, pluralisation, ethnicisation des sociétés contemporaines, <http://sociologies.revues.org/3706> (28.03.2012); un colloque: « Genre, ethnicité et religions: le cas des migrations maghrébines comparées France-Québec de 1945 à nos jours » http://www.univ-paris3.fr/66500214/0/fiche_actualite/ (11.03.2013).

⁸⁷ Des nouvelles associations des immigrés sont fondées dans ces années. Par exemple, on peut compter l'*Union des travailleurs immigrés tunisiens* (UTIT) qui a été créée en 1974. C'est une organisation de sans-papiers/immigrés qui avait pour objectif de défendre les intérêts sociaux des Tunisiens, mais aussi des étrangers dans l'Hexagone, sans distinction de race et de religion. Une autre association appelée *Les Associations de Solidarité avec les Travailleur-euse-s Immigré-e-s* (ASTI) se bat encore pour le droit des personnes migrantes depuis près de cinquante ans. Au cours des années plusieurs manifestations ont lieu dans les banlieues de Paris.

⁸⁸ Noiriel, **op. cit.**

⁸⁹ En effet, ce travail n'est pas très connu en Turquie et nous pensons qu'il peut enrichir la littérature.

d'installation sidérurgique d'Europe. Il met en évidence les mécanismes de formation et de reproduction des identités prolétaire dans la longue durée, mettant en rapport les relations entre de différentes vagues d'immigrations ouvrières d'origines diverses, la lutte ouvrière, le changement technologique et de domination patronale. Il nous montre à partir d'une analyse sur la longue durée la combinaison complexe de facteurs qui forgent l'identité prolétaire⁹⁰ et ethnique. Bref, il montre l'importance d'observer les rapports entre l'ethnicité et la classe sociale sur une longue durée. C'est donc pour cette raison que nous analyserons son ouvrage de manière plus détaillée.

Noiriel relate que le premier changement des stratégies de domination patronale et de la composition du prolétariat de cette région a eut lieu après l'échec des grèves de 1905.⁹¹ Dès lors, pour empêcher l'émergence des nouvelles associations ouvrières, la coercition vis-à-vis des ouvriers s'est aggravée. À cause du contrôle policier et du système d'isolation, l'espace public comme le logement, le jardin n'est jamais évoqué comme le lieu d'une pratique collective, mais devient un espace du contrôle.⁹² D'autre part, la rationalisation du travail adopté par les entreprises entraîne la disparition des métiers traditionnels (puddleur, forgerons, etc.) et l'apparition de nouveaux métiers et ainsi qu'un nouveau classement de ceux-ci. Les nouvelles immigrations ont aussi eu pour effet l'apparition de divergences parmi la classe ouvrière locale. Dans ces années, le recrutement des immigrés devient plus systématique pour compenser «la pénurie de main-d'oeuvre». À la différence de l'immigration précédente due à l'exode rural, au lendemain de la Première Guerre mondiale apparaît une immigration plus politique qui donne un caractère international et communiste à la lutte ouvrière. En particulier, les immigrants italiens qui ont quitté leur pays à cause de la répression fasciste sont des militants politiques. Une partie des immigrants ont déjà participé aux résistances antibolchéviques. Cette immigration politique contribue à la diversification sociologique des étrangers dans le bassin de Longwy.⁹³

⁹⁰ Yves-Claude Lequin, **op. cit.**

⁹¹ Les grèves de 1905 qui est duré pendant 6 mois –d'avril à décembre- cette année-là, réalisait dans la Lorraine du fer et le bassin de Longwy et même temps, touchait les usines. La première fois dans cette région les ouvriers français, immigrés et aussi les paysans, tout ensemble participèrent à ces grèves.

(Noiriel, **op. cit.**

⁹² Noiriel, **op. cit.**, p. 198.

⁹³ **ibid.**, p. 170.

En réalité, le recrutement des immigrés a voulu être utilisé comme un moyen d'effacer la mémoire de la lutte de 1905 qui avait surmonté la division ethnique et du travail au cours des manifestations. Pour la première fois, le drapeau rouge et l'internationale sont apparus en 1905 comme un symbole des revendications du prolétariat universel et le rouge est adopté par les ouvriers contre le drapeau tricolore qui représente l'oppression. Par le recrutement des nouveaux immigrés appartenant aux différentes nations les patrons ont pour but d'effacer ces expériences politiques et la mémoire collective de l'internationalisme. L'immigration a voulu être utilisée comme un instrument de l'organisation de l'oubli.⁹⁴

Par ailleurs, les nouveaux immigrés sont extrêmement motivés par le thème internationaliste. Au cours des manifestations que les ouvriers ont organisé, aucun signe national n'a été porté. Les immigrés *«sont internationalistes parce qu'ils n'ont plus de «patries» et subissent tous les jours d'une manière particulièrement forte l'oppression de l'État français [...] Leur conviction est renforcée parce qu'ils sont pour la plupart manoeuvres et n'ont comme du reste la grande majorité des ouvriers soutenant le parti bolchévique aucune qualification à défendre. C'est pourquoi ce qui les préoccupe à l'usine, c'est beaucoup plus la question du pouvoir (l'oppression du petit chef, l'arbitraire du contremaître ou de l'ingénieur, etc.) que celle du savoir. [Grâce aux militants communistes] L'antifascisme [...] devient vite une valeur centrale qui organise leur vision du monde depuis l'atelier ou le chantier dans lequel ils travaillent jusqu'au pouvoir central dont ils projettent la conquête.»*⁹⁵

Par le thème de l'internationalisme, les immigrés sont parvenus aussi à intégrer la lutte ouvrière. Dans ce point de vue, le parti communiste a joué un rôle déterminant. Dans son sein, il y avait une section spécifique pour organiser les ouvriers étrangers.

Il existait cependant toujours une tendance au regroupement par affinité ethnique parmi les ouvriers immigrés qui se traduisait surtout par la création de nombreuses associations étrangères. Ces associations n'ont pas une structure qui soude (assemblée) le groupe autour de ses valeurs d'origine et renforce les particularismes de chacun. Elles sont inspirées par l'internationalisme et le

⁹⁴ *ibid.*, p. 199.

⁹⁵ *ibid.*, p. 249-250.

marxisme. Cependant, dans la période 1906-1945 où les grèves et les efforts pour s'organiser sont encore récents, le mouvement ouvrier n'a pas eu un caractère unifiant. La lutte prolétarienne ne parvient pas à supplanter les critères ethniques comme principe de classement, non seulement à cause de cette hétérogénéité culturelle, mais aussi parce que les divisions ethniques recoupent d'autres éléments de séparation, comme le travail, etc. Les Français sont toujours employés dans le travail hautement qualifié. Selon Noiriél, ces sont autant de facteurs supplémentaires empêchant les Français et les immigrés de se retrouver dans une même organisation.⁹⁶

Noiriél expose dans quelles conditions les appartenances ethniques ne jouent plus un rôle de division de la lutte ouvrière. Il raconte qu'en mai 1947 les mouvements ouvriers se sont organisés encore une fois et des grèves ont commencé contre l'éviction des ministres communistes du gouvernement et pour obtenir une prime de production de neuf francs de l'heure. Les manifestations ont duré au cours des années 1947-1953. Dans ces manifestations, pour la première fois le mouvement ouvrier de Lorrains s'est illustré par une unité réelle. Dans l'histoire de Longwy, les mineurs et sidérurgistes ont cessé en même temps le travail et les divisions ethniques n'ont pas joué. Les Français et les Italiens ont lutté et se sont organisés côte à côte. La revendication de l'augmentation de salaire était aussi présente dans les anciennes mobilisations. C'est pourquoi selon Noiriél la puissance de ces grèves ne peut pas s'expliquer seulement par les thèmes des revendications qui étaient identiques à celles des luttes précédentes.⁹⁷ Au lieu d'expliquer cette unité par les revendications des ouvriers, il indique que l'effet de la stabilisation de la région joue un rôle plus important dans l'émergence de cette unification:

«L'ampleur du mouvement s'explique davantage par la composition sociologique de la classe ouvrière du bassin au lendemain de la guerre. Tout d'abord, il faut souligner les effets de la stabilisation, qui a commencé à partir de 1931. Jusque-là, l'hétérogénéité et l'instabilité avaient été la règle dans cette région. La crise, puis la guerre provoquent l'arrêt de l'immigration. Dans les usines, les transformations technologiques sont peu nombreuses. Peu à peu, à cours de ces

⁹⁶ *ibid.*, p. 262.

⁹⁷ *ibid.*, p. 326.

*vingt années, l'enracinement et l'unification [...] De la classe ouvrière se développe.»*⁹⁸

Au fur à mesure, les immigrants sont devenus une classe "locale". Cette classe ouvrière «locale» partage une histoire commune forgée par la lutte au coude à coude. Parmi les Français et les immigrés installés avant 1939, il existe maintenant une histoire commune qui revient dans tous les récits, faite de combats, de camps de prisonniers, d'exode vers le Sud, de privation, de crime nazi, et de Résistance. C'est donc la guerre qui assure de manière décisive l'unité des deux principaux groupes ouvriers de la région.⁹⁹ Mais il faut souligner que la force de mobilisation des immigrés italiens de deuxième génération construit aussi la mémoire de l'exploitation subie par leurs parents. Cette deuxième génération italienne n'a pas oublié la xénophobie de la population française et la répression patronale et aussi la résistance héroïque des rares militants communistes de l'époque. La mémoire collective sur la vie des leurs parents est portée par la deuxième génération qui *«se souvient de l'interdiction d'exprimer enfin publiquement et collectivement leur haine pour un système qui les avait toujours complètement niés en tant qu'individu, en tant que citoyen, en tant que producteur.»*¹⁰⁰

Après les années 1950, les patrons de Longwy adoptèrent une fois encore une politique qui avait pour objectif de détruire les collectifs ouvriers. *«En premier lieu, il s'agit de renforcer l'hétérogénéité de la main-d'oeuvre en jouant sur sa composition ethnique (grâce à l'immigration) et «technique» (grâce aux innovations technologiques).»*¹⁰¹ Il est une fois de plus fait recours au recrutement de travailleurs étrangers. Parmi travailleurs étrangers employés se trouvent notamment des algériens, marocains, portugais, espagnols ...¹⁰²

«Dans le même temps, la classe dirigeante cherche à profiter de l'expansion industrielle afin de stimuler chez les ouvrières, le désir individuel d'ascension sociale et d'accroître entre eux la compétition pour l'accès aux biens matériels et

⁹⁸ *ibid.*, p. 327.

⁹⁹ *ibid.*, p. 315.

¹⁰⁰ *ibid.*, p. 328.

¹⁰¹ *ibid.*, p. 343.

¹⁰² *ibid.*, p. 344-45.

symboliques.»¹⁰³ La division des tâches stimule les jalousies, les rancunes, entre ceux qui auront «l'honneur' d'être affectés aux nouvelles machines, ceux qui restent au service des anciennes, et ceux qui sont licenciés ou déclassés par le «Progrès»». ¹⁰⁴

Cette nouvelle immigration en particulier de Nord africains contribue à la formation d'un clivage au sein de la classe ouvrière. Les ouvriers immigrés d'origine nord-africaine n'ont pas pu intégrer la lutte ouvrière à Longwy. Le parti communiste manifeste un désintérêt à l'égard des ouvriers nord-africains.¹⁰⁵ Les nouveaux immigrés sont aussi confrontés aux mêmes difficultés: Ils sont affectés aux emplois les plus bas dans la hiérarchie de travail. Ils sont aussi les premières victimes de la crise comme ce fût le cas dans les années trente. Ils sont toujours victimes de la xénophobie. L'histoire semble se répéter.

Après la Deuxième Guerre mondiale, pour la France, l'immigration d'origine européenne est remplacée par celle d'origine nord-africaine. Les thèmes du problème de l'intégration, de la précarité du travail et des discriminations envers les nouveaux immigrés restent des sujets importants. Dans nos jours, le concept d'ethnicité est encore utilisé dans le langage universitaire français, pour désigner l'ensemble de problèmes d'intégration des immigrés postcoloniaux¹⁰⁶ et les discriminations dont ils sont victimes.

Concernant l'interconnexion des rapports de classe et d'ethnicité dans les relations de travail de nos jours, on peut citer ici la recherche de terrain de **Nicolas Jounin**¹⁰⁷ sur le secteur du bâtiment. Dans ce secteur où les conditions de travail sont précaires et la main-d'œuvre principalement composée d'ouvriers immigrés et sans-

¹⁰³ *ibid.*, p. 343.

¹⁰⁴ *ibid.*, p. 345.

¹⁰⁵ *ibid.*, p. 307.

¹⁰⁶ Certains articles ou départements dans ce domaine: Françoise Lorcerie, «École et ethnicité en France: pour une approche systématique contextualisée» <http://sociologies.revues.org/3706> (28.03.2012); un colloque: «Genre, ethnicité et religions: le cas des migrations maghrébines comparées France-Québec de 1945 à nos jours » (du 17 avril au 18 avril 2012) http://www.univ-paris3.fr/66500214/0/fiche_actualite/ (15.03.2013); L'Unité de Recherche Migrations et Société, <http://www.unice.fr/urmis/spip.php?rubrique1> (28.03.2012).

¹⁰⁷ Cette recherche de terrain est basée principalement sur une observation participante dans les chantiers du bâtiment d'Île-de-France au cours des années 2000. Nicolas Jounin, **Chantier Interdit au public: Enquête parmi les travailleurs du bâtiment**, Paris: La Découverte, 2008; Nicolas Jounin, «L'ethnicisation en chantiers. Reconstitutions des statuts par l'ethnie en milieu de travail », **Revue Européenne des Migrations Internationales** [En ligne], Vol. 20, numéro : 3, 2004, <http://remi.revues.org/2025> (15.03.2013).

papiers (nord africains, noirs, arabes...) les rapports ethniques contribuent fortement donner forme aux rapports de classe et inversement. Jounin observe au cours des années 2000, la modification des relations interethnique au détriment des immigrés dans l'organisation du travail sur les chantiers. Le processus d'ethnisation et les pratiques racistes sont observés au niveau des relations de travail et de l'organisation du travail. Selon Jounin, les pratiques racistes et discriminatoires subies par les immigrées et la main d'oeuvre étrangère font partie du management de l'entreprise et apparaissent comme un principe parmi d'autres de gestion de la main-d'oeuvre. Afin de réduire les salaires, les employeurs créent une organisation du travail basée sur la différenciation et la complexité des statuts et des tâches. Cette différenciation est produite non seulement par les qualifications, les métiers ou les savoirs-faire (coffreur, ferrailleur, manoeuvres); mais aussi par les divers employeurs (intérim et sous-traitants). Et généralement «*la hiérarchie au sein de l'organisation du travail et des emplois recoupe de fait une hiérarchie ethnique*». Par exemple, les emplois les moins qualifiés sont occupés presque exclusivement par des immigrés d'origine maghrébine. Donc dans ce cas, l'identification ethnique contribue à déterminer la position et le devenir des travailleurs immigrés dans la hiérarchie du bâtiment. Autrement dit, «*la gestion par la race*» construit un type de gestion basée sur l'articulation entre la hiérarchie ethnique et celle du travail. Au niveau du quotidien de travail, les références ethniques sont utilisées comme moyen de gestion et consistent à dévaloriser matériellement et symboliquement les ouvriers étrangers.

Par ailleurs, Jounin met en évidence que, si l'on schématise, le patron a recours à deux types de logique dans les recrutements des ouvriers. D'un côté une logique technique qui distingue un ouvrier des autres par le type et le degré de son savoir-faire, c'est-à-dire par la qualification. De l'autre une logique personnelle liée aux identités, aux relations personnelles, etc. «*par exemple, c'est parce qu'on est le fils d'un tel qu'on acquiert tel savoir-faire dans telle entreprise; c'est parce qu'on a acquis un savoir-faire qu'on commence à lier des relations personnelles durables avec une équipe ou un chef.*»¹⁰⁸ En tout cas, les logiques du marché et personnelles sont observables en permanence. Il faut souligner que dans ce cas-là, la logique personnelle ne comporte pas seulement les identités ethniques ou l'origine, mais aussi les autres liens développés au cours d'anciens emplois. Selon Jounin, dans le

¹⁰⁸ Jounin, 2008, p. 222.

secteur du bâtiment ces sont à la fois la logique marchande et la logique personnelle comme la discrimination ethnique qui sont agissantes.

«Contre les risques contre-productifs d'un travail marchandisé où le seul ressort de la fourniture de force de travail est la discipline (par surveillance en chantier, mais aussi les statuts d'emploi, le chômage, les conditions de séjour...), le secteur du bâtiment développe parallèlement aux mécanismes de marché des protections ponctuelles, locales, informelles, créatrices de loyautés, qui dépassent le contrat de travail. Ces protections prennent la forme d'allégeances individuelles, mais aussi de «préférences ethniques», de discrimination raciste (la valorisation des uns impliquant la dévalorisation des autres). Le passage entre ces deux formes de protection est assuré par la généralité du recrutement par cooptation.»¹⁰⁹

Nous avons jusqu'au ici analysé la définition du concept d'ethnicité et la manière dont celui-ci est généralement abordé dans les travaux universitaires à travers la question de l'immigration. Nous allons maintenant examiner les débats sur la catégorie de classe sociale.

1.2.2. La Classe sociale

Le premier point mis en question après la Deuxième Guerre mondiale concerne la relation entre la superstructure (la culture, le rôle et la conscience de classe) et l'infrastructure (la relation économique). L'infrastructure détermine-t-elle absolument la superstructure ? Le marxisme donne à la classe ouvrière -surtout aux ouvriers travaillant dans les usines- du fait de son positionnement dans le processus de production un rôle de force motrice dans la destruction du capitalisme. Mais après la deuxième Guerre mondiale, il est mis en évidence que le positionnement économique n'est pas suffisant pour former la conscience de classe de la classe ouvrière ou déterminer son rôle politique tel que défini par le marxisme. Cette critique peut être résumée en tant que critique du *déterminisme économique*.¹¹⁰ Selon cette critique, la conscience politique n'est pas seulement formée par les propriétés structurelles, mais aussi par les divers discours, les luttes politiques, la culture, etc.

¹⁰⁹ *ibid.*, p. 224.

¹¹⁰ Özügürü, *op. cit.*, p. 23.

Le deuxième point important a trait à la façon d'expliquer la relation contradictoire entre les contradictions de classe et les autres contradictions sociales qui ne sont pas issues de la divergence capital-travail¹¹¹ (l'ethnicité, le genre, etc.). Après la Deuxième Guerre mondiale certains chercheurs, qui mettent en avant l'analyse de la classe, montrent la variabilité des relations entre la classe et l'ethnicité et, expliquent dans certains contextes, la façon dont l'ethnicité peut jouer un rôle d'un poids égal à celui de la classe ou même remplacer les rapports de classe.¹¹²

Dans ce cadre, nous allons examiner certaines approches et théories concernant les rapports entre la classe et l'ethnicité produits aux États-Unis dans la période entre 1960 et 1980. L'ouvrage de **Gordon Milton** (1964, *Assimilation in American Life*)¹¹³ est une étape dans la découverte du rapport entre la classe et l'ethnicité aux États-Unis. Milton examine le processus d'assimilation des immigrants aux États-Unis et même s'il reste fidèle à l'école de Chicago qui désigne l'assimilation comme l'ultime étape,¹¹⁴ son travail présente une rupture avec ce paradigme classique. En effet, il met en avant un processus par lequel les individus pouvaient élaborer progressivement une vie culturelle commune (partage d'une langue commune, participation aux traditions politiques américaines, adoption des mêmes modes de vie), tout en gardant leurs particularismes. Il montre que l'assimilation peut prendre des dimensions et des formes diverses. Milton prévoyait que la combinaison de l'appartenance à ces sous-groupes ethniques avec l'appartenance à une classe sociale particulière donnerait naissance à une stratification sociale spécifique fondée sur l'« *ethnclass* ». ¹¹⁵ C'est-à-dire qu'une personne appartient à la fois au même groupe ethnique et à la même classe sociale.¹¹⁶

« Je propose ensuite que nous nous référions à la sous-société (subsociety) créée par l'intersection des stratifications verticales de l'origine ethnique avec les stratifications horizontales de la classe sociale comme l'ethnclass. Ainsi, l'ethnclass d'une personne pourrait appartenir à la classe moyenne supérieure blanche

¹¹¹ *ibid.*, p. 22.

¹¹² Ali Rattansi, «Racism, Sexuality and Political Economy: Marksizm/Foucault/Postmodernism», Steve Fenton et Harriet Bradley (ed), **Ethnicity and Economy : 'Race and Class'**, New York: Palgrave Macmilan, 2002, p. 48.

¹¹³ Milton, *op. cit.*

¹¹⁴ Beate Collet, « Pour l'étude des *modes d'intégration* entre participation citoyenne et références culturelles », **Revue européenne des sciences sociales** [En ligne], XLIV-135, 2006, <http://ress.revues.org/258> (21.03.2012).

¹¹⁵ Schnapper, *op. cit.*, p. 280.

¹¹⁶ Milton, *op. cit.*, p. 52.

protestante, ou à la classe moyenne inférieure blanche catholique irlandaise, ou de la classe inférieure / supérieure dite négro-protestante, etc. »¹¹⁷

Mais dans ce cadre, les diversités sociales sont plus liées à la position dans la classe sociale qu'à celle de l'ethnicité. « *Même s'ils proviennent de diverses origines ethniques, les personnes vivant dans une même classe sociale ont tendance à agir semblablement et à partager les mêmes valeurs. Tandis que les personnes, ayant la même origine ethnique, mais appartenant à une classe différente, ont tendance à agir autrement et à porter des valeurs différentes.* »¹¹⁸ Donc « On peut interpréter leurs comportements et leurs attitudes par leur seule appartenance à la classe « populaire » (sociale). »¹¹⁹

L'ouvrage de **Robert Blauner**, *Racial Oppression in America* (1972)¹²⁰ constitue une rupture avec le réductionnisme qui explique l'exploitation ethnique par la contradiction de classe. Selon lui, « *la race ne peut être réduite à la classe et l'Amérique se caractérise par un "ordre racial" autant que par un « ordre social», indépendant l'un de l'autre et dialectiquement lié. Les membres des minorités raciales sont à la fois exploités en tant que travailleurs et opprimés en fonction de leur race et du "colonialisme intérieur" sur lequel est organisée la société américaine.* »¹²¹ Selon Blauner, c'est donc « *les membres des minorités raciales sont doublement exploités.* »¹²²

Malgré la critique contre le réductionnisme, certains chercheurs à la même époque continuent à défendre cette approche. C'est le cas par exemple d'**Edna Bonachich**¹²³ qui appartient à la théorie de la segmentation du marché du travail

¹¹⁷ Milton, *op. cit.*, p. 51.

¹¹⁸ *ibid.*, p. 52.

¹¹⁹ Schnapper, *op. cit.*, p. 280.

¹²⁰ Les autres livres de Blauner: **Alienation and Freedom: The Factory Worker and His Industry**, Berkeley: University of Chicago Press, 1964; **Black Lives, White Lives: Three Decades of Race Relations in America**, Berkeley: University of California Press, 1989.

¹²¹ Schnapper, *op. cit.*, p. 282.

¹²² *ibid.*, p. 310.

¹²³ Les ouvrages de Bonachich: « A Theory of Ethnic Antagonism: The Split Labor Market », **American Sociological Review**, Numéro: 37, Octobre 1972, p. 547-559; « A Theory of Middlemen Minorities », **American Sociological Review**, Numéro: 38, 1978, p. 584-594; « Advanced Capitalism and Black/White Relations in the United States: A Split Labor Market Interpretation », **American Sociological Review**, Numéro: 41, 1976, p. 34-51; avec Modell John, **The Economic Basis of Ethnic Solidarity, Small Business in Japanese American Community**, Berkeley: University of California Press, 1980.

relevant du paradigme du réductionnisme, suggère encore qu'en fait les rapports ethniques dissimulent le rapport de classe. Ces chercheurs expliquent la diversification avec le concept de segmentation, lui-même inspiré du concept de statut de Weber. Ce dernier suggère que la position des classes sociales est déterminée par rapport à ses positions dans le marché. Dans la même inspiration, les théoriciens de la segmentation décrivent aussi la société comme un ensemble de positions et de strates hiérarchiquement disposées en fonction d'une inégale distribution de pouvoir, de la richesse, des privilèges et de prestige.¹²⁴ Le capitalisme mondial en renforçant les inégalités construit une hiérarchie sociale au sein de la société en défaveur des sans-emploi, des membres de groupe ethnique, etc. Les classes sociales sont segmentées par ces clivages construits dans le marché du travail.

Bonanich applique la théorie de la segmentation du marché du travail pour expliquer la différenciation ethnique au sein des classes sociales. Selon Bonachich, la classe sociale est divisée en trois: capitaliste, celle des travailleurs bien payés et/ou protégés et celle des travailleurs peu rémunérés qui sont des immigrants récents ou bien appartenant aux minorités ethniques ou raciales. *« Les antagonismes entre travailleurs nationaux protégés et travailleurs immigrants ou minoritaires exploités ne tiennent pas aux attitudes racistes des premiers, mais à leur rivalité objective avec les immigrants ou les minoritaires qui, étant donné la précarité de leur condition, acceptent des emplois sous-payés. La segmentation du marché du travail empêche l'ensemble des travailleurs de prendre conscience que leurs intérêts sont convergents et permet donc aux capitalistes d'obtenir une force de travail peu coûteuse en divisant la classe ouvrière. »*¹²⁵ Bonachich continue à soutenir que *« Les divisions ethniques et raciales ont pour fonction essentielle de fournir une main-d'oeuvre peu coûteuse au capitalisme. L'idéologie de l'ethnicité a pour fonction de masquer les intérêts de classe »*.¹²⁶

¹²⁴ « La théorie de stratification » <http://www.universalis.fr/encyclopedie/stratification-sociale/> (20.04.2012).

¹²⁵ *ibid.*, p. 284.

¹²⁶ Schnapper, *op. cit.*, p. 283.

À partir de l'observation selon laquelle le marché du travail est segmenté par rapport à la condition du travail, Doeringer et Piore ¹²⁷ parlent d'une pluralité de marché en tant que le marché primaire et le marché secondaire. « Le « marché primaire » caractériserait des entreprises distribuant des salaires relativement élevés, offrant des garanties de carrières pour les salariés et des conditions de travail favorables. Symétriquement, le « marché secondaire » regrouperait les entreprises aux caractéristiques inverses. »¹²⁸ Les groupes ethniques qui subissent des discriminations travaillent dans le marché secondaire.

À partir des années 1960, on observe l'émergence d'une sociologie noire qui développe une autre manière de considérer l'articulation des rapports de classe et d'ethnicité. La sociologie noire (*Black sociology*), qui émerge dans les années 1960 et 1970, grâce à l'espace ouvert par la lutte des noirs aux États-Unis, les mouvements indépendantistes et les décolonisations en Afrique, critique les analyses qui ne tiennent pas compte des noirs ou qui examinent les noirs de manière indifférenciée des autres groupes ethniques, mais qui ne se spécialisent pas sur la population noire. Comme le travail de Doeringer et Piore qui n'analyse pas la question noire d'une manière spécifique. Selon les sociologues noirs à cette époque une partie des recherches sur les relations ethniques ou raciales se fondait essentiellement sur les observations de la population non noire et le plus souvent d'origine européenne.¹²⁹ « Les noirs, même les sociologues noirs, étaient, selon la formule de Ralph Ellison, des 'hommes invisibles' », ¹³⁰ car la science sociale était produite toujours à partir du point de vue des blancs. Les sciences sociales niaient non seulement l'existence de la population noire, mais aussi leur combat mené dans diverses organisations depuis les années 1800 contre la politique esclavagiste et de discriminations. La lutte noire est ainsi invisible dans le champ des sciences sociales.

¹²⁷ Peter B. Doeringer et Micheal J. Piore, **Internal Labor Markets and Manpower Analysis**, Massachusetts: D.C Heath and Company, 1971.

¹²⁸ Héloïse Petit, « Les déterminants de la mise en Œuvre d'un mode de gestion », **Économie et Statistique**, Numéro : 361, 2003, https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:tX9Qf18DakwJ:www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es361c.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEESjSjqDBV1FOamjpS6ScV6pZ-zZsF3D1LJV374XDabrGXXGwUye--ncrYkMmv-pT6ltEc6V9BoRpDsp3bDYNopFLKxHIqUEqfll74luU2IHbPsdT-Wn6PIc_6oGlsEA4O1fbx6-f&sig=AHIEtbQtDGWuCB-lwG7WS1JLsGrfDgqSUw (10.05.2012).

¹²⁹ Schnapper, **op. cit.**, p. 309.

¹³⁰ Ellison, 1952 cité par Schnapper, **op. cit.**, p. 291.

À travers la *Black sociology* qui s'est développée en tant qu'une nouvelle discipline, indépendante, et ayant ses propres instruments de recherche développés par des chercheurs noirs,¹³¹ les noirs commencent à produire un savoir sur eux-mêmes par eux-mêmes. Ainsi dans les universités, des départements réservés à des enseignants et des étudiants d'origine «africaine»¹³² sont créés.

Les sociologues noirs adoptent la thèse de Blauner selon laquelle il existe un «ordre racial» autant qu'un «ordre social», indépendant l'un de l'autre et dialectiquement lié. Donc les membres des minorités raciales sont doublement exploités. Les ouvrages de Nathan Harec (*Black anglo-saxon*, 1965) et de Stokely Carmichael et de Charles V. Hamilton (*Black Power*, 1967) sont les premières expressions du séparatisme noir académique et politique. « *Il faut créer une société fondée sur la liberté du peuple et non sur la libre entreprise. La bourgeoisie blanche été le pivot du racisme institutionnel [...] les Noirs doivent désormais rejeter le projet qui fut longtemps le leur de s'assimiler à celle : elle se réfère à des valeurs qui ont détruit la communauté noire. Un changement viendra que des Noirs, car d'elle-même, la communauté blanche n'accordera rien.* »¹³³ Donc ils doivent construire leurs propres écoles, leurs propres organisations, et se doter de leurs propres leaders, leurs propres gouvernements et leurs propres professeurs.

Les sociologues noirs concentraient généralement leur attention sur le racisme politique et institutionnel et donc sur la dimension ethnique de la question noire sans réellement prendre en compte les rapports de classe. Cependant, il existe au sein de la sociologie noire des travaux qui prennent en compte la dimension économique de l'oppression. Ainsi, **William J. Wilson**¹³⁴ (1978), chercheur noir, met l'accent sur le développement économique juste après la 2^{ème} Guerre mondiale. Il évoque le rôle croissant de la classe sociale pour comprendre l'évolution récente du destin des Noirs».¹³⁵ Le processus de désindustrialisation a contribué à constituer

¹³¹ Schnapper, *op. cit.*, p. 312.

¹³² *ibid.*, p. 291.

¹³³ Schnapper, *op. cit.*, p. 312-313.

¹³⁴ Les ouvrages de William J. Wilson: **Power, Racism and Privilege: Races Relations in Theoretical and Sociohistorical Perspectives**, New York: Mac Millan, 1973; **The Declining Significance of Race**, Chicago: The University of Chicago Press, 1978; **The Truly Disadvantaged, The Inner City, the Underclass and Public Policy**, Chicago: The University of Chicago Press, 1987; **When Work Disappears: The World of the New Urban Pooers**, New York: Knopf, 1996.

¹³⁵ Schnapper, *op. cit.*, p. 334.

l'*underclass*¹³⁶ noire (sous-prolétariat) dans les villes. Dès lors, les noirs pauvres se sont concentrés et marginalisés dans certains quartiers¹³⁷ loin de la classe moyenne noire et de la société blanche. Selon Wilson l'underclasse noire désigne « *un groupe constitué d'individus confrontés à de longues périodes de pauvreté et à un chômage structurel, dépendant de l'aide sociale, vivant dans une situation d'isolement social* » croissant et caractérisé par des traits comportementaux tels que *l'affaiblissement des liens au travail, l'augmentation de la part des familles monoparentales, les difficultés à se marier, l'échec scolaire.* »¹³⁸

En définitive, à cette époque les différences ethniques à l'intérieur d'une classe sociale et la différenciation sociale à l'intérieur d'un groupe ethnique deviennent des sujets de recherche. Dès lors, la division de la classe ouvrière n'est plus considérée comme un phénomène secondaire ou résiduel, mais comme une caractéristique structurelle des sociétés capitalistes actuelles.¹³⁹ En France ce processus s'est développé par l'effet des mouvements d'immigration venant des pays décolonisés et aussi des mouvements régionalistes/ethniques ; aux États-Unis en plus de ces effets, on peut ajouter le rôle de la *Black Sociology*. On peut considérer que l'ensemble des recherches attire l'attention sur le fait que le poids de la classe ou de l'ethnicité dans la détermination des processus sociaux est variable, mais considère toutes qu'il existe un ordre de priorité entre l'une ou l'autre des dimensions.

Danièle Kergoat introduit une approche qui ne construit pas une hiérarchie entre le rôle de la classe et l'ethnicité. L'auteure française a proposé d'analyser, sur une base matérialiste, les différents rapports sociaux (ceux de classes, de sexes et de

¹³⁶ Ce concept a été suggéré premièrement par Gunnar Myrdal en 1963. «Underclass» de Myrdal est renvoyée à une minorité exclue laissée par le progrès technologique redondante économique sous le capitalisme (Robert MacDonald (ed.), **Youth, the Underclass and Social Exclusion**, New York: Routledge, 1997, p. 17, <http://site.ebrary.com/lib/galatasaray/Doc?id=5003747&ppg=17> [15.03.2013]). Aujourd'hui, ce concept comporte non seulement une partie de sans-papiers et de gens pauvres dans les groupes ethniques, mais aussi tous ceux qui sont chroniquement sans emploi et pauvres. (Hartigan 1997, cité par Altıntaş, **op. cit.**, p. 35).

¹³⁷ Emmanuelle Le Texier, «Barrios des États-Unis: des logiques d'exclusions aux logiques communautaires?», http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RAI_015_0025&DocId=92709&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=6&hits=ff6+ff5+ff4+870+86f+86e+0&fileext=html#hit1 (27.03.2012).

¹³⁸ Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol, «Politique de mobilité résidentielle et déségrégation: une analyse critique», http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RCE_009_0261&DocId=93454&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=3&hits=36a+369+368+0&fileext=html#hit1 (27.03.2012).

¹³⁹ Balibar, 1990, p. 9.

racés) sans les hiérarchiser *a priori*.¹⁴⁰ Selon Kergoet les rapports sociaux sont *consubstantiels*¹⁴¹ et *coextensifs* les uns aux autres. Cette chercheuse critique la théorie de l'intersectionnalité du sexisme, du racisme et des rapports de classe qui constitue une conceptualisation géométrique (la «classe»+ le «sexe»+ la «race»), et qui ne rend pas compte de la dynamique des rapports sociaux, et stabilise ces relations en des positions fixes.¹⁴² Donc elle propose «un modèle qui les considère comme des systèmes qui s'imbriquent au lieu de s'additionner».¹⁴³ Elle réfute le cloisonnement et la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale.¹⁴⁴ Donc il n'y a pas de contradiction principale ou de contradictions secondaires. «*Les rapports sociaux sont consubstantiels : ils forment un nœud qui ne peut être séquenté au niveau des pratiques sociales, sinon dans une perspective de sociologie analytique ; et ils sont coextensifs: les rapports sociaux sont dynamiques; en se déployant, les rapports sociaux de classe, de genre, de « race », se reproduisent et se coproduisent mutuellement.* »¹⁴⁵

Cette approche permet de mieux comprendre le fonctionnement dialectique de la multiplicité des appartenances dans les rapports sociaux. « *Les rapports sociaux sont consubstantiels, ce qui revient à affirmer (et à démontrer) que les rapports sociaux se co-construisent : le genre construit la classe et la race, la race construit la classe et le genre, la classe construit le genre et la race. L'analyse de la dynamique de ce processus permet de prendre en compte les pratiques sociales réelles dans toute leur complexité (elles sont ambiguës, ambivalentes, contradictoires...), sans chercher à les unifier artificiellement à partir d'un unique rapport social.* »¹⁴⁶

¹⁴⁰ «Articuler les rapports sociaux: classes, sexes, races», **Raison Présente**, 2^{ème} trimestre 2011, iresmo.jimdo.com/2012/02/13/articuler-les-rapports-sociaux-classes-sexes-races/ (23.04.2012).

¹⁴¹ Kergoat commence à utiliser le terme «consubstantialité» au début des années 80.

¹⁴² Dorlin, 2009, p. 10.

¹⁴³ Evelyn Nakano Glenn, « De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé », Elsa Dorlin (ed), **Sexe, Race, Classe: Pour une épistémologie de la domination**, Paris: Presses Universitaires de France, 2009, p. 23.

¹⁴⁴ Sirma Bilge, «Théorisations féministes de l'intersectionnalité», <http://www.cairn.info/revue-diogene-2009-1-page-70.htm> (16.04.2012).

¹⁴⁵ Danièle Kergoat, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », Elsa Dorlin (ed), **Sexe, Race, Classe : Pour une épistémologie de la domination**, Paris: Presses universitaires de France, 2009, p. 112.

¹⁴⁶ «Articuler les rapports sociaux: classes, sexes, races», **op. cit.**

Conclusion

En résumé, tous les chercheurs s'accordent sur l'existence de formes multiples de regroupements liés à l'ethnie au sein de la classe sociale; mais il existe parmi les chercheurs, des divergences concernant la primauté de la classe sociale sur l'ethnicité et inversement. Par ailleurs, les différenciations de classe au sein d'un groupe ethnique sont un sujet rarement analysé.

Actuellement, dans les recherches académiques, l'approche réductionniste n'est généralement plus utilisée, et l'ethnicité n'est plus considérée comme un phénomène secondaire par rapport à la division de classe. La différenciation ethnique est dorénavant acceptée comme une caractéristique structurelle des sociétés capitalistes actuelles.

Il faut insister sur l'hétérogénéité des configurations du rapport entre l'ethnicité et la classe, qui présente des variabilités par rapport à l'époque et aux situations. Cette variabilité de configuration rend impossible de faire une théorie générale, il faut donc analyser tous les processus historiques. Le travail de Gerard Noiriel nous montre l'apparition de différentes formes de reproduction des identités prolétaire dans la longue durée, déterminée à la fois par les conditions matérielles et par la lutte de classe.

Dans notre mémoire, nous adoptons la thèse de Noiriel selon laquelle dans des conditions données la classe et sa conscience sont formées par les luttes. Selon cette perspective, la relation entre l'ethnicité et la classe est non seulement déterminée par les conditions matérielles, mais aussi par les mouvements sociaux et les expériences politiques des militants politiques. À partir de cette perspective, croisant à la fois la dimension de classe et d'ethnicité nous m'intéresserons à l'organisation du travail¹⁴⁷ dans le mouvement kurde.

Mais tout d'abord, pour comprendre la construction d'un discours sur le rapport entre ethnicité et classe sociale dans le champ académique en Turquie, il faut

¹⁴⁷ *Yurtsever Emek Hareketi, Demokratik Emek Platformu.*

examiner l'évolution de la manière d'analyser les travailleurs kurdes dans les cadres des études kurdes.

1.2. La Conceptualisation du Rapport entre Ethnicité et Classe sociale dans le Champ académique en Turquie

1.2.1. L'Évolution des études kurdes concernant les travailleurs kurdes

Dans les pays anglo-saxons et en France, les études sur les groupes ethniques se sont développées d'abord pour examiner les populations des pays colonisés, qui sont perçues comme vivant dans une société stable et traditionnelle, elles sont présentées comme des «tribus» (*kabile*). Cette vision est formée par les politiques coloniales. Par ailleurs, les études sur les groupes ethniques en Europe ne prenaient pas en compte l'existence des groupes ethniques au sein de leur propre pays. Aux États-Unis, à la même époque, ces études sont considérées comme un instrument favorisant le processus d'assimilation et d'intégration des immigrants au sein du pays d'accueil. Cependant, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, les études ethniques commencent à s'intéresser aux groupes ethniques présents dans les pays développés et les études ethniques se libèrent du paradigme de l'assimilation, en conséquence les groupes ethniques ne sont plus analysés comme des entités stables et traditionnelles.

En Turquie, les institutions officielles pendant longtemps déniaient la question kurde et l'existence de la population kurde, ainsi que celle des autres groupes ethniques musulmans en son sein.¹⁴⁸ Dans les discours de l'État turc, la question kurde est désignée comme un problème issu de la résistance tribale contre les projets de modernisation ou fruit du sous-développement de la région, mais jamais traitée comme une question ethnique.¹⁴⁹ Dans ce cadre, la population kurde -souvent qualifiée de tribus, de rebelles, de bande de brigands- est présentée comme étant prémoderne, traditionnelle, stable, réactionnaire.¹⁵⁰

En Turquie à cause de cette politique, dans les universités, pendant une longue période les Kurdes n'ont pas été étudiés en dehors du cadre de l'idéologie

¹⁴⁸ L'existence des minorités est identifiée en Turquie comme étant la population «non musulmane».

¹⁴⁹ Mesut Yeğen, «The Kurdish Question in Turkish State Discourse», *Journal of Contemporary History*, Vol. 3454, p. 555, <http://www.jstor.org/stable/261251?seq=1> (17.05.2012).

¹⁵⁰ Yeğen, 1999, p. 24.

officielle.¹⁵¹ Ce sont seulement les recherches académiques proches de cette idéologie qui pouvaient obtenir des autorisations officielles de faire de recherche.¹⁵² Les tribus kurdes ont été étudiées dans le seul but de renforcer les discours politiques qui présentaient la question kurde comme issue de la résistance tribale. Même si dans beaucoup d'universités, les départements qui mènent des recherches sur la question kurde et les Kurdes sont encore confrontés à des problèmes, à partir des années 2000, dans certaines universités, des chercheurs commencent à pouvoir mener des recherches sur les Kurdes et la question kurde.

Comme c'est le cas pour les *Black studies*, la naissance de la *kurdologie* à la fois dans les *régions* kurdes et dans la diaspora est étroitement reliée au développement de la lutte kurde. À travers les espaces ouverts par les mouvements kurdes,¹⁵³ les intellectuels kurdes trouvent la possibilité de produire un savoir sur les Kurdes. Les mouvements kurdes ont toujours créé leurs intellectuels organiques. C'est pourquoi nous allons présenter en même temps les influences des organisations et mouvements politiques sur la production de savoir dans le domaine des études kurdes.

Les premières publications kurdes possédaient une approche nationaliste et ont été produites par des militants/anciens militants ou sympathisants des organisations nationales kurdes. Le mouvement *Hêvi*, fondé par des étudiants kurdes en 1912, a publié une revue nommée *Rojî Kurde*¹⁵⁴ (1913) qui considérait la question kurde comme un problème ethnique. Celadet Bedirxan¹⁵⁵ (1893-1951) -issu de la famille de Bedirxan qui a organisé une révolte contre l'Empire ottoman- un des fondateurs du mouvement *Xoybun* (1927-1932) et de la revue *Hawar* (publiée par Celadet Bedirhan entre les années 1932 et 1935) rend compte du problème kurde en

¹⁵¹ İsmail Beşikçi, «Resmi Tarih: Kürt Sorununda Temel Sorular», İsmail Beşikçi (ed.), **Resmi Tarih Tartışmaları 6: Resmi Tarihte Kürtler**, İstanbul: Özgür Üniversite, 2009, p. 403-451.

¹⁵² Par exemple, Kadri Kemal Kop, **Araştırma ve Düşüncelerim. Doğu ve Güneydoğu Anadolu Türkçesini Etkileyen Faktörler**, Ankara, TKAE, 1982 (1935); M. Şerif Fırat, **Doğu İlleri ve Varto Tarihi**, İstanbul: IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2007 (1945).

¹⁵³ Les mouvements kurdes, nous utilisons consciemment le pluriel pour mettre l'accent sur la pluralité des organisations politiques kurdes depuis des années: Kürt Teâlî Cemiyeti (1918), Teşkilât-ı İçtimaiyye Cemiyeti (1920), Xoybûn (1927-1932) etc.

¹⁵⁴ Celilê Celil, **Kürt Aydınlanması**, Arif Karabağ (trad.), İstanbul: Avesta Yayınları, 2000, p. 73-75.

¹⁵⁵ Celadet Alî Bedirxan, **Kürt Sorunu Üzerine**, İstanbul: Avesta Yayınları, 1997.

tant que problème national, et non comme un problème économique ou de sous-développement.¹⁵⁶

Outre la diaspora kurde, certains chercheurs occidentaux, comme Pierre Rondot,¹⁵⁷ Roger Lescot,¹⁵⁸ des chercheurs russes, comme Basile Nikitine,¹⁵⁹ Alexandre Jaba,¹⁶⁰ Vladimir Minorsky,¹⁶¹ et des chercheurs irakiens, comme Wadie Jwaideh,¹⁶² se sont intéressés à la question kurde. Par ailleurs, nous pouvons noter que l'URSS a fondé des instituts spécialisés en *kurdologie*.¹⁶³

Après une «période silencieuse»,¹⁶⁴ à la fin des années 1950,¹⁶⁵ des mouvements kurdes commencent à réémerger en Turquie.¹⁶⁶ Sous l'influence des organisations kurdes, des publications sur la question et la population kurde réapparaissent. Mais à cause des conditions défavorables (comme la répression policière), ces publications n'ont pas pu se développer suffisamment dans ces années. Ainsi en 1958, la revue *İleri Yurt* commence à être publiée à Diyarbakır.¹⁶⁷

¹⁵⁶ *Xoybun* et *Hawar* son un signe de la renaissance du nationalisme culturelle kurde. Selon les auteurs de ces revues, la tribalisme détruit l'unité nationale. Le lien tribal est une expression de l'intérêt personnel (Nelida Fuccaro, «Sömürge Yönetimi Altındaki Suriye'de Kürtler ve Kürt Milliyetçiliği: Siyaset, Kültür ve Kimlik», **Dipnot**, Numéro: 5, 2011, p. 10).

¹⁵⁷ Pierre Rondot (né en 1904) faisait la connaissance des frères Celadet et Kamuran Bedirxan. Il a travaillé dans le processus de la publication de *Hawar*. Certains ouvrages de Rondot : « Trois essai de latinisation de l'alphabet kurde : Iraq, Syrie, URSS », **Bulletin d'Etudes Orientales**, tome V, 1935 ; « Les tribus montagnardes de l'Asie antérieure. Quelques aspects sociaux des populations kurdes et assyriennes », **Bulletin d'Etudes Orientales**, tome VI, 1937 ; « Les Kurdes de Syrie », **Méditerranéenne et Africaine**, fascicule I, 1939 ; « Les Kurdes et l'action de l'URSS en Orient », **CHEAM**, fascicule I, 1940 ; « Les revendications nationales kurdes », **En Terre d'Islam**, 2^{ème} semestre, 1946 ; « La nation kurde en face des mouvements arabes », **Revue d'Orient**, Numéro : 7, 1958 ; « Vêtement masculine et artisanat du vêtement chez les Kurdes de la Haute Djjeezireh syrienne », **Bulletin d'Etudes Orientales**, tome XXV, 1972 (Jordi Tejel, « Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la « connexion kurdo-française » au Levant [1930-1946] », **European Journal of Turkish Studies**, 2006/5, <http://ejts.revues.org/index751.html> [23.04.2012]).

¹⁵⁸ Certains ouvrages de Roger Lescot (né en 1914) : **Textes kurdes**, Paris : Librairie Orientaliste Paul Geuthner, Vol. I, 1949 ; **Enquête sur les Yézidis de Syrie et du Djebel Sindjar**, Beyrouth : Librairie du Liban, 1975 ; Roger Lescot et Celadet Bedirxan, **Grammaire kurde**, Paris : Librairie d'Amérique et d'Orient, 1991 (Tejel, **op. cit.**).

¹⁵⁹ Basile Nikitine, **Kürtler**, İstanbul: Özgürlük Yolu, 1976.

¹⁶⁰ Scalbert-Yücel et Le Ray, 2006, p. 3.

¹⁶¹ Vladimir Minorski, **Kürtler**, İstanbul: Komal Yayınları, 1977.

¹⁶² Wadie Jwaideh, **Kürt Milliyetçiliğinin Tarihi: Kökenleri ve Gelişimi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, 6^{ème} Édition.

¹⁶³ Le premier institut spécialisé sur la kurdologie a été fondé à Leningrad dans l'institut d'études asiatiques de l'URSS en 1959. L'académie de Yerevan est le deuxième grand centre soviétique. (Scalbert-Yücel et Le Ray, **op. cit.**, p. 7).

¹⁶⁴ Ekinci, **op. cit.**, p. 6.

¹⁶⁵ Cette date correspond au processus de la réorganisation du *TKP* (illégal) en Turquie.

¹⁶⁶ *Dicle Talebe Yurdu*, fondée en 1943 par Musa Anter, est la première association qui a réuni un nombre important d'étudiants kurdes (Alış, **op. cit.**, p. 69).

¹⁶⁷ **Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi : 1960-1980**, Vol. 7, İstanbul : İletişim Yayınları, 1988, p. 2111-2129.

Le 31 août 1959, le poème Musa Anter y est publié en kurde. À cause de ce poème, la revue est dissoute. Et 50 hommes politiques kurdes sont placés en garde à vue (dans la littérature récente, cette opération est nommée *49'lar davası*).

À la suite du coup d'État en 1960, un mouvement kurde réémerge, mais cette fois il ne s'est pas inspiré seulement de l'idéologie nationale, mais aussi de l'idéologie socialiste. Les mouvements socialistes turcs,¹⁶⁸ des mouvements kurdes en Irak¹⁶⁹ inspirés du socialisme et du savoir (sur la culture, la langue kurde etc.) produit par la diaspora kurde¹⁷⁰ favorisent l'émergence d'un mouvement kurde en Turquie. Contrairement à la génération précédente de militants kurdes d'avant les années 1938,¹⁷¹ une importante partie de la nouvelle génération¹⁷² du mouvement kurde avait une approche inspirée du marxisme et une grande partie de ses militants était membre d'organisations turques comme le Parti des Travailleurs de Turquie le (*Türkiye İşçi Partisi- TIP*),¹⁷³ la Fédération des clubs d'opinion (*Fikir Kulüpleri Federasyonu- FKF*),¹⁷⁴ Jeunesse révolutionnaire (*Dev-Genç*).¹⁷⁵ Il faut souligner qu'au cours des années 1960 les intellectuels kurdes continuaient par ailleurs de publier dans des revues kurdes.¹⁷⁶

¹⁶⁸ À partir des années 1960, une partie des mouvements kurdes ont acquis une approche socialiste sous les influences du *TIP*, la Fédération des clubs d'opinion (*Fikir Kulüpleri Federasyonu- FKF*), Jeunesse révolutionnaire (*Dev-Genç*) et Parti démocratique du Kurdistan de Turquie (*Partiya Demokratî Kurdîstan li Turki- T-KDP*) (Hamit Bozarslan, « Türkiye'de Kürt Sol Hareketi», **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Sol**, Vol. 8, İstanbul: İletişim, 2007, p. 1175-1176).

¹⁶⁹ Martin Van Bruinessen, «Önsöz», Wadie Jwaideh, **Kürt Milliyetçiliğinin Tarihi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, 6^{ème} Édition, p. 7.

¹⁷⁰ Hamit Bozarslan «Türkiye'de (1919-1980) Yazılı Kürt Tarihi Söylemi Üzerine Bazı Hususlar», Abbas Vali (ed.), **Kürt Milliyetçiliğinin Kökenleri**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2005, p. 57.

¹⁷¹ Comme les membres de l'organisation de *Xoybûn*.

¹⁷² *TDKP*, construit par Şerafettin Elçi, Ömer Turan, Şakir Epözdemir, Sait Elçi en 11 juillet 1965, avait une approche nationaliste. (Şerafettin Elçi, **Doğu'nun Elçisi'nden Yüce Divan'a**, Hasan Kaya, Ankara: Fanos Yayınları, 2012).

¹⁷³ Tarık Ziya Ekinci, **Türkiye İşçi Partisi ve Kürtler**, İstanbul: Sosyal Tarih Yayınları, 2010.

¹⁷⁴ La *FKF* est un ensemble des association jeunesse qui ont été fondées en 1965 par la jeunesse adhérente ou symhathisante du *TIP*. La *FKF* a rassemblé plusieurs tendances révolutionnaires, unies par une perspective antifasciste et anti-impérialiste. Elle s'est transformée en 1969 en une fédération de la jeunesse révolutionnaire. («Un historique des organisations révolutionnaire en Turquie», http://apa.online.free.fr/imprimersans.php3?id_article=251&nom_site=Agence%20Presse%20Associative%20%28APA%29&url_site=http://apa.online.free.fr [01.04.2013]).

¹⁷⁵ Certains étudiants kurdes ont participé au *Dev-Genç*. (Ragıp Zarakoğlu, «68'in sis bombaları arasında ilk Kürt Gecesi», **Özgür Gündem**, 25.02.2012, http://www.ozgur-gundem.com/index.php?haberID=5836&haberBaslik=68%27in%20sis%20bombalar%C4%B1%20aras%C4%B1nda%20ilk%20K%C3%BCrt%20Gecesi&categoryName=K%C3%B6k%20Yaz%C4%B1lar%C4%B1&categoryID=17&authorName=Rag%C4%B1p%20ZARAKOLU&authorID=139&action=haber_detay&module=nuce [21.04.2012]; Alış, 2009, p. 83).

¹⁷⁶ *Silvan'ın Sesi Dergisi* (1962), *Dicle Fırat Dergisi* (Octobre 1962-Mai 1963), *Deng Dergisi* (1963), *Roja Newe* (1963), *Reya Rast* (1963)... (**Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, op. cit., p. 2120).

Le *TIP* (fondé en 1961), grâce à l'accent mis sur la question kurde, a pu attirer des intellectuels kurdes comme Tarık Ziya Ekinçi et les jeunes Kurdes. Pour la première fois, la question kurde a commencé à être débattue en public par le premier parti légal socialiste.¹⁷⁷ Au cours des années 1967-69, pour protester contre le sous-développement de l'Est et la politique du déni de l'existence de la population kurde et de la question kurde par l'État turc, le *TIP* a organisé les meetings de l'Est (*Doğu Mitingleri*) à Diyarbakır, Silvan, Siverek, Batman, Tunceli, Ağrı et Ankara. Mais il faut souligner que malgré que le *TIP* prend en compte la question kurde, dans ses discours politiques, il s'adressait aux Kurdes en tant que « mes frères/soeurs de l'Est » (*Doğulu kardeşlerim*) et la question kurde était encore considérée comme une conséquence du maintien de la région dans un état de sous-développement. D'ailleurs, par la suite, les Kurdes membres du *TIP* ont quitté collectivement le parti du fait que celui-ci réduisait la résolution du problème kurde à la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie. La plupart des militants kurdes n'ont pas rejoint le deuxième *TIP* fondé par Behice Boran après le coup d'État en 1971.¹⁷⁸

Jusqu'à la fondation des Foyers culturels révolutionnaires de l'Est (*Devrimci Doğu Kültür Ocakları- DDKO*)¹⁷⁹ la majorité des militants et des intellectuels kurdes s'organisaient dans les organisations socialistes turques.¹⁸⁰ Mais, après que la ligne de la révolution démocratique nationale (*Milli Demokratik Devrimci- MDD*)¹⁸¹ soit devenue dominante dans la *FKF* et dans *Dev-Genç*, la plupart de jeunes Kurdes ont quitté ces organisations pour fonder les *DDKO*. En résumé, progressivement après le coup d'État de 1971, la plupart des militants kurdes ont commencé à fonder leurs propres organisations nationales.¹⁸² Mais on peut noter que certaines organisations de

¹⁷⁷ Bruinessen, 2010, p. 7.

¹⁷⁸ Ekinçi, **op. cit.**

¹⁷⁹ Les Foyers Culturels révolutionnaires de l'Est ont été fondés par des étudiants kurdes à İstanbul et à Ankara en 1969. Ensuite le mouvement s'est propagé dans les banlieues comme Ergani, Silvan, Batman, Diyarbakır (İsmail Beşikçi, « Hapısedeği DDKO Devrimci Doğu Kültür Ocakları », <http://ismailbesikciyazilari.wordpress.com/2011/04/08/hapısedeği-ddko-devrimci-dogu-kultur-ocaklari-ismail-besikci/> [15.04.2012]).

¹⁸⁰ Mis à part du *T-KDP*.

¹⁸¹ C'est un mouvement émergé à la fin des années 1960, qui soutient la thèse de *Milli Demokratik Devrim* élaboré par Mihri Belli selon laquelle la Turquie est une société asiatique avec leurs propriétés féodales, dont le prolétariat est très faible et en deduisant que le changement révolutionnaire peut seulement être réalisé par la coalition des intellectuels et des officiers. (Erik Jan Zürcher, **Turkey: A Modern History**, New York: I.B. Tauris, 2004, 3^{ème} Édition, p. 254).

¹⁸² Bozarslan, 2007.

gauche turque comme le *TKP*, ont pu continuer à s'organiser dans les villes de la région kurde dans lesquelles l'industrie est bien développée comme Batman.¹⁸³

1.2.1.1. La renaissance des études kurdes en Turquie

Le champ d'études kurdes en Turquie est formé par deux dynamiques parallèles. D'une part les apports venant des publications proches et/ou émanant de l'espace ouvert par la lutte des mouvements kurde et marxiste, de l'autre les travaux et recherches conduits dans le champ académique.

Depuis l'année 1958, les militants kurdes de gauche et les intellectuels kurdes ont construit leurs propres maisons d'édition et des revues et commencé à publier des livres sur les Kurdes.¹⁸⁴ Ainsi, cette activité de publication a offert un espace aux militants de la gauche kurde pour y écrire leur propre histoire, pour y parler de leur langue et de leur culture, ce qui a donc contribué à la production et diffusion d'une contre histoire,¹⁸⁵ comme ce fût le cas pour la sociologie noire. Dans ces ouvrages, la politique kémaliste et les thèses officielles sur la question kurde étaient critiquées. La ligne générale de ces publications s'inscrivait dans une perspective plutôt politique et non académique, mais s'inspirait et se nourrissait des débats des académiciens et d'autres publications de gauche. Les sujets débattus incluaient la détermination de *l'ordre/système de la Turquie (Türkiye'nin düzeni)* ainsi que la prévision des transformations sociales. Cette perspective se donnait pour but de réaliser le développement du pays et construire un système socialiste en Turquie. Dans la même verve, les auteurs de la gauche kurde débattaient de la structure socio-économique de la région kurde et évoquaient les tribus kurdes.¹⁸⁶ Par exemple en 1962, une vive polémique a agité les revues *Aylık Barış* et *Yön* (1961-1967) à propos du

¹⁸³ Fatih Binbay, **Renklerden Kızılı Seçmek**, İstanbul: Tüstav, 2007.

¹⁸⁴ *Silvan'ın Sesi Dergisi* (1962), *Dicle Fırat Dergisi* (Octobre 1962-Mai 1963), *Deng Dergisi* (1963), *Roja Newe* (1963), *Reya Rast* (1963)... (**Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, op. cit., p. 2120).

¹⁸⁵ Scalbert-Yücel et Le Ray, **op. cit.**, p. 39.

¹⁸⁶ **1968 Köy Çalışmaları; Anadolu'da İnsan**, ODTÜ Öğrenciler Birliği : Ankara, 1969. Juste avant le coup d'État du 12 mars: la revue d'*Emek*, de *Sosyal Demokrat Eylem*, de *Kurtuluş Yolu* citent les mouvements de paysans contre le chef de village (*ağa*) et la pression militaire dans la région.

développement (*kalkınma*) dans la région kurde.¹⁸⁷ Dans la même cadre, M.İ Erdost analyse la structure de la population kurde à Şemdinli.¹⁸⁸

La littérature marxiste quant à elle s'est appliquée à l'analyse des relations sociales dans la population kurde et à la lutte nationale des Kurdes. La plupart des militants et des intellectuels de la gauche kurde indiquaient que le conflit de classe sociale existait au sein du peuple kurde. L'oppression nationale et celle de classe s'imbriquaient¹⁸⁹ et donc il fallait lutter contre ces deux types d'oppression et pour le «droit à l'autodétermination».¹⁹⁰ Ils interprétaient *l'antagonisme de classe* comme comprenant les «maîtres féodaux compradors (Agha, Sheikh ...)».¹⁹¹ Ainsi dès lors, contrairement au précédent mouvement nationaliste, la gauche kurde des années 1960 analysait le peuple kurde comme étant hiérarchisé en classes composées de maîtres féodaux compradors, de paysans pauvres ou sans terre, de chômeurs et d'une masse de main-d'oeuvre en ville. Mais l'antagonisme entre les maîtres féodaux compradors et les paysans pauvres ou sans terre était plus effectif que la contradiction de classe entre bourgeois et ouvriers. Selon les membres de la gauche kurde, la population kurde était concentrée dans des zones rurales; en d'autres termes, il n'existait pas une classe ouvrière kurde nombreuse et une classe bourgeoise puissante pour que cette distinction soit pertinente. Nous ne disposons pas de données pour contester cette assertion, mais on peut suggérer qu'au cours des années 1960, il y avait une forte concentration des populations kurdes en zone rurale hormis dans certaines villes comme Gaziantep, Batman. Même si dans ces années-là, l'existence des ouvriers kurdes dans les villes est affirmée, une diversification au sein de la classe ouvrière en fonction de leur identité ethnique n'a pas été précisée.

¹⁸⁷ Mehmet Emin Bozarslan, **Doğu'nun Sorunları**, Ankara: Şafak Kitapevi, 1966.

¹⁸⁸ Les articles qui se trouvent dans la livre *Şemdinli Röportajı* (M.İ Erdost, **Şemdinli Röportajı**, Ankara, 1993, 2^{ème} Édition) ont été publiés pour la première fois dans la revue *Yön* entre le 15 juillet et 11 novembre 1966.

¹⁸⁹ Yarkin, **op. cit.**, p. 69.

¹⁹⁰ Bozarslan, **op. cit.**, p. 1176.

¹⁹¹ Par exemple, le *DDKO* s'oppose aux *aghas*, tribus et *sheikhes* (Ümit Fırat, « Devrimci Doğu Kültür Ocakları », **Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, Vol. 7., İstanbul : İletişim Yayınları, p. 2119). Dans les années 1970, les partisan d'Apo (*Apocular*) a réalisé les attaques contre les propriétaires de terre, les chefs de tribus qui ont des liens avec le gouvernement (Aliza Marcus, **Kan ve İnanç: PKK ve Kürt Hareketi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, 2^{ème} Édition, p. 67-69).

Concernant le champ académique, on peut citer les oeuvres d'İsmail Beşikçi¹⁹² qui aussi analyse la structure de la population kurde à partir du point de vue marxiste. La recherche d'İsmail Beşikçi, *Doğu'da Değişim ve Yapısal Sorunlar: Göçebe Alikan Aşireti*, est peut-être la première recherche sur les Kurdes réalisés dans une université. Dans ce travail, à cause des pressions exercées, Beşikçi n'a pas analysé la tribu kurde (*Alikan*) dans le cadre des rapports ethniques, mais l'a observé sous l'angle du problème du sous-développement et de l'ordre du économique et social de l'Est.¹⁹³ Ainsi sa recherche se positionnait dans le débat sur *l'ordre de la Turquie*. En analysant une tribu nomade, il a mis en évidence que l'Est de la Turquie possède une structure différente des autres régions. À cause de sa thèse de doctorat, İsmail Beşikçi a été jugé. Ainsi, la justice a écarté de l'université le seul chercheur spécialiste de Kurde.

À partir des années 1990, des recherches se sont progressivement plus intéressées aux Kurdes, mais elles restent encore marginales dans les universités d'État.¹⁹⁴ Travailler sur la question kurde reste un sujet sensible (et dangereux); il existe cependant certains professeurs qui s'y risquent comme Mesut Yeğen, Ahmet Alış, Abbas Vali. Les travaux existants qui ne reproduisent pas l'idéologie officielle se focalisent sur la question kurde, le discours produit par l'État turc sur la question kurde, les conséquences de "la guerre chaude" comme les déplacements forcés des paysans kurdes ou encore l'organisation illégale du mouvement kurde.¹⁹⁵ D'autre part, les analyses se penchant sur la structure sociale de la population kurde se placent plutôt dans le cadre des rapports sociaux des maîtres féodaux, renvoyant à la tribu. Les analyses qui montrent l'existence d'ouvriers ou de bourgeois kurdes sont encore reléguées au second plan, malgré qu'aujourd'hui on puisse constater une concentration de la plupart de la population kurde dans les villes plutôt que dans les campagnes¹⁹⁶ et que les différentes de classes sociales au sein de la population kurde sont devenues plus aiguës.

¹⁹² İsmail Beşikçi, *Doğu'da Değişim ve Yapısal Sorunlar: Göçebe Alikan Aşireti*, Ankara: Yurt Kitap-Yayımları, 1992.

¹⁹³ Martin Van Bruinessen, «Akademik Özgürlük ve İfade Özgürlüğü: İsmail Beşikçi Vakası», **İsmail Beşikçi**, ed. Barış Ünlü et Ozan Değer, İstanbul: İletişim Yayınları, 2010, p. 50; Beşikçi, **op. cit.**

¹⁹⁴ Scalbert-Yücel et Le Ray, **op. cit.**

¹⁹⁵ Les deux derniers numéros de *la revue Toplum ve Kuram* se focalisaient sur le PKK. (**Toplum ve Kuram Lêkolîn û Xebatên Kurdî**, numéro:4, Automne 2010 et numéro:5, Printemps-Été 2011).

¹⁹⁶ Konda Araştırma, **op. cit.**, 2011, p. 91.

1.2.2. Les recherches spécialisées sur les classes sociales dans la population kurde

Nous pouvons affirmer que les recherches spécialisées sur les classes sociales dans la population kurde sont très rares dans le champ des études kurdes (*Kurdish studies*) ainsi que dans le champ universitaire en général. Nous pouvons néanmoins citer deux travaux de terrain traitant du sujet des travailleurs kurdes.¹⁹⁷ De plus, il existe une étude théorique qui tente de concilier les analyses en terme de classe et d'ethnicité dans le cas de la question kurde.¹⁹⁸ Il existe enfin un travail de terrain réalisé dans une usine dans la région kurde.¹⁹⁹ Ces quatre recherches ont été réalisées après 2009. Deux d'entre elles sont publiées dans la revue *Toplum ve Kuram*²⁰⁰ spécialisée dans les études sur les Kurdes. L'équipe de publication de cette revue organise souvent les recherches/ travail de terrain en fonction du thème choisi.

La première recherche sur les travailleurs kurdes que j'ai pu trouver a été réalisée par cette équipe de publication qui s'appelait *Tuzla Araştırmalar Grubu*.²⁰¹ Ce groupe établit un lien de cause à effet entre la relation ethnique et de classe et soutient que l'identité de classe n'est plus déterminée seulement par la contradiction entre capital et travail, mais aussi par les rapports culturels, ethniques, familiaux, etc. Autrement dit, cette recherche n'établit pas de hiérarchie entre les rapports ethniques et de classe. Ce groupe examine les travailleurs kurdes dans les arsenaux de Tuzla en reliant entre elles les conséquences de la « guerre chaude » (Régime d'état d'exception [*OHAL*], déplacement forcé et involontaire, etc.) et des politiques néolibérales (sous-traitance, flexibilisation et précarisation du travail). La « guerre chaude » et les politiques néolibérales contribuent à la prolétarianisation des Kurdes et dans le cas des arsenaux de Tuzla, à l'apparition de nouveaux types de clivages dans la classe ouvrière, basés sur l'ethnicité. C'est-à-dire qu'au sein des ouvriers des arsenaux de Tuzla se concentre une nombreuse main-d'œuvre de migrants kurdes. Et

¹⁹⁷ «Tuzla Araştırmalar Grubu», **Toplum ve Kuram: Lêkolîn û Xebatên Kurdî**, Numéro: 1, Mai 2009 ; İclal Ayşe Küçükırca, « Etnisite, Toplumsal Cinsiyet ve Sınıf Ekseninde Mevsimlik Kürt Tarım işçileri », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Automne-Printemps 2012; Türkiye'de Ulus-Devlet ve Etnik-Ulusal Tahakküm.

¹⁹⁸ Cuma Çiçek, «Etnik ve Sınıfsal İnşa Süreçleri Bağlamında Kürt Meselesi: Bölgesel Eşitsizlik ve Bölgesel Özerklik», **Praksis**, Numéro: 28, Janvier 2012.

¹⁹⁹ Ş. Gürçağ Tuna et Bayram Güneş, «Munzur'da Şirket Yaratmak: Munzur A.Ş. Üzerinden Dersim'de Sermaye Birikimi», **Praksis**, Numéro: 28, 2012.

²⁰⁰ **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)** est publié depuis l'année 2009. (<http://www.toplumvekuram.org/>).

²⁰¹ «Tuzla Araştırmalar Grubu», **op. cit.**, 2009.

ces ouvriers kurdes subissent des discriminations venant des autres ouvriers. *Tuzla Araştırmalar Grubu* souligne l'importance de la lutte dans le processus de construction de l'identité ethnique. La recherche mentionne qu'une partie des ouvriers kurdes choisissent de participer à *Newroz* plutôt qu'à la manifestation du 1^{er} mai, puisque selon les ouvriers *Newroz* est une fête nationale pour les Kurdes et dans ce sens elle est plus importante.²⁰² De même, l'existence d'un mouvement politique kurde contribue à la formation d'une solidarité ethnique entre les ouvriers kurdes par rapport aux autres groupes dans les arsenaux de Tuzla. Ce groupe considère que l'identité kurde est construite à travers le mouvement kurde, mais ne développe pas cette thèse. Ce travail n'analyse pas la différenciation et les conflits au sein des Kurdes en terme d'antagonisme de classe. Il ne prend pas en compte les conflits et les rapports de classe au sein d'un même groupe ethnique. Par exemple l'identité ethnique du patron sous traitant pour qui les ouvriers travaillent, n'est pas mentionnée. De même, la recherche se déroule dans une ville occidentale, et s'intéresse à des ouvriers dont l'employeur principal est turc ; elle ne considère donc pas les conflits de classe et ethniques dans les villes kurdes. Dans ce travail, la thèse qui postule qu'il n'y a pas de bourgeoisie kurde se perpétue. En analysant les ouvriers migrants kurdes, ce groupe établit un lien causal entre la diversification ethnique existante au sein du marché du travail et la migration, comme ce fût le cas pour les analyses produites en Europe selon lesquelles la migration du travail contribue à l'ethnisation de la structure de classe et à l'apparition d'une diversification ethnique dans le marché du travail. De façon similaire selon ce groupe, les paysans kurdes deviennent ouvriers après avoir immigré et les paysans kurdes occupent une position de main-d'oeuvre bon marché sur le marché du travail dans les arsenaux de Tuzla. Donc les migrations dues à « la guerre chaude » influencent profondément la structure du marché du travail et de la classe ouvrière en Turquie.

Ayşe Küçükırca²⁰³ établit aussi un lien de cause à effet entre la migration, la prolétarianisation et la différenciation selon l'identité ethnique sur le marché du travail. Elle considère le fonctionnement des trois formes de: genre, travail et ethnicité parmi les travailleurs saisonniers agricoles dans la région Karadeniz en 2009. Elle observe les travailleurs kurdes qui migrent de Diyarbakır et Mardin vers la région Karadeniz

²⁰² *ibid.*, p. 181.

²⁰³ Küçükırca, 2012.

pour la cueillette des noisettes. À cause du coup d'État en 1980, de la guerre et des politiques de déplacement forcé et involontaire,²⁰⁴ la plupart de ces travailleurs kurdes ont déjà migré vers les villes et vivent dans la pauvreté. Elle soutient qu'à cause du manque d'emploi dans les villes, la plupart de ces migrants se tournent vers les emplois saisonniers malgré les conditions de travail défavorable qui y ont cours. Comme nous l'avons mentionné au plus haut, dans le cadre du travail sur les ouvriers de Tuzla, ici aussi la migration liée à la guerre produit un autre type de migration: une migration de travail. La pauvreté apparue en conséquence de la première migration contribue à produire la précarité dans les emplois saisonniers. Autrement dit, à cause de la peur de se retrouver au chômage dans la région kurde, les travailleurs saisonniers kurdes sont prêts à travailler pour un salaire inférieur dans des conditions précaires. De même que le mentionnait le *Tuzla Araştırmalar Grubu*, Küçükkırca souligne aussi que les politiques de discrimination faites envers les travailleurs kurdes fonctionnent comme un moyen pour intensifier l'exploitation du travail. Sans utiliser le concept de double marché du travail, elle envisage une diversification formée à partir des appartenances ethniques. Les migrants kurdes subissent des pratiques de discrimination venant non seulement des autorités locales, mais aussi de la population locale. Par exemple, alors qu'un travailleur originaire de la région Karadeniz (*Karadenizli*) reçoit un salaire de 35 TL pour une journée de travail de 12 heures, un travailleur kurde reçoit seulement 19,9 TL pour la même journée –et la moitié de ce salaire est dépensé pour le coût de *dayıbaşı* ou *çavuş* et les frais de déplacement. Les coûts de la main-d'œuvre ne sont pas déterminés par la loi du marché libre, mais par les autorités officielle comme le préfet, etc. En réalité, la différenciation ethnique formée au sein des travailleurs est produite par les institutions politiques. Pour prévenir les possibilités de révolte et sous prétexte de prendre des mesures contre les « terroristes », les travailleurs kurdes sont soumis à un contrôle permanent, non seulement au cours du travail, mais aussi dans leurs logements. Comme Noiriel²⁰⁵ l'a déjà souligné pour les immigrants installés avant des années 1940 à Longwy, de même, pour les travailleurs kurdes, l'espace public devient un espace de contrôle à travers les contrôles de police et l'isolement. Mais ce contrôle est non seulement exercé par la police ou autres institutions étatiques, mais aussi par la population locale. Par exemple, les commerçants vendent les biens de consommation courante plus chers aux travailleurs kurdes qu'à la population locale.

²⁰⁴ L'auteur utilise le concept de la migration forcée.

²⁰⁵ Noiriel, *op. cit.*, p. 198.

Différemment de l'analyse de *Tuzla Araştırmalar Grubu*, Küçükırca analyse la différenciation entre les sexes. Elle montre qu'après le travail, à cause de la responsabilité domestique, les femmes travaillent 3-4 heures plus que les hommes. Et aussi les attitudes et les corps des femmes sont toujours contrôlés et restreints par les hommes. Küçükırca aussi met en évidence le manque de l'organisation du travail parmi les Kurdes. Les travailleurs saisonniers kurdes sont moins organisés dans les organisations du travail.

Jusqu'ici, on a essayé de revoir les recherches de terrain concernant les ouvriers kurdes qui travaillent dans des conditions précaires. Les deux recherches citées mettent l'accent sur la migration et la différenciation au sein de la classe ouvrière ainsi que sur les discriminations faites envers les travailleurs kurdes. Ils soulignent que les conditions précaires de travail auxquelles les ouvriers kurdes sont confrontés peuvent être expliquées non seulement par la contradiction entre capital et travail, mais aussi par les processus inhérents à la question kurde.

Par la même inspiration, Çiçek, dans l'article publié dans la revue *Praksis*²⁰⁶ suggère que non seulement le sujet des travailleurs kurdes, mais aussi l'ensemble des sujets de recherche issue de la question kurde doit être expliqué par une analyse qui construit un lien avec l'ethnicité et la relation de classe. Çiçek défend que *“Dans ce sens, dans le contexte de la question kurde, il est impossible de penser le rapport de classe indépendamment de l'ethnicité et une ethnicité dégagée des rapports de classe. D'une part, les rapports de classe construisent les relations asymétriques comme la religion, le sexe, l'ethnicité; d'autre part, ces relations sont construites et fonctionnent à travers les différenciations qu'elle crée.”*²⁰⁷

Selon Çiçek, l'ethnicité et les rapports de classe présentent une intégralité dynamique. Çiçek tente d'adopter cette approche dans les domaines du sous-développement. Celui-ci étant généralement utilisé pour expliquer la dimension économique de la question kurde, ainsi que le projet d'autonomie démocratique,

²⁰⁶ Çiçek, *op. cit.*

²⁰⁷ «Bu anlamda, Kürt meselesi bağlamında ne etnisiteden arındırılmış sınıfsal ilişkileri ne de sınıfsal ilişkilerden muaf bir etnisiteyi düşünmenin mümkün olmadığı savunulmaktadır. Sınıfsal ilişkiler etnisite, din, toplumsal cinsiyet gibi asimetrik toplumsal ilişkileri bir yandan inşa ederken öte yandan bu ilişkilerin sağladığı farklılıklar yoluyla kurulmakta ve işlenmektedir.» *ibid.*, p. 12.

véritable dimension politique de la résolution de la question kurde. Ces deux dimensions, économiques et politiques restent complémentaires. Çiçek explique son assertion par l'histoire de la Turquie. D'une part, l'État turc se développe aux confins de l'Europe; d'autre part, elle dispose en son sein d'une région périphérique qui coïncide avec la région kurde. Dans ce cas, la frontière économique correspond à la frontière ethnique. Sous les Ottomans, le déplacement des minorités comme les Arméniens (parmi lesquels se trouvaient de nombreux artisans et commerçants) a entraîné une absence de développement des relations industrielles. Après la construction de la République de la Turquie, la politique ayant pour but de créer une société ethniquement et religieusement plus homogène, a entraîné un désintéressement des investissements étatiques dans la région kurde. De plus, pour empêcher une organisation kurde, les gouvernements successifs ont forgé une alliance politique avec certains maîtres féodaux kurdes. Cette alliance ayant permis à ces derniers de disposer de ressources suffisantes pour survivre. En conclusion, cette politique de consolidation des liens féodaux et de maintien de la région dans un état de sous-développement (*geri bırakma*), a abouti dans l'ensemble de la Turquie, à ce que les classes sociales se sont sociospatialement (*sosyo-mekansal*) et socioculturellement (*sosyo-kültürel*) différenciées. La carte du développement socio-économique coïncidant avec la carte de la religion ethnique.

Selon Çiçek, en limitant l'hégémonie du centre sur les régions, le projet de l'autonomie démocratique suggéré par le mouvement kurde, pourraient offrir un espace politique qui servirait au développement d'autres identités ethniques et aboutirait ainsi à la disparation des inégalités économiques entre les régions. Ce projet contribuant à la reconstruction d'une différenciation sociospatiale et socio-culturelle de classe de manière plus égalitaire, et brisant la correspondance entre la carte ethnique et celle du sous-développement.

D'après Çiçek ce projet peut offrir une possibilité de renouvellement politique en contenant les pauvres Kurdes dans les institutions légales de leur mouvement. Sur ce point, Çiçek s'appuie sur les constatations de Firat Aydıncaya selon lesquelles entre 1999 et 2005, concernant la thèse sur la République démocratique, le mouvement kurde, du point de vue de ses discours et de ses acteurs

politiques, est devenu un mouvement basé sur la classe moyenne.²⁰⁸ Fırat Aydınkaya envisage l'émergence d'une nouvelle classe moyenne kurde qui désigne un caractère politiquement passif du fait de son lien avec l'État. Il suggère que cette nouvelle classe moyenne nourrit le politique et s'en nourrit. Par les outils légaux de la politique, le renouvellement idéologique du mouvement kurde a ouvert un espace politique d'existence et de domination pour cette nouvelle classe moyenne kurde. Car cette politique donne des rôles centraux aux institutions légales telles que les municipalités et les organisations non gouvernementales, dans lesquelles la classe moyenne est plus active. Ce nouveau discours politique réduit la politique à la lutte visant la revendication des droits (*hak talep etme siyaseti*).²⁰⁹ Mais les pauvres kurdes ne participent pas beaucoup aux institutions légales, préférant les manifestations radicales dans la rue. Çiçek souligne que les pauvres kurdes déterminent la politique du pavé (*sokağın siyaseti*). Donc on peut dire qu'il y a une diversification (et non un clivage) politique entre la classe moyenne kurde dans les institutions légales et les pauvres Kurdes dominants au cours des révoltes organisées dans les rues. Toutefois, Çiçek pense que pour les pauvres kurdes, le projet de l'autonomie démocratique peut ouvrir/offrir un espace politique dans l'institution démocratique (légale), en particulier dans le parti politique, et contribue ainsi à mettre fin à l'hégémonie de la classe moyenne dans ces institutions.

Ainsi en marge des autres chercheurs cités plus loin, Çiçek met l'accent sur la diversification entre les classes sociales participant au mouvement kurde et sur la question de la représentation des pauvres kurdes dans les institutions légales. D'autre part, l'auteur n'a pas suffisamment développé une potentielle manière de résolution de l'antagonisme de classes à travers l'autonomie démocratique.

La recherche de Tuna et Güneş sur la compagnie de *Munzur A.Ş.*²¹⁰ donne une idée des positionnements du mouvement kurde sur le problème des conflits en cours entre les ouvriers kurdes et les bourgeois kurdes. Dans cet article, l'accumulation de la capitale dans la *région* kurde est analysée au travers du cas de la *Munzur A.Ş.* qui est fondée en 2004 dans la ville de Dersim (Tunceli) où les Kurdes

²⁰⁸ Fırat Aydınkaya, «Yeni Kürt Milliyetçiliğinin İnşası ve Yeni Kürt Orta Sınıfının 'Pasif Devrim Ütopyası'», *Dipnot*, Numéro: 5/2011, p. 148.

²⁰⁹ Çiçek, *op. cit.*, p. 33.

²¹⁰ Tuna et Güneş, *op. cit.*

alévis habitent en majorité. A Dersim la production industrielle est moins développée par rapport aux autres villes kurdes. En plus du mouvement kurde, les organisations socialistes sont plus fortes et les conflits entre la guérilla et l'armée turque sont plus fréquents. Pour la plupart des personnes originaires de Dersim, l'opposition construit une importante identité. La *Munzur A.Ş* est entièrement fondée sur le capital local (kurde) et renvoie une image empreinte d'une expression respectueuse des valeurs locales, culturelles et de la gauche. Ses fondateurs la désignent comme un moyen de lutter contre la politique qui maintient la *région* dans un état de sous-développement et de déshumanisation (*insansızlaştırma*), véritable application d'une évacuation forcée. Malgré les conflits, elle investit le capital à Dersim en promettant le respect des valeurs locales. Grâce à ce discours, l'appui du mouvement kurde et de la plupart des organisations socialistes lui a été garanti. Ainsi, la *Munzur A.Ş* est devenue une importante compagnie du marché de la région kurde.

Les auteurs prétendent que l'appui au capital local du mouvement kurde et de certaines organisations socialistes –malgré certaines hésitations telles que la marchandisation de l'eau- présente certaines contradictions du point de vue de la lutte des travailleurs. La relation productive de l'usine n'est pas un sujet de discussion pour ces organisations. Ils se sont appuyés sur la *Munzur A.Ş* pour avoir la possibilité de créer un capital socialiste/de gauche défini comme celui respectant la nature, la culture et les croyances (*inanç*). Les membres des organisations déclarent que si *Sabancı Holding* voulait fonder une fabrique dans la même ville, ils la contesteraient. Cependant la *Munzur A. Ş*. ne réalise pas un autre système alternatif de production par rapport à la production capitaliste. En revanche, elle a pris position contre la syndicalisation de Syndicat des ouvriers et ouvriers auxiliaires du secteur agroalimentaire et du tabac de Turquie (*Türkiye Tütün Müskirat Gıda ve Yardımcı İşçileri- Tek Gıda İş*) liée au Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (*Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu- DİSK*). Par ailleurs, la syndicalisation au sein du « capital local » n'est pas appuyée par la plateforme syndicale de Tunceli (*Tunceli Sendikalar Platformu*) ni par d'autres organisations opposées. On a déjà cité que les organisations socialistes d'autres villes kurdes sont plus organisées que celles de Dersim. Non seulement le mouvement kurde, mais aussi la plupart des organisations socialistes n'offrent la moindre solidarité avec les ouvriers qui voudraient s'organiser dans un syndicat. Cette situation présente des similarités avec

certaines organisations socialistes turques qui choisissent d'investir dans le capital local que dans celui international.²¹¹

Dans ce cas, une contradiction apparaît entre la théorie socialiste et la pratique des organisations socialistes. Les chercheurs mettent en évidence que cette situation résulte de la formation idéologique des membres de ces organisations socialistes. Celle-ci n'est pas formée par la contradiction de capital-travail, mais par une résistance à la pression des forces étatiques. Dans cet ordre d'idées, Munzur A.Ş. est interprétée comme un pas politique contre la coercition étatique, la région étant maintenue dans un état de sous-développement témoignant de cette coercition. Selon ces organisations, Munzur A.Ş. s'est positionnée contre la politique de l'État, il faut donc la soutenir.

1.2.3. Les travailleurs kurdes dans les études de classe sociale

Comme les études ethniques, les recherches basées sur des analyses de classes sociales étaient pendant longtemps des sujets « dangereux »²¹² et ces études étaient d'abord développées sous l'influence du mouvement socialiste hors des départements universitaires dans les années 1960. À la suite de certains effets comme l'affaiblissement des luttes ouvrières pendant les années 1980 et 1990, les analyses en terme de classe sociale ont été dévalorisées et reléguées au second plan.²¹³ Cependant aujourd'hui nous remarquons ainsi l'augmentation quantitative des études universitaires sur le travail. Mais (1) une partie de ces études ne tiennent pas compte de l'entité des rapports ethniques et analysent les classes sociales sans construire de lien avec ethnicité en relation avec le peuple kurde. Sayım Yorgun qui classe les thèses entre les années 1984-2007 dans les *départements de l'économie du travail et les relations industrielles* selon les sujets réalisés ne considère pas aussi ce lien dans sa recherche.²¹⁴ D'autre part, nous ne pouvons trouver aucune publication sur ce domaine dans les revues spécialisées sur les relations de travail comme *La Revue de*

²¹¹ *ibid.*, p. 105.

²¹² Oya Baydar a quitté l'université auquel elle travaille, parce que sa thèse sur la naissance de la classe ouvrière de Turquie n'a pas été acceptée.

²¹³ Metin Özügürlü, «Sınıf Çözümlemelerinin Temel Sorunsalları», *Praksis*, Numéro: 8, p. 29; Sibel Özbudun, « Sınıf ile Etnisite Gerçekten Bağdaşmaz mı ? », la Dissertation au Congrès de Psychiatrie sociale le 5 juin 2010 à İstanbul, *Newroz*, Année:4, Numéro: 133, le 27 mai 2010, <http://www.atik-online.net/2010/06/19/sinif-ile-etnisite-gercekten-bagdashmaz-mi/> (14.03.2013).

²¹⁴ Sayım Yorgun, «Çalışma Ekonomisi ve Endüstri İlişkileri Bölümleri'nde Tez Konuları ve Paradigma Değişiklikleri», *Çalışma ve Toplum*, 2009/1.

Çalışma ve Toplum.²¹⁵ De même, les recherches qui tiennent compte des rapports sociaux dans les régions kurdes n'établissent pas de lien entre le sujet de recherche et le problème kurde.²¹⁶ Par exemple dans sa recherche sur le travail des enfants dans la ville de Gaziantep, Açıklın ne relie pas son sujet avec le milieu crée par «la guerre chaude».²¹⁷

(2) Certaines recherches, notamment celles sur les secteurs informels, prennent en compte l'existence des diversités ethniques dans la classe sociale. Ces recherches montrent les rapports ethniques comme une importante variable indépendante. Dans son article sur les collecteurs de déchets à Ankara Altuntaş²¹⁸, met en évidence qu'une diversité apparaît selon les identités ethniques. Mais il y a aussi une diversité entre les membres d'un groupe ethnique par rapport à *hemşeri* (originaire du même « petit pays »). Par exemple ceux qui sont venus de Kars, de Diyarbakır et de Mardin, s'occupent du dépôt et stockage des déchets solides. Et ces ouvriers kurdes subissent les pratiques de discriminations d'autres ouvriers.

Cet article rend compte des pratiques de discrimination subies par les collecteurs kurdes du fait de leur identité et de leur travail d'« un statut inférieur ». En plus, elle n'établit pas un lien entre la marginalisation et l'ethnicité. La *marginalisation* ne peut pas être attribuée à un groupe ethnique, mais à tous ceux qui travaillent dans le secteur du déchet solide.

²¹⁵ La Revue Travail et Société, <http://www.calismatoplum.org/>

²¹⁶ Neriman Açıklın, «Yoksulluk ve Genç Kuşakların Toplumsal Hareketlilik Şansları: İstanbul ve Gaziantep Örnekleri», *Çalışma ve Toplum DİSK/Birleşik Metal-İş Ekonomi ve Hukuk Dergisi*, 2008/2.

²¹⁷ Finalement, il faut admettre que certaines recherches construisent un lien entre le sexe et l'ethnicité en excluant celui de classe sociale. La plupart de ces recherches imbriquent les notions de sexe et d'identités nationales qui se sont formées durant la résistance du mouvement kurde. Ces travaux analysent la participation des femmes au sein du mouvement kurde et problématisent l'identité ethnique et féminine. On peut citer à titre d'exemple le livre de Handan Çağlayan qui soutient que l'identité féminine kurde est construite à la fois en lien avec le mouvement kurde et avec le rapport au pouvoir basé sur le sexe au sein de la société. Certains travaux sur la mouvement kurde et la femme: Cihan Ahmetbeyzade, «Kurdish nationalism in Turkey and the role of peasant Kurdish women», *Gender Ironies of Nationalism*, Tamar Mayer (ed.), London: Routledge, 2010; Hande Çağlayan, *Analar, Yoldaşlar, Tanrıçalar: Kürt Hareketinde Kadın Kimliğinin Oluşumu*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009; Şule Toktaş et Çağla Diner, «Waves of Feminism in Turkey: Kemalist, Islamist and Kurdish Women's Movements in an Era of Globalization», *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, Vol. 12, Numéro: 1, 2010; Metin Yüksel, «The encounter of Kurdish Women with Nationalism in Turkey», *Middle Eastern Studies*, Vol. 42, Numéro: 5, Septembre 2006.

²¹⁸ Betül Altuntaş, «Enformel Bir Emek Biçimi Olarak Sokak Toplayıcılığı», *Toplum ve Bilim*, 2008, Numéro: 112.

D'autre part Yılmaz²¹⁹ démontre dans la ville de Kahramanmaraş une spécialisation ethnique au sein des travailleurs migrants selon leurs identités ethniques. Dans le même cadre, un article qui analyse les processus de travail dans *les arsenaux de Tuzla observe un double marché du travail* dans lequel les migrants kurdes se situent dans une position défavorisée.²²⁰

En conclusion, la littérature spécialisée sur les relations entre/parmi les classes à la fois au sein du peuple kurde et dans le mouvement kurde est très rare. Il y a néanmoins peu de travail sur le terrain traitant du sujet des travailleurs kurdes. L'ensemble de travaux sont des articles et comportent des limites du point de vue théorique. Par ailleurs, une partie d'analyses existantes essaient de mettre en évidence les effets de « la guerre chaude » et de la lutte du mouvement kurde. La lutte du mouvement kurde est une importante variable explicative, cependant il n'y a aucune recherche qui concerne directement *l'organisation des travailleurs*²²¹ dans le mouvement kurde qui nous montre la relation entre les classes dans le mouvement kurde et son regard envers la lutte des travailleurs.

²¹⁹ Mehmet Yılmaz, **Yapısal Uyum Programlarının İç Göç ve Kentsel İşgücü Piyasası Üzerine Etkileri: Kahramanmaraş Örneği**, Sosyal Bilimler Enstitüsü Çalışma Ekonomisi ve Endüstri İlişkileri Anabilim Dalı, thèse de doctorat, Ankara, 2008, p. 224, <http://www.google.com.tr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0CC0QFjAC&url=http%3A%2F%2Facikarsiv.ankara.edu.tr%2Fbrowse%2F3557%2F4445.pdf&ei=Z9KOT-ucH8bP4QSz5eW8Dw&usq=AFQjCNEMe8mrb99AilH73jMHir8a3w6PPw&sig2=Dm8EtBSNUliiqG2rm8fyQ> (18.04.2012).

²²⁰ Kiraz Özdoğan, Suna Yılmaz et Ayşe Acar, «Tuzla Tersanelerinde Emek Süreci Açısından Yaşananlar ve Oluşturduğu Deneyimler», **Birikim**, Numéro: 234, 2008.

²²¹ *Yurtsever Emek Hareketi, Demokratik Emek Hareketi.*

2. *YURTSEVER EMEKÇİLER/DEMEP* (Plateforme démocratique du travail)

Ce chapitre présentera une organisation légitime et légale du mouvement kurde,²²² connue sous le nom de *Yurtsever Emekçiler* mais nouvellement rebaptisée *Demokratik Emek Platformu*.²²³ Cette organisation, proche des syndicats, est spécialisée dans la lutte pour les travailleurs et dans la lutte ethnique.

La première partie retracera les étapes de la construction de *Yurtsever Emekçiler* de 1992 jusqu'au changement de paradigme du mouvement kurde en 1999. Nous essaierons de comprendre les conditions dans lesquelles cette organisation s'est développée, dans le contexte de la fin des années 80 où les sympathisants du mouvement kurde œuvraient à la reconstruction des associations du

²²² Sur l'espace politique démocratique et légal, *le mouvement kurde* se compose de personnes diverses et variées, *appartenant à des classes sociales différentes* et ayant des occupations différentes. Nous pouvons remarquer cette variété aussi dans le champ institutionnel en relation avec l'identité kurde. Certaines institutions ou organisations sont fondées directement dans le cadre de l'identité kurde, comme les centres culturels, les écoles de langue, les associations de femmes, les partis politiques (*le Parti de la démocratie du peuple* [*Halkın demokrasi Partisi- HEP* 1990-1993], le Parti de démocratie, [*Demokrasi Partisi- DEP* 1991-1994], le Parti de liberté et de démocratie [*Özgürlük ve Demokrasi Partisi- ÖZDEP* [1992-1993], le Parti de la démocratie du peuple, [*Halkın Demokrasi Partisi- HADEP*, 1994-2003], le Parti démocratique populaire [*Demokratik Halk Partisi - DEHAP*, 1999-2010], Parti de la société démocratique [*Demokratik Toplum Partisi- DTP* [2005-2009] et *BDP* [2008]) et les médias. Mais par ailleurs, des sympathisants du mouvement kurde participent aussi à des structures qui sont elles-mêmes composées de différents groupes politiques comme les syndicats et le chambre de commerce (*Ticaret odası*). Dans certains cas, les multiples idéologies représentées par ces institutions, comme celle du syndicat ou de la chambre de commerce, peuvent s'opposer les unes aux autres. En même temps, chaque institution inclut des gens variés issus de différentes classes. En réalité, la politique du mouvement kurde sur la scène légale se forme à travers des rapports et des conflits parmi ces organisations. Donc, malgré le fait que le mouvement kurde tente de créer une instance centrale à travers le Congrès pour une Société Démocratique, il ne peut pas avoir une structure homogène.

²²³ Du fait qu'en 1996 les procès contre les activistes de *Yurtsever Emekçiler* ont été intentés avec l'accusation d'être membre d'une organisation terroriste, ils ont cessé d'utiliser le nom *Yurtsever Emekçiler* et ils ont commencé à utiliser le nom du Mouvement démocratique du travail (*Demokratik Emek Hareketi- DEH*) Après avoir subi une opération policière en 2008, ils ont renoncé à ce nom. De nos jours, ils utilisent le nom Plateforme démocratique du travail (*Demokratik Emek Platformu-DEMEP*).

travail et des syndicats. De plus, nous allons rendre compte sa conceptualisation de lien entre ethnicité et classe à travers la lutte syndicale et la revue mensuelle.

Avant de détailler notre recherche, il nous faut préciser que les ressources orales et écrites à ce sujet sont très limitées. Car tout d'abord, une partie des cadres fondateurs ont été assassinés ou se sont retirés de la vie politique. Ceux qui restent n'ont pas voulu nous accorder d'entretien en raison du procès en cours à leur rencontre. Néanmoins, nous avons obtenu onze entretiens; réalisés d'après la méthode semi-directive ; trois d'entre eux (Savcın, Veli, Sevgi) étaient concentrés aux années 1990. De surplus, il nous a été difficile d'accéder à des sources écrites sur le sujet, puisqu'une partie des archives a été perdue à la suite d'opérations et de saisies faites par la police. De plus, pour des raisons de sécurité, les activistes évitent de conserver ou d'archiver les brochures, revues et autres documents. Nous avons seulement pu accéder à certains articles écrits par les cadres de *Yurtsever Emekçiler* dans les journaux *Gündem*, *Özgür Ülke* et *Demokrasi* entre 1992 et 1997, ainsi qu'à trois numéros de la revue *Üretimde Yurtsever Emekçiler* publiés en 1996 et un numéro de la revue *Özgürleşen Emekçiler* de 1998.²²⁴ Donc, notre connaissance de l'histoire de *Yurtsever Emekçiler* pâti du manque de ressources écrites et orales, et parmi les informations recueillies, nous jugeons que certaines restent ambiguës.

2.1. La période 1992 - 2000

Au cours de notre recherche de terrain, nous avons observé que *Yurtsever Emekçiler* est né et s'est développé au point de croisement entre le mouvement kurde et le mouvement des fonctionnaires qui a réémergé à la fin des années 1980. Nous allons d'abord rendre compte des changements ayant eu lieu au sein du mouvement kurde. Puis, nous développerons les caractéristiques du mouvement fonctionnaire qui a été construit par des sympathisants du mouvement kurde. La plupart des membres étaient fonctionnaires dans le secteur de l'éducation ou de la santé.

²²⁴ *Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 1, Mai 1996; *Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 2, Juin 1996; *Üretimde Yurtsever Emekçiler*, Numéro: 4, Octobre 1996 ; *Özgürleşen Emekçiler*, Numéro: 1, 15 Mars 1996.

2.1.1. Le Mouvement kurde

Après l'émergence de la gauche kurde dans les années 1960, une nouvelle période a commencé pour le mouvement kurde à la suite du coup d'État de 1980. Premièrement, les nombreuses organisations kurdes ont été supprimées sur l'espace légal et le mouvement kurde est devenu plus univoque. Le *PKK* est devenu ainsi une importante dynamique d'opposition liée au problème kurde. Grâce à l'accent mis sur l'antagonisme de classe sociale et à sa force d'action, il a attiré la sympathie non seulement d'activistes kurdes, mais aussi de la plupart des militants de la gauche turque. En conséquence, depuis les années 1980, « la question » kurde et le mouvement kurde se confondent avec le *PKK*.²²⁵

Deuxièmement, dans les années 1990, les structures d'opportunité politique et sociale ont changé dans l'ensemble du mouvement kurde. Ainsi au début des années 1990, leurs activités politiques ont commencé à se concentrer dans les villes autant que dans les zones rurales. On peut suggérer qu'il y a deux variables dans ce changement. L'une est inhérente au changement d'habitation de la population kurde. Sous l'influence des politiques néolibérales et de la guerre entre la guérilla et l'État, la population kurde a commencé à s'urbaniser beaucoup plus qu'à l'époque où la gauche kurde est apparue dans les années 1960.

D'autre part, dans les années 1990, malgré un climat politique défavorable, l'ouverture de certains acteurs politiques en faveur d'une résolution de la question kurde s'est développée à travers des méthodes démocratiques et le dialogue, et non par la violence et les opérations militaires. Les organisations légales qui s'organisent dans les villes sont devenues importantes pour la résolution démocratique de la question kurde. Nous voudrions citer certains événements politiques marquants de cette période. Au début des années 1990, en plus des opérations militaires, les activités de contre guérilla²²⁶ ont été réalisées contre des activistes kurdes dans les villes. Le 7 juillet 1991, le président départemental du *HEP* à Diyarbakır, Vedat

²²⁵ Zeynep Gambetti, «Politics of place/space: The spatial dynamics of the Kurdish and Zapatista movements», *New Perspectives on Turkey*, Numéro: 41, 2009, p. 53.

²²⁶ Le concept de l'activité de contrat (*kontra faaliyetleri*) est utilisé pour les actions illégales faites par les policiers, les soldats comme l'assassinat/le crime non élucidé (*faili meçhul*) ou la disparition en garde à vue (*gözetiminde kayıp*).

Aydın²²⁷ a été enlevé à son domicile puis assassiné. Cet assassinat non élucidé (*faili meçhul*) marque un tournant important et symbolique pour le mouvement kurde et a provoqué une grande émotion populaire kurde dans la *région*. Plus de mille personnes ont assisté aux funérailles. L'armée a attaqué le convoi funéraire. Malgré cette révolte, les assassinats non élucidés perpétrés contre les intellectuels kurdes ou les membres du *HEP* ont continué à s'intensifier. Dans la même période, beaucoup de syndicalistes kurdes ont été tués. Seulement en 1992, environ 20 syndicalistes du secteur public de la *région* ont perdu la vie.²²⁸

« Dans cette période, 4 personnes du *HADEP* ont été tués au retour du congrès. Les personnes d'*Eğitim Sen* me disent nous ne pouvons pas assurer votre sécurité, selon nous vous ne seriez pas une membre. Moi aussi, je dis que 'Les assassinats des professeurs sont très répandus, pour cela, d'ailleurs j'y ai recours pour que'il y ait quelqu'un qui me garde, que je ne reste pas sans garder'. »²²⁹

À cause des assassinats non élucidés contre les politiciens kurdes, l'espace public constitué par les syndicats, les partis politiques n'est plus le lieu d'une pratique collective, mais devient un espace du contrôle et d'isolation de l'ensemble de populations.²³⁰

Pourtant après la construction de la coalition entre le parti de la Juste voie (*Doğru Yol Partisi- DYP*) et le parti Social-démocrate populaire (*Sosyal Demokrat Halkçı Parti- SHP*) le paysage politique a changé peu à peu du point de vue de la résolution de la question kurde. Le Premier Ministre de la Turquie, Süleyman Demirel a déclaré lors d'un voyage dans la *région* que: «le *PKK* a trouvé une base au sein du peuple» (le 9 décembre 1991).²³¹ Son prédécesseur Turgut Özal avait ouvert

²²⁷ Après qu'il ait été arrêté, Vedat Aydın a été retrouvé mort à Ergani. Il était l'un des fondateurs de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie (*İnsan Hakları Derneği- IHD*). Il a été élu président du *HEP* à Diyarbakir en juin 1991.

²²⁸ Se reporter à la liste détaillée du livre d'Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz et Şükran Yeşil (ed), **Ölümlerle Yaşamak**, Diyarbakır: Eğitim-Sen Diyarbakır Şubesi, 2011. Mais nous notons des manques dans cette liste, quand on la compare avec celle de *Tüm Sağlık Sen* publiée en 1996, on considère que n'y sont pas inclus 8 syndicalistes de la santé, assassinés en 1992. (**Savaş ve Sağlıkçılar**, Tüm Sağlık-Sen Genel Eğitim Yayını –III, 1996, p. 74). Donc, cela signifie qu'on ne dispose pas de liste confirmée et exhaustive.

²²⁹ « O dönemde *HADEP*'li 4 kişi kongre dönüşü öldürülmüş. Eğitim-Sen'dekiler de sizin güvenliğinizi alamayız, üye olmayın bizce dediler. Ben de 'o dönemde öğretmen öldürmelerin çok yaygın, bu yüzden sendikaya bana sahip çıkan olsun, sahipsiz kalmayayım diye başvuruyorum zaten' dedim». Entretien avec Sevgi, İstanbul, professeure.

²³⁰ Noiriél, **op. cit.**, p. 198.

²³¹ Demir, **op. cit.**, p. 138.

la discussion sur l'amnistie des militants du *PKK*. Ces développements politiques ont été interprétés comme des phénomènes positifs dans la résolution de la question kurde. Néanmoins, après la réunion du Conseil national de sécurité (*Milli Güvenlik Kurulu- MGK*) (le 29 janvier 1992) des opérations militaires contre les guérillas ont démarré.

Durant la fête de Newroz, l'armée a visé les manifestants.²³² En mai, l'état d'exception (*OHAL*) a été encore une fois prolongé par la Grande Assemblée nationale de Turquie.²³³ D'autre part, Özal a appelé à un cessez-le-feu juste après la réunion faite avec les députés du *HEP*. Mais, les attaques contre les députés du *HEP* suivirent. Le 3 novembre 1992, le président départemental du *HEP* à Antep, Abdulsamet Sakık a été assassiné.²³⁴ Avant la fête de Newroz, le *PKK* a déclaré un cessez-le-feu unilatéral. Toutefois après la mort subite du président de la République Özal, « le tableau optimiste » a disparu et le cessez-le-feu unilatéral déclaré par le *PKK* a pris fin.

Dans la même période, malgré les oppressions exercées sur les politiciens kurdes, de nouvelles institutions et organisations légales s'adressant aux populations urbaines ont été créées, celles-ci sont idéologiquement liées au mouvement kurde et luttent en usant les méthodes légales/démocratiques. Même si les motifs de sa fondation sont discutées,²³⁵ le *HEP* demeure l'une de ces institutions en tant que parti légal. *Yurtsever Emekçiler* est fondé en 1992. Dans la même période, on peut noter l'émergence d'autres institutions: *l'Institut Kurde d'Istanbul* a été fondé en avril 1992; le journal *Özgür Gündem*²³⁶ a commencé sa publication le 31 mai 1992; le *Centre culturel de Mésopotamie* est créé en 1993.²³⁷ Dans le même cadre, on peut

²³² Selon la déclaration à la presse lue par Av. Mesut Uysal, membre du conseil du *Parti de travail du peuple (HEP)*, 89 personnes sont mortes et 156 personnes ont été blessées dans la manifestation de Newroz en 1992 (*Halkın Emeği Partisi/Merkez Yayınları-1, Newroz*, 1992, p. 139 est cité par Demir, **op. cit.**, p. 158).

²³³ L'état d'exception (*OHAL*) a été déclaré le 19 juillet 1987, à la place de l'état de siège exercé à Diyarbakır, Bingöl, Mardin et Siirt depuis l'année 1978. Le 30 mai 2002, l'état d'exception a été levé par la décision du *MGK* (« 24 Yıllık OHAL ve OHAL'de Sendikacılık », **Emekçiler Forumu**, juillet 2002, Numéro: 13, p. 34).

²³⁴ Demir, **op. cit.**, p. 191.

²³⁵ Il y a des explications diverses sur l'identité des fondateurs du *HEP*. Certains prônent que le mouvement kurde n'a pas eu de rôle dans la fondation du *HEP*. Cette institution aurait été fondée par une directive de l'État afin de canaliser le mouvement kurde; mais au fur à mesure, le camp kurde se serait emparé de l'administration du *HEP*.

²³⁶ «Kürt Hareketinin Kronolojisi (1960'lardan 1999'a kadar)», **op. cit.**, p. 29.

²³⁷ <http://www.evrensel.net/news.php?id=10133> (29.07.2011).

citer les insurrections (*serhildanlar*) du peuple kurde dans le cadre urbain²³⁸ et les célébrations du Newroz organisées légalement, comme celles dans la Salle Abdi İpekçi en 1991.²³⁹ On peut constater que d'un point de vue tactique, le mouvement kurde est entré dans une nouvelle phase²⁴⁰ qui inclut la lutte par des moyens légaux ou législatifs. Pour le mouvement kurde, les activités légales commencèrent à devenir tactiquement importantes, elles se développeront dans les années 2000.²⁴¹

2.1.2. L'émergence des Organisations des travailleurs dans le secteur public en Turquie

Après Coup d'État de 1971, les fonctionnaires ont perdu le droit de former ou d'adhérer à un syndicat, par la modification des articles 46 et 119 de la Constitution de 1961.²⁴² C'est pourquoi, pendant les années 1970, les fonctionnaires se sont organisés sous forme d'associations²⁴³ (*dernek*) dont certaines deviendront d'importants acteurs politiques, comme l'Association de la solidarité et de l'union de tous les professeurs (*Tüm Öğretmenler Birleşme ve Dayanışma Derneği- TÖB-DER* [1971 -1979]). Après le coup d'État de 1980, beaucoup de syndicats et d'organisations de gauche ont été dissous. Par ailleurs, la Constitution de 1982 n'interdit ni prévoit les droits de créer ou d'adhérer à un syndicat dans le secteur public. Certains universitaires ont attiré l'attention sur ce vide juridique en 1985.²⁴⁴ Pourtant, les fonctionnaires ont commencé à s'organiser avec le statut d'associations. (*Çağdaş Hekimler Grubu* par exemple). Ces associations sont devenues des forces d'opposition influentes. En 1988 et 1989, de nombreuses manifestations ont été

²³⁸ «Kürt Hareketinin Kronolojisi (1960'lardan 1999'a kadar)» **op. cit.**, p. 25 ; Ülgen, 2009, p. 98.

²³⁹ D'après la citation d'Osman Çelik, la célébration du Newroz organisée par le *HEP* en 1991 dans la Salle Abdi İpekçi, est la première célébration légale de masse. Grâce à cette participation majoritaire, le mouvement kurde a vu l'importance des activités d'un parti politique légal. (Osman Çelik, « Derinden Açılan Yaraya Sükun Etmek : Türkiye'de Legal Kürt Hareketinin Ortaya Çıkışı », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro: 4, Automne 2010, p. 133).

²⁴⁰ Tayfun İşçi (ancien secrétaire d'*Eğitim-Sen* et membre du conseil général de *KESK*), « Eğitim Sen Kongresi'ne Sınıfsal Yaklaşım », **Demokrasi**, 27 juillet 1996.

²⁴¹ «Yönetim Anlayışımız », **Emekçiler**, Mai 2000, Numéro: 12, p. 40.

²⁴² <http://www.scribd.com/doc/54292405/57/Donemi> 01.08.2011: İhsan Sabri Yıldırım, **Türkiye'de Sendikalaşma Sürecinde Öğretmen Sendikaları ve Siyasetle İlişkisi: Adapazarı Örneği**, mémoire de master a dû ne pas être publié, Mars 2007, Sakarya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü; Ülgen, 2009, p. 76.

²⁴³ Comme Association de tous les travailleurs dans la santé (*Tüm öğretmenler birleşme ve dayanışma derneği- TÖB-DER*), Association de tous les travailleurs dans le secteur de santé (*Tüm Sağlık Çalışanları Derneği- TÜS-DER*), Association des infirmières turques (*Türk Hemşireleri Derneği*) etc.

²⁴⁴ Comme Prof. Dr. Alpaslan Işıklı, Prof. Dr. Mesut Gülmez (Ülgen, 2009, p. 89).

organisées. 600 000 fonctionnaires ont participé aux *Manifestations du Printemps de 1989*.²⁴⁵

Ce dynamisme chez les fonctionnaires a contribué à lancer le débat de la construction des syndicats dans le secteur public.²⁴⁶ En 1989, « Le Comité d'initiative de syndicat » (*Sendika Girişim Komitesi*)²⁴⁷ a été bâti. Ainsi, les processus de syndicalisation dans les secteurs publics ont commencé *de facto*. Et puis en 1991 la « Plateforme des travailleurs dans le secteur public » (*Kamu Çalışanları Platformu*) qui évoluera en « Plateforme des syndicats des travailleurs dans le secteur public » (*Kamu Çalışanları Sendikaları Platformu- KÇSP*) a été fondé par près de 7 syndicats. Grâce aux manifestations grandissantes, le gouvernement a été forcé d'accepter les droits de créer ou d'adhérer à un syndicat pour les fonctionnaires dans le secteur public,²⁴⁸ mais toutefois sans reconnaître le droit de convention collective (*toplu sözleşme*) et de grève. En 1995, les divers syndicats du secteur public ont été centralisés sous la « Confédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur Public » (*Kamu Emekçileri Sendikası Konfederasyonu- KESK*).²⁴⁹

Le mouvement de fonctionnaire s'est organisé plutôt par des membres de *KÇSP/KESK* qui se sont composé des syndicats de gauche.²⁵⁰ Contre les bureaucraties syndicales, cette confédération a développé une approche syndicale

²⁴⁵ *ibid.*, p. 92.

²⁴⁶ *ibid.*, p. 99.

²⁴⁷ Nurettin Yıldırım, «Güncel ve Somut Hedef Sendika», http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:SMBUVEXk4vUJ:e-kutuphane.egitimsen.org.tr/pdf/2973.pdf+%22sendika+giri%C5%9Fim+komitesi%22&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEESg12UBiLcHnfztUTZeU_BxI-SJUz4AoGXcXo04qwlapwQXLk7HVqk-nY6I1uhlrvVpYauBPj-U0Ts74JJDOUzLrCcmkBbg2jISnf9i9Bc2VEip-YanAYRG-cklh6A1lejZ7MIi6&sig=AHIEtbRQALyX4QxSGiKg9lLal6xi1NQNg&pli=1 (01.08.2011); Ülgen, 2009, p. 100.

²⁴⁸ Après que le Parlement a accepté les conventions de l'Organisation internationale du travail (ILO) no : 87 et 151 sur la liberté syndicale, le président de la République les a ratifiés. En 1995, la modification constitutionnelle de l'article 53 a reconnu pour les fonctionnaires le droit de créer un syndicat. La loi no 4688 sur les syndicats de fonctionnaires est acceptée en 2001. Bien que cette loi ne reconnaisse pas le droit de convention collective, elle reconnaît le droit de négociation collective. Ce droit de signer des conventions collectives n'a été acquis qu'en 2010. http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:2urZBifJyYQJ:www.bes.org.tr/index.php%3Foption%3Dcom_content%26view%3Darticle%26id%3D512%26Itemid%3D111+%22sendikala%C5%9Fma+e%C5%9Fg%C3%BCd%C3%BCm+komitesi%22&cd=3&hl=tr&ct=clnk&gl=tr&client=firefox-a&source=www.google.com.tr (02.05.2013).

²⁴⁹ Le *KESK* est fondé par 28 syndicats.

²⁵⁰ En 1992 *Türkiye Kamu* est formé par des syndicats de droite. Cette confédération a adopté un syndicalisme conventionnel et proches de l'État, ils n'utilisent pas des méthodes de protestation militante par exemple la grève de la faim.

prônant l'organisation sur les lieux du travail* et la lutte légitime, de facto, militante et politique.²⁵¹ Pendant les années 1990, le KÇSP/KESK et en particulier leurs membres syndicales *Eğitim-Sen* et *SES*, représentaient une importante force d'opposition du fait de la pression numéraire et de sa capacité à organiser les masses pour des revendications précises.²⁵² Mais à partir de l'année 1995, ce mouvement a commencé à perdre son dynamisme et à se bureaucratiser. La bureaucratisation s'est particulièrement intensifiée dans le *KESK* après la proclamation de la *Loi sur les personnels du secteur public* (no: 4688) en 2001.²⁵³

Le *KÇSP/KESK* est essentiellement fondé par des fonctionnaires empreints des idéologies de gauche et socialiste²⁵⁴ et adhérents aux organisations de gauche. Après la fondation, ceux qui sont déjà adhérents aux organisations politiques hormis des syndicats ont construit leurs divers groupes dans les syndicats. Ces organisations politiques en Turquie organisent généralement en tant qu'un organe divers et sous un autre nom au sein des syndicats (de nos jours, surtout liés à *DİSK* et *KESK*).²⁵⁵ Par exemple les 'Travailleurs révolutionnaires dans le secteur public' (*Devrimci Kamu Çalışanları- DKÇ*) est un groupe de *YÖN*²⁵⁶ et *Devrimci Sendikal Dayanışma* est lié au Parti de la liberté et de la solidarité (*Özgürlük ve Dayanışma Partisi- ÖDP*). Le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi- CHP*) est aussi représenté par divers groupes, comme *Sendikal Birlik*. Le parti du travail fondé en 1996 (*Emeğin Partisi-EMEP*) s'organise dans les syndicats sous le nom d'*Emek Hareketi*. Mis à part, les sympathisants des organisations radicaux comme *Devrimci Proleterya*,²⁵⁷

* İş yeri örgütlenmesi.

²⁵¹ Ülgen, 2009, p. 103; Necat Uğraş, «20. Yılında Kamu Emekçileri Hareketi -1», *Günlük* (cet article m'a été envoyé sur l'internet sans de date de publication).

²⁵² *KÇSP/KESK* a organisé des marches à Ankara avec de grandes participations en 1991, 1993 et 1994; ainsi que la première action d'arrêt du travail (*işbirakma eylemi*) en 1992, 1994 et 1995, 1996; et des grèves de la faim en 1992 (www.kesk.org.tr/node/49 [26.06.2012]).

²⁵³ Çetinkaya, 2008; Ülgen, 2009.

²⁵⁴ **ibid.**

²⁵⁵ L'organisation de syndicat par des groupes politiques n'est pas un phénomène nouveau, par exemple suite à l'abrogation de l'article interdisant la fondation d'organisation basée sur la classe sociale, le 5 juin 1946, le *TKP* et le *CHP* ont fondé divers syndicats et confédérations. (Ahmet Makal, *Ameleden İşçiye: Erken Cumhuriyet Dönemi Emek Tarihi Çalışmaları*, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007).

²⁵⁶ Avant la fondation de l'*ÖDP*, Employés révolutionnaires dans le secteur public (*Devrimci Kamu Çalışanları- DKÇ*) est composé par les divers groupes politiques comme *Kurtuluş*, *Yeniden* et *Yön*. Après, *DKÇ* s'est séparé en deux : *Yön* et *Yeniden*. Le groupe *Yön* a continué à utiliser le nom de *Devrimci Kamu Çalışanları*. Tandis que les groupes de *Yeniden*, *Kurtuluş*, etc. se sont réunis sous l'appellation *Devrimci Sendikal Dayanışma*.

²⁵⁷ <http://devrimciproletarya.net/?cat=40> (27.06.2013).

Partizan,²⁵⁸ la Plateforme de solidarité socialiste (*Sosyalist Dayanışma Platformu-SODAP*)²⁵⁹ etc. s'organisent aussi dans les syndicats. Mais parmi les organisations turques de gauche *Devrimci Sendikal Dayanışma* est devenu l'un des plus grands groupes grâce à l'aide massive de la population issue de la tradition de *Dev-Yol*,²⁶⁰ et il peut déterminer les membres de l'administration des syndicats dans le secteur public. D'autre part, à grâce dynamisme crée par le mouvement kurde, *Yurtsever Emekçiler* devient un acteur important dans les syndicats.

Ces groupes souhaitent influencer toujours les syndicats en fonction de l'idéologie et des tactiques de leur organisation. De temps en temps, ces groupes mènent une politique d'alliance entre eux pour occuper l'administration du syndicat.

2.1.3. Le manque d'information sur l'histoire des activités des organisations kurdes dans les syndicats

Malgré que les années 1960 et 1970 aient connu l'émergence de manifestations politiques de plus en plus fortes, et le développement d'organisations de divers partis politiques au sein des syndicats, nous n'avons pas pu accéder aux informations sur les activités politiques du mouvement kurde dans les syndicats. Il existe très peu d'informations sur l'histoire des activités syndicales du mouvement kurde. Selon un article de Sedat Yılmaz, dans les années 1970 avec l'émergence de la gauche kurde, les diverses organisations kurdes comme *KUK*, *Ala Rızgari*, *Özgürlük Yolu*,²⁶¹ *Apocular*... étaient actives dans les syndicats²⁶² ou les organisations de travail. Mais cet article n'est pas suffisamment détaillé. Il indique que le mouvement kurde s'organisait dans *TÖB-DER*. D'après le même article, les membres d'*Apocular*, prédécesseur du *PKK*, s'organisaient à Batman au sein des

²⁵⁸ *Partizan* fondé dans les années 1970, est un mouvement maoïste. <http://www.kaypakkaya-partizan.org/> (27.06.2013).

²⁵⁹ *SODAP* est une organisation léniniste qui affirme les idées de Hikmet Kıvılcımlı <http://www.sosyalistdayanisma.org/> (26.07.2012).

²⁶⁰ Le mouvement de *Devrimci Yol* était l'une des plus grandes organisations socialistes construites dans les années 1970. La plupart des activistes de *Dev-Yol* ont participé à l'*ÖDP*.

²⁶¹ Nous n'avons pas pu trouver d'information sur les activités des autres groupes kurdes dans les syndicats.

²⁶² Sedat Yılmaz, «*Êlih'in Kanlı Dönemi ve Hizbullah; Petrol-İş Sendikası Genel Örgütlenme ve Eğitim Sekreteri Nimetullah Sözen ile röportaj*», *Günlük*, 28 février 2011.

ouvriers de *TPAO (Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı)* et *TÜPRAŞ (Türkiye Petrol Rafinerileri A.Ş.)*.²⁶³

Ne pas avoir suffisamment d'informations sur la relation entre le mouvement kurde et le syndicat peut provenir du fait de la politique menée par *Apocular* dans les années 1970. Selon celle-ci, *Apocular* ne s'est pas organisé sous divers noms dans les institutions légales,²⁶⁴ comme les syndicats, à cause de l'oppression faite contre les organisations légales qui vise à empêcher avec persistance les activités politiques. Donc il n'aurait pas utilisé un autre nom dans les syndicats.

Mais en 1984 quand les attaques du *PKK* ont commencé, la tutelle militaire s'est perpétuée, l'espace légal en faveur de la lutte démocratique s'est fermé. Toutefois, à partir de la deuxième moitié des années 1980, l'opposition démocratique a commencé à émerger à nouveau et les activistes qui avaient des sympathies pour le mouvement kurde participaient à ces nouvelles organisations. L'une des dynamiques d'opposition était le mouvement des travailleurs, en particulier le mouvement des fonctionnaires dans lequel *Yurtsever Emekçiler* est né et s'est développé.

2.1.4. La participation des Kurdes dans le processus de construction des organisations de travail dans les années 1980 et 1990

Dans certains cas, la volonté et les choix des activistes peut déterminer le développement d'un mouvement au moment de création.²⁶⁵ En effet, on peut observer l'initiative individuelle des activistes dans la processus de la fondation de *Yurtsever Emekçiler*. Le processus de participation des sympathisants du mouvement kurde à la fondation des associations de travail et des syndicats s'est déroulé par *l'initiative individuelle* des activistes kurdes. Ce fait ne provient probablement pas d'une décision centrale du mouvement kurde du fait de l'absence d'une organisation centralisée du mouvement kurde dans l'espace légal. Ci-dessous nous voudrions citer certains exemples pour démontrer cette thèse.

²⁶³ Selon Namzet, (dans un entretien réalisé en juin 2011) grâce à l'intervention d'*Apocular*, le pot-de-vin habituellement déposé lors du recrutement des ouvriers à *TPAO* et *TÜPRAŞ* a été aboli, et le système de tirage au sort a commencé à être appliqué.

²⁶⁴ Marcus, **op. cit.**

²⁶⁵ Cité par Jasper, 2002, p. 81, Çetinkaya, 2002, p. 33.

Remzi Ateş²⁶⁶ appartient à la génération 78, il a participé à la fondation d'organisations professionnelles dans le secteur de la santé à Diyarbakır. Il n'évoque pas de décision centrale ; par contre, il met en évidence le rôle de certains activistes kurdes. Il souligne que Necati Aydın (1964-1994), fondateur de *Yurtsever Emekçiler* l'a convaincu de participer à ce processus syndicaliste en 1989. Il cite aussi d'autres personnes qui ont eu un rôle dans l'ouverture de *Teknik Sağlık Mensupları Derneği*²⁶⁷ à Dağkapı: Hamit Pamuk,²⁶⁸ Vahap Kaya, Olcay Kanlıbaş, Salih*, Ali Haydar Fırat.

On peut aussi observer l'importance des choix faits par les activistes kurdes lors de la syndicalisation des enseignants. Par exemple, à cause de choix différents entre les activistes de chaque région,²⁶⁹ une divergence est apparue entre les sympathisants kurdes de différentes régions (*la région et la métropole*).²⁷⁰ Savcın²⁷¹ qui sera aussi un fondateur de *Yurtsever Emekçiler* a participé à la publication de la revue *ABECE* publiée par des enseignants de gauche en 1986 et à la construction d'*Eğit-Der* (le 16 février 1988) et d'*Eğit-Sen* (le 13 novembre 1990) à İstanbul. Au début du processus de syndicalisation dans le secteur de l'éducation, les partisans du *CHP*, les gauchistes et les Kurdes se sont réunis autour d'*Eğit-Der* et se sont décidés de construire ensemble un syndicat, mais immédiatement, les partisans du *CHP* ont fondé *Eğitim-İş* sans en informer les autres. À cause de cette attitude de division, les gauchistes et les Kurdes d'*Eğit-Der* ont critiqué les partisans du *CHP*. Mais en même temps, les activistes kurdes qui n'avaient pas connaissance de cette division, ont décidé de soutenir *Eğitim-İş* (le 28 mai 1990) car ses statuts reconnaissent le droit à l'éducation dans la langue maternelle. En même temps, les Kurdes se sont organisés dans *la métropole* et ont construit *Eğit-Sen* avec des révolutionnaires. Selon Savcın, quand les activistes kurdes de *la métropole* sont partis de *la région* pour organiser *Eğit-Sen*, les activistes kurdes de *la région* avaient déjà adhéré à *Eğitim İş*. Ces

²⁶⁶ Remzi Ateş, « 30 Yıllık Mücadelemden Bir Kesit », **Bıçak Sırtında Sendikal Mücadele**, Abdullah Çelik (ed.), İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, 2010, p. 86-89.

²⁶⁷ Vahdetin Kılıç, « Karanlıkta Işık Sesizlikte Çığlık Olmak », **Bıçak Sırtında Sendikal Mücadele**, Abdullah Çelik (ed.), İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, 2010, p. 102 (p. 102-104).

²⁶⁸ Juste après la construction de *Yurtsever Emekçiler*, Hamit Pamuk et Necati Aydın ont été assassinés. Se reporter à l'annotation 273 de page 69.

* Le nom de Salih n'est pas cité par Remzi Ateş, **op. cit.** p. 87.

²⁶⁹ Entretien avec Veli, **op. cit.**

²⁷⁰ Selon *Yurtsever Emekçiler*, il existe une classification régionale qui reflète une revendication territoriale: *La région* regroupe le Sud-Est et l'Est de la Turquie et *la métropole* ayant un sens diasporique est utilisée pour désigner l'Ouest de la Turquie.

²⁷¹ Entretien avec Savcın, en août 2011, professeur, İstanbul.

derniers les ont accusés de séparatisme syndical (*sendikal bölücülük*) en soutenant que les deux syndicats reconnaissaient le droit à l'éducation en langue maternelle, donc selon les activistes de *la région* il n'était pas nécessaire de créer un autre syndicat. Les activistes de *la métropole* soutiennent qu'*Eğitim İş* n'étaient pas sincères vis-à-vis du problème de l'éducation en langue maternelle, mais ils n'ont pas pu les persuader de rejoindre *Eğit-Sen*. Cependant lors du premier congrès d'*Eğitim-İş*, les activistes kurdes de *la région* ont remarqué que ce syndicat ne reconnaissait pas réellement le droit à l'éducation en langue maternelle et ont finalement décidé de se joindre à *Eğit-Sen*.

Ainsi, comme le démontre les exemples ci-dessus, les fonctionnaires qui appartiennent au mouvement kurde ont participé au processus de syndicalisation dans le secteur public à travers leurs initiatives individuelles.

2.1.5. Le processus de construction de Yurtsever Emekçiler dans le champ syndical

Le mouvement d'abord formé par les initiatives individuelles d'activistes kurdes a évolué en une organisation interne liée à l'identité kurde dans les syndicats. Ainsi, c'est devenu une organisation légale qui lutte dans les syndicats pour mettre à jour leurs revendications ethniques. Ci-dessous nous résumerons d'abord cette transformation en six étapes. Après nous analyserons les raisons pour lesquelles les activistes kurdes ont préféré construire une organisation interne au sein des syndicats.

Premièrement, au début des années 1990, divers groupes de gauche kurde comme *Rizgarî* et des activistes kurdes indépendants²⁷² ont décidé de traiter ensemble des revendications nationales dans les syndicats. Mais chaque région, soit *la région* et *la métropole*, a organisé indépendamment une réunion sans prendre connaissance l'une de l'autre. Les activistes de *la métropole* ont organisé une réunion à *Eğit-Der*, juste avant l'année 1990.²⁷³ Ils ont décidé de publier une revue avec d'autres groupes kurdes, mais une divergence est apparue à propos de la ligne

²⁷² Veli a suggéré qu'on ne peut pas parler d'existence de réels groupes politiques, il évoque plutôt le fait qu'il y avait des individus qui appartenaient à une organisation avant le coup d'État; mais que ce n'était plus le cas après. (Entretien avec Veli, **op. cit.**)

²⁷³ Entretien avec Savcin, **op. cit.**

éditoriale de la revue. Certains groupes kurdes voulaient pouvoir publier des articles critiquant la politique du *PKK*.²⁷⁴ Ainsi, les précédents activistes de *Yurtsever Emekçiler* ont commencé à publier la revue *Yurtsever Eğitimciler*²⁷⁵ indépendamment des autres groupes kurdes. D'autre part, les activistes²⁷⁶ de la région sans avoir connaissance de ces divergences ont organisé une autre réunion au *HEP* à İstanbul, avec les autres organisations kurdes comme Rizgarî.²⁷⁷ Cette réunion nous semble être le dernier rassemblement en date avec les autres groupes.

Dans la deuxième étape, du fait d'une divergence, les activistes kurdes ont construit tous seuls une organisation interne au sein des syndicats du secteur public, sous le nom de *Yurtsever Emekçiler*. Puis ils ont décidé de publier une revue éponyme et ont loué un bureau à Çukurpazar à İstanbul. En 1992, la revue *Yurtsever Eğitimciler* a été rebaptisée *Yurtsever Emekçiler*.

Troisièmement, il leur est apparu qu'il fallait être mieux organisé afin de construire une coordination entre les activistes de divers secteurs et de régions.²⁷⁸ Grâce au rassemblement de certaines organisations et à la revue, les activistes sont parvenus à s'intégrer et à créer une cohésion. Mais dans la majorité des cas, les paramètres complexes de la lutte de chaque région ont généré l'émergence de conflits politiques internes dont nous n'avons pas exactement pu déterminer la teneur. Donc il existe une fonction²⁷⁹ dont nous n'avons pas pu obtenir le détail, dont la structure est basée sur une différenciation entre *région* et *métropole*.

²⁷⁴ Ces réunions dont le but était d'obtenir une unification ont duré pendant 3-4 mois (Entretien avec Savcın, **op. cit.**).

²⁷⁵ Cette revue a publié quatre numéros.

²⁷⁶ Hamit Pamuk, Süheyla Aydın, Zübeyir Akkoç, Necati Aydın ont participé à cette réunion. La plupart des cadres fondateurs sont morts ou ont été assassinés dans les années 1990. Hamit Pamuk est mort dans une attaque de l'armée, le 21 mars 1993 (Ali Ürküt, « Bir Direnişin Öyküsü », **Bıçak Sirtında Sendikal Mücadele**, Abdullah Çelik (ed.), İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, p. 23-24). Zübeyir Akkoç qui était membre d'*Eğit-Sen* est tué dans une attaque de l'armée, le 13 janvier 1993 (Necat Uğraş, « Kamu Emekçileri Hareketi 6 ; Kürt Emekçiler ve Politik Kontrol Yöntemleri », **Günlük** [non daté]). Necati Aydın a été arrêté par la police, le 18 mars 1994. Le Tribunal pour la sécurité d'État (*Devlet Güvenlik Mahkemesi*) a décidé de le libérer, mais il n'a pas été libéré et a été enlevé. Le 9 avril 1994, son cadavre ainsi que celui des deux autres a été retrouvé enterrés. Les trois avaient été torturés et abattus. Après sa mort, il a été élu « président d'honneur du *SES* » (**Emekçiler**, Numéro: 1, Avril 1999).

²⁷⁷ Cette réunion a probablement eu lieu les 18 et 19 juillet 1992 (Entretien avec Veli, **op. cit.**).

²⁷⁸ Uğraş, **op. cit.**

²⁷⁹ Entretien avec Savcın, **op. cit.**

Quatrièmement, *Yurtsever Emekçiler* a tenté de se propager aux autres syndicats,²⁸⁰ mais leurs efforts d'organisation ont été interrompus par l'ouverture de procès à leur encontre. Depuis ils n'ont plus utilisé *Yurtsever Emekçiler*.²⁸¹ Cette opération coïncide avec le moment où *Yurtsever Emekçiler* s'occupait des problèmes entre les syndicats et certains groupes politiques de gauche et lorsque la répression exercée par l'État à leur encontre s'est intensifiée.

Cinquièmement, la légalisation de l'organisation a été débattue à l'occasion de leurs procès. Officiellement *Yurtsever Emekçiler* n'a pas participé aux manifestations sous la bannière de *Yurtsever Emekçiler*, mais y participait plutôt à travers ses syndicats. Mais pour légaliser *Yurtsever Emekçiler*, une seule et unique fois, les activistes ont marché tous unis sous la pancarte de *Yurtsever Emekçiler*. Parallèlement, ils ont commencé à discuter de la nécessité de s'organiser dans des endroits nouveaux, en dehors du syndicat, comme au sein d'associations (*dernek* ou *vakıf*). En suggérant que les syndicats existants ne servaient plus la lutte nationale, certains de leurs activistes défendaient l'idée de fonder des nouveaux syndicats qui s'engageraient à chercher des solutions à la question kurde.²⁸² Il est ainsi apparu nécessaire de s'organiser en dehors du champ syndical, comme dans les secteurs informels. En résumé au milieu des années 1990, *Yurtsever Emekçiler* a dû affronter le dilemme entre s'organiser dans les syndicats présents ou construire sa propre organisation indépendante pour rassembler tous les travailleurs kurdes. Selon *Yurtsever Emekçiler*, les syndicats présents ne représentaient pas suffisamment leurs identités ethniques et ne pouvaient pas inclure tous les travailleurs kurdes, en particulier les immigrés qui travaillent dans de mauvaises conditions dans les métropoles. Dans ce cadre en 1998 les cadres de *Yurtsever Emekçiler* a fondé l'Association des ouvriers du bâtiment (*İnşaat İşçileri Derneği*), mais il n'est pas parvenu de continuer ces activités. *Yurtsever Emekçiler* voulait sortir des carcans syndicaux, néanmoins ils n'y sont pas parvenus. Ces débats se perpétuent sans résoudre ce dilemme.

²⁸⁰ Entretien avec Veli, **op. cit.**

²⁸¹ **ibid.**

²⁸² Entretien avec Savcin, **op. cit.**

Enfin dans la deuxième moitié des années 1990, le mouvement kurde a commencé à intervenir davantage dans les activités et dans l'administration de *Yurtsever Emekçiler*. Selon Savcin et Veli, *Yurtsever Emekçiler* avait auparavant un fonctionnement plus démocratique et plus indépendant vis-à-vis du mouvement kurde. Selon eux, les cadres de *Yurtsever Emekçiler* discutaient et prenaient toutes les décisions concernant leurs activités sans intervention d'autres organisations du mouvement kurde. Il y avait un fonctionnement relativement indépendant et décentralisé jusqu'à la deuxième moitié des années 1990. Mais après 1998, certains cadres ont été écartés et la revue a commencé à suivre la ligne éditoriale de l'idéologie centrale.²⁸³

2.1.5.1. Fondation une organisation interne au sein des syndicats

On a déjà cité qu'avant les années 1990, contrairement aux autres organisations kurdes et de gauche, le mouvement kurde ne s'est pas organisé sous divers noms au sein des syndicats. Ceci s'explique par l'oppression faite contre les organisations légales visant à empêcher avec persistance les activités politiques kurdes. Dans les années 1990, des fortes pressions telles que des menaces de mort ou des disparitions en garde à vue ont perduré. Mais les activistes kurdes ont insisté sur la construction d'une organisation interne au sein des syndicats.

a. En finir avec l'inorganisation parmi les classes moyennes urbaines :

On a déjà mentionné que les populations kurdes se sont de plus en plus urbanisées. Selon certains entretiens, le mouvement kurde voulait mobiliser les intellectuels kurdes des villes autour de la question kurde et essayer d'empêcher le développement de la mentalité d'État/nationalisme turc parmi eux. L'organisation pourrait contribuer à la réalisation d'une rupture avec cette mentalité d'État en rassemblant ceux qui avaient des sympathies pour le mouvement kurde, mais qui n'étaient pas suffisamment mobilisés et actifs. Dans ce cadre le mouvement kurde pouvait entrer en contact avec les syndicalistes kurdes pour former un groupe kurde au sein des syndicats.

²⁸³ Entretien avec Veli, **op. cit.**

b. La nécessité de cadres pour les nouvelles institutions kurdes : Selon certains entretiens, les cadres qui pourraient travailler dans d'autres institutions légales sont apparus comme une nécessité pour le mouvement kurde. Les fonctionnaires qui étaient intellectuels et bien éduqués et qui ont été formés politiquement durant le processus de lutte syndicale ont subvenu à ces besoins de cadres. Réellement, certains cadres qui viennent de la lutte syndicale ont travaillé dans les partis légaux et aussi à *l'Institut kurde d'Istanbul*. Par exemple lors de l'élection législative de 2011, Mustafa Avcı, fondateur d'*Eğitim-Sen*, était candidat du *BDP* dans le bloc travail, démocratie et liberté.²⁸⁴

c. Le problème de représentation au sein du syndicat : Comme nous avons déjà mentionné, certaines communautés, magazines et partis politiques prennent place dans le syndicat sous une organisation propre au sein du *KESK*. Non pas dans la théorie mais dans la pratique, il s'agit d'une hiérarchie syndicale qui fonctionne sur la représentation des groupes politiques au lieu d'une hiérarchie fonctionnant par ordre du centre général, des centres départementaux, etc. En réalité, les conseils administratifs du syndicat sont déterminés à la suite de discussions établies entre ces groupes politiques. La politique conduite par le syndicat est aussi déterminée par ces groupes qui parviennent à se faire élire au sein du conseil administratif du syndicat. Vers le milieu des années 1990, l'influence des groupes politiques a pris plus d'importance que le processus de réémergence des syndicats. De plus, à cause de « la guerre sale », le clivage politique entre les groupes socialistes est devenu plus notable.²⁸⁵ Certains groupes socialistes n'ont pas voulu construire d'alliance avec *Yurtsever Emekçiler* dans l'administration. Donc, les problèmes de représentation au sein du syndicat ont poussé les Kurdes à créer une organisation interne, comme d'autres groupes en possèdent.

²⁸⁴ Pour l'élection législative faite en 2011, le *BDP*, certains partis politiques et groupes socialiste ont formé ce bloc. Mustafa Avcı était un candidat qui est représenté du *BDP* dans ce bloc.

²⁸⁵ Ülgen, *op. cit.*, p. 130.

d. Un clivage politique lié à la question kurde : de la solidarité vers

à l'isolement : Ülgen, avance qu'au cours de la fondation des syndicats dans le secteur public «*il y avait la possibilité d'agir de manière libre et d'exprimer ouvertement les opinions dans chaque plateforme et dans le champ syndical pour chaque tendance politique...*»²⁸⁶ Entre 1985 et 1993, la question kurde est discutée dans le cadre de conceptions marxistes des classes sociales; la mentalité officielle, autrement dit le chauvinisme n'était pas encore dominant parmi les syndicats.²⁸⁷

Mais vers le milieu des années 1990, les syndicalistes kurdes remarquent que la question kurde créait une division politique au sein des groupes politiques des syndicats. Ainsi, ils observaient que les autres groupes politiques de gauche commençaient à lancer un processus d'isolation à leur endroit. Se sentant abandonnés par le mouvement révolutionnaire turc, ils ont perçu leur situation négativement, comme s'ils luttaient contre des fortes répressions telles que les menaces de mort, des disparitions en garde à vue, des mutations forcées, etc. Cette approche se reflétera dans tous les textes publiés dans les revues. On peut citer deux exemples sur ce point. Juste après la réunion fondatrice de *Yurtsever Emekçiler*, les 25-26 juillet 1992, les membres du *Tüm Sağlık Sen* à Diyarbakır²⁸⁸ ont commencé une grève de la faim à laquelle ont participé trente-six personnes contre les mutations forcées.²⁸⁹ La police a menacé les grévistes en pénétrant dans le bureau du syndicat. Le même soir, l'administration centrale du syndicat a décidé d'organiser une manifestation juste en face du Ministère de la Santé à Ankara. Excepté le département de Dersim, aucune antenne départementale n'a souhaité y participer. Malgré tout, ce petit groupe de manifestants a décidé de marcher tout seul vers le Ministère de la Santé, mais il a été attaqué par la police.²⁹⁰

²⁸⁶ **ibid.**, p. 98.

²⁸⁷ **ibid.**, p. 97.

²⁸⁸ Dans ce moment, Necati Aydın était président de département de *Tüm Sağlık Sen* à Diyarbakır.

²⁸⁹ Les 30 membres du *Tüm Sağlık-Sen* à Diyarbakır et les 8 membres à Tunceli ont été relégués dans une autre ville (Ülgen, 2009, p. 119).

²⁹⁰ Ürküt, **op. cit.**, p. 20-21.

Un autre événement qui a été défavorable pour les activistes de *Yurtsever Emekçiler* a eu lieu juste avant la réunion au *HEP* (le 2 juillet 1993). À l'inverse des attentes de *Yurtsever Emekçiler*, le programme d'action de *Kamu Çalışanları Platformu* ne prévoit aucune ligne syndicale pour lutter contre la pression qui visait les syndicalistes kurdes comme les assassinats non élucidés. La plateforme a choisit de rester silencieuse face à cette répression.²⁹¹ Les activistes de *Yurtsever Emekçiler* ont critiqué les attitudes passives du *KESK* face à la répression subie par les syndicalistes kurdes.

e. Internationalisme : But de créer une solidarité avec la gauche turque, malgré l'isolement et le chauvinisme: Comme on l'a déjà mentionné dans le premier chapitre, Noiriél²⁹² indique que les immigrants installés avant des années 1940 à Longwy en France ont adopté une lutte ouvrière qui porte des inspirations internationalistes. Selon lui, ils étaient internationaliste puisqu'ils n'ont pas une patrie où ils peuvent repartir et ils subissaient tous les jours de fortes discriminations et pressions venant non seulement par les institutions étatiques et patronales, et, mais aussi autres ouvriers. Mais en même temps, ils ont construit leurs propres associations ethniques. Dans une manière ressemblante, tous les interviewés expriment qu'il leur paraît important de créer une gauche qui aurait une perspective internationaliste en Turquie. Les syndicats constituent un espace qui permet de créer une union ou une solidarité avec la gauche turque et de diffuser leurs propre revendications ethnique. Pour cela, au lieu de fonder des nouveaux syndicats, les activistes de *Yurtsever Emekçiler* ont choisi de rester dans les syndicats existants.

Constituer une nouvelle organisation au sein des syndicats permettra la constitution de représentants du mouvement kurde, signifiant la formation de nouvelles frontières qui le distingueront politiquement, socialement et culturellement des autres groupes ethniques. Comme on l'a déjà mentionné dans le premier chapitre, Barth remarque que les frontières sociales qui déterminent l'appartenance d'un

²⁹¹ Au nom de *Yurtsever Emekçiler*, Lütfi Gernas, « Kamu Çalışanları Sendikaları Kirli Savaşa Karşı Çıkmalıdır », *Özgür Gündem*, 3 juillet 1993.

²⁹² Noiriél, *op. cit.*, p. 249-250.

groupe ethnique sont des produits/conséquences créés à la fin des processus sociaux. «*Si un groupe maintient son identité quand ses membres entrent en interaction avec d'autres, ceci implique qu'il y ait des critères pour déterminer l'appartenance et des façons de rendre manifestes l'appartenance et l'exclusion* ». ²⁹³ Sur ce point de vue, les meneurs et les innovateurs politiques d'un groupe ethnique jouent un important rôle dans la configuration de ces frontières. Ils reproduisent continuellement les frontières/codes qui les différencient des autres dans le discours politique. Ces processus reposent sur la sélection des signaux de l'identité et l'affirmation de la valeur de ces traits culturels diacritiques, ainsi que la suppression d'autres différences, ou le déni de leur pertinence. ²⁹⁴ La configuration de nouvelles frontières ne définit pas seulement ceux qui internalisent, mais aussi ceux qui externalisent. Au début de la création des frontières, dans l'exemple de *Yurtsever Emekçiler* nous observons que les citations, les accents portent des traces d'une reproduction des discours politiques, mais d'une manière plus exagérée. En constituant sa propre identité, il semble que le groupe a créé un fort mécanisme de critique visant la gauche turque. Les buts de la fondation sont sacrés et les critiques issues des organisations turques sont mises en avant par le raisonnement de *Yurtsever Emekçiler*.

Afin d'organiser les classes moyennes urbaines, de répondre à l'exigence des cadres des nouvelles institutions, d'adapter les fonctionnements des syndicats dans les secteurs publics, de créer une solidarité avec la gauche turque et ainsi que propager leur propre revendication ethnique, les activistes kurdes ont décidé de fonder une organisation interne sous le nom de *Yurtsever Emekçiler*. Ainsi, les activistes kurdes commencent à orienter efficacement les politiques syndicales selon leurs politiques.

2.1.6. Rôle des anciennes expériences politiques

Les choix politiques sont déterminés non seulement par les conditions données, mais aussi par les anciennes expériences organisationnelles et les bases idéologiques des activistes. Les consciences des activistes sont incarnées dans leurs traditions, leurs propres expériences, leurs systèmes de valeurs, etc. Dans cette sous-

²⁹³ Barth, *op. cit.*, p. 213.

²⁹⁴ *ibid.*, p. 244.

partie, nous soutenons que les cadres fondateurs et leurs sympathisants ont été politisés dans une période où l'idéologie marxiste était déterminante en tant que force de mobilisation et que la question kurde a été désignée dans le cadre de l'antagonisme de classe sociale. Cette génération est nourrie directement des anciennes expériences politiques et ils se souviennent des années précédentes. Mais aucun cadre ayant rejoint le mouvement récemment n'a été capable de nous raconter l'histoire de *Yurtsever Emekçiler*. Ils ignorent les anciennes expériences. Car après les années 2000, pour les nouveaux cadres de *Yurtsever Emekçiler*, la contradiction ethnique est devenue plus déterminante que la lutte de classe. Donc les expériences organisationnelles et les positions idéologiques influencent les choix de participation dans les syndicats, des propriétés de la structure et du fonctionnement de *Yurtsever Emekçiler*. Il est difficile de vérifier cette thèse selon laquelle les cadres fondateurs sont inspirés de la lutte socialiste dominante dans les années 1970, par les entretiens, puisque seulement trois interviewés ont été dans les luttes des années 1980 et 1990. Mais ces trois interviewés ont aussi raconté une histoire vérifiant notre thèse. Ülgen a cité que pendant les années 1980, le marxisme²⁹⁵ était déterminant pour les cadres fondateurs. De la même, Sevgi²⁹⁶, avant d'être une sympathisante de *Yurtsever Emekçiler* avait une relation politique avec la gauche révolutionnaire (*Devrimci Sol-Dev-Sol* [fondée en 1978]).

Ci-dessous, nous essaierons de faire une analyse sur la politisation des cadres à l'aide d'une liste concernant les syndicalistes morts ou assassinés à cause de leurs luttes syndicales. La liste de syndicalistes morts ou assassinés dans leur lutte dans la région kurde entre les années 1992 et 2009 est publiée dans le livre «Vivre avec la mort» (*Ölümlerle Yaşamak*).²⁹⁷ Nous n'avons pas pu déterminer lesquels étaient cadre ou sympathisant de *Yurtsever Emekçiler*, mais tous les syndicalistes mentionnés luttaient dans la région. En recoupant les dates de naissance des victimes, cette liste reflète certains faits sur le profil de politisation des activistes kurdes luttant dans le champ syndical. Dans cette liste, 42 syndicalistes nés entre 1948 et 1974 ont été assassinés ou sont morts dans les années 1992-2009. Plus en détail, 21 syndicalistes étaient nés dans les années 1948-59; parmi eux, 18

²⁹⁵ Ülgen, *op. cit.*

²⁹⁶ Entretien avec Sevgi, en avril 2011, professeure, İstanbul.

²⁹⁷ Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz, Şükran Yeşil (ed), *Ölümlerle Yaşamak*, Ankara: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, Février 2011.

syndicalistes ont été assassinés dans les années 1992-1994 et l'un a été assassiné en 1999. D'autre part, parmi 16 syndicalistes nés entre 1960 et 1969; 13 sont morts dans les années 1992-1997. Enfin, parmi 4 syndicalistes nés entre 1970 et 1974, 3 ont été tués en 1996.

En analysant ces données, nous pouvons prétendre que plus de la moitié des syndicalistes kurdes se sont politisés entre 1960 et 1980, années où les mouvements de gauche et kurde ont émergé. Les autres vivaient leur enfance ou adolescence dans ces mêmes années. Réellement les mémoires mentionnées dans le même livre et notre entretien vérifient que certains ont participé au mouvement de gauche ou kurde avant le coup d'État. Nous pouvons citer certains exemples dans ce domaine.

Selon un proche d'Abdullah Zengin (1964-1993), ce dernier était membre d'*Eğitim-Sen*, il s'est politisé dans les années 1970: « *La situation politique dans les années 1970 affectait positivement les jeunes à Pasur. Les idées conservatrices islamiques ont cédé place à la pensée socialiste.* »²⁹⁸

Recep Oyur (1955-1994) qui était syndicaliste dans *Eğitim-Sen* a aussi commencé à participer au mouvement socialiste dans les années 1970. Son épouse raconte que: « *Sa pensée politique s'est formée à l'université. [...] Il a nommé ses enfants: Zozan, Gülistan, Şirin, Rojda et Ahmet Arif (Ces sont des noms de personnalité politique) dans les années 1970.* »²⁹⁹

Ils se sont non seulement politisés dans les organisations de gauche turque, mais aussi dans les organisations kurdes. Par exemple, Dr. Zeki Tanrıkulu (1958-1993) mort assassiné, était sympathisant de *Kawa* avant le coup d'État.³⁰⁰ Cemal Çam (1961-1996) détenu dans la prison de Diyarbakır était aussi sous l'influence de la revendication ethnique concernant la question kurde. Un ami de Çam relate que:

²⁹⁸ «1970 yıllardaki genel politik iklim Pasur gençliği üzerinde de olumlu etki yarattı. Muhafazakar-İslamcı anlayışlar, yerini devrimci-demokrat-ilerici ve yurtsever düşüncelere bıraktı.» Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz, Şükran Yeşil (ed), «Abdullah Zengin (1964-1993)», **Ölümlerle Yaşamak**, Ankara: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, Février 2011, p. 212.

²⁹⁹ « Üniversitede siyasi düşüncesi şekilleniyor [...] Çocuklarının ismini daha 1972'lerde Zozan, Gülistan, Şirin, Rojda ve Ahmet Arif koymuştu.» Recep Okur, enseignant, est mort dans l'attaque de l'armée. Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz, Şükran Yeşil (ed), «Recep Oyur», **Ölümlerle Yaşamak**, Ankara: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, Février 2011, p. 327.

³⁰⁰ Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz, Şükran Yeşil (ed), «Zeki Tanrıkulu», **Ölümlerle Yaşamak**, Ankara: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, Février 2011, p. 233.

« Dans les années 1970, nous avons rencontré le mouvement révolutionnaire. [...] En 1997, pour célébrer Newroz, on a écrit 'Newroz pîroz be' sur des feuilles et enveloppé les bonbons dans ces feuilles. Ceux qui prenaient les bonbons, voyaient cet écrit. Après que les gendarmes nous ont repérés, ils nous ont empêchés de les distribuer.»³⁰¹

Pourtant, certains anciens activistes n'ont pas choisi d'agir pour la fondation de syndicats. A. Haydar Fırat issu de la génération 78³⁰² dit que:

«Dans le processus de réunion de coordination syndicale, les anciens cadres qui venaient d'organisations non gouvernementales comme TÛS-DER, Chambre des médecins (Tabipler Odası), Association des infirmières (Hemşeriler Derneği) qui se sont organisés avant le 12 septembre ne s'intéressaient pas aux ou restaient éloignés des organisations syndicales qui ont débuté par la branche de l'association de Teknik Sağlık Mensupları, cela rendait notre travail plus difficile.»³⁰³

Certains cadres qui ont joué un rôle dans la fondation des syndicats et de *Yurtsever Emekçiler* se sont politisés dans une période où l'idéologie marxiste était une force de mobilisation déterminante et époque où la question kurde a été désignée par le mouvement kurde dans la cadre de l'antagonisme de classe sociale avant le coup d'État de 1980. Mais la deuxième génération s'est politisée dans les années où les organisations marxistes perdent leur force de mobilisation et les revendications ethniques et les références culturelles sont devenues plus importantes. Par exemple Olcay Kanlıbaş qui a commencé à travailler dans le syndicat en 1992 raconte les effets qui l'ont politisée en terme d'appartenance culturelle:

«Après le massacre d'Halepçe les réfugiés kurdes venus s'installer à Diyarbakır et dans les alentours, ont modifié l'atmosphère de la ville. Oui, le peuple de Diyarbakır est kurde, pourtant les Kurdes venus du Sud laissaient une différente

³⁰¹ « 1970'li yıllarda Devrimci hareketle tanıştık [...] 1977'de Newroz'u kutlamak için kağıtlara «Newroz pîroz be» yazdık ve şekerleri bu kağıtların içine sardık. Şekerleri alanlar bu yazıyla karşılaştılar. Daha sonra jandarmalar bunu görünce dağıtmanızı engellediler. » Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz, Şükran Yeşil [ed.], «Cemal Çam», **Ölümlerle Yaşamak**, Ankara: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, Février 2011, p. 397-8.

³⁰² A. Haydar Fırat, «Tüm Sağlık-Sen'e Bakış», **Bıçak Sirtında Sendikal Mücadele**, Abdullah Çelik (ed.), İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, 2010, p. 15.

³⁰³ «1989 yılında sendikal eşgüdüm toplantıları sürecinde, Teknik Sağlık Mensupları Diyarbakır Şubesi aracılığı ile başlattığımız sendikal örgütlenme çalışmalarına, 12 Eylül öncesi süreçte örgütlü olan TÛS-DER, Tabipler Odası, Hemşeriler Derneği gibi sivil toplum kuruluşlarından gelen eski kadroların sendikal örgütlenme çalışmalarına ilgi göstermemesi, mesafeli durması işimizi oldukça zora sokmuştu». **ibid.** p. 15-16.

*impression. Avec leurs habits traditionnels, leurs coutumes et style de vie, ils ont des originalités différentes.»*³⁰⁴

Pour les nouvelles générations de *Yurtsever Emekçiler* les codes culturels qui reflètent une tradition historique du peuple kurde, c'est-à-dire la manière de se vêtir, de se nourrir et d'organiser la vie en commun jouent un rôle important dans la politisation des cadres de *Yurtsever Emekçiler*. D'autre part, la force de mobilisation du mouvement kurde contre la répression les a politisés. Olcay Kanlıbaş cite que : *«La mobilisation des jeunes universitaires, les manifestations du peuple et les insurrections (serhildanlar) après l'assassinat de Vedat Aydın (1991) ont été des processus historiques importants pour prendre conscience de mon propre identité.»*³⁰⁵

Donc les activités des syndicats concernant la question kurde sont devenues plus déterminantes pour les ouvriers ou les fonctionnaires kurdes. Ali Ürküt présent au SES en 1998 explique qu'après avoir observé des activités syndicalistes concernant la question kurde, il s'est aussi décidé à se mobiliser dans un syndicat.

*« Les syndicats ont regardé le putsch militaire du 12 septembre en spectateurs, ils sont restés silencieux envers la répression que subissait le pays et en particulier le peuple kurde, naturellement ça a provoqué en nous l'envie de rester à distance des syndicats [...] Pendant la fête du Newroz de 1992 à la suite d'interventions très violentes des forces armées contre les gens qui participaient aux célébrations, dans plusieurs endroits particulièrement celle de Şırnak, Cizre, Nusaybin beaucoup de gens ont perdu la vie et des centaines de personnes ont été blessées. [...] Dans ce processus, on a tous été témoin des efforts de secours plus organisés et plus ordonnés du Halkın Emek Partisi et le syndicat. Ces événements m'ont conduite à avoir une attirance envers ce syndicat. J'ai commencé à y aller.»*³⁰⁶

³⁰⁴ « 1988 Halepçe katliamından sonra Diyarbakır'a ve bölgeye gelen Kürt mülteciler, şehrin havasını değiştirdi. Evet, Diyarbakır halkı da Kürt'tü; ancak Güney'den gelen Kürtler farklı bir etki bıraktı. Geleneksel kıyafetleriyle, örf-adetleriyle, yaşam tarzlarıyla farklı bir özgünlükleri vardı. » Olcay Kanlıbaş, « Buluşma », **Bıçak Sırtında Sendikal Mücadele**, Abdullah Çelik (ed.), İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, 2010, p. 120 .

³⁰⁵ « Üniversite gençliğinin hareketliliği, halk eylemlilikleri ve 1992 Vedat Aydın'ın katledilmesi ile birlikte gelişen serhildanlar kendi kimliğimle buluşmanın önemli tarihi süreçleri oldu. » Kanlıbaş, **op. cit.**

³⁰⁶ « Sendikaların 12 Eylül darbesine karşı seyirci kalması, ülke genelinde ve özellikle Kürt halkına karşı uygulanan baskılara ses çıkarmamaları doğal olarak bizleri de sendikalara karşı mesafeli durmaya itmişti. [...] 1992 Newroz'unda Şırnak, Cizre, Nusaybin başta olmak üzere bir çok yerde güvenlik güçlerinin kutlamalara katılan halka müdahale etmesi sonucunda çok sayıda insan yaşamını yitirmiş ve yüzlerce insan yaralanmıştı. [...] Bu süreçte Halkın Emek Partisi ile sendikaların daha

Suite aux participations des syndicats lors d'événements marquants comme le massacre d'*Halepçe*, ou les manifestations massives après l'assassinat de Vedat Aydın, il y'eut une recrudescence des inscriptions syndicales. Ainsi certains travailleurs kurdes se sont articulés aussi autour du mouvement travailleur. Comme nous l'aborderons dans le chapitre suivant, une partie de la deuxième génération a quitté les syndicats à cause de leurs attitudes passives à l'égard de la question kurde.

2.1.7. La revue *Yurtsever Emekçiler*

« *L'organisation est nécessaire. Il lui faut un organe de publication.* »³⁰⁷

En Turquie, dès les années 1960 presque tous les groupes révolutionnaires ou de gauche débutent leurs activités politiques à travers une publication, le plus souvent par une revue mensuelle. Généralement, cette revue a non seulement pour fonction de tracer les limites politiques du groupe en question par rapport aux autres et de faire sa propagande; mais elle a aussi pour but de construire une organisation politique. Au cours du temps, l'organisation politique en tant que la revue évolue souvent en association légale comme association (*dernek*) ou fondation (*vakıf*). À partir de la même inspiration, pour la première fois, *Yurtsever Emekçiler* a décidé de publier une revue mensuelle en 1992 appelée *Yurtsever Emekçiler, Üretimde Yurtsever Emekçiler*, mais qui n'a jamais évolué en une association légale comme une association ou fondation.

Selon Veli, du fait qu'au début les fondateurs n'étaient pas politiquement homogènes, ils ont préféré se réunir autour d'une publication au lieu de créer une association ou fondation. D'autre part, construire ce type d'association peut conduire à la bureaucratisation de sa structure à cause des obligations juridiques. Au contraire, la revue permet une organisation plus souple, horizontale, donc plus ouverte aux nouvelles participations extérieures. C'est vrai que beaucoup d'autres cadres politiques se rejoignaient grâce à la revue.³⁰⁸ Malgré que cette revue n'ait pas été publiée chaque mois en raison de la répression et du manque de ressources

organizeli ve örgütlü yardım çalışmalarına tanık olduk. Bu olaylar sendikaya karşı ilgi duymama sebep oldu. Sendika gitmeye başladım.» Ürküt, **op. cit.**, p. 17.

³⁰⁷ «Örgüte ihtiyaç var. Yayın organı lazım.» Entretien avec Savcın, **op. cit.**

³⁰⁸ Entretien avec Veli et Savcın, **op. cit.**

matérielles,³⁰⁹ elle est parvenue à avoir pour fonction de créer une organisation. En résumé, pour *Yurtsever Emekçiler*, la revue a eu deux fonctions. Premièrement, elle a uni les cadres qui venaient de différentes cultures organisationnelles. Deuxièmement, la revue a servi à produire un discours reliant la lutte ethnique et la lutte de classe.

2.1.8. Le Syndicat : Moyen de construire un lien entre la lutte ethnique et la lutte de classe

Yurtsever Emekçiler a construit un lien entre la lutte ethnique et la lutte de classe sous forme de syndicat. Nous analyserons leurs discours sur le syndicat grâce à leurs articles publiés dans les journaux et dans les revues.³¹⁰ D'après ces articles, le syndicat est une organisation de masse avec différentes tendances politiques et qui doit mener une politique articulant la lutte ethnique et celle de classe contre le capitalisme : «*Les syndicats sont des organisations de masse ayant une perspective de classe, qui ont pour but de construire la solidarité économique, sociale et démocratique dans les secteurs certains et de défendre des intérêts communs dans ce cadre.*»³¹¹ Pour les différentes couches et classe ouvrière, les syndicats offrent une possibilité de s'organiser contre la classe dominante. Le syndicat est l'une des organisations primordiales de la lutte politique contre le système capitaliste.³¹² Selon cet article, le mouvement syndical doit améliorer sa propre approche basée sur une structure en s'organisant dans les *lieux de travail* et ses manières de lutte législative, légitime et *de facto* (*yasal, meşru, fili mücadele*). Donc cette approche syndicale refuse celle qui adopte réductionnisme économique, et la mobilisation spontanément et de façon consensuelle (*uzlaşmacı*) (par exemple *Türk-İş, Hak-İş*).

³⁰⁹ Pourtant, jusqu'à l'issue du procès de *Yurtsever Emekçiler* dans la deuxième moitié des années 1990, la revue a continué à être publiée. Mais après le procès, au lieu du nom de *Yurtsever Emekçiler* le nom de la revue seulement *Emekçiler* a commencé à être utilisé.

³¹⁰ Nous avons utilisé les articles écrits par des sympathisants de *Yurtsever Emekçiler* dans les journaux *Özgür Gündem, Özgür Ülke* et *Demokrasi* entre 1992 et 1996 et les articles publiés dans les quatre numéros de la revue *Üretimde Yurtsever Emekçiler*. Nous n'avons pas pu accéder aux autres numéros de la revue *Yurtsever Emekçiler*, aux brochures, etc.

³¹¹ «*Sendikalar belli işkollarında ekonomik, sosyal ve demokratik dayanışma ve bu temelde ortak çıkarlarını savunma amacıyla oluşturulan sınıf perspektifine sahip kitle örgütlenmeleridir.*» Haydar Zargos, «*Ulusal ve Toplumsal Mücadelede Sendikaların Yeri ve Görevi*», **Üretimde Yurtsever Emekçiler**, Octobre 1996, Numéro: 4, p. 5.

³¹² *Üretimde Yurtsever Emekçiler*, «*Nasıl Bir Sendika ?*», **Üretimde Yurtsever Emekçiler**, Numéro :4, Octobre 1996, p. 24.

D'autre part, les syndicats ne sont pas un moyen de conquérir le pouvoir politique.³¹³ Car en contenant toute la classe ouvrière, ils réunissent différents aspects et tendances.³¹⁴ C'est-à-dire qu'ils restent toujours ouvert aux attaques qui peuvent venir du régime capitaliste.³¹⁵ Donc, le syndicat n'est pas capable de mener tout seul la lutte politique en vue de conquérir le pouvoir. Il est seulement une partie de la lutte de classe et de la libération sociale³¹⁶ (*toplumsal kurtuluş*: dans le sens de libération ethnique du peuple kurde). Sa lutte doit contribuer à produire un approfondissement de la crise du régime politique. Donc le syndicat a une mission de faire de la politique³¹⁷ et leurs membres peuvent adhérer librement à un parti politique.³¹⁸

2.1.8.1. La Revendication ethnique dans le champ syndical

Selon un article publié dans *Özgür Gündem* en 1993, un cadre doit avoir une conscience ethnique autant qu'une conscience de classe.³¹⁹ Et le syndicat doit s'articuler dans ces deux luttes. La lutte ethnique est interprétée dans le cadre de l'antagonisme de classe : «*La politique menée par le syndicat, cela signifie non seulement une lutte contre les entreprises, mais aussi une lutte mettant l'accent sur les revendications nationales et de classe contre tous les bourgeois et le gouvernement.*»³²⁰

Dans les années 1990-1996 pendant lesquelles les syndicats du secteur public s'institutionnalisent, *Yurtsever Emekçiler* premièrement, insiste sur le fait que les syndicats ont dû avoir un programme politique contre «*la guerre sale*». Deuxièmement, il souligne que «*le droit à l'autodétermination pour les peuples* » doit s'appliquer aux administrations syndicales dans le cadre de «*l'égalité du droit national*» (*ulusal hak eşitliği*).³²¹ C'est-à-dire que les administrations des syndicats doivent fonctionner sur le principe du confédéralisme basé sur la représentation de

³¹³ Zargos, **op. cit.**, p. 7.

³¹⁴ **ibid.**, p. 7.

³¹⁵ Üretimde Yurtsever Emekçiler, **op. cit.**, p. 27.

³¹⁶ **ibid.**, p. 30.

³¹⁷ Zargos, **op. cit.**, p. 7.

³¹⁸ D. Ali Küçük, «*Demokrasi, UKKTH ve Demokrasi* », **Özgür Gündem**, 29 mai 1993.

³¹⁹ «*Ulusal sınıfsal bilinç taşımaktadır*». Atanur Güneysu, «*Kapitalist Devletin Krizi ve Sendikalar* », **Özgür Gündem**, 1 août 1994.

³²⁰ **ibid.**

³²¹ Kadri Gökdere, «*Kesk Genel Kurulu Üzerine*», **Demokrasi**, 28 août 1996.

chaque identité ethnique (kurde, laze, turque, etc.) Pour réaliser cette revendication, avant le Congrès de 1993 sur les statuts de *Tüm Bel-Sen*, les cadres de *Yurtsever Emekçiler* ont réclamé l'adoption d'un article concernant «le droit à l'autodétermination pour les peuples».³²² Selon eux, le droit à la représentation ethnique n'a pas un caractère national, puisque ceux qui vont être représentés seront des travailleurs kurdes, sur la logique de classe sociale. Ceci-dit *Yurtsever Emekçiler* voulait être reconnu comme le seul représentant des travailleurs kurdes en isolant les groupes indépendants kurdes ou les individus indépendants.³²³ En particulier, lors de l'institutionnalisation des syndicats et notamment *KESK* dans les années 1990, *Yurtsever Emekçiler* insiste sur la construction d'un fonctionnement syndical basé sur un droit à la représentation ethnique.³²⁴ Les cadres de *Yurtsever Emekçiler* a revendiqué qu'un cadre de ce mouvement sera le secrétaire général d'*Eğitim-Sen* dans le cadre du *droit à l'autodétermination pour les peuples*. Mais certains groupes politiques (le groupe de *Devrimci Sendikal Dayanışma, Sendikal Birlik et Emek*)³²⁵ ayant refusé ce principe, *Yurtsever Emekçiler* est resté en dehors de l'administration d'*Eğitim-Sen, Tüm Bel-Sen* et *Maliye-Sen*.³²⁶

Selon l'article écrit par Hüseyin Deniz cette isolation est due à deux facteurs: premièrement, la classe ouvrière n'est pas suffisamment politisée pour mener une lutte effective contre la répression du gouvernement et n'a pas de conscience de la solidarité avec des autres groupes ethniques. Donc il faut mener une lutte idéologique et politique au sein des syndicats ; il y a de tendance chauviniste³²⁷ au sein de travailleurs et aussi dans les administrations des syndicats. Deuxièmement, le fait que les deux partis de gauche (probablement l'*ÖDP* et l'*EMEP*³²⁸) avaient la vocation d'élargir leurs bases à l'aide des syndicats du secteur public, leurs priorités l'étaient différentes. Ils n'ont pas voulu lutter contre le chauvinisme au sein des syndicats. Selon Hüseyin Deniz, les partis politiques de gauche se sont positionnés au niveau de la conscience de la base.³²⁹

³²² D. Ali Küçük, « Demokrasi, UKKTH ve Demokrasi », **Özgür Gündem**, 29 mai 1993.

³²³ Tayfun İşçi (L'ancien secrétaire d'*Eğitim-Sen* et le membre du conseil général de *KESK*), « Eğitim Sen Kongresi'ne Sınıfsal Yaklaşım », **Demokrasi**, 27 juillet 1996.

³²⁴ Üretimde Yurtsever Emekçiler, « Nasıl Bir Sendika ? », **op. cit.**, p. 24.

³²⁵ Ülgen, 2004, p. 171.

³²⁶ « Kamu Emekçisine Şovenizm Uyarısı », **Demokrasi**, 30 juillet 1996.

³²⁷ Üçlü, **op. cit.**, p. 24.

³²⁸ Ces deux partis politiques ont encore une puissance effective au sein des syndicats.

³²⁹ Hüseyin Deniz, « KESK Kongresi'ne Yaklaşım », **Demokrasi**, 24 août 1996.

D'autre part, Tayfun İşçi souligne que les groupes politiques et les syndicats agissaient sous la pression de l'État contre le mouvement kurde. Selon lui, à partir du moment où l'État a commencé à viser les institutions légales comme le *HADep*³³⁰ et le *KESK*, «la difficulté de coalition avec les Kurdes» est réapparue à l'ordre du jour. Dans cette période, d'après la citation de Tayfun İşçi un administrateur d'un syndicat a soutenu que «*il était préférable que Yurtsever Emekçiler ne participe pas à l'administration du syndicat dans ce processus*» et aussi il a accusé les kurdes de rapprocher les syndicats à l'association des droits de l'Homme (*İnsan Hakları Derneği* créé en 1986) qui lutte contre les violations des droits humains dans le cadre de la «*sale guerre*».³³¹ Face à cette situation, İsmail Cömertoğlu qui était membre du conseil général du *KESK*, a interprété cette déclaration en tant qu'une opération visant à rapprocher le *KESK* de *Türk-İş* (*Türkişleştirme operasyonu*).³³² Les syndicats liés au *Türk-İş* assistaient comme des spectateurs à «*la sale guerre*» et n'ont pas voulu mobiliser les forces des travailleurs.³³³

Dans cette même période, pour soutenir la participation de *Yurtsever Emekçiler* dans le processus de fondation du *KESK*, *Devrimci Sendikal Dayanışma* a suggéré de créer une commission des départements qui sont soumis à l'état d'exception³³⁴ (*olağanüstü koşulların yaşandığı iller komisyonu*). *Yurtsever Emekçiler* a accepté cette proposition malgré certaines critiques venant de ses propre adhérents. Autant que l'on puisse comprendre, il y avait deux critiques internes venant des cadres de *Yurtsever Emekçiler*. Certains étaient totalement contre la fondation d'une confédération comme *KESK* du fait de son fonctionnement bureaucraté.³³⁵ Certains critiquaient le fait que cette commission ne corresponde pas au droit à l'autodétermination pour les peuples.³³⁶ Pourtant, à cause du risque d'isolement en dehors de l'administration de *KESK*, *Yurtsever Emekçiler* a décidé de

³³⁰ Le 21 juin 1996, après la crise du drapeau parvenue au congrès du *HADep*, une vague chauviniste contre les institutions du mouvement kurde a commencé. Le même soir, 3 membres du *HADep* ont été assassinés lorsqu'ils rentraient à Maraş (Demir, **op. cit.**, p. 396).

³³¹ İşçi, **op. cit.**

³³² İsmail Cömertoğlu (le membre du conseil général de la *KESK*), «*Kamu Emekçileri Mücadelesi ve Kurultayları*», **Demokrasi**, 1 août 1996.

³³³ M. Sait Üçlü, «*15-16 Haziran'ı Yaşatalım*», **Özgür Gündem**, 16 juin 1993.

³³⁴ Cette commission est fondée dans la réunion du conseil général du *KESK* les 18 et 19 novembre 1995. Les premiers membres de cette commission étaient: Ali Ürküt (Diyarbakır), İbrahim Kürek (Şanlıurfa), Hacı Özmez (Mardin), Mehmet Işıktaş (Diyarbakır), Davut Balıkcı (Diyarbakır), Abuzer Sarıtaş (Malatya) (Ülgen, 2004, p. 163).

³³⁵ Entretien avec Veli, **op. cit.**

³³⁶ Kadri Gökdere, «*Kesk Genel Kurulu Üzerine*», **Demokrasi**, 28 août 1996.

participer au processus de fondation de *KESK* en ayant pour but de modifier cette commission en une organisation régionale ou confédérative.³³⁷ Cette commission a reçu l'autorisation de gouverner seule dans tous les départements de syndicats dans *la région*, en ayant des droits égaux avec les départements de syndicats qui se situent en dehors de *la région*. Mais selon Veli, en raison du manque d'efforts de *Yurtsever Emekçiler*, cette commission n'a pas bien fonctionné. Les membres de la commission ont réduit leurs activités à uniquement présenter des rapports annuels dans les réunions ou congrès jusqu'à *la Loi sur les syndicats des fonctionnaires* en 2001 (*Kamu Görevlileri Sendikalar Kanunu*, no : 4688). Donc *Yurtsever Emekçiler* a perdu l'occasion de réaliser ses revendications ethniques dans *KESK* et après, une telle proposition sur la représentation ethnique dans les administrations des syndicats n'a jamais été remise à l'ordre du jour.

Pareillement aux critiques contre les autres groupes politiques dans les syndicats, *Yurtsever Emekçiler* s'est autocritiqué sur le fait de ne pas avoir suivi une politique systématique et déterminante contre la tendance chauviniste. «*Les travailleurs kurdes n'ont pas réussi à se libérer des attitude de classe moyenne. Cette posture a contribué à l'éloignement de sa propre réalité, à l'aliénation de son propre peuple et à progressivement favoriser le consensus avec le réformisme*».³³⁸ Cet extrait montre que *Yurtsever Emekçiler* a commencé à ressembler à ce à quoi il s'opposait auparavant. Il n'a pas pu réellement canaliser ses efforts pour réaliser ses revendications ethniques, car ce qui est probable, c'est que les nouveaux cadres de *Yurtsever Emekçiler*, à la différence des cadres fondateurs, ne voulaient pas perdre le statut social et économique auxquels ils étaient parvenus en devenant des membres permanents de la lutte ethnique.

En bref, *Yurtsever Emekçiler* avait pour objectif de construire une relation entre la revendication ethnique et la lutte de classe, de représenter les travailleurs kurdes et aussi de développer une approche syndicale basée sur l'organisation sur les *lieux du travail* et sur la lutte législative, légitime et *de facto*. Comme tous les groupes politiques dans le syndicat, il voulait aussi privilégier en son sein ses propres

³³⁷ Gökdere, **op. cit.**

³³⁸ «*Kürt emekçiler de kendilerini orta sınıf tavrından kurtaramamışlardır. Bu duruş kendi gerçeklerine uzaklaşmayı, keni halkına yabacılaşmayı ve giderek reformizmle uzlaşmayı getirmiştir.* » Tayfun İşçi, «*Eğitim Sen Kongresi'ne Sınıfsal Yaklaşım* », **Demokrasi**, 27 juillet 1996.

revendications, néanmoins il n'est pas parvenu à créer une administration syndicale basée sur la représentation ethnique. Il a essayé de réaliser ses revendications en entrant dans l'administration des syndicats, c'est à dire, il n'essaie plus de changer le fonctionnement des syndicats qui ne représente pas les différentes identités. Ses activistes pouvaient rejoindre l'administration grâce à la majorité du nombre de délégués dans les syndicats, mais ce n'étaient pas une vraie représentation ethnique. D'autre part, la lutte législative, légitime et *de facto* du mouvement des fonctionnaires s'est affaibli de jour en jour et a commencé à se limiter à l'espace légal. Cette limitation, pour les cadres de *Yurtsever Emekçiler* a conduit à produire de nouveaux moyens de luttés en dehors des syndicats³³⁹ comme *İnşaat İşçileri Derneği* (*L'Association des ouvriers du bâtiment*). On peut ainsi dire que *Yurtsever Emekçiler* est progressivement entré dans une nouvelle ère.

2.1.9. Paradoxe de *Yurtsever Emekçiler*

Déterminer les syndicats en tant que milieu organisé inclut certains paradoxes, dont le clivage entre travailleurs. Premièrement, pour appartenir à *Yurtsever Emekçiler*, il faut déjà être membre d'un syndicat, ce qui sous-entend qu'il faut travailler dans un secteur syndicalisé, dans un emploi formel ou autrement dit dans le marché central. Ce paramètre exclut tous ceux qui travaillent dans le marché périphérique (secondaire). Jusqu'à la deuxième moitié des années 1990, autant que nous sachions, il n'y avait aucune tendance à s'organiser en dehors du champ syndical.

Deuxièmement, pendant les années 1990, *Yurtsever Emekçiler* est parvenu à s'organiser plutôt dans les syndicats dans lesquels il avait participé dès leurs fondations comme *Tüm Bel-Sen*, *Eğitim-Sen*, *SES*. Puis, il se mobilisait aussi dans les autres syndicats du secteur public comme *Maliye-Sen*, *Genel-İş*. Mais il n'a jamais atteint une puissance égale dans les syndicats ouvriers par rapport à ceux du secteur public. Donc on peut déduire que la plupart des membres de *Yurtsever Emekçiler* étaient des fonctionnaires.

³³⁹ Kadri Gökdere, « KESK Kongresi'ne Dair Tartışma Başlıkları », *Demokrasi*, 15 août 1996.

Selon Savcı, ce manque d'organisation provenait de quatre raisons concernant la structure de syndicat ouvrier (*Türk-İş* et *DİSK*) et du marché du travail en Turquie. Premièrement, un fonctionnaire bénéficie de la sécurité de l'emploi et de la sécurité sociale grâce à l'article numéro 657 (Loi sur les fonctionnaires), tandis qu'un ouvrier n'a pas cette sécurité de l'emploi. Face à cette insécurité, le chômage rajoute une pression et empêche les activités syndicales et politiques des ouvriers. D'autre part au lieu des relations politiques, il y a des relations de rente (*rant ilişkileri*) dans les administrations des syndicats ouvriers. Enfin, de nombreux ouvriers sont peu cultivés et n'ont pas de conscience politique et syndicale.³⁴⁰

D'après notre observation, cette analyse inclut un autre paradoxe qui reflète une différenciation apparue entre les ouvriers et les fonctionnaires. Selon une tendance d'une fraction de la gauche en Turquie, les étudiants de gauche, après avoir fini leurs études choisissent de devenir fonctionnaire puisque l'administration publique offre de meilleures conditions pour continuer à lutter tout en bénéficiant de la sécurité de l'emploi et d'une relativement faible charge de travail par rapport à d'autres emplois privés. Cette tendance trouve sa source dans une pensée marxiste qui attribue à la petite bourgeoisie un rôle de « leader » pendant la lutte révolutionnaire. Mais dans la pratique, cette hypothèse se réalise rarement. Généralement les fonctionnaires socialistes limitent leurs activités au champ syndical, puisqu'ils ne vivent pas dans les mêmes conditions qu'eux et qu'ils n'utilisent pas le même langage politique et social.

À partir de 1996, *Yurtsever Emekçiler* a tenté de surmonter ce paradoxe en créant Association des ouvriers du bâtiment (*İnşaat İşçileri Derneği*) qui regroupe les ouvriers du secteur du bâtiment, et comprenant majoritairement des ouvriers kurdes migrés dans les grandes villes suite aux déplacements forcés. Dans les recherches académiques et dans l'opinion publique, il est généralement reconnu que les migrants kurdes représentent une main-d'oeuvre bon marché. Ce processus provoque une stratification ethnique et une exclusion sociale dans le marché du travail. Malgré la concentration de populations kurdes dans les villes, et des ouvriers kurdes dans le marché du travail, le mouvement kurde ne mène pas une politique dans le cadre de la lutte de classe. L'association des ouvriers du bâtiment semblerait

³⁴⁰ Entretien avec Savcı, **op. cit.**

être une exception dans le contexte général. Cette association avait pour but de s'adresser aux migrants kurdes qui travaillent dans de mauvaises conditions dans le secteur du bâtiment. Mais malgré la pertinence de cet essai, elle n'a pas pu continuer longtemps. Selon les interviewés, ils ont «essayé d'organiser les ouvriers avec une mentalité de fonctionnaire», c'est-à-dire les responsables chargés d'organiser les ouvriers du bâtiment ne vivaient pas dans les mêmes conditions que ces ouvriers. Selon les cadres de *Yurtsever Emekçiler*, la différence de leurs conditions de vie et de celles des ouvriers du bâtiment les a empêchés de mener à bien cette tâche.

Conclusion

Yurtsever Emekçiler est né dans l'imbrication : l'un de deux mouvements de classe sociale et l'autre ethnique, il s'est développé par les efforts des acteurs eux-mêmes. Mais il n'a pas pu franchir les carcans syndicaux et le clivage entre les travailleurs. Il continue toujours à organiser les travailleurs dans les secteurs syndicalisés. Les positions différentes dans le marché du travail empêchent de s'unir ou de s'organiser ensemble, en contribuant à créer un clivage entre les membres de *Yurtsever Emekçiler* et les travailleurs kurdes qui travaillent dans le secteur informel. Les travailleurs kurdes qui sont divers selon leur position économique ne luttent pas ensemble pour les revendications de classe malgré qu'ils luttent ensemble pour les revendications ethniques dans les autres organisations du mouvement kurde. Ceci-dit l'identité ethnique ne crée pas une unification propre aux revendications de classe. La position de classe et les identités ethniques sont autant de résultats de la lutte de classe et de la lutte ethnique, mais finalement, on peut constater que les attitudes des activistes sont déterminées par les conditions matérielles.

2.2. LES ANNÉES 2000: DEMEP (Plateforme démocratique du travail)

À partir de ce chapitre, concernant les activités récentes des travailleurs du mouvement kurde nous n'allons plus utiliser le nom de *Yurtsever Emekçiler*. En effet du fait des poursuites judiciaires en 1996, nos interviewés évitent d'employer ce nom. Au lieu de *Yurtsever Emekçiler*, durant la première moitié des années 2000, le nom du Mouvement démocratique du travail (*Demokratik Emek Hareketi- DEH*) a commencé à être utilisé. Puis, en 2008 suite à des poursuites judiciaires contre le *DEH*, cette fois ici, le nom de la *DEMEP* a commencé à être utilisé. La *DEMEP* est donc le dernier nom utilisé pour désigner l'organisation des travailleurs du mouvement kurde dans les syndicats. Du fait des politiques néolibérales, de la guerre «chaude» etc., la structure sociale de la population kurde a changé par rapport aux années 1990. De plus, alors qu'il était difficile de parler publiquement de la question kurde et de sa résolution, dans les années 2000 il devient possible d'en parler. Dans ce chapitre nous allons analyser la *DEMEP* à la lumière de ces changements.

2.1. Les Changements sociaux et politiques

2.1.1. Les Changements de la structure sociale de la population kurde

Au cours de 30 dernières années, pour des raisons économiques ou du fait du conflit armé, une partie importante de la population kurde a été forcée à migrer non seulement vers les villes³⁴¹ qui se trouvent dans les *régions* kurdes, comme Diyarbakır ou Erbil; mais aussi vers les métropoles situées en dehors de la *région* kurde, à l'ouest de la Turquie et en Europe.

³⁴¹ Joost Jongerden, *Türkiye'de İskan Sorunu ve Kürtler: Modernite, Savaş ve Mekan Politikaları Üzerine Bir Çözümleme*, İstanbul: Vate Yayınları, 2007.

La principale cause de ces migrations réside dans les conflits entre la guérilla et l'armée turque au cours des années 1990. À cause de ce conflit, plus de 300 mille habitants ont été évacués de force par l'armée en un temps très court.³⁴² On suppose que ce processus a affecté entre 300 mille et 3 millions des personnes. Les personnes privées de leurs moyens de subsistance dans les villages et déplacées de force se sont installées dans les villes, dont les conditions de vie leur étaient étrangères.³⁴³ À cause de cette migration massive qui s'est réalisée brusquement les migrants sont confrontés à des problèmes d'adaptation sociale et économique dans les villes comme le manque d'emploi et d'habitation, la marginalisation, etc.³⁴⁴

La deuxième cause principale de la migration provient des politiques néolibérales qui ont supprimé les incitations à la production agricole et à l'élevage, et augmenté les coûts de production dans le secteur agricole. Puisqu'il n'existe pas de recherche concernant les effets des politiques néolibérales sur les migrations kurdes, on ne dispose pas d'information précise sur le sujet. Mais on peut facilement affirmer que les politiques néolibérales –comme ce fût le cas pour l'ensemble de la Turquie, provoquent un exode rural et des migrations économiques considérables.³⁴⁵

En définitive, de nos jours, la majorité de la population kurde habite dans les villes. Les données de 2010 du système d'enregistrement de la population basé sur l'adresse (*Adrese Dayalı Nüfus Kayıt Sistemi- ADNKS*) appuient aussi nos observations. Selon ces données, le taux d'urbanisation dans la *région* est de 76%.³⁴⁶ Par ailleurs, la population kurde non seulement se concentre dans les villes de la *région*, mais aussi dans celles de l'Ouest. Cependant, cette assertion est difficile à

³⁴² Le 8 août 2005, le ministre des Affaires Intérieures déclare que le nombre de personnes évacués de force dans 939 villages et 2.019 hameaux (*mezra*) est de 355.803. Mais les organisations non gouvernementales soutiennent que plus d'un million de personne a été déplacé. A. Tamer Akat, Betül Çelik, Dilek Kurban, Turgay Ünal, H. Deniz Yüksek, **Türkiye'de Yerinden Edilme Sorunu: Tespitler ve Çözümler Önerileri**, TESEV, https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:TZDnrh00KvAJ:www.tesev.org.tr/Upload/Publication/e05c5448-7f54-4d83-932d-cf0a78b67642/TESEV_UYE_Grubu_Raporu.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEESiVVwJt8QUHr2NwCt-mUtCxn3oKLikKisknUCPzeNylBv6CMh4lfD-XzWnJaR21xXXWRtO4CAV19FrLInGgOOASBV-Zk8A51vngJpNxVmVJJk0KCdVVD3PRUIOfIn0XV6Qc96z&sig=AHIEtbRL-J1-e606jAtlqi8CkImaQoeUTw&pli=1 (1.08.2012).

³⁴³ Jongerden, **op. cit.**

³⁴⁴ Altuntaş, **op. cit.**, p. 105-106.

³⁴⁵ Koray Çalışkan, «2050 Türkiye Kabusu», **Radikal**, 31 Juillet 2012.

³⁴⁶ Selon les données de 2007, le taux de la population urbaine est de 58% dans la *région* (Güneydoğu Anadolu Bölgesi Belediyeler Birliği [GABB] Araştırması, **Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da Sosyo-Ekonomik Sorunlar ve Çözümler Önerileri**, Güneydoğu Anadolu Bölgesi Belediyeler Birliği, p. 24).

prouver à partir des données de l'ADNKS du fait qu'en Turquie le recensement ne contient aucune information sur l'identité ethnique. Mais les statistiques sur les migrations réalisées entre les années 1990 et 2000 nous donnent une idée sur la concentration de la population kurde dans les villes occidentales. Entre 1990 et 2000, environ un million de personnes ont quitté les villes de la *région*.³⁴⁷ Une autre recherche, celle de Konda qui démontre que rien qu'à İstanbul réside 17,5% de la population kurde³⁴⁸ vérifie notre assertion selon laquelle une partie significative de la population kurde se trouve dans les grandes villes de l'Ouest. On peut donc déduire qu'une partie importante de la population kurde vit non seulement dans les villes de la *région*, mais aussi les villes qui se trouvent hors de la *région* (comme İstanbul, İzmir...)

Les migrations réalisées depuis les 30 dernières années ont créé une génération d'urbaine qui est née ou a grandi dans les villes. Cette génération se socialise; étudie, travaille, etc. dans les villes. En conséquence de l'urbanisation rapide, les classes sociales basées sur la propriété de la terre (tribu, agha, *şeyh*) commencent à perdre leur importance. Par exemple, les appartenances tribales sont moins répandues parmi les Kurdes qu'auparavant. Selon la recherche de Konda, seulement 21% de Kurdes déclare avoir un sentiment d'appartenance à une tribu. Pour ceux mêmes qui déclarent avoir un sentiment d'appartenance à une tribu, il apparaît que cette appartenance a perdu son pouvoir de déterminer et ordonner leur vie quotidienne.³⁴⁹ Mais il faut admettre que certaines tribus continuent à conserver leur pouvoir économique, social et politique, en particulier celles qui acceptent d'être milice de village (*korucu*).³⁵⁰ Ils n'ont pas été expulsés de leur village.

En conséquence de migration et urbanisation, une partie de la population kurde est prolétarisée.³⁵¹ Malgré que les données de l'institut turc de statistique (*Türkiye İstatistik Kurumu- TÜİK*) concernant l'emploi et le chômage ne reflètent pas la situation réelle, ces statistiques nous donnent une idée sur la prolétarianisation

³⁴⁷ Cité de l'ADNKS par GABB Araştırması, *op. cit.*, p. 22.

³⁴⁸ Konda Araştırma, **Kürt Meselesinde Algı ve Beklentiler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011, p. 91.

³⁴⁹ *ibid.*, p. 96 et p. 98.

³⁵⁰ Entre les années 1985 et 2006, 5139 milices de villages ont commis un crime (Kurban et Yüksek, 2008, p. 86).

³⁵¹ Mehmet Aslanoğlu, «Diyarbakır Tuğla işçileri bir adım daha attı», **Evrinsel**, 31 mars 2011. <http://evrinsel.net/news.php?id=26196> (15.03.2013); Deniz Yüksek observe que le nombre de migrants kurdes travaillant dans le secteur du textile à Laleli a augmenté après la chute de l'URSS (H. Deniz Yüksek, **Laleli-Moskava Mekiği**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2003).

d'une partie importante de la population kurde. Selon les données du *TUIK* de l'année 2006, le taux d'emploi des personnes 25-50 ans dans la *région* est de 41,1%, à Şanlıurfa, Diyarbakır, Batman et Şırnak ce taux est de 30%.³⁵² Selon les mêmes données, parmi les personnes ayant un emploi, 47% travaillent dans le secteur des services et 12% travaille dans le secteur industriel.³⁵³ Ces données ne prennent pas en compte la migration de travail qui est très répandue dans la *région*. Chaque année, les habitants non seulement des villes, mais aussi des zones rurales migrent pour travailler dans des emplois agricoles et industriels.³⁵⁴ Donc l'urbanisation et la migration ont contribué à la prolétarianisation d'une importante partie de la population kurde. Cependant, il faut indiquer que la majorité des travailleurs kurdes –en particulier ceux qui travaillent dans les emplois saisonniers et les usines de textile-travaillent dans des conditions très précaires.³⁵⁵

Par ailleurs, le taux du chômage dans la *région* est très élevé. Selon les données du *TUIK* pour 2005-2006, le taux de chômage dans la *région* est de 10,1%, et ces données ne reflètent pas la situation réelle. Selon les données pour 2008, dans la *région* le taux des bénéficiaires de la carte verte³⁵⁶ (qui est donné aux personnes à faible ressource, qui ne travaillent pas dans un emploi formel et qui n'ont donc pas de sécurité sociale) est de 38,4%. Dans quatre des villes de la *région*, le taux des bénéficiaires de la carte verte (*yeşil kart*) est de plus de la moitié de la population.³⁵⁷ Une partie importante vit dans des conditions de pauvreté permanente et est donc confrontée aux problèmes du chômage, du manque de la nourriture, de santé et de logement.

Avec l'urbanisation, les classes urbaines se sont développées. Dans la même temps depuis une trentaine d'années, une partie de la population kurde est devenue plus riche. En général les recherches académiques ne se concentrent que sur la pauvreté kurde ou sur les effets des migrations forcées et il n'existe pas de recherche

³⁵² GABB Araştırması, **op. cit.**, p. 29.

³⁵³ **ibid.**, p. 34.

³⁵⁴ Selon la recherche de l'Agence de Développement de Diyarbakır, 54% des personnes déplacées qui habitent dans certains quartiers de Diyarbakır sont des travailleurs agricoles saisonniers. (Cité par Küçükırca, **op. cit.**, p. 202).

³⁵⁵ Seulement 41,1% a une sécurité sociale en dehors de la carte verte (Konda Araştırma, **op. cit.**, p. 94).

³⁵⁶ La carte verte est donnée à ceux qui n'ont aucune sécurité sociale et dont le revenu ou la portion de revenu dans la famille représente moins du tiers du salaire minimum légal.

³⁵⁷ Hakkari (55,6%), Ağrı (54,6%), Van (53,9%), Bitlis (52,1%) (GABB Araştırması, **op. cit.**, p. 27).

portant sur la classe moyenne ou la bourgeoisie kurde. Pour démontrer le développement d'une bourgeoisie et d'une classe moyenne kurde, il est nécessaire de mener des observations à partir d'éléments de la vie quotidienne. Par exemple la construction et l'augmentation rapide de nouveaux quartiers riches dans Diyarbakır nous montrent l'émergence d'une classe moyenne et d'une classe bourgeoisie kurde ayant du pouvoir d'achat. Ces nouveaux quartiers (comme *Diclekent metropole, Gaziler, Tuanapark evleri...*) dans lesquels vivent une partie de la bourgeoisie et des classes moyennes et qui se trouvent éloignés des pauvres et des lieux d'affrontement sont le signe de l'apparition d'une certaine forme de richesse et de ségrégation de classe inscrite dans l'espace urbain. Car la plupart des affrontements liés à la lutte politique ont lieu dans les quartiers pauvres, comme Suriçi, Bağlar etc. Malgré qu'on peut facilement distinguer une forme de ségrégation de classe dans l'espace urbain dans la *région*, les clivages de classe sociale dans l'espace politique ne sont pas tout à fait net et tranché. Par exemple quand on examine les résultats des élections législatives de 2011, on voit que les personnes de chaque classe sociale continuent à soutenir le *BDP*. Dans tous les arrondissements à Diyarbakır le pourcentage de vote en faveur du *BDP* est de 70 %, et la majorité des votes restants se portent sur l'*AKP*.

D'un autre côté, on peut mentionner de clivages basés sur la classe sociale dans les divers espaces de la lutte politique. Par exemple comme expliqué par Çiçek,³⁵⁸ la majorité de ceux qui participent aux révoltes et conflits dans les rues sont issus de classe pauvre kurde. Mais dans les institutions légales comme les syndicats, ces sont plus des personnes issues la classe moyenne qui occupe l'espace. Par ailleurs concernant l'espace proprement politique, Fırat Aydınkaya³⁵⁹ nous montre qu'une partie significative des candidats indépendants de la dernière élection soutenus par le mouvement kurde se compose d'individus appartenant à la classe moyenne: parmi les 66 candidats, treize sont avocats, huit sont enseignants, sept sont ingénieurs, une est médecin.³⁶⁰

³⁵⁸ Çiçek, *op. cit.*

³⁵⁹ Aydınkaya, *op. cit.*, p. 147 et p. 167.

³⁶⁰ *ibid.*, p. 158.

2.1.2. Les Transformations politiques, idéologiques et stratégiques du mouvement kurde dans les années 2000

Dès la deuxième moitié des années 1990, le mouvement kurde est entré militairement dans une période de « stagnation » qui a contribué à un renouvellement idéologique et politique. À la suite de l'arrestation d'Öcalan, cette stagnation en s'approfondissant a évolué en une crise interne qui a amené vers la nouvelle étape caractérisée par l'élargissement du champ légal. Le mouvement kurde a essayé de surmonter les problèmes internes en élaborant certains paradigmes comme « la République démocratique »³⁶¹, « le confédéralisme démocratique », « la modernité démocratique » et « l'autonomie démocratique ».³⁶² Chaque paradigme vise à développer une stratégie plutôt orientée vers la lutte démocratique des moyens légaux.³⁶³ Ces paradigmes mettent l'accent sur la question écologique et des femmes et prétendent développer une structure horizontale basée sur des communes et des assemblées (de ville, de quartier, de village, etc.) en abandonnant l'idéal de construire un pays indépendant en se séparant de la Turquie. De plus, une nouvelle définition de la classe ouvrière qui inclut les femmes au foyer, les travailleurs du secteur des services, etc. a été développée. En réalité tous ces paradigmes ont pour but d'adapter la politique du mouvement kurde aux nouvelles situations socioéconomiques mentionnées ci-dessus.

Après l'arrestation d'Öcalan, avec la décision de mener la lutte majoritairement dans l'espace légal, le mouvement kurde développe les organisations légales et démocratiques et s'institutionnalise dans cet espace. Suite aux deux dernières élections (2007 et 2011) les partis politiques kurdes (*DTP* et *BDP* avec la coalition des organisations de gauche turque) sont entrés au parlement.³⁶⁴ Mais l'élément le plus important concernant ce processus d'institutionnalisation est la fondation du *Demokratik Toplum Kongresi (DTK)* en 2006. Dès lors, toutes les institutions kurdes sont liées au *DTK*. Le champ du travail (*DEMEP*) est aussi lié à la

³⁶¹ Brochure special de présentation **Emekçiler Forumu**, 2002, p. 37.

³⁶² Gülistan Yarkin, « Dünyada Dönüşen Toplumsal Mücadeleler Ekseninde Türkiye'deki Kürt Hareketinin Ekonomi Politikası », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Printemps-Été 2011, Numéro: 5, p. 75.

³⁶³ « Süreç ve Sorumluluklarımız », **Emekçiler**, Numéro: 18, Septembre 2000, p. 17.

³⁶⁴ Aux élections générales, 19 députés du *DTP* (Parti de la société démocratique) et un député du qui participe au *DTP* pour construire une groupe parlementaire sont élus. Suite à l'élection législatives de 2011, 36 députés indépendants ont participé au *BDP*.

branche sociale du *DTK*. Le parti politique (*BDP*) est l'organe politique du *DTK*. Le *DTK* possède l'autorité de mener toute la politique légale. Mais il faut remarquer que la lutte armée ne perd pas pour autant son importance pour le mouvement kurde. Et les conflits entre la guérilla du *PKK* et l'armée turque continuent.

2.1.3. Les changements des méthodes de répression étatique contre les syndicalistes

On a déjà mis l'accent sur le fait qu'au cours des années 1990, à cause de la répression militaire par exemple les assassinats non élucidés, l'espace syndical est devenu un espace étroitement contrôlé et donc s'isole du reste de la population. Ceux qui étaient actifs dans les activités syndicales ont dû prendre le risque d'être victimes d'assassinats non élucidés. Rien qu'en 1992, environ 20 syndicalistes du secteur public de la *région* ont perdu la vie à cause de ces attaques.³⁶⁵ En conséquence, les personnes avaient peur d'être membres d'un syndicat. Mais après l'arrestation d'Öcalan, la répression contre les syndicalistes a pris une autre forme. Après l'abrogation de *l'État d'exception* (le 30 mai 2002), les assassinats non élucidés ont enfin cessé. Les formes de répression sont devenues moins violentes par rapport aux années 1990 et sont sorties du registre militaire. Un des interviewés, Metin, le président d'un syndicat, raconte ce changement:

*«En 1995, l'adhésion à un syndicat était identifiée à l'adhésion à un parti politique. Il y avait une peur. [...] Dans les années 1995, à peu près 10 % de la base adhérait au syndicat. À cette époque, ceux qui étaient membres de syndicats étaient montrés du doigt, avec un mélange à la fois de respect et d'isolement. [...] Les premiers membres du syndicat étaient les agents préposés ou les fonctionnaires de l'école. Après il y aurait les enseignants. [...] En 1999, cela a changé.»*³⁶⁶

Ceux qui ont choisi d'être membres d'un syndicat dans *la région* devaient être plus opiniâtres et volontaires, puisqu'en effet ce choix impliquait parfois le renoncement à sa propre vie. Or, à partir des années 2000, la situation a changé.

³⁶⁵ Se reporter à la liste détaillée du livre d'Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz et Şükran Yeşil (ed), **Ölümlerle Yaşamak**, Diyarbakır: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, 2011; **Savaş ve Sağlıkçılar**, Tüm Sağlık-Sen Genel Eğitim Yayını, Janvier 1996, p. 74.

³⁶⁶ «1995 yılında sendikaya üye olmayı partiye üye olmakla özdeşleştiriyorlardı, korku vardı [...]1995'te tabanın %10 civarında, kişi sendikaya üye oluyordu. O dönemlerde sendikali olanlar parmakla gösterilirdi. Hem izolasyon hem de saygıyla karışık [...] ilk üye olanlar okulun hizmetlileri ve memurlarıydı. Sonra öğretmenler olurdu [...] 1999 yılında bu, değişti.» Entretien avec Metin, avril 2011, président du syndicat, Diyarbakır.

Selon Metin, du fait de ce changement des conditions, ceux qui sont moins décidés et plus carriéristes commencent à rejoindre les syndicats.

*«Dans cette période, les personnes ont commencé à mettre un pied dans les syndicats. En observant ce changement, ma première perception est qu'il s'agissait d'une réaction développée contre le complot [référence à l'arrestation d'Öcalan] et de l'état non résolu de la question kurde, mais au fur à mesure, j'ai perçu qu'il y avait une tendance à rejoindre les syndicats bureaucratisés et ayant une image d'une roseraie sans épine.»*³⁶⁷

Mais, l'espace syndical n'était pas si inoffensif que le dit l'expression "une roseraie sans épine" de Metin. Au lieu de la répression militaire, la répression à travers les dispositifs juridiques comme les relégations et les arrestations prennent le relais.³⁶⁸ Tandis que dans les années 1991-1998 où la répression militaire sévit de manière intense, 357 fonctionnaires ont été seulement mutés de force,³⁶⁹ entre les années 1999 et 2002, 377 fonctionnaires sont mutés.

*«Les attaques contre les travailleurs kurdes ont changé de dimension. Au lieu de la destruction [imha], la méthode des relégations afin d'arracher les travailleurs à leur organisation et de les pacifier a été choisie. C'est précisément une attaque psychologique.»*³⁷⁰

En plus des relégations, depuis 2009, les syndicalistes kurdes, spécifiquement les présidents de syndicat dans la région ont commencé à être arrêtés et emprisonnés³⁷¹ sur l'accusation d'être membre d'une organisation illégale, *Koma Civakên Kurdistan (KCK)*³⁷² et de plus ceux qui sont arrêtés sont maintenu en détention pendant des mois, alors que sans avoir été condamné. Par exemple dans le

³⁶⁷ «O dönemde insanlar sendikaya adım atmaya başladılar. Bu değişimi gözlemlerken ilk algım komploya ve Kürt Sorunun çözümsüzlüğüne karşı bir tepki olduğuydu. Ama zamanla bürokratik, dikensiz gül bahçesine katılma eğiliminin olduğunu algıladım.» **ibid.**

³⁶⁸ Entretien avec Melis, avril 2011, Diyarbakır, le membre du SES.

³⁶⁹ Komisyon (Sürgün Emekçileri), «Sürgün, Örgütlenme Önünde Engeldir», **Emekçiler Forumu**, Juillet 2003, Numéro: 20, p. 19.

³⁷⁰ «Kürt emekçilerine yönelik saldırının boyutu değişmelere [değişime] uğradı. İmha yerine sürgüne göndererek emekçileri örgütlülüğünden koparma, pasifize etme yöntemi seçilmiştir. Bu tam da psikolojik bir saldırdır.» Ferman Salmış, «Bir Psikolojik Saldırı : Sürgün», **Emekçiler**, Février 2000, Numéro : 11, p. 9.

³⁷¹ Par exemple, le président d'*Eğitim Sen* de Şırnak, Serhat Uğur a été arrêté le 18 Septembre 2011 dans le cadre d'opération contre *BDP*. («Şırnak'ta BDP'ye Operasyon», **Radikal Pazar**, 18 septembre 2011, p. 12-13).

³⁷² L'union des communautés du Kurdistan fondée en 2007.

cadre de l'opération policière faite le 25 juin 2012 contre la KCK, 71 syndicalistes kurdes sont mis garde à vue; dont 34 sont membres des syndicats dans la *région*.³⁷³ À cause de ces opérations et des arrestations, les syndicats dans la *région* ne peuvent pas réunir leurs comités de direction.³⁷⁴ De nos jours, ceux qui choisissent d'être actifs dans les syndicats doivent prendre le risque d'être arrêtés et donc de perdre leur emploi. L'espace syndical est redevenu un espace de répression et d'isolement.

Les arrestations et relégations portent atteinte à la continuité des activités syndicales. La continuité des cadres syndicaux est sans arrêt rompue et cela empêche la formation d'une stabilité politique dans les syndicats.³⁷⁵ Metin, ancien professeur qui a été obligé de démissionner à cause d'une décision de mutation forcée en 2002, déclare que « *Du fait que les administrateurs du syndicat étaient sans arrêt mutés de force, nous organisons les congrès d'Eğitim Sens tous les six mois.* »³⁷⁶

À cause de la peur des relégations et des arrestations, certains cadres syndicaux limitent non seulement leurs activités syndicales, mais aussi leurs autres activités politiques. Ceux qui restent dans les syndicats ne sont majoritairement pas actifs en dehors des espaces syndicaux et de plus ils limitent leurs activités syndicales. Par exemple, ils préfèrent ne pas être administrateurs dans l'administration d'un syndicat. De plus à l'inverse des modes de lutte syndicale adoptée dans les années 1990, ils défendent plutôt un syndicalisme qui reste dans les frontières légales de la loi sur les syndicats. En définitive, du fait des politiques répressives basées sur les relégations et des arrestations les syndicats font face à une perte de leur dynamisme politique.

Le troisième type de répression élaboré dans les années 2000 repose sur un système de gratification symbolique.³⁷⁷ « *Lorsque l'État a compris qu'il n'arrivera pas à empêcher les syndicats [dans le secteur public] il a commencé à fonder ses*

³⁷³ «KESK'e Yönlük Operasyonlarda Gözaltına Alınanların Listesi», 25 Juin 2012, <http://www.emekdunyasi.net/ed/siyaset/18799-keske-yonelik-operasyonlarda-gozaltina-alinanlarin-listesi> (27.11.2012).

³⁷⁴ Entretien avec Melis, **op. cit.**

³⁷⁵ « DEH'in Kurumlaşma ve Yeniden Yapılanma Önündeki Engeller », **Emek ve İnsan**, Novembre 2004, Numéro: 2, p. 22.

³⁷⁶ « *Yönetim sürekli sürgüne gönderildiği için Eğitim Sen'in kongrelerini 6 ayda bir yapardık.* » Entretien avec Metin, **op. cit.**

³⁷⁷ Noiriel, 1984, p. 209.

propres syndicats. »³⁷⁸ Selon les assertions des interviewés, en particulier l'AKP voudrait se fonctionner le système de gratification à travers la confédération *Memur-Sen*³⁷⁹ qui lui est politiquement liée. Les interviewés soutiennent que dans la *région* pour posséder un immeuble de TOKİ (direction de l'habitat, *Toplu Konut İdaresi Başkanlığı*), il faut être membre de *Memur-Sen*. Dans les années 1960 et 1970, la *Türk-İş* donnait à ses membres des appartements dans les cités de *Türk-İş (Türk İş blokları)*. Aujourd'hui, *Memur-Sen* grâce à ses affinités politiques avec l'AKP organise dans la *région* de manières similaires à la *Türk-İş* en utilisant les moyens de l'État. Ainsi les nouvelles classes moyennes kurdes en expansion que nous avons mentionnées précédemment, ont besoin de logement, *Memur-Sen* répond à ces exigences et s'organise de cette manière-là.

D'après toujours les mêmes assertions, pour acquérir un statut avantageux dans la hiérarchie dans le secteur public, il faut être un membre d'un syndicat lié à la confédération *Memur-Sen*. Normalement un fonctionnaire contractuel (*sözleşmeli*) pour être fonctionnaire titulaire doit passer par certaines étapes. Mais à travers les obstacles bureaucratiques, les syndicalistes kurdes membres de la *KESK*, sont généralement empêchés de devenir fonctionnaires titulaires. Mais ceux qui sont membres d'un syndicat lié à *Memur-Sen* peuvent facilement devenir fonctionnaires titulaires. Du fait du système de gratification symbolique, beaucoup de travailleurs préfèrent adhérer à *Memur-Sen* au lieu de *KESK*.

« *Ils font adhérer [à Memur-Sen], ceux qui sont liés à l'article 4-b avec la méthode « Nous sommes le parti politique au pouvoir, vous serez à votre aise. » [...] Si un fonctionnaire est sanctionné 4 fois, son contrat de travail est résilié.* »³⁸⁰

En conclusion, les conditions de la lutte de *DEMEP* ont considérablement changé par rapport aux années 1990. Premièrement, la population kurde se concentre dans les villes et les classes urbaines sont devenues plus remarquables que dans les années 1970 et 1980. Deuxièmement, parallèlement aux transformations sociologique, dans la stratégie du mouvement kurde la lutte démocratique et légale devient plus importante et déterminante qu'avant. Dans ce cadre, on observe une

³⁷⁸ «*Devlet sendikaları engellemeyeceğini anlayınca kendi sendikalarını kurmaya başladı.*» Entretien avec Metin, **op. cit.**

³⁷⁹ La confédération des syndicats fonctionnaires est construite le 9 juin 1995.

³⁸⁰ «*4-b'lileri üye yapıyorlar, « biz iktidar partiyiz, rahat edersiniz » yöntemiyle. [...] 4 tane ceza alırsa iş akdi fesh ediliyor.*» Entretien avec Melis, **op. cit.**

institutionnalisation des organisations légales kurdes. Un système centralisé a été créé, et de même que la *DEMEP* toutes les organisations démocratiques sont liées au *DTK*. Ainsi, la *DEMEP* perd son autonomie. Le troisième changement concerne la modification des méthodes de répression contre les syndicalistes dans la *région*. Au lieu de la méthode militaire, les modes de répression par des moyens juridiques qui interrompent la continuité de la lutte syndicale sont appliquées de manière plus intense. Dans le même temps, *Memur-Sen* commence à s'organiser plus dans la *région* en donnant des avantages répondant aux intérêts individuels et économiques.

2.2.2. Crise Politique et idéologique au sein de *DEH/DEMEP*

Dans les années 1990, *Yurtsever Emekçiler* est née et s'est développé dans les espaces politiques ouverts par la lutte du mouvement kurde et du mouvement des travailleurs du secteur public. Il s'est nourri à la fois des deux mouvements : il mêle les revendications ethniques du mouvement kurde et celles des travailleurs. Son positionnement idéologique repose sur la critique de la gauche turque.³⁸¹ Vers les années 2000, les organisations socialistes et les syndicats contestataires ont commencé à perdre de leur force d'organisation et de leur dynamisme. Le moment de cette crise coïncide avec celle du mouvement kurde. Dans la deuxième moitié des années 1990, le mouvement kurde est entré dans une crise politique qui s'approfondira après l'arrestation d'Öcalan.

Dans ce contexte, les crises politiques et organisationnelles du mouvement syndical dans le secteur public et celle du mouvement kurde influencent étroitement *Yurtsever Emekçiler*. À ce moment, probablement en 1998, *Yurtsever Emekçiler* a vécu un processus de discussion en son sein. Ce processus s'est conclu par une purge de certains cadres fondateurs³⁸² comme Veli. Nous n'avons pas pu avoir connaissance des détails, mais selon le récit de Veli, celui-ci a été purgé, car il défendait une lutte tactiquement plus libre par rapport au mouvement kurde. Il était contre l'intervention politique du mouvement kurde sur les activités de *Yurtsever Emekçiler* et défendait l'autonomie de l'organisation. À partir des articles dans la revue *Emekçiler Forumu*, on peut estimer que'au début des années 2000, la crise au sein de *Yurtsever Emekçiler* continue encore, mais les interviewés évitent de parler

³⁸¹ Entretien avec Veli, **op. cit.**

³⁸² **ibid.**

de cette crise et des actions menées pour la surmonter. Il est probable que cette retenue à en parler soit due à une indignation générale sur cette purge. On suppose qu'en restant silencieux, les cadres protestent contre la décision de la purge.

Nous allons maintenant essayer d'analyser les développements de cette crise à l'aide des articles sur ce sujet publiés dans les revues mensuelles. Au début des années 2000, le mouvement kurde passe par une période de renouvellement idéologique et politique. Ce renouvellement repose sur l'interprétation des changements économiques, sociaux et politiques expliqués ci-dessus. Mais dans les revues ce renouvellement ne se fait pas sentir jusqu'à l'année 2003. De même chez les cadres, nous ne pouvons pas observer d'efforts spécifiques pour s'adapter à ce nouveau paradigme. Au cours de ces trois longues années, il n'y a presque aucun article qui élabore les visions politiques concernant la lutte des travailleurs, hormis concernant la lutte des femmes.³⁸³ Nous remarquons une atmosphère d'incertitude.³⁸⁴ Généralement, les articles sur les événements politiques et les débats organisationnels qui paraissent dans les revues de la *DEMEP* ont déjà auparavant été publiés dans d'autres publications du mouvement kurde (comme *Özgür Halk*).

Malgré cette faiblesse idéologique, en 2002, grâce à leurs présences dans les administrations syndicales et au fait d'avoir des maires du *BDP* élus dans la région ce qui crée certains avantages le nombre de cadres de la *DEMEP* a augmenté.³⁸⁵ En même temps, le nombre des syndicats dans lesquels *DEMEP* s'organise augmente. *DEMEP* a commencé à s'organiser dans *Tüm Bel Sen*, *Tarım Orkam Sen*, *DİVES*, *BES*³⁸⁶ tout lié à *KESK*. Mais à partir des articles publiés dans les revues, nous

³⁸³ Une brochure sur l'organisation des femmes est publiée en 2002 (**Kadınlar örgütlenmeye, dayanışmaya...**, İstanbul : Emekçiler Forumu Özel Tanıtım Kitapçığı, 2002). Cette brochure se concentre sur l'organisation des femmes dans le champ syndical, mais ne reflète pas le mode d'organisation des femmes dans le *DEH*. Dans la même période, des articles sur les femmes sont publiés : Pınar Özel, « Kadın, Cinsellik, Doğa ve Uygarlık », **Emekçiler Forumu**, Numéro: 8-9, Mars 2002; Zeynep Demircioğlu, « Kadının Toplumsal Gelişimi ve Yeni Kadın », **Emekçiler Forumu**, Numéro: 11, Mai 2002. Ces publications nous font penser qu'une organisation telle qu'une commission a peut-être été construite pour élaborer les visions politiques du *DEH* concernant la lutte des femmes.

³⁸⁴ Ce processus est désigné comme «La nonchalance du processus de paix» (*Barış sürecinin rehaveti*) ou « Kuvvetlerimizi ve Sesleri Birleştirme Zamanı », **Emekçiler Forumu**, Décembre 2001, Numéro: 6.

³⁸⁵ « 2002 Newroz'u ile 1 Mayıs Alanlarında Buluşması Engellenemedi », **Emekçiler Forumu**, Mai 2002, Numéro: 11.

³⁸⁶ Tarım Orkam Sen: Syndicat des travailleurs dans le secteur public de l'agriculture, de la forêt, de la nature et de l'élevage (*Tarım, Orman, Çevre ve Hayvancılık Hizmet Kolu Kamu Emekçileri*

pouvons suggérer que cette expansion quantitative ne conduit pas à un développement qualitative.

Mais à partir de 2003, nous pouvons observer qu'un processus de renouvellement a commencé petit à petit. Certaines activités comme des formations politiques, conférences, etc. commencent à être organisées. Dorénavant, les problèmes ayant lieu au sein de DEMEP commencent à être discutés plus ouvertement et cela se reflète dans les articles des revues. En 2003, la première activité consiste en l'organisation d'une *formation politique* pour les cadres de *DEMEP*. Selon Ferhat Pir,³⁸⁷ lors de la formation, certaines faiblesses qui empêchent l'agrandissement et l'élan (*atılım*) organisationnel ont été déterminées:

- Parmi les cadres la conscience, la culture et la responsabilité de s'organiser sont très faibles ;
- Au cours de l'action politique, les cadres développent des tendances spontanées et arbitraires; ils ne se comportent pas de manière institutionnalisée ;
- Les problèmes individuels, économiques et familiaux sont mis en priorité par rapport à la lutte pour la démocratie et la paix ;
- Les relations amicales entre les cadres sont mauvaises. Il faut construire des relations basées sur une collaboration et une conscience de camaraderie. Sinon, l'énergie est dépensée dans des débats internes (*Enerji iç tartışmalarda harcanmaktadır*) ;
- Le système de la critique et de l'autocritique ne fonctionne plus ;
- À cause de l'absence de développement d'une stratégie pour s'agrandir organisationnellement, ils stagnent ;
- Puisqu'il n'existe pas un système hiérarchique qui permet la participation démocratique des cadres dans le processus de décision et qui contrôle systématiquement les activités politiques, chaque organe de l'organisation construit son propre système et se comporte différemment par rapport aux autres. Il n'existe pas d'harmonie;

Sendikası); DIVES: Syndicat des travailleurs des fondations et du Diyanet (*Diyanet ve Vakıf İşleri Sendikası*); BES: Syndicat des travailleurs de bureau (*Büro Emekçileri Sendikası*).

³⁸⁷ Ferhat Pir « Demokratik Dönüşümde Eğitimin Rolü ve Önemi », **Emekçiler Forumu**, Septembre 2003, Numéro: 24, p. 38.

Les critiques exprimées ci-dessus se concentrent plutôt sur les faiblesses des cadres et du fonctionnement de l'organisation. D'après Ferhat Pir, le champ du travail ne s'est pas adapté aux nouvelles conditions et les anciennes méthodes d'organisation persistent encore. Selon lui, il est nécessaire de développer une ouverture correspondant à la nouvelle stratégie de la paix, de la démocratisation du mouvement kurde.

Durant ce processus de renouvellement, le deuxième élément concerne la fondation d'une nouvelle organisation nommée le mouvement du travail démocratique *Demokratik Emek Hareketi- DEH*.³⁸⁸ Il faut souligner qu'alors que le concept *Yurtsever* signalait une connotation ethnique, ce nouveau nom ne porte aucune trace ethnique. Le terme démocratie est posé en concordance avec le paradigme de la *République démocratique* élaboré par le mouvement kurde.

Deux mois après la fondation du *DEH*, dans la revue *Emekçiler Forumu*, il est déclaré que le nouveau syndicalisme s'appelle le syndicalisme libre démocratique (*Özgür Demokratik Sendikacılık - ÖDS*).³⁸⁹ Cette approche syndicale n'a pas encore été bien développée, elle est formée par les débats précédents qui deviendront plus précis en 2007. Cette approche syndicale prétend que le mode de production a changé et souligne la nécessité de développer une nouvelle stratégie de lutte politique qui réunit la lutte de genre, de travailleur et de l'écologie.³⁹⁰ Ce syndicalisme propose un mode d'organisation basé sur une administration pluraliste et participative. En définitive, tel que le dit un interviewé³⁹¹ *Özgür Demokratik Sendikacılık* est une approche qui a pour but de dépasser l'émiettement des cadres en établissant une unification des cadres du *DEH*.

Troisièmement, le 16-17-18 avril 2004, le *DEH* avec ses 101 délégués a organisé une conférence intitulée « changement/transformation et de la reconstruction » (*değişim/dönüşüm ve yeniden yapılanma*).³⁹² L'article relatant cette conférence,³⁹³ se concentre principalement sur le thème du développement d'un nouveau modèle

³⁸⁸ À partir d'ici, on utilise le nom *DEH* pour présenter les activités jusqu'aux années 2008.

³⁸⁹ Umut Barış, «Hiyerarşik-Bürokratik Sendikal Yapılar», **Emekçiler Forumu**, Numéro: 26, Novembre 2003.

³⁹⁰ **ibid.**

³⁹¹ Entretien avec Necdet, mai 2011, ancien syndicaliste, Ankara.

³⁹² « Emegın Özgür Birliđi Savaşı Durduracaktır », **Emekçiler Forumu**, Juin 2004, Numéro: 32.

³⁹³ **ibid.**

d'organisation et du nouveau projet correspondant au nouveau paradigme de la société écologique (*Demokratik Ekolojik Toplum*). Mais dans cet article, les détails du modèle et du nouveau projet ne sont pas traités. L'article indique seulement les insuffisances des délégués concernant l'analyse des événements politiques, la participation aux discussions politiques et la création de nouveaux projets politiques. À cette conférence ont participé des nouveaux adhérents qui n'avaient pas suffisamment d'expériences politiques de la lutte ouvrière. Au cours de notre recherche de terrain, nous avons nous-mêmes observé que la majorité des militants ne développent pas leurs capacités d'analyse théorique et idéologique. Seuls deux des interviewés (l'un est nouveau adhérent de la *DEMEP*) ont déclaré qu'ils avaient lu d'autres sources et livres en dehors de la littérature suggérée par le mouvement kurde. Certains ne suivent même plus les revues mensuelles.

Dans les mois suivant cette conférence, les cadres du *DEH* ont continué à discuter sur les problèmes politiques et organisationnels. Mais cette fois, les discussions idéologiques se font plus précises et détaillées. Nejdet Uygun³⁹⁴ (qui sera probablement lui-même un des auteurs du paradigme syndical suivant [le syndicalisme démocratique pour la société- *DTS*] du *DEH*), dans un article « *Emeğin Özgür Birliği Savaşı Durduracaktır* » (l'union libre du travail cessera la guerre) publié en 2004, analyse les transformations du processus de production capitaliste: les processus de précarisation et le développement de technique, l'augmentation du nombre de chômeurs, et les clivages créent au sein des travailleurs entre les travailleurs organisés et ceux qui ne le sont pas et/ou entre les travailleurs du secteur informel et ceux du secteur formel. À partir de ces changements, il souligne la nécessité de créer une organisation qui inclut non seulement les travailleurs dans les secteurs formels, mais aussi les travailleurs dans les secteurs informels. Il existe une séparation entre la masse non organisée et la classe organisée dont la cause est la vision syndicale résumé en tant que le syndicalisme de masse et de classe.³⁹⁵ Pour créer une unification, le *DEH* suggère «le syndicalisme social du travail» (*emeğin toplumsal sendikacılığı*) qui va analyser au dessous.

³⁹⁴ Nejdet Uygun, «Emeğin Demokratik Hareketi», **Emekçiler Forumu**, Mai 2004, Numéro: 31.

³⁹⁵ «Sınıf ve kitle sendikacılığı sınıf ve kitleyi iki ayrı kategori olarak betimlemektedir. Bunun yerine «emeğin toplumsal sendikacılığı» ilkesini temel alır.» **op. cit.**, p. 21.

2.2.3. Le Syndicalisme démocratique pour la société (DTS)

Dans les années 2007-2008, la *DEMEP* a développé une nouvelle approche nommée le syndicalisme démocratique pour la société (*Demokratik toplumcu sendikacılık- DTS*). En réalité, il est formé par le paradigme de la société démocratique reposant sur l'écologie et la libération des femmes (*Demokratik, ekolojik ve cinsiyet özgürlükçü toplum paradigması*)³⁹⁶ qui a été élaboré par le mouvement kurde afin de surmonter sa crise politique dans la deuxième moitié des années 1990 et qui exprime un renouvellement stratégique et idéologique du mouvement kurde. En s'inspirant de ce paradigme, le *DEH* a créé une approche concernant la lutte des travailleurs. Il faut remarquer que le paradigme de la société démocratique et celui du syndicalisme démocratique pour la société ne mentionnent pas toutes les références concernant les sources originales alors que ces paradigmes se nourrissent tous les deux des littératures produites -généralement par les penseurs de gauche et anarchistes à la fois en Europe et en Turquie- afin de comprendre les transformations du capitalisme et de la classe ouvrière et d'élaborer des nouveaux modes de lutte en adéquation avec cette nouvelle situation. De plus, le paradigme de la société démocratique s'appuie sur des recherches anthropologiques comme *la Société contre l'État* de Pierre Clastres.³⁹⁷ *Le paradigme de la société démocratique* essaie de mêler toutes ces littératures qui composent un large éventail, mais ces emprunts sont réalisés de manière éclectique et les idées présentées ne sont pas suffisamment approfondies. En conséquence, dans les documents sur le syndicalisme démocratique pour la société (*DTS*) il existe beaucoup d'incohérences conceptuelles et idéologiques, mais aussi des répétitions.³⁹⁸ Au cours des entretiens nous avons observé que ces mêmes problèmes sont présents aussi chez militants. Bien que les interviewés reconnaissent tous ces problèmes, ils n'arrivent pas à compenser ce manque.

³⁹⁶ A partir d'ici, ce paradigme est utilisé en tant que *le paradigme de société démocratique*.

³⁹⁷ Pierre Clastres, **Devlete Karşı Toplum**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2011.

³⁹⁸ Il y a une brochure de la revue *Emek İnsan* préparée par Necat Uğraş, Ahmet Demiroğlu, M.Sait Üçlü. La date de publication de cette brochure n'a pas été mise, mais à partir du premier numéro d'*Emek İnsan* publié en Août-Septembre 2007, nous supposons que cette brochure peut être publiée dans l'année 2007-2008. De plus, il y a une présentation sous la forme de *power point* préparé par Necat Uğraş. Enfin, il y a un article écrit par Bekir Bükel dans la revue *Emek İnsan*, en 2007. (Bekir Bükel, «Demokratik Toplumcu Sendikacılık», **Emek İnsan**, Octobre-Novembre 2007, Numéro: 2, p. 18-19).

Nous allons maintenant présenter cette approche de façon plus détaillée. Après avoir rendu compte de la dimension théorique du syndicalisme démocratique pour la société (le *DTS*), nous allons examiner la dimension organisationnelle.

2.2.3.1. La dimension théorique du syndicalisme démocratique pour la société (*DTS*)

Le *DTS* est élaboré à partir de la contestation selon laquelle de nos jours les propriétés du capitalisme ont connu un changement structurel considérable par rapport aux années dans lesquelles le marxisme est né et les États socialistes ont été construits. Selon le *DTS*, le premier changement concerne le caractère de l'État-nation. Aujourd'hui du fait du développement des technologies de l'information et de la communication, c'est-à-dire de la mondialisation, la circulation du capital dépasse les frontières des États-nations. L'État-nation est moins fort qu'avant.

Selon le *DTS* le deuxième changement concerne le mode de production. Alors qu'auparavant la production capitaliste reposait principalement sur les grandes usines se trouvant dans les pays/régions centraux, de nos jours la production se réalise majoritairement dans les petites entreprises³⁹⁹ situées dans les régions périphériques dans lesquelles les coûts de production sont moins élevés. Le travail informel est dorénavant plus répandu qu'avant. Le *DTS* suggère que de nos jours la contradiction plus importante se réalise entre les gouvernements chauvinistes de l'État nation et les représentants des cosmopolites du capital supranational et en plus entre eux et les peuples.⁴⁰⁰

Aujourd'hui, à partir des changements ayant lieu dans la production capitaliste, le *DTS* souligne que dans le processus de la production capitaliste, le travail improductif⁴⁰¹ est plus important que le travail productif. Dans les textes, le travailleur improductif n'est pas défini précisément, mais on peut déduire que celui-ci désigne le contraire de «la main d'œuvre male industrielle stable». Par exemple

³⁹⁹ Necat Uğraş, **Demokratik Toplumcu Sendikacılık**, présentation de *power point*.

⁴⁰⁰ «*Güncel boyutuyla çelişkiler ise ulusal devletin şoven sahipleriyle uluslar üstü mali sermayenin kozmopolit temsilcileri arasındadır. Yine ulusal devletin şoven sahipleriyle ve uluslar üstü mali sermayenin kozmopolit temsilcileriyle halklar arasındadır.*» **Demokratik Toplumcu Sendikacılık**, Necat Uğraş, Ahmet Demiroğlu, M.Sait Üçlü, brochure, Emek ve İnsan, p. 37.

⁴⁰¹ Le travail improductif est un travail qui ne produit pas de plus-value (Orhan Hançerlioğlu, «Üretici Emek», **Ekonomi Sözlüğü**, İstanbul: Remzi Kitapevi, 1993, p. 345).

selon les textes, le travail domestique est considéré comme un travail improductif. Mais il faut remarquer que Marx ne définit pas le travail improductif selon la stabilité ou le secteur, etc. ; il définit le travail improductif comme celui qui ne produit/crée pas de plus-value et donc un travailleur productif est un travailleur «*qui rende une plus-value au capitalist ou dont le travail féconde le capital. Une maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron.*»⁴⁰² Mais c'est vrai que dans le marxisme le travail domestique n'est pas compris dans la catégorie du travail productif. En conclusion selon le *DTS*, la définition de la classe suggérée par le marxisme est désormais insuffisante, car elle exclut/nie les autres formes du travail.⁴⁰³ À partir de ces constats, le *DTS* indique l'existence d'une crise de la théorie de plus-value de Marx. Donc la lutte politique et le marxisme doivent se renouveler théoriquement et pratiquement. Il faut réaliser une révolution de mentalité (*zihniyet devrimi*).

Le premier renouvellement doit se réaliser dans la définition du travail: «*Aujourd'hui où doit-on chercher le travail? Travail dans la relation entre la mère et son enfant... travail dans la relation entre le père et son enfant, entre des frères, entre des camarades; travail dans le sacrifice de camarade pour sa patrie et pour son peuple, dans le dévouement de camarade jusqu'à la dernière goutte de sang pour son peuple et pour sa patrie [...] le travail est un fait humain qui n'a pas, ne peut pas avoir et qui ne pourra pas avoir un équivalent avec un salaire.*»⁴⁰⁴

Cette définition du travail n'est plus défini à partir de la définition de Marx. Elle donne la priorité à la valeur d'usage qui signale, dans le marxisme (comme le fer, le papier, etc.).⁴⁰⁵ La définition du *DTS* ne comporte pas seulement la valeur d'usage des choses, mais elle contient aussi le travail fourni dans les processus de construction des relations entre les humains, comme le travail se produisant dans la relation entre une mère et son fils. De plus, ce qui dans le marxisme est défini en tant

⁴⁰² Karl Marx, **Le Capital**, Livre premier, Paris: Éditions Sociales, 1976, p. 362.

⁴⁰³ Entretien avec Sevgi, **op. cit.**

⁴⁰⁴ «*Bugün emeği nerede aramalyız? Annenin çocuğuyla olan ilişkisinde emek... babanın çocuğuyla ilişkisinde emek, kardeşin kardeşle ilişkisinde emek, yoldaşın yoldaşın ilişkisinde emek, yoldaşın ülkesi için kendini feda etmesinde emek, yoldaşın kanının son damlasına kadar ülkesi, halkı için kendini adamasında emek... herhangi bir ücretin karşılamayacağı, karşılığı olmayan ve olamayacak olan insani bir edimdir.*» Demokratik Toplumcu Sendikacılık, **Emek İnsan**, p. 43.

⁴⁰⁵ Marx, **op. cit.**, p. 41.

que travail improductif est devenu travail productif: les femmes au foyer, les fonctionnaires, etc.

La redéfinition du travail à partir des processus de construction des relations entre les humains est inspirée par les recherches faites sur les sociétés sans État/naturelles.⁴⁰⁶ Le DTS classe les sociétés dans l'histoire entre *les sociétés avec État* et *les sociétés sans État* (nommées sociétés naturelles [*doğal toplum*]).⁴⁰⁷ Dans la brochure, l'évolution de ces sociétés n'est pas analysée de manière détaillée : certaines propriétés des sociétés naturelles sont mises en avant et juste évoquées sous la forme de principes: les principes de liberté, d'égalité, de démocratie, d'écologie, d'égalité et de féminité (*özgürlük ilkesi, demokratik ilke, ekolojik ilke, eşitlik ilkesi, feminen ilke*)⁴⁰⁸.

Dans les sociétés naturelles, il n'existait pas encore de propriété privée et de pouvoir politique qui contrôle la surproduction (*artık ürün*). Cette société vivait en harmonie avec la nature. De plus, le DTS souligne le rôle de la femme dans le processus de nourriture et dans la fécondité.⁴⁰⁹ La société naturelle dans laquelle le travail était sacré était organisée autour du travail des femmes. Le DEH a pour ambition de créer une définition du travail proche de celles qu'il estime être en vigueur dans les sociétés sans État. Toutes les formes de travail sont d'égale importance et sacrées.

D'après le DTS, la construction d'une société avec l'État est un tournant important dans les changements au sein des sociétés naturelles. Dorénavant, « le principe de travail pour vivre donne lieu au vivre pour le travail ».⁴¹⁰ Le travail prend un caractère qui est mesuré selon sa production de plus-value. L'État est une des

⁴⁰⁶ Les textes du DTS ne font pas références à Pierre Clastres, bien qu'ils s'en soient visiblement largement inspirés. Pierre Clastre, dans son ouvrage, suggère que les sociétés primitives sont des sociétés sans État, des sociétés contre l'état. Selon lui, l'absence d'État dans les sociétés primitives n'est pas due à un manque, ce n'est pas parce qu'elles sont « l'enfance de l'humanité » et qu'elles sont incomplètes, ou qu'elles ne sont pas assez développées qu'elles ne sont pas adultes, majeures, c'est bel et bien parce qu'elles refusent l'État au sens large, l'État défini comme dans sa figure minimale qui est la relation de pouvoir. (Clastres, **op. cit.**).

⁴⁰⁷ Dans ce brochure, au lieu du concept de la société primitive, celui de la société naturelle (*doğal toplum*) est utilisé.

⁴⁰⁸ **ibid.**, p. 32-33.

⁴⁰⁹ **ibid.**, p. 39.

⁴¹⁰ «Devletli toplumla birlikte, «yaşamak için emek» ilkesi yerini «emek için yaşamak» ilkesine bırakmıştır.» Uğraş et les autres, **ibid.**

sources de la contradiction de genre, de classes, et des problèmes écologiques, ainsi que de la religion, de l'ethnicité. Donc, il faut insister sur l'existence d'une contradiction historique entre l'individu et l'État au lieu des clivages esclave-maitre, capital-travail.

Au lieu de la définition purement économique du travail, la mise en avant d'une définition du travail incluant diverses formes de travail y compris les relations humaines comporte aussi une dimension politique. En effet, cette définition permet de rendre visible et important le travail des différentes classes sociales dans le mouvement kurde.

«Par exemple, dans le KÖH (le mouvement de libération kurde), il y a des aghas actifs, il y a des maires, des personnes qui viennent de familles plus riches, comment tu vas les distinguer les uns des autres? Si l'on utilise le concept de classe, tu feras placer ces gens dans la classe bourgeoise, c'est faire injustice à ces gens, eux aussi ils fournissent un travail du point de vue politique. On ne peut pas décomposer un mouvement qui interfère.»⁴¹¹

«Le concept de classe est toujours utilisé par la gauche, cela constitue un problème [...] Dans le KÖH, il y a tout le monde, c'est une organisation du peuple.»

⁴¹²

Comme nous l'avons déjà souligné, dans l'espace légal, le mouvement kurde se compose de personnes qui appartiennent à des classes sociales différentes et sa lutte est généralement fondée sur une coalition de ces classes sociales. Il a donc un caractère interclassiste. Il y a un équilibre sensible entre les classes. En particulier, de nos jours, le maintien de cet équilibre devient plus important, car la lutte démocratique prend une place plus importante dans la stratégie du mouvement kurde. À cause de cet équilibre sensible, le mouvement kurde a des réticences concernant l'usage des concepts de classe sociale et de lutte de classe qui peuvent contribuer à l'émergence de divergences basée sur la classe en son sein. Dans les années 2000, l'utilisation explicite des concepts de classe et de lutte des classes ont été évitée. Au

⁴¹¹ *«Örneğin, KÖH'ün içinde aktif olan ağalar var, Belediye başkanları var, daha zengin ailelerden gelenler var, bunları nasıl ayırtıracaksın. Eğer sınıf kavramını kullanırsan onları burjuva sınıfına yerleştirmiş olursun ki bu haksızlık olur, onlar da siyasal olarak emek harcıyorlar. İç içe giren hareketi ayırtıramazsın.»* Entretien avec Sevgi, **op. cit.**

⁴¹² *«Sınıf, kavramını hep sol kullanıyor. Sıkıntıya sokuyor [...] KÖH'de herkes var, bir halk örgütlenmesi.»* Entretien avec Melis, **op. cit.**

lieu du concept de classe, l'utilisation du concept de travail dans une définition inclusive et large qui comporte le travail produit dans tous les processus sociaux est préférée.

De ce point de vue, le *DTS* critique les mouvements marxistes puisque leurs luttes reposent seulement sur la contradiction capital-travail. Mais selon le *DTS*, il existe aussi des contradictions concernant les questions de genre, d'écologie, de religion, d'ethnicité. Un mouvement contre le capitalisme doit adopter une ligne politique qui prend en compte toutes ces contradictions. Le *DTS* exprime une critique contre le réductionnisme de classe. Un interviewé résume sa point de vue en disant qu'il s'agit de «*sortir du classisme étroit* » :⁴¹³

«(la lutte politique) ne devrait pas se construire en tant que contradiction capital-travail. Nous avons trois identités principales : de classe, de genre, de nation, chacune est le reflet de l'idéologie du pouvoir et deviennent déterminants avec sa répression [...] Cela en fait attendre une et fait passer l'autre au premier plan. Nous n'avons pas réussi à faire l'analyse de la classe comme celle de la nation. Nous avons vécu la lutte nationale de manière intense. La lutte de classe a été remise a plus tard pendant longtemps. Elle est passée derrière des développements comme l'évacuation forcée de villages... Or je suis en même temps opprimée en tant que femme, travailleuse, et kurde. Et je vis des problèmes [lie à ces trois identités].»⁴¹⁴

Le *DEH* critique les organisations socialistes concernant la priorité qu'elles donnent à l'antagonisme de classe et à la lutte des classes, et sur leur incapacité à développer une ligne politique qui tient compte de la contradiction ethnique et des revendications ethniques dans la même mesure que des revendications ouvrières. Par ailleurs, le *DTS* essaie de créer une ligne politique afin de compenser ce manque.

En définitive, le *DTS* précise certains principes:

⁴¹³ « *Dar sınıfsallıktan çıkma* », Entretien avec Musa, **op. cit.**

⁴¹⁴ «*Sermaye emek çelişkisi olarak kurulmamalı. Bizim 3 temel kimliğimiz var : sınıf, cinsiyet, ulusal her biri iktidarın ideolojisinin yansıması, onun baskılarıyla öne çıkan [...] Birini bekletmek, diğerinin önüne geçiyor. Sınıf tahlili yapma noktasında ulusal kadar başarılı olmadık. Çok sıcakta sıcaklığın ulusal mücadeleyi yaşadık. Uzun bir zaman sınıfsal mücadele bekletildi [...] Köy boşaltmaları [...] gibi sıcak gelişmelerin arkasına geçti. Oysa aynı günde kadın olarak, emekçi olarak, Kürt olarak eziliyorum. Sorunlar yaşıyorum.*» Entretien avec Fadime, avril 2011, professeure, Diyarbakır.

- Il est contre le nationalisme et le classisme étroit (réductionnisme).
- La lutte proposée par le *DTS* est fondée sur les principes de liberté, d'égalité, de démocratie, d'écologie, de féminité.
- Il est contre le bureaucratisme dominant dans les syndicats.
- Il est contre le syndicalisme chauviniste et raciste.
- Il a pour but de créer une solidarité universelle entre les travailleurs. Cette solidarité doit se réaliser en créant une coalition avec les organisations humanistes, socialistes, féministes, écologiques, démocratiques. Cette coalition doit adopter les principes mentionnés ci-dessus et avoir une relation égalitaire.
- Cette coalition démocratique doit se réaliser le plus largement possible. Ainsi, elle doit refléter la volonté de tous les travailleurs dans les syndicats. L'union des opinions/groupes politiques différents et la lutte menée autour des principes communs renforceront la lutte des travailleurs de tous les points de vue.⁴¹⁵ Ce principe doit être appliqué dans tous les syndicats, spécifiquement les syndicats dans lesquels le mouvement démocratique des travailleurs /*Yurtsever Emekçiler* est plus présent et organisé par rapport aux autres groupes politiques présents dans les syndicats.⁴¹⁶ Cette large coalition démocratique n'a pas pour but de partager le pouvoir entre les groupes politiques, elle repose sur les intérêts des travailleurs.⁴¹⁷

2.2.3.2. La La dimension organisationnelle du *DTS*

Nous n'avons pas pu accéder à des éléments nous permettant de nous rendre compte du modèle d'organisation de *Yurtsever Emekçiler* dans les années 1990. Alors que certains prétendent que *Yurtsever Emekçiler* s'organisait de manière plus hiérarchique, certains défendent l'inverse. Mais il est évident qu'il était tactiquement plus indépendant du mouvement kurde.⁴¹⁸ Dans les années 2000, le *DEH* présente publiquement et précisément le modèle de l'organisation dans les textes sur le *DTS*.

⁴¹⁵ «*Demokratik Toplumcu Sendikacılık tüm emekçilerin iradesini yansıtan geniş tabanlı demokratik bir ittifakı esas alır. Farklı siyasal düşüncelerin demokratik bir çatı altında güçlerini birleştirmesi, ortak ilkeler etrafında mücadele yürütmesi, emekçilerin mücadelesini her yönüyle güçlendirecektir.*» Uğraş et les autres, **op. cit.**, p. 7.

⁴¹⁶ **ibid.**, p. 8

⁴¹⁷ **ibid.**, p. 9.

⁴¹⁸ Entretien avec Veli, **op. cit.**; Ali Güneş, «*Yeni Yapılanmaya Atılım Ruhuyla Gidelim*», **Emekçiler Forumu**, Mars 2004, Numéro: 29.

Cependant pour des raisons de sécurité, les cadres évitent de partager les détails.

Dans les années 2000, le *DEH* vise à créer une organisation plus horizontale. Selon la brochure sur le *DTS*, cette horizontalité est désignée comme une décentralisation qui met l'homme au centre : *«Cela veut dire un homme ayant une approche contemporaine et nouvelle sur la morale dans laquelle l'équilibre entre l'individu et la société est maintenu; dans laquelle l'individu n'est plus un esclave de la société [...] et dans laquelle la société n'anéantit plus l'individu. L'approche qui toujours se base sur la liberté individuelle, mais qui équilibre celle-ci par le principe de la possibilité d'exister socialement doit trouver sa représentation dans le modèle de l'organisation.»*⁴¹⁹

Le *DTS* a pour but d'élaborer un modèle organisationnel qui essaie de maintenir un équilibre entre les intérêts individuels de la société moderne et la lutte ethnique. Le *DEH* craint que ses cadres appartenant à la classe moyenne ne se détournent des problèmes ethniques. L'individu devient étranger à la société dans laquelle il vit et à ses problèmes. Il y a un désintérêt pour des problèmes qui le touchent et aussi par rapport aux luttes qui se développent concernant ces problèmes. Il y a donc une forme d'aliénation.⁴²⁰ Ainsi, le *DTS* est créé contre cette aliénation : *«Le DTS est le fruit de la lutte depuis 19 ans.»*⁴²¹ Dans cette lutte, les leaders du *DEH* ont observé que la plupart des fonctionnaires sont devenus plus libéraux et se sont détournés des problèmes liés à leur identité ethnique. Pour eux, les intérêts individuels sont devenus prioritaires par rapport aux besoins de la lutte. C'est pourquoi les leaders du *DEH* avaient senti le besoin de rappeler: *«Vous êtes un membre de cette société, vous portez son identité.»*⁴²²

Contre cette aliénation, le *DEH* essaie d'élaborer une organisation plus mixte. Tous les individus qui sont affectés par les processus de production peuvent participer aux organisations de producteurs. *«Ce ne sont pas seulement les*

⁴¹⁹ *«Birey ve toplum dengesinin korunduğu, bireyin toplumun kölesi olmadığı [...] toplumun bireyi hiçleştirmedeği çağdaş yeni bir ahlak anlayışı olan insan kastedilmektedir [...] Bireyin özgürlüğünü her zaman temel alan, ama bunu toplumsal olarak varolabilmenin ilkesi ile dengeleyen anlayış örgüt modelinde temsilini bulmalıdır.»* **ibid.**, p. 45.

⁴²⁰ Ahmet Cevizci, «Yabancılaşma», **Felsefe Sözlüğü**, İstanbul: Paradigma Yayıncılık, 2011 (7^{ème} Édition), p. 1617.

⁴²¹ «*DTS, 19 yıllık mücadelenin birikimi...*», Entretien avec Veli, **op. cit.**

⁴²² «*O toplumun üyesiniz ve onun kimliğini taşıyorsunuz.* » Entretien avec Melis, **op. cit.**

*producteurs qui sont affectés par les processus du travail et de la production, mais aussi tous les hommes et aussi la nature. C'est pourquoi que toutes les fractions qui sont affectés par ces processus doivent être présents dans la même mesure que ce qu'ils sont affectés. Ce ne sont pas seulement les travailleurs qui doivent être pris comme base.»*⁴²³

À l'inverse, les cadres du *DEH* peuvent participer aux autres organisations du mouvement kurde, comme les conseils de quartier et de ville. Le schéma décrit dans la brochure est le suivant: les organes, les comités de lieu de travail, les communes, les conseils régionaux, les exécutifs d'arrondissement, les conseils des espaces (*alan meclisi*)...⁴²⁴ Pour les fonctionnaires, cette manière de s'organiser peut ouvrir un espace permettant d'observer et de comprendre les problèmes quotidiens et ethniques du peuple kurde en plus des problèmes liés au travail. Ainsi, les cadres du *DEH* ne se détourneront plus des problèmes de son peuple. Mais les cadres du *DEH* ne participent guère à ces conseils : *«Nous participons (aux conseils) avec notre identité institutionnelle [...] tous les membres des syndicats peuvent y participer, mais nous n'arrivons pas à faire participer tout le monde. Nous nous formons sur la base du volontariat, nous essayons de les persuader et leur faire accepter»*⁴²⁵

En même temps, le modèle mentionné plus haut, ouvre la possibilité à des interventions du mouvement kurde sur les activités du *DEH*. Ainsi, un mécanisme de contrôle est créé. Le *DEH* est devenu plus dépendant du mouvement kurde. Mais le modèle pressant dans la brochure décrit un mécanisme qui prétend fonctionner du bas vers le haut. Les mécanismes de décisions fonctionnent à partir du niveau local vers le centre. En même temps dans la même brochure, de manière contradictoire, il est ajouté que les problèmes locaux doivent être connectés avec les problèmes généraux. C'est pourquoi, selon le *DTS*, cette autonomie locale n'est pas tout à fait une autonomie idéologique, elle doit reposer sur la représentation des voix du

⁴²³ «Emek ve üretim süreçlerinden sadece emekçiler değil, tüm insanlar ve doğa da etkilenmektedir. Bu nedenle bu süreçlerden etkilenen her kesim üretim üzerinde etkilendiği kadar yer almalıdır” Sadece çalışanları temel almamalıdır.» «Demokratik Toplumcu Sendikacılık», **op. cit.**, p. 45.

⁴²⁴ «İlçe düzeyinde bütün üyelerin oluşturduğu en yetkili karar organıdır. İlçede bulunan bütün işyerleri ve üyeler bu meclisin doğal üyesidirler.» «C'est l'organe de décision plus compétent formé par tous les membres au niveau de l'arrondissement. Tous les membres et tous les lieux de travail se trouvant dans l'arrondissement en sont les membres naturels.» **ibid.**, p. 52.

⁴²⁵ «Kurumsal kimlikle katılıyoruz. [...] sendikaların tüm üyeleri katılabilirler, ama katamıyoruz. Gönüllülük çerçevesinde şekilleniyor, ikna etmeye kabul ettirmeye çalışıyoruz.» Entretien avec Metin, **op. cit.**

mouvement kurde dans les échelons locaux.⁴²⁶ Le *DTS* décrit les frontières de la volonté des individus dans les processus de décision dans le champ de l'éducation «*Sur les sujets concernant l'éducation, les éducateurs doivent avoir plus de voix. Quand même dans les décisions prises par les organisations du secteur du travail, tenir compte des points de vue de l'organisation générale (c'est-à-dire le mouvement kurde) sera plus démocratique.*»⁴²⁷

Le *DEH* essaie de créer un équilibre à la fois entre les intérêts individuels et les problèmes généraux de la société et entre la lutte ouvrière et la lutte du mouvement kurde. Mais au final, ce sera le mouvement kurde qui sera déterminant.

2.2.3.3. Expériences d'organisation des travailleurs kurdes dans le secteur informel

Tous les débats ayant cours dans les années 2000, dans le cadre soit de l'*ÖDS* (le syndicalisme libre et démocratique), soit du *DTS* se focalisent sur la nécessité d'agrandir les espaces d'organisation. Ils insistent sur l'importance d'organiser les travailleurs employés en tant que main d'oeuvre bon marché et les femmes au foyer (travail domestique).

*«Nous nous autocritiquions, pour être organisés dans le secteur public. Durant une période il y a eu des discussions concernant l'organisation des autres secteurs en dehors du secteur public: était-ce le parti politique qui doit organiser les travailleurs dans ces espaces ou bien le mouvement des travailleurs kurdes. Ils a été décidé que c'étaient les travailleurs kurdes qui les organiseraient. L'Association des travailleurs du textile (Tekstil Çalışanları Derneği- TEK-CAD) aussi c'est nous qui l'avons organisée. [...] Une pièce était pour les ouvriers, une pièce était pour la revue. Il y avait beaucoup de gens qui allaient et venaient: des personnes venant les environs d'Aksaray, Esenler, Yeni Bosna.»*⁴²⁸

⁴²⁶ Uğraş et les autres, **op. cit.**, p. 46.

⁴²⁷ «Eğitimle ilgili konularda eğitimciler daha fazla söz sahibi olmalıdır. Yine de iş kollarının örgütlenmelerinin aldığı kararlarda genel yapının da görüş ve önerilerinin alınması daha demokratik olacaktır.» Uğraş et les autres, **op. cit.**, p. 47-48.

⁴²⁸ «Kendimizi eleştiriyorduk, hep kamu alanında örgütlüyüz diye. Kamu dışındaki alanları örgütlenmesi konusunda tartışmaların bir dönem yaşandı. Bunları parti mi örgütlesin, yoksa Kürt Emek hareketi mi örgütlesin. Emekçilerin örgütlenmesi kararı çıktı. TEK-CAD'ı da bizimkiler

En 2004, la *TEK-CAD* a été fondée avec pour but d'organiser les travailleurs kurdes dans le secteur du textile. Selon un reportage fait avec un des fondateurs de la *TEK-CAD*, les syndicats existants syndiquaient dans les grandes usines et ignoraient les petites entreprises. Mais le secteur du textile dans lequel travaillent beaucoup de Kurdes employés comme main-d'oeuvre bon marché est un secteur plus informel. Cette association déclare se donner aussi comme objectif d'organiser les chômeurs.

Cette association de textile adopte une approche politique différente des syndicats contestataires classiques. Elle défend la collaboration entre les travailleurs et les employeurs. Selon la *TEK-CAD* à la fois les employeurs et les ouvriers ont des problèmes. *«[...] le mouvement syndical existant défend ce principe: l'employeur est d'un côté, il est l'exploitant et doit être refusé. Nous ne nous faisons pas ça. C'est-à-dire qu'en ne refusant personne, nous essayons de créer une échelle juridique égalitaire. Nous ne serons ni pour que l'employeur avec l'ambition de posséder beaucoup plus capital et de faire du bénéfice ne construise une hégémonie sur les travailleurs ni pour que les travailleurs jouent toujours les lésés. Car en développant l'approche du travail démocratique nous allons construire un système juridique démocratique selon laquelle (travailleurs et patrons) l'un et l'autre ne se refuse plus et se nourrisse réciproquement.»*⁴²⁹

Cette organisation est basée sur la conception selon laquelle le conflit entre les ouvriers et les patrons peut se résoudre par le dialogue. Cette approche ignore l'existence des intérêts divergents entre eux. Dans les situations où les ouvriers kurdes se retrouvent face à face avec les employeurs kurdes, le *DEH* a évité de créer une lutte susceptible de se mettre à dos les employeurs kurdes. Il a adopté une ligne politique basée sur la collaboration de classe et ne prend pas de position contre la bourgeoisie kurde.

örgütledi. [...] 1 oda işçilerinin, bir oda derginindi. Baya gidip gelen vardı: Aksaray, Esenler, Yeni Bosna civarından gelenler oluyordu.» Entretien avec Sevgi, professeure, **op. cit.**

⁴²⁹ « Çalışanlar Kendi Emeginin Patronu Olacak », **Emek ve İnsan**, Novembre 2004, Numéro: 2, p. 22. «[...] mevcut sendikal hareket hep şu ilkeyi savunmuştur; « işveren bir taraftır, sömürendir ve reddedilmelidir. Biz bunu yapmıyoruz. Yani kimseyi reddetmeden eşit hukuk ölçülerini oluşturmaya çalışıyoruz. Ne işverenin çok artı kar ve sermaye hırsıyla, çalışanın üzerinde tahakküm oluşturmamasına, ne de çalışanın sürekli mağdurları oynamasına taraf olacağız. Çünkü biz demokratik emek anlayışın geliştirerek birbirlerini reddetmeyen sürekli emekle birbirini besleyen demokratik bir hukuk sistemini oluşturacağız.»

L'expérience de la *TEK-CAD* en tant qu'elle constitue la deuxième tentative politique visant à organiser les travailleurs dans le secteur informel, est très importante. Mais nous n'avons pas pu trouver suffisamment d'informations sur cette association. Il existe seulement un article la concernant. Aucun des interviewés n'a participé à la construction et à l'organisation de cette association. Aucun n'a connaissance des raisons de sa fermeture. Les expériences de la *TEK-CAD*, comme celle de l'association des ouvriers du bâtiment (*İnşaat İşçileri Derneği* fondée en 1998) n'ont pas été réapproprié et intégré à la mémoire des luttes des cadres du *DEH* et ont donc disparu sans devenir une expérience politique intègre à l'histoire du *DEH*.

Une autre expérience d'organisation dans le secteur informel a été réalisée à Ankara. Certains cadres du *DEH* ont soutenu la création de l'Association du Recyclage d'Ankara (*Geri Dönüşüm İşçileri Derneği* [2005]),⁴³⁰ mais cela ne s'est pas traduit par une implication à plus long terme.⁴³¹ Une autre expérience plus récente est l'organisation des ouvriers de la brique à Diyarbakır (*tuğla işçileri örgütlenmesi*).⁴³² Mais ces deux expériences d'organisation de la main-d'oeuvre kurde travaillant dans le secteur informel ne sont pas devenues des expériences générales citées et intégrées à la mémoire des luttes parmi les cadres du *DEH*, et les cadres ne se sont pas intéressés à ces expériences. Le manque d'intérêt envers ces expériences nous fait penser qu'il existe un clivage entre les travailleurs kurdes selon leur situation sur le marché du travail.

Tous ces éléments nous montrent qu'il existe un écart entre la pratique et la théorie du *DEH* et de la *DEMEP*. Du point de vue théorique, le *DTS* élaboré par *DEH/DEMEP* insiste sur la nécessité d'inclure tous les travailleurs (la main-d'oeuvre bon marché, les travailleurs domestiques, etc.). Mais la *DEMEP* n'organise plus dans ces secteurs. Hormis trois essais infructueux et le cas de l'organisation des travailleurs de la brique qui continue jusqu'à aujourd'hui, il n'y a aucune tentative pour organiser ce secteur. De plus, selon le *DTS*, ses cadres doivent participer aux

⁴³⁰ <http://www.angekader.blogspot.com/>

⁴³¹ Entretien avec Necati, **op. cit.**

⁴³² Entretien avec Bulut, **op. cit.**. Les articles sur cette essai de s'organiser sont : «Diyarbakır'ta tuğla işçileri kazandı», *sendika.org*, 21.04.2012 (http://www.sendika.org/yazi.php?yazi_no=30276, (21.12.2012)); «Diyarbakır tuğla işçileri bir adım daha attı», *Evrensel*, 31.03.2012, <http://evrensel.net/news.php?id=26196> (21.12.2012).

autres assemblées du mouvement kurde, comme les assemblées de quartier, etc. Mais ceci ne se réalise pas vraiment dans la pratique.

«Comment va-t-on se rencontrer avec la société? En intervenant sur ses problèmes. De plus, en créant des choses comme les maisons de soutien scolaire (dans la région) nous allons participer à la vie quotidienne. Il n'est pas facile à faire ça dans les organisations de quartier. Nous n'arrivons pas à faire participer tout le monde. [...] Il y a des résistances dans le syndicalisme classique. Les discours sont nouveaux, les pratiques sont anciennes.»⁴³³

2.2.4. Les Différenciations sociales au sein des travailleurs kurdes

Les thèmes des différenciations de classe dans un groupe ethnique et les différences ethniques dans la classe ouvrière constituent d'importants sujets de discussion dans la littérature universitaire. C'est Weber qui pour la première fois, a attiré l'attention sur le fait que la classe ouvrière ne peut pas avoir un intérêt unique, puisque chaque travailleur a une situation de classe différente. Après la Deuxième Guerre mondiale, aux États-Unis, Wilson a suggéré qu'il existe une segmentation de la classe non seulement formée par le positionnement économique dans la marche du travail, mais aussi par l'identité ethnique. Dans ce cadre, il a proposé la conceptualisation d'*underclass noire*. Par ailleurs, il existe un débat concernant l'ordre de priorité en terme de détermination entre l'identité ethnique ou la situation de classe. Dans ce débat, Milton se positionne en faveur de la position de classe comme déterminant ultime. Milton précise que par rapport à l'identité ethnique, la similarité de la situation de classe détermine les relations sociales de manière plus essentielle. Selon Milton, les personnes ayant une même position de classe ont tendance à agir de manière semblable.⁴³⁴ À partir de ces débats, au cours de notre recherche, nous avons essayé d'observer s'il existait des différenciations de classe au sein des travailleurs kurdes et si cette situation variait-elle entre les régions. Nous allons essayer de présenter les différenciations existant à la fois dans la classe ouvrière kurde et au sein de la *DEMEP*.

⁴³³ « Toplumla nasıl buluşacağız ? Sorunlara müdahale ederek. Ayrıca eğitim destek evleri gibi [bölgede] günlük yaşama katılacağız. Mahalle örgütlenmelerinde bu kolay olmuyor. Herkesi katamıyoruz [...] Klasik sendikacılıkta direnme var. Söylemde yeni, tarzda eski. » Entretien avec Musa, **op. cit.**

⁴³⁴ Milton, **op. cit.**, p. 52.

Pour discuter ces questions, il faut d'abord préciser dans quels syndicats la *DEMEP* s'organise. La *DEMEP* s'organise actuellement dans les syndicats à la fois liés à la *KESK* et la *DİSK*. Ceux qui sont liés à la *KESK* sont: *Eğitim Sen*, *SES*, Syndicat des travailleurs du secteur public de l'industrie de l'énergie et de la mine (*Enerji Sanayi ve Maden Kamu Emekçileri Sendikası- ESM*), *Syndicat des travailleurs de bureau (Büro Emekçileri Sendikası-BES)*, *DİVES* (dans la région), *Syndicat des travailleurs de presse, de communication et potier (Basın Yayın İletişim ve Posta Emekçileri Sendikası- Haber-Sen)*, *Tüm Bel Sen* (dans la région). Les syndicats qui sont liés à la *DİSK* se trouvent généralement dans la région: *Syndicat révolutionnaire de la santé (Devrimci Sağlık İşçileri Sendikası- Dev Sağlık İş* à Van, Diyarbakır), *Genel İş* et *Syndicat des ouvriers de l'industrie du porcelaine, du ciment, du verre, de la brique et de la terre de Turquie (Türkiye Porselen, Çimento, Cam, Tuğla ve Toprak Sanayi İşçileri Sendikası- Cam Keramik İş)*. Enfin, il faut ajouter qu'il y a peu de sympathisants dans les syndicats liés à la *Türk-İş*, comme *syndicat des ouvriers du secteur du pétrole, de la chimie, du caoutchouc de Turquie (Türkiye Petrol Kimya Lastik İşçileri Sendikası - Petrol-İş)* et *Tek Gıda İş*.

Du point de vue organisationnel, la première différence se manifeste entre le secteur public et le secteur privé. La force organisationnelle de la *DEMEP* dans la *DİSK* et la *Türk-İş* est bien moindre que celle dans la *KESK*, car la *DEMEP* s'organise majoritairement dans le secteur public. Hormis l'Organisation des travailleurs de brique à Diyarbakır, elle ne s'organise pas dans les endroits dans lesquels l'employeur est privé, et dans lesquels les travailleurs travaillent pour un entrepreneur. De manière générale, la *DEMEP* ne s'organise pas contre la bourgeoisie.

La deuxième différenciation se manifeste entre l'ouest et la région. A l'ouest, la *DEMEP* organise les fonctionnaires (titulaires ou contractuels), elle est donc plus puissante dans la *KESK*. Par ailleurs, dans la région, en plus des fonctionnaires elle organise aussi les travailleurs employés par un sous-traitant dans le secteur public. Par exemple à Diyarbakır et Van, le *Dev Sağlık İş* organise les travailleurs de la santé qui travaillent pour un sous-traitant dans les hôpitaux publics. Le *Genel İş* organise

les travailleurs municipaux qui travaillent pour un sous-traitant dans les mairies.⁴³⁵ De plus, dans la *région*, la *DEMEP* s'organise dans certains syndicats de la *Türk-İş*. D'un autre côté, depuis deux ou trois années les travailleurs de la brique à Diyarbakır s'organisent. En définitive du fait de l'influence du mouvement kurde, dans la *région* l'espace organisationnel de la *DEMEP* y est plus large qu'à l'ouest.

Par ailleurs, une autre différence réside dans le fait qu'en général (hormis les ouvriers de la brique) la *DEMEP* n'organise pas les ouvriers kurdes dans le secteur informel. Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, il y existe une coupure entre les cadres de la *DEMEP* et l'ensemble des travailleurs kurdes.

Nous observons une quatrième différenciation, qui concerne une séparation entre la base syndicale du mouvement kurde et les cadres de la *DEMEP*. Il y a beaucoup d'activistes kurdes du mouvement kurde qui, bien qu'ils travaillent dans un emploi formel choisissent de ne pas être actifs dans la lutte syndicale. Ayşe, professeur à İstanbul, explique que:

« Dans le BDP, par exemple les professeurs qui participent activement aux activités en période d'élection générale ne travaillent pas dans les syndicats. Ils trouvent que les syndicats ne sont pas suffisamment politiques. Le retrait de l'article sur le droit à l'enseignement dans la langue maternelle dans les statuts ⁴³⁶ a provoqué aussi une réaction négative, et des démissions. »⁴³⁷

Cette séparation entre la base du mouvement kurde et les cadres de la *DEMEP* est observable également dans la *région*. Fadime, professeur à Diyarbakır indique que : *« Il y a beaucoup de gens qui participent à la lutte kurde, mais qui ne viennent pas dans les syndicats. La lutte nationale pèse plus lourd. Ils trouvent les manifestations de rue plus excitantes. Ils considèrent la participation aux activités et*

⁴³⁵ Selon nous, l'existence du recours à l'interim et à la sous-traitance dans les mairies *BDP* constitue une autre contradiction qui mériterait d'être discutée.

⁴³⁶ Les étudiants ont commencé une campagne avec pour revendication l'enseignement dans la langue maternelle, à la suite de quoi cette question a commencée à être débattue publiquement et la référence au droit à l'éducation dans la langue maternelle présente dans les statuts d'*Eğitim-Sen* est pointée du doigt par l'État. Le 25 mai 2005, la Cour suprême turque a ordonné la fermeture d'*Eğitim-Sen* à cause de cet article. Pour éviter d'être dissous, en 2006 *Eğitim Sen* a décidé de retirer la référence à l'éducation dans la langue maternelle qui se trouvait dans ses statuts. Bien que la base de la *DEMEP* était contre cette décision, ses représentants ont voté en faveur du retrait de cette référence.

⁴³⁷ *« BDP'de, örneğin seçim dönemlerinde aktif katılım gösteren öğretmenler sendikada çalışmıyor, sendikaları yeterince siyasal bulmuyorlar. Anadilde eğitim maddesinin tüzükten kaldırılması da tepki yarattı, istifalara neden oldu. »* Entretien avec Ayşe, professeure, İstanbul, Avril 2011.

aux séminaires comme juste s'asseoir. Ils disent: « Qu'est-ce que je vais y faire en allant au syndicat l'après-midi? » »⁴³⁸

Dans le premier chapitre, nous avons mentionné les travaux de Çiçek et Aydıncaya qui attirent l'attention sur le fait que les Kurdes pauvres ne participent pas beaucoup aux institutions légales, préférant les manifestations radicales dans la rue. Ceci-dit, la différenciation ne se réalise pas seulement entre la base syndicale et les cadres de la *DEMEP*, mais il existe aussi une coupure entre les cadres de la *DEMEP* et les kurdes pauvres : *«Les activités électorales pour les élections générales nous rendent plus populaires. Dans le syndicat que tu le veuilles ou non, tu deviens une élite. Une fois, pour les activités électorales, j'ai été envoyée à Tarlabası. J'ai réussi à tenir un jour, je n'ai pas pu y travailler. La pauvreté, les mauvaises conditions, le milieu ont été trop dures pour moi.»⁴³⁹*

Au cours de notre recherche de terrain, lorsque nous avons demandé pour quelles raisons la *DEMEP* n'organisait pas les travailleurs kurdes pauvres dans le secteur informel et les travailleurs dans le secteur privé bien que sa théorie le prévoie, presque tous les interviewés ont insisté sur le fait que la *DEMEP* avait pris un caractère de mouvement de la classe moyenne. Sevgi relate que:

«Nous sommes restés un mouvement de classe moyenne. Ceci n'était pas un scénario conscient, mais était dû au fait que les cadres appartiennent à la classe moyenne. La conception basée sur la protection de l'ordre existant est plus dominante. [...] Personne n'est venu pour m'organiser. Nous ne faisons pas d'activités visant à organiser la base comme l'ÖDP, l'ESP. De toute façon, nous nous organisons déjà. La majorité des personnes viennent de la classe moyenne, et il ya aussi des personnes qui se sont organisées étant étudiants»⁴⁴⁰

⁴³⁸ *«Kürt mücadelesine katılıp sendikalara gelmeyen çok fazla. Ulusal mücadele daha ağır basıyor. Sokak eylemliliklerini daha heyecanlı buluyor. Oturmak olarak görüyor, seminerlere etkinliklere katılmayı. Öğleden sonra sendikaya gidip ne yapayım diyor.»* Entretien avec Fadime, professeure, avril 2011, Diyarbakır.

⁴³⁹ *« Seçim çalışmalarının bizleri halklaştırıyor. Sendikada ister istemez elitleşiyorsun. Seçim çalışmalarını için bir kez Tarlabası'na gönderildim. Bir gün dayanabildim, orada çalışmadım. Yoksulluk, koşulların kötülüğü ortam zorladı beni.»* Entretien avec Sevgi, **op. cit.**

⁴⁴⁰ *« Orta sınıf hareketi olarak kaldık. Bu, bilinçli bir kurgu değildi; kadroların orta sınıfa dahil olmasından kaynaklıydı. Var olanı koruma anlayışının daha hakim oldu. [...] Kimse gelip beni örgütlemedi. ÖDP, ESP gibi taban çalışması yapmıyoruz. Zaten örgütleniyoruz. Orta sınıf ağırlıklı oldu, öğrencilikten gelenler oldu. » **ibid.***

Yurtsever Emekçiler (le premier nom de la *DEMEP*) a été construit par l'initiative individuelle des activistes et s'est développé comme un mouvement de fonctionnaires. Selon Sevgi la spontanéité persiste encore : « *Nous n'avons pas un problème d'organisation, nous ne savons pas comment atteindre les ouvriers, nous avons un problème de leadership. Si nous les organisons ils s'organiseront. Mais il apparaît compliqué que ce soit nous qui le fassions. Nous serons comme des intrus, comme une élite.* »⁴⁴¹

«*Les fonctionnaires qui travaillent dans le secteur public doivent adopter une logique selon laquelle ils font aussi partie du peuple.*»⁴⁴²

Les interviewés expliquent que la vie de fonctionnaire crée un style de vie différent qui contribue à l'émergence d'un clivage avec les autres travailleurs, surtout les pauvres. Ils ne vivent pas dans les mêmes conditions qu'eux et ils ne peuvent pas utiliser le même langage politique et social.

De plus, certains interviewés insistent sur le manque de conscience de classe parmi les ouvriers kurdes. «*Les ouvriers kurdes et ceux qui sont dans la région, voient la question kurde comme une question prioritaire, et voient la pauvreté et le chômage comme secondaire. C'est une chose historique, le mouvement de travailleur est un mouvement nouveau, son expérience politique est faible.* »⁴⁴³

Metin explique ceci par les conditions économiques des ouvriers pauvres : «*Les travailleurs n'ayant pas de sécurité du travail ne voient pas d'un bon œil le fait s'organiser. Si je m'organise, il y a la peur de rester sans emploi. Mais ils peuvent trouver une place à d'autres activités. Ils sont présents dans le champ politique, dans les assemblées ; mais ils ne sont pas présents dans le champ du travail. Les cadres du champ de travail ne préfèrent pas non plus faire cela.* »⁴⁴⁴

⁴⁴¹ « *Biz de işçilere nasıl ulaşıyoruz diye öncülük problemi yaşıyoruz, örgütlenme değil. Biz örgütlensek onlar örgütlenir. Ancak bizim yapmamız zor. Misafir gibi oluyorsun, elit gibi oluyorsun.* »

Entretien avec Fadime, **op. cit.**

⁴⁴² «*Kamu sektöründe çalışanların, memurların, halktan olduklarının mantığını kurmaları gerekiyor.* » Entretien avec Melis, **op. cit.**

⁴⁴³ «*Kürt işçileri, bölgedekiler Kürt sorununu öncelikli sorun olarak görüyor; yoksulluğu veya işsizliği ikincil bir sorun olarak görüyor. Bu tarihsel bir şey, emek hareketi yeni bir hareket, birikimi zayıf.* » Entretien avec Ayşe, **op. cit.**

⁴⁴⁴ «*İş güvencesi olmayan emekçi örgütlenmeye sıcak bakmıyor. Örgütlenirsem işsiz kalırım korkusu. Ama farklı çalışmalarda yer bulabiliyor. Siyasal alanda yer alıyor, mecliste yer alıyor; ama emek alanında yer almıyor. Emek alanındaki kadrolar da bunu tercih etmiyor.* » Entretien avec Metin, **op. cit.**

Les fonctionnaires bénéficient de la sécurité de l'emploi et de la sécurité sociale grâce à *l'article numéro 657* de loi sur les fonctionnaires, tandis qu'un ouvrier n'a pas cette sécurité de l'emploi. Face à cette insécurité, la peur du chômage rajoute une pression et freine les activités syndicales et politiques des ouvriers dans le secteur informel.

En bref, les différences entre les travailleurs kurdes persistent encore dans les années 2000,⁴⁴⁵ malgré qu'en théorie la *DEMEP* prévoit d'organiser tous les travailleurs kurdes ; dans les faits il existe une manque de volonté et de travail systématique. En majorité, les cadres de la *DEMEP* s'organisent dans le secteur public.

2.2.5. Ethnicité et/ou classe?

Notre recherche de terrain à Diyarbakır a correspondu à la période précédente juste le 1er Mai. Mais ni dans les rues, ni dans les syndicats, nous n'avons pu observer aucune préparation pour le 1er mai, comme affiches, tracts, etc. Une ambiance désorganisée et désintéressée était remarquable. Quand nous posions la question "est-ce qu'il y a une préparation pour le 1er mai?", nous n'avons pu recevoir aucune réponse nette. Le président du *Eğitim-Sen* m'a répondu à quelques jours du 1er mai:

«Il n'y a pas de tract pour le 1er mai, ni rien qui soit préparé par la section. Il y a un débat sur le thème faisons nous un meeting ou bien une déclaration de presse. La préfecture départementale a interdit depuis 9 ans la tenue dans le centre de ville des meetings de Newroz, du 1er mai, et du 1er septembre. Newroz et le 1er septembre sont faits sous forme de meeting, mais pour le 1er mai nous n'arrivons pas à trouver la même force. Si nous avons confiance en nous-mêmes, nous serions plus effectifs. Environ 3 mille personnes y participent. Une déclaration de presse est faite.»⁴⁴⁶

⁴⁴⁵ C.f. le sous titre: 1.9. Le paradoxe.

⁴⁴⁶ *« 1 Mayıs bildirisi yok, şubenin hazırladığı bir şey yok. Miting mi basın açıklaması mı yapalım tartışması var. İl valiliği 9 yıldır Newroz, 1 Mayıs, 1 Eylül mitinglerinin şehir merkezinde yapılmasını yasakladı. Newroz ve 1 Eylül miting şeklinde yapılıyor ancak 1 Mayıs'ta o gücü bulamıyoruz. Kendimize güvenimiz olsa daha etkili olacağız. 3 bin civarında katılım oluyor. Basın açıklaması yapılıyor. »* Entretien avec le président de l'*Eğitim Sen*, Diyarbakır, avril 2011.

Après avoir fini mes entretiens à Diyarbakır, j'ai participé à la manifestation du 1er mai à İstanbul. Cette année-là (2011) pour la première fois, dans une manifestation du 1er mai à İstanbul, des discours et des chants à l'éstrade ont été faits en langue kurde. Les cadres de la *DEMEP* ont considéré que ce changement s'est réalisé grâce à eux. Je n'ai pas pu observer directement le nombre de participants de la *DEMEP* puisque ses membres ont participé au 1er mai avec les syndicats, mais nous avons pu déterminer leur influence sur le cours de la manifestation. De plus, la participation massive des sympathisants du BDP et en particulier des jeunes était remarquable.

Il y a donc d'une part les manifestations du 1er mai auxquelles les cadres de la *DEMEP* ne portent pas leur attention. Et d'autre part, il y a les manifestations organisées à İstanbul, où les cadres de la *DEMEP* se sont dépensés beaucoup d'énergie tout entiers et que l'ensemble du mouvement kurde a soutenu. Comment peut-on interpréter cette contradiction ? Bien sûr que ceci peut s'expliquer en partie par certains développements politiques de cette période où cette période, il y avait des opérations policières contre les politiciens et les syndicalistes kurdes sous forme des opérations *KCK*. Juste avant le 1er mai, à Diyarbakır il y avait les procès de *KCK*. L'attention politique s'est concentrée sur ces procès. De plus, ceux qui organisaient le 1er mai avaient déjà été arrêtés. Dans l'ouest, le 1er mai a ouvert un espace pour protester contre les arrestations et les opérations policières. Cependant, je trouve cette explication très insuffisante. Car l'état de désintérêt envers le 1er mai est antérieur à cette période et bien plus ancien. Dans toutes les manifestations du 1er mai organisées depuis 10 ans il y avait une très faible participation des Kurdes, et un manque de dynamisme. Si on compare le nombre de participants à Newroz et au 1er mai, on peut observer une différence importante. Mais en théorie, la *DEMEP* prétend développer une ligne politique n'établissant pas de hiérarchie entre les luttes ethnique et de classe et lutter sur les deux fronts en même temps.

À partir de ces observations, au cours de ma recherche de terrain, j'ai posé une question concernant la manière dont les cadres construisent la relation entre d'une part la lutte ethnique et celle de classe et d'autre part l'identité ethnique et celle de classe. En général ils défendent que « La question ethnique, de classe et de

genre... les trois sont issues du capitalisme. »⁴⁴⁷ Mais, presque tous ajoutent que la lutte de classe et l'identité de classe sont reléguées au deuxième plan. *«La question kurde est une question très importante pour surmonter les autres questions. Nous mettons notre identité au premier plan.»*⁴⁴⁸

*« Nous n'avons pas réussi à faire des analyses de classe avec le même succès que nous le faisons pour la nation. Nous avons vécu la lutte nationale de manière plus intense. La défense de la langue maternelle a pris le pas sur la protection du travail. Or je suis en même temps opprimée en tant que femme, travailleuse, et kurde. Et je vis des problèmes [lie à ces trois identités]. Pourtant, je suis opprimée en même temps en tant que femme, kurde et travailleuse, je vis les problèmes concernant les trois. Durant une longue période, la lutte de classe a fait attendre [...] Elle est passée derrière les développements chauds comme l'évacuation forcée des villages[...] »*⁴⁴⁹

Ceux qui participent à « la lutte de classe » avant des années 2000 ou bien ceux qui sont déjà organisés dans une organisation de la gauche de la Turquie soulignent l'effet du mouvement kurde par à la mise en retrait de la lutte de classe.

*«S'il n'y avait pas le voilement du mouvement kurde [...] c'est à dire on a le luxe de faire des faux mouvements, on doit commettre des erreurs. On a réduit nos appartenances à une seule identité. On utilise notre luxe de commettre des erreurs.»*⁴⁵⁰

*« Notre identité de classe pèse très lourd, mais les Kurdes n'ont pas l'esprit étroit, ils pensent largement. Être une Kurde, travailleuse et femme était une somme des oppressions, cela m'a permis de m'exprimer avec celles-ci. »*⁴⁵¹

⁴⁴⁷ Entretien avec Fadime, **op. cit.**

⁴⁴⁸ *« Kürt sorunu önemli bir sorun, diğer sorunları aşmak için önemli. Kimliğimizi ön plana alıyoruz. »* **ibid.**

⁴⁴⁹ *« Sınıf tahlili yapmakta ulusal kadar başarılı olmadık. Çok sıcakta sıcaklığın ulusal mücadeleyi yaşadık. Ana dil savunusu emeğin korunmasının önüne geçiyor. Oysa aynı günde kadın olarak, emek olarak, Kürt olarak eziliyorum. Sorunlar yaşıyorum. Uzun bir zaman sınıfsal mücadele bekletildi. [...] Köy boşaltmaları gibi sıcak gelişmelerin arkasına geçti. »* **ibid.**

⁴⁵⁰ *«Aslında Kürt hareketinin perdelemeleri olmasa [...] yani bizim yanlış hareket etme lüksümüz var, yanlış yapmamız lazım. Aidiyetlerimizi teke indirmişiz. Yanlış yapma lüksümüzü kullanıyoruz [...]»* Entretien avec Bulut, **op. cit.**

⁴⁵¹ *« Benim sınıf kimliğim daha ağır basıyor, ama Kürtler dar değil, daha geniş düşünüyorlar. Kürt olmak, emek, kadın ezilmişliklerinin toplamıydı ; bunları beraber ifade etmemi sağladı. »* Entretien avec Sevgi, **op. cit.**

Kergoet qui traite les rapports sociaux dans son article intitulé « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux » insiste sur le fait qu'on ne peut pas construire une hiérarchie entre l'ethnicité et la classe sociale ; ils sont *consubstantiels* et *coextensifs*. Donc selon elle, il n'y a pas de contradiction principale ou de contradictions secondaires.⁴⁵² Cependant, les cadres de la *DEMEP* construisent une hiérarchie entre elles. L'identité ethnique et la lutte ethnique se trouvent au premier plan.

2.2.6. Relations avec la gauche turque: la construction des frontières

Les syndicats, en particulier les syndicats liés à la *KESK* et la *DİSK* avaient un caractère comme « un parti de toit », c'est à dire qui abrite diverses identités politiques.⁴⁵³ Ils sont composés par les différentes tendances politiques et les organisations politiques (la gauche internationaliste, la gauche nationaliste,⁴⁵⁴ les kémalists, les conservateurs, etc.). Donc dans les activités quotidiennes de ces syndicats, les cadres de la *DEMEP* rencontrent différentes personnes de différentes tendances et organisations politiques. Mais, dans les actions syndicales, ils préfèrent travailler avec les activistes de la gauche turque, soit avec la gauche internationaliste soit avec la gauche nationaliste. Par exemple, ils construisent des coalitions avec eux pour les élections syndicales.⁴⁵⁵ Et cela, malgré que le mouvement kurde et une partie de la gauche nationaliste soient en conflit parfois violent sur d'autres terrains. Ceci constitue une situation paradoxale. C'est pourquoi la relation avec la gauche turque est très importante pour les cadres de la *DEMEP*. La perception construite sur la gauche turque est cruciale dans le processus de modification de la définition de soi. Un dialogue avec un syndicaliste qui m'a beaucoup aidée dans ma recherche de terrain nous montre les perceptions des cadres de la *DEMEP* sur la gauche turque:

⁴⁵² Kergoet, **op. cit.**

⁴⁵³ Entretien avec Sevgi, **op. cit.**

⁴⁵⁴ Selon le jargon de la gauche turque, la gauche nationaliste est définie en tant que les organisations de gauche qui n'adoptent pas les revendications ethniques du mouvement kurde, comme *HÖC* (*Halkların Özgürlük Cephesi*). Ainsi, les organisations de la gauche turque sont classifiées par rapport à leur approche de la question kurde.

⁴⁵⁵ Généralement la *DEMEP* préfère ne pas faire de coalition avec la gauche nationaliste, mais dans les cas où la majorité de membres du syndicat sont de la gauche nationaliste elle ne s'empêche pas de construire une coalition avec eux.

Kiraz: «Pourquoi vous définissez-vous à travers les critiques envers la gauche turque?»

Metin: «Car nous sommes nés de sa critique.»

Kiraz: «Mais cela était il y a longtemps.»

Metin: «Nous avons pris son héritage et nous avons encore des contacts avec elle. Nous la critiquons encore.»

Kiraz: «Mais la gauche turque n'a pas un caractère homogène.»

Metin: «Oui nous ne les voyons pas de manière homogène. Mais ils sont faible en ce qui concerne la production de tactiques politique.»⁴⁵⁶

Comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre précédent, au début des années 1990, la critique envers le chauvinisme de la gauche turque était une source de motivation importante dans le processus de construction de *Yurtsever Emekçiler*. Les cadres de *Yurtsever Emekçiler* accusent de manière indistincte tous les groupes politiques de la gauche turque de rester silencieux envers la question kurde et la dure répression envers les syndicalistes kurdes tels que les menaces de mort, des disparitions en garde à vue, des relégations. Pendant la guerre chaude, ils se sont sentis abandonnés par le mouvement révolutionnaire turc. Musa, à Diyarbakır définit ce processus en tant que : « *En théorie, la lutte des travailleurs a nourri le mouvement kurde, mais il n'a pas réussi à mettre en pratique les nécessités découlant de cette théorie.* »⁴⁵⁷

Ici nous observons que le processus de construction d'une identité se développe en terme de « nous et eux » dans une mise en opposition entre la *DEMEP* et la gauche turque. Cette différenciation n'est pas construite sur une division ethnique ou culturelle, mais a un sens politique. La frontière se trace sur la question du chauvinisme. Au début des années 1990, *Yurtsever Emekçiler* s'est construit contre les tendances chauvinistes à l'intérieur des syndicats et il avait pour but de créer une gauche internationaliste dans les syndicats. *Yurtsever Emekçiler* s'est

⁴⁵⁶ K : « *Neden Türkiye solu eleştirisi üzerinden kendinizi tanımlıyorsunuz?* » M : « *Onun eleştirisi üzerinden çıktık.* » K : « *Bu çok önceydi.* » M : « *Onun mirasını aldık ve hala temaslarımız var. Hala eleştiriyoruz.* » K : « *Türkiye Solu homojen değil.* » M : « *Evet, onları bir bütün görmüyoruz. Ama politik taktik üretmede zayıflar.* » Entretien avec Mehmet, un technicien de santé, Ankara, Mai 2011.

⁴⁵⁷ « *Teorik olarak emek mücadelesi Kürt mücadelesini besledi, ama pratik olarak gereğini yerine getiremedi.* » Entretien avec Metin, **op. cit.**

d'abord construit en réaction à la politique de marginalisation de la gauche turque contre les syndicalistes kurdes.

L'assertion « la gauche turque est chauviniste » est étayée par des exemples concrets. Les cadres de *Yurtsever Emekçiler* donnent des exemples sur les actes chauvinistes de la gauche turque. En réalité, l'image de la gauche turque comme un tout qui serait chauviniste ne concerne en réalité qu'une partie de celle-ci. Il y avait à cette époque aussi, des groupes qui se montraient solidaires à la fois avec le mouvement kurde et *Yurtsever Emekçiler*. Mais *Yurtsever Emekçiler* dans sa critique de la gauche turque a attribué le chauvinisme à tous les groupes de la gauche turque sans faire de distinction entre les uns et les autres. Dans cette perception, toutes les organisations de la gauche turque sont désignées comme chauvinistes. Ceux qui ne sont pas chauvinistes sont ignorés. À travers la critique du chauvinisme, une image qui représente la gauche turque est créée et au bout d'un certain temps, cette image est devenue comme une réalité pour les cadres de *Yurtsever Emekçiler*.

Au cours des années 1990, le chauvinisme constitue la raison d'être de *Yurtsever Emekçiler*. Mais dans les années 2000, le contenu des critiques adressés à la gauche turque s'est élargi. Les critiques envers la gauche turque commencent à être utilisées par la *DEMEP* pour expliquer ses propres incapacités. Par exemple Ayşe, professeure à İstanbul, explique la raison de la faiblesse organisationnelle dans le champ ouvrier par la critique de la gauche turque : « *C'est une maladie qu'ils ont pris de la gauche turque.* »⁴⁵⁸

Musa, un syndicaliste à Ankara explique les débats politiques qui ont lieu au sein de la *DEMEP* à travers la critique de la gauche turque. Il dit que *Yurtsever Emekçiler* a été construit avec pour but de créer une gauche internationaliste, mais au fur et à mesure « *nous avons ressemblé au groupe que nous critiquions. Nous sommes devenus le pouvoir et avons commencé à avoir des guerres de pouvoir. Nous nous sommes détournés de la lutte sociale et nous nous sommes tournés vers les problèmes de pouvoir interne.* »⁴⁵⁹

⁴⁵⁸ « *Türk solundan aldıkları bir hastalık.* », Entretien avec Ayşe, **op. cit.**

⁴⁵⁹ « *Eleştirdiğimiz grupla benzeştik. İktidarlaşma, iktidar kavgası yaşadık. Toplumsal mücadelenin içinden iç iktidar sorununa döndük.* » Entretien avec Musa, **op. cit.**

Dans les années 2000, les organisations socialistes et les syndicats ont perdu leurs bases, se sont affaiblis et bureaucratisés. Contrairement à la gauche turque, le mouvement kurde n'a pas perdu son dynamisme. La *DEMEP* a continué à se développer grâce à ce dynamisme, mais en fait elle vivait des problèmes similaires. Les raisons des faiblesses internes, toutes les erreurs, « les maladies » de la *DEMEP* ont été attribuées par les cadres de la *DEMEP* aux maladies de la gauche turque, dont la *DEMEP* a hérité.

La frontière construite avec la gauche turque comporte aussi une dimension psychologique. En effet -du fait que la *DEMEP* est encore puissante malgré qu'elle vit elle même des problèmes comme des difficultés à s'organiser- à travers ces critiques, il méprise des faiblesses de la gauche turque. Elle établit une supériorité psychologique sur la gauche turque. «*Ils sont faibles en ce qui concerne la production de tactiques politique.*»⁴⁶⁰ En bref, en construisant une image unique représentative de la gauche turque et en critiquant celle-ci à partir de cette image construite, la *DEMEP* trouve sa raison d'être et explique ses faiblesses. Ainsi selon leurs explications, grâce à la gauche turque elle continue à s'organiser en tant qu'une diverse organisation dans les syndicats .

⁴⁶⁰ Entretien avec Mehmet, **op. cit.**

CONCLUSION

Ainsi que nous le voyons, le lien entre le concept ethnicité et classe sociale a commencé à être traité par les chercheurs américains et européen après la deuxième guerre mondiale. Mais en général ce lien est construit à partir de l'exemple des travailleurs immigrés surtout venant des pays décolonisés. Dans ces recherches, les discriminations, le problème de l'intégration, les mauvaises conditions de travail constituent les sujets de recherche prioritaire.

En Turquie, à cause de la politique de négation de l'existence des Kurdes et de la question kurde, dans les universités, pendant une longue période les Kurdes n'ont pas pu être étudiés en dehors du cadre de l'idéologie officielle. C'est pourquoi les premières recherches sur les Kurdes ont été réalisées en dehors du champ universitaire. Les classes sociales dans la population kurde ont commencé à être discutées de manière intense pour la première fois dans les années 1960 sous l'influence de la gauche turque et kurde. Malgré que des recherches se soient progressivement intéressées aux Kurdes, aujourd'hui encore, les recherches académiques concernant les travailleurs kurdes et les classes sociales dans la population kurde restent encore marginales. Donc ces sujets nécessitent une production universitaire plus importante.

Tout au long de ce travail, nous avons essayé de rendre compte de la relation entre ethnicité et classe à partir de l'exemple de *YE/DEMEP*. Dans ce cadre nous avons considéré les processus de reproduction des identités ethniques et de classe et de la construction des relations entre ethnicité et classe.

Yurtsever Emekçiler est -autant que nous le sachions- le premier groupe politique organisé issu du mouvement kurde, qui s'organise dans les syndicats en tant que représentant de l'un des mouvements kurdes. Au début des années 1990,

Yurtsever Emekçiler est fondé par des syndicalistes kurdes qui ont participé au processus de fondation de syndicats de fonctionnaires et qui étaient activistes ou sympathisants du mouvement kurde. Donc *Yurtsever Emekçiler* est né et s'est développé au point de croisement entre le mouvement de fonctionnaire et le mouvement kurde. Ce mouvement a été fondé et s'est développé par l'initiative individuelle des syndicalistes kurdes. Ils ont décidé de construire un groupe séparé contre les tendances chauvinistes dans les syndicats. De plus, les diverses organisations politiques de gauche turque ont fondé au même moment leurs propres groupes internes afin de les représenter dans les syndicats. Face à cette situation, le problème de la représentation du mouvement kurde est apparue. Tout d'abord, les syndicalistes kurdes ont décidé de construire un groupe politique avec les autres organisations kurdes issues d'autres tendances puis, comme ils n'ont pas réussi à s'entendre avec eux, les syndicalistes sympathisants du mouvement kurde ont fondé un groupe séparé. Grâce aux activités de publication des revues (*Yurtsever Eğitimciler*, *Yurtsever Emekçiler*...) au fur et à mesure *Yurtsever Emekçiler* a pris une forme organisationnelle et a commencé à produire un discours concernant la lutte ethnique et de classe. Pour eux, dorénavant les syndicats étaient devenus un moyen de construire une connexion entre la lutte ethnique et la lutte de classe. Les cadres de *Yurtsever Emekçiler* défendent le *droit à l'autodétermination pour les peuples*⁴⁶¹ dans les syndicats et la résolution de la « question kurde » dans le cadre de l'égalité, de la fraternité et des droits humains. Il voulait créer une administration syndicale basée sur la représentation ethnique. Mais il n'est pas parvenu à changer le fonctionnement syndical. Il essaie de réaliser ses revendications en entrant dans l'administration des syndicats, c'est à dire, il n'essaie plus de changer leur fonctionnement qui ne représente pas les différentes identités. De plus, grâce aux syndicats, les cadres de *Yurtsever Emekçiler* veulent créer une union et une solidarité avec la partie de la gauche turque qui a une perspective internationaliste.

Les premiers cadres de *Yurtsever Emekçiler* ont été politisés ou ont grandi dans les années 1970 où l'idéologie marxiste était déterminante en tant que force de mobilisation et cadre d'interprétation et où la question kurde était définie dans les termes de l'antagonisme de classe. Cette génération portait un héritage du passé et des influences marxistes. Donc, les fondateurs de *Yurtsever Emekçiler* ont adopté le

⁴⁶¹ Gökdere, 1996.

marxisme et défini la question kurde dans les termes de l'antagonisme de classe. Le processus de fondation de *Yurtsever Emekçiler* a coïncidé avec les processus dans lesquels les attaques de la contre-guérilla ont été intensifiées et ont visé des politiciens kurdes et socialistes qui luttèrent dans l'espace politique démocratique. Une partie des fondateurs, en particulier les leaders (comme Hamit Pamuk, Necati Aydın...) ont été victimes d'assassinats non élucidés dans les années 1990.

La deuxième génération de *YE/DEMEP* qui est active dans les années 2000 s'est politisée dans les années 1990 où les organisations marxistes commencent à perdre leur force de mobilisation et où le mouvement kurde est devenu plus puissant et déterminant dans la scène politique. De plus, dans les années 2000, au lieu de la répression militaire, la répression envers les syndicalistes kurdes cadres du *DEMEP*, à travers les dispositifs juridiques comme les relégations, les mutations forcées et les arrestations prend le relais. D'autre part, la deuxième génération de *YE/DEMEP* a été confrontée à des problèmes différents par rapport à la première génération concernant l'idéologie et les méthodes d'organisation.

Vers les années 2000, une crise syndicale s'amorce, le mouvement syndical commence à prendre un caractère bureaucratique et à perdre sa force de mobilisation, son dynamisme. En même temps vers les années 2000, le mouvement kurde était entré dans une période de « stagnation » qui a contribué à un renouvellement idéologique et stratégique (« la République démocratique », « le confédéralisme démocratique » etc.). Cette stagnation est non seulement issue de la crise de la lutte de guérilla, mais est aussi liée aux modifications de la structure sociale de la population kurde causée par la guerre et les politiques néolibérales. Dans les années 2000, la population kurde urbaine est plus importante par rapport aux années 1970-1990. Ce renouvellement idéologique et stratégique porte donc les traces des changements sociaux. Le mouvement kurde donne de l'importance à la lutte menée dans l'espace politique démocratique et légal et développe des organisations légales (institutions, partis politiques, etc.). En définitive dans les années 2000, les cadres de *DEMEP* sont confrontés non seulement à des problèmes concernant les changements structurels de la population kurde, et d'adaptation au renouvellement du mouvement kurde, mais aussi concernant l'élaboration d'une approche syndicale afin de surmonter la crise du mouvement syndical. En particulier les cadres de la *DEMEP*

sont confrontés à la difficulté d'organiser les travailleurs kurdes qui travaillent dans des conditions précaires et dont le nombre augmente chaque jour du fait des politiques néolibérales.

Ainsi les routines construites dans leurs mémoires concernant la lutte ethnique et de classe et aussi lien entre elles ont été bouleversés. C'est pourquoi dans la deuxième moitié des années 1990, *Yurtsever Emekçiler* est entré dans une crise interne, certains cadres ont été purgés à la suite de l'intervention politique du mouvement kurde. Après cette période de stagnation, dans les années 2007-2008, la *DEMEP* est parvenue à élaborer une nouvelle approche sur la lutte ouvrière nommée le syndicalisme démocratique pour la société (*Demokratik Toplumcu Sendikacılık-DTS*). Malgré les incohérences conceptuelles et idéologiques, avec cette conception du syndicalisme, la *DEMEP* visait à créer une nouvelle ligne politique, une réunification entre la lutte de classe et ethnique et aussi un nouveau mode d'organisation. Dans son approche du *DTS*, la *DEMEP* s'est positionnée contre le nationalisme qui se définit en tant qu'ayant pour seul but de créer un État-Nation et contre le réductionnisme du «classicisme étroit» (*dar sınıfsallık*) qui développe une ligne politique basée uniquement sur la lutte de classe. Théoriquement la *DEMEP* refuse la hiérarchisation entre les deux identités et les deux luttes. C'est pourquoi ses cadres ont renoncé au nom de *Yurtsever* qui exprime une connotation de nationalisme. Au lieu de *Yurtsever* le nom de « démocratie » (correspondant à la priorité du mouvement kurde) a commencé à être utilisé. En même temps, les concepts de classe et de lutte des classes ne sont pas utilisés explicitement. La *DEMEP* a élaboré une nouvelle définition du travail correspondant au caractère interclassiste du mouvement kurde. Dorénavant, le travail n'est plus défini selon qu'il est producteur ou non de plus-value. Le travail commence à être défini comme incluant le travail produit dans les relations humaines et surtout dans la lutte ethnique. Au lieu du concept de classe, le concept de travail dans une définition inclusive et large qui comporte le travail produit dans tous les processus sociaux est utilisé. Ainsi, niant l'existence des rapports de classe dans la lutte ethnique tout le monde est mis à égalité dans les processus de la lutte.

Dans les années 1990 pour être membre de *Yurtsever Emekçiler* il fallait travailler dans un emploi formel. En réalité la plupart des cadres du mouvement

étaient fonctionnaires et il n'organisait pas les ouvriers travaillant dans les secteurs formel et informel. Cette situation a été critiquée dans les années 2000, en particulier par la *DTS* qui insiste sur la nécessité de sortir des frontières du champ syndical et d'organiser tous les travailleurs et en particulier la main-d'oeuvre bon marché, les travailleurs domestiques, etc. Mais hormis trois essais infructueux qui n'ont pas été réappropriés et intégrés à la mémoire des luttes des cadres, la *DEMEP* n'organise pas dans ces secteurs et n'a pas pu développer une initiative pour organiser le secteur informel et les ouvriers. Donc il existait non seulement un écart entre sa pratique et sa théorie, mais aussi un problème de différenciations et séparation sociales entre les travailleurs kurdes. Dans notre mémoire nous avons discuté de la question des différenciations sociales entre les travailleurs kurdes. Et nous avons observé que la vie de fonctionnaire crée un mode de vie différent qui contribue à l'émergence d'un clivage avec les autres travailleurs, surtout les pauvres.

D'autre part, au cours de notre recherche de terrain, nous avons remarqué qu'il existait des personnes qui, bien que travaillant dans des lieux de travail syndicalisés et alors qu'ils sont actifs dans les autres activités politiques du mouvement kurde, ne participent pas aux activités de la *DEMEP*. De ce point de vue il est probable que les activistes du mouvement kurde qui sont travailleurs construisent une hiérarchie entre l'identité ethnique et l'identité de classe et aussi entre la lutte ethnique et la lutte de classe. L'identité ethnique et la lutte ethnique constituent des éléments prioritaires et prédominants.

Enfin, nous avons constaté que *YE/DEMEP* construit une image unique représentative de la gauche turque comme étant chauviniste et atteinte de « maladies » organisationnelles, politiques, etc. En critiquant celle-ci à partir de cette image construite, la *DEMEP* trouve sa raison d'être et explique ses propres faiblesses idéologiques et politiques.

Dans notre mémoire, nous avons insisté sur la variabilité des relations entre ethnicité et classe dans la longue durée en analysant les changements économiques et politiques par rapport aux contextes. Cependant, nous n'avons pas pu analyser le côtoiement au sein du *DTK* -qui est un lieu déterminant de l'espace politique légal kurde-, entre la *DEMEP* et les autres acteurs qui représentent d'autres classes. En

effet, les réunions du *DTK* ne sont pas ouvertes au public ce qui rend donc difficile une observation directe des relations et positionnements en son sein. Enfin, la question de l'antagonisme de classe et des relations entre les classes dans un mouvement ethnique bien qu'ayant été partiellement analysée dans le cadre de ce mémoire nécessiterait des recherches complémentaires. Des recherches restent à faire qui analyseraient par exemple en détail l'approche de la question de la classe dans le modèle et la mise en pratique du paradigme de l'autonomie démocratique. Enfin, nous n'avons pas non plus analysé l'organisation des femmes au sein de *DEMEP* et les problèmes spécifiques auxquelles les femmes sont confrontées en tant que femmes, kurdes et syndicalistes. Un travail qui articulerait les trois dimensions de l'ethnie la classe et le genre reste à faire.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGE

AHMETBEYZADE Cihan, « Kurdish nationalism in Turkey and the role of peasant Kurdish women », **Gender Ironies of Nationalism**, MAYER Tamar (ed), London: Routledge, 2010, p. 187-210.

ALTUNTAŞ Betül, «Enformel Bir Emek Biçimi Olarak Sokak Toplayıcılığı», **Toplum ve Bilim**, 2008, Numéro: 112, p. 31-59.

ANTER Musa, **Hatıralarım**, İstanbul : Yön Yayınları, 1991, 2^{ème} Édition.

ANTIAS Floya, «The Concept of ‘Social Division’ and Theorising Social Stratification: Looking at Ethnicity and Class», **Sociology**, Vol. 35, Numéro: 4, 2001, p. 835-854.

ARAN Sadri, **Evedik Köyü Bir Köy Monografisi**, İstanbul: Ankara Yüksek Ziraat Enstitüsü, 1938.

«Articuler les rapports sociaux: classes, sexes, races», Lecture 2012, **Raison Présente**, Numéro : 178, 2^{ème} trimestre 2011, iresmo.jimdo.com/2012/02/13/articuler-les-rapports-sociaux-classes-sexes-races/ (23.04.2012).

AYDINKAYA Fırat, «Yeni Kürt Milliyetçiliğinin İnşası ve Yeni Kürt Orta Sınıfının ‘Pasif Devrim Ütopyası’», **Dipnot**, Numéro: 5, 2011, p. 147-167.

BACQUÉ Marie-Hélène et FOL Sylvie, « Politique de mobilité résidentielle et déségrégation: une analyse critique », **Regards croisés sur l'économie**, 1/2011, Numéro : 9, p. 261-271, http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RCE_009_0261&DocId=93454&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=3&hits=36a+369+368+0&filext=html#hit1 (27.03.2012).

BALIBAR Étienne ve WALLERSTEİN Immanuel, **Race Nation Classe: Les Identités Ambiguës**, Paris: La Découverte, 1990.

BARRON Pierre, BORY Anne, CHAUVİN Sébastien et TOURETTE Lucie, «On bosse ici, on reste ici! La grève des sans-papiers: une aventure inédite», Paris: La Découverte, 2009.

BARTH Fredrik, «Les groupes ethniques et leurs frontières», **Théories de l'ethnicité: suivi des groupes ethniques et leurs frontières**, J.Bardolph, Ph. Poutignat, J. Streiff-Fenart (trad.), Paris: PUF, 1995.

BAYDAR Oya, «Köylü Sorunu Araştırma ve Tartışmalar», **75 Yılda Köylerden Şehirlere**, İstanbul: Tarih Vakfı Yayınları, 1999.

BEŞİKÇİ İsmail, **Doğu'da Değişim ve Yapısal Sorunlar: Göçebe Alikan Aşireti**, Ankara: Yurt Kitap Yayınları, 1992.

BEŞİKÇİ İsmail, «Hapisdeki DDKO Devrimci Doğu Kültür Ocakları», <http://ismailbesikciyazilari.wordpress.com/2011/04/08/hapisdeki-ddko-devrimci-dogu-kultur-ocaklari-ismail-besikci/> (15.04.2012.)

BEŞİKÇİ İsmail, «Resmi Tarih: Kürt Sorununda Temel Sorular», İsmail Beşikçi (ed.), **Resmi Tarih Tartışmaları 6: Resmi Tarihte Kürtler**, İstanbul: Özgür Üniversite, 2009, p. 403-451.

BİNBAŞI Fatih, **Renklerden Kızılı Seçmek**, İstanbul: Tüstav, 2007.

BEDIRXAN Celadet Alî, **Kürt Sorunu Üzerine**, İstanbul: Avesta Yayınları, 1997.

BİLGE Sirma, «Théorisations féministes de l'intersectionnalité», **Diogène**, 1/2009, Numéro : 225, p. 70-88, <http://www.cairn.info/revue-diogene-2009-1-page-70.htm> (16.04.2012).

BOZARSLAN Hamit, «Türkiye'de Kürt Sol Hareketi», **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Sol**, Vol. 8, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007, p. 1169-1236.

BOZARSLAN M. Emin, **Doğu'nun Sorunları**, Ankara: Şafak Kitapevi, 1966.

BRADLEY Harriet, **Fractured Identities: Changing Patterns of Inequality**, Cambridge: Polity Press, 1997.

BRADLEY Harriet, «Ethnicity, Economy and Class: Towards the Middle Ground», Steve Fenton and Harriet Bradley (ed.), **Ethnicity and Economy: «Race and Class»**, Gordonsville: Palgrave Macmillan, 2002, p. 19.

BRUINENEN Martin Van, «Akademik Özgürlük ve İfade Özgürlüğü: İsmail Beşikçi Vakası», **İsmail Beşikçi**, Barış Ünlü et Ozan Değer (ed.), İstanbul: İletişim Yayınları, 2010, p. 47-56.

BURRIS Val, «The Neo-Marxist Synthesis of Marx and Weber on class», **The Marx-Weber Debate**, Norbert Wiley (ed.), p. 67-90, https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:YoWtDQo5cwoJ:pages.uoregon.edu/vburris/marxweb.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEEsG6Ht5hsSe3AtQpyjfmIFu2-18ii2UxWgUQctJKn4E_omg-Hh5_uYugV_sPXNPxWnqEPopEZvC7OHyawAr-uYQFLiMhglbyf2ByvnTrGzhGuk0DgbSy6okTm5dtViK6uavNhvvi&sig=AHIEtbQ5ppeT-BgAES5VtdYG_q_eJjNRtQ (10.05.2012).

BÜKEL Bekir, «Demokratik Toplumcu Sendikacılık», **Emek İnsan**, Octobre-Novembre 2007, Numéro: 2, p. 18-19.

CELIL Celilê, **Kürt Aydınlanması**, Arif Karabağ (trad.), İstanbul: Avesta Yayınları, 2000.

CEVİZCI Ahmet, «Yabancılaşma», **Felsefe Sözlüğü**, İstanbul: Paradigma Yayıncılık, 2011, 7^{ème} Édition.

CLASTRES Pierre, **Devlete karşı Toplum**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2011.

COULON Alain, **L'école de Chicago**, Paris : Presses Universitaire de France, 1994, 2^{ième} Édition.

COX Oliver, **Caste, Class and Race: A Study in Social Dynamics**, New York: Doubleday, 1948.

ÇAĞLAYAN Handan, **Analar, Yoldaşlar, Tanrıçalar: Kürt Hareketinde Kadın Kimliğinin Oluşumu**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2010.

ÇELİK Abdullah, (ed.), **Bıçak Sirtında Sendikal Mücadele**, İstanbul: SES Diyarbakır Şubesi, 2010.

ÇELİK Ayşe Betül, «I Miss My Village! Forced Kurdish Migrants in İstanbul and Their Representation in Association», **New Perspective on Turkey**, Numéro: 32, 2005, p. 137-163.

ÇELİK Osman, «Derinden Açılan Yaraya Sökün Etmek : Türkiye’de Legal Kürt Hareketinin Ortaya Çıkışı », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro: 4, Automne 2010, p. 121-135.

ÇİÇEK Cuma, «Etnik ve Sınıfsal İnşa Süreçleri Bağlamında Kürt Meselesi: Bölgesel Eşitsizlik ve Bölgesel Özerklik», **Praksis**, Numéro: 28, 2012/1, p. 11-42.

ÇİFTYÜREK Sinan, **Kapitalizmin Tarihsel/Fiziksel Sınırları: Kürdistan İşçi Sınıfı**, İstanbul: Gün Yayıncılık, 1997.

COHEN Jim, «Identité dominante et dominée : L’État d’Arizono contre les études ethniques»,

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=VOLU_082_0187&DocId=144066&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=10&hits=1794+1793+86f+86e+7d3+7d2+769+768+254+253+0&fileext=html#hit1 (23.03.2012).

COHEN Yolande, «Rapports de genre, de classe et d’ethnicité : l’histoire des infirmières au Québec»,

http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:oD8cYKA9BhkJ:www.cbmh.ca/index.php/cbmh/article/view/591/588+ethnicite%3%A9+et+classe&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEEShXPJmRJMAM96Zm5Ts_VPr2-JJTUWoqY7WLoztWjM85Xyp--zrg8v2g2eKRdetEg4tKnNKkHqzefOgzvHAq_cyI2IQDqsqAPUxf2QFafUThr2vf8yaNPefch0-F9SC2ePQftip&sig=AHIEtbTkz17ZYxgkWea3DIUPVgd3YuEVw

(11.03.2013)

COLLET Beate, « Pour l'étude des *modes d'intégration* entre participation citoyenne et références culturelles », **Revue européenne des sciences sociales**, XLIV-135, 2006, <http://ress.revues.org/258> (21.03.2012).

CÖMERTOĞLU İsmail (le membre du conseil général de la *KESK*), « Kamu Emekçileri Mücadelesi ve Kurultayları », **Demokrasi**, 1 août 1996.

ÇALIŞKAN Koray, «2050 Türkiye Kabusu», **Radikal**, 31 Juillet 2012

« Diyarbakır'ta tuğla işçileri kazandı », http://www.sendika.org/yazi.php?yazi_no=30276, (21.12.2012).

DAVIS Angela, **Femmes, Race et Classe**, Paris: Antionette Fouque, 1983.

« DEH'in Kurumlaşma ve Yeniden Yapılanma Önündeki Engeller», **Emek ve İnsan**, Novembre 2004, Numéro: 2, p. 19-22.

DEMİR Eyyüp, **Yasal Kürtler**, İstanbul: Tevn Yayınları, 2005.

DEMİRCİOĞLU Zeynep, «Kadının Toplumsal Gelişimi ve Yeni Kadın», **Emekçiler Forumu**, Numéro: 11, Mai 2002.

DENİZ Hüseyin, « KESK Kongresi'ne Yaklaşım », **Demokrasi**, 24 août 1996.

«Diyarbakır tuğla işçileri bir adım daha attı», *Evrensel*, 31 mars 2012 <http://evrensel.net/news.php?id=26196> (21.12.2012).

DOERINGER Peter B. et PIRE Micheal J., **Internal Labor Markets and Manpower Analysis**, Massachusetts: D.C Heath and Company, 1971.

DORLIN Elsa (ed.), **Sexe, race, classe: pour une épistémologie de la domination**, Paris: PUF, 2007.

DUFOIX Stéphane, « W. E. B du Bois: « race » et « diaspora noire/africaine » », **Raison Politiques**, 1/2006, Numéro : 21, p. 97-116, <http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-97.htm> (23.03.2012).

DWORKIN Dennis, **Sınıf Mücadeleleri**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2012.

EDGELL Stephen, **Sınıf**, Didem Özyiğit (trad.), Ankara: Dost Yayınları, 1998.

« Eğitim Sen Kongresi'ne Sınıfsal Yaklaşım », **Demokrasi**, 27 juillet 1996.

EKİNCİ Tarık Ziya, **Türkiye İşçi Partisi ve Kürtler**, İstanbul: Sosyal Tarih Yayınları, 2010.

ELÇİ Şerafettin, **Doğu'nun Elçisi'nden Yüce Divan'a**, Hasan Kaya (ed.), Ankara: Fanos Yayınları, 2012.

« Emegin Özgür Birliği Savaşı Durduracaktır », **Emekçiler Forumu**, Juin 2004, Numéro: 32, p. 2-6.

ERDOST Muzaffer İlhan, **Şemdinli Röportajı**, İstanbul: Onur Yayınları, 1993, 2^{ème} Édition.

ERIKSEN Thomas H., **Etnisite ve Milliyetçilik: Antropolojik bir Bakış**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2002.

ERIKSEN Thomas H., «**Ethnicity, race and nation**», **The Ethnicity: Nationalism, Multiculturalism and Migration**, Montserrat Guibernau and John Rex (ed.), Oxford: Polity Press, 1997.

FENTON Steve and BRADLEY Harriet (ed), **Ethnicity and Economy : «Race and Class»**, New York: Palgrave Macmilan, 2002.

FENTON Steve, **Etnisite, Irkçılık, Sınıf ve Kültür**, Nihat Sad (trad.), Ankara: Phonix Yayınevi, 1999.

FIRAT Ümit, «Devrimci Doğu Kültür Ocakları », **Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, İstanbul : İletişim Yayınları, p. 2119.

FUCCARO Nelida, «Sömürge Yönetimi Altındaki Suriye’de Kürtler ve Kürt Milliyetçiliği: Siyaset, Kültür ve Kimlik», **Dipnot**, Numéro: 5, 2011.

GERARD Noiriel, **Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)**, Paris: PUF, 1984.

GERGER Haluk, «ABD Komünist Partisi ve Siyahların Self-Determinasyon Hakkı», **İsmail Beşikçi**, Barış Ünlü et Ozan Değer (ed.), İstanbul: İletişim Yayınları, 2010, p. 483-498.

GERNAS Lütfi au nom de *Yurtsever Emekçiler* « Kamu Çalışanları Sendikaları Kirli Savaşa Karşı Çıkmalıdır », **Özgür Gündem**, 3 juillet 1993.

GÖKDERE Kadri, «Kesk Genel Kurulu Üzerine», **Demokrasi**, 28 août 1996.

GUIBERNAU Montserrat et REX John (ed), **The Ethnicity Reader: Nationalism, Multiculturalism and Migration**, Cambridge: Polity Press, 1997.

GÜNEŞ Ali, « Yeni Yapılanmaya Atılım Ruhuyla Gidelim », **Emekçiler Forumu**, Mai 2004, Numéro: 29, p. 10-18.

GÜNEYSU Atanur, «Kapitalist devletin krizi ve sendikalar», **Özgür Ülke**, 1 août 1994.

GÜNEYSU Atanur, « Kamu Sendikaları Platformu ve Zaafları », **Özgür Gündem**, 24 novembre 1992.

HANÇERLİOĞLU Orhan, **Ekonomi Sözlüğü**, İstanbul: Remzi Kitapevi, 1993.

HROCH Miroslav, **Avrupa’da Milli Uyanış: Toplumsal Koşulların ve Toplulukların Karşılaştırmalı Analizi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

« 2002 Newroz'u ile 1 Mayıs Alanlarında Buluşması Engellenemedi », **Emekçiler Forumu**, Mai 2002, Numéro: 11, p. 2-11.

İŞÇİ Tayfun, « Kamu Çalışanları Sendikası Platformu ve Konfederasyon », **Özgür Gündem**, 12 octobre 1993.

İŞÇİ Tayfun (ancien secrétaire d'*Eğitim-Sen* et membre du conseil général de *KESK*), « Eğitim Sen Kongresi'ne Sınıfsal Yaklaşım », **Demokrasi**, 27 juillet 1996.

JONGERDEN Joost, **Türkiye'de İskan Sorunu ve Kürtler: Modernite, Savaş ve Mekan Politikaları Üzerine Bir Çözümleme**, İstanbul: Vate Yayınları, 2007.

JEWSIEWICKI Bogumil, « Études africaines: France, États-Unis », **Le Débat**, 1/2002, Numéro : 118, p. 66-76,
http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=DEBA_118_0066&DocId=27401&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=2&hits=7ed+7ec+0&file_ext=html#hit1 (28.03.2012).

JOUNIN Nicolas, **Chantier interdit au public: Enquête parmi les travailleurs du bâtiment**, Paris: La Découverte, 2008.

JOUNIN Nicolas, « L'ethnisation en chantiers. Reconstructions des statuts par l'ethnique en milieu de travail », **Revue Européenne des Migrations Internationales** , Vol. 20, Numéro : 3, 2004, <http://remi.revues.org/2025> (15.03.2013).

Kadınlar örgütlenmeye, dayanışmaya..., le livret de **Emekçiler Forumu**, 2002, İstanbul.

« Kamu Emekçisine Şovenizm Uyarısı », **Demokrasi**, 30 juillet 1996.

KAVAK Şeref, « Kürt Siyasetinin 2000'li Yılları : « Türkiyelileşme » ve Demokratik Toplum Partisi », **Türkiye Siyasetinde Kürtler : Direniş, Hak Arayışı, Katılım**, Büşra Ersanlı, Günay Göksu Özdoğan, Nesrin Uçarlar (ed.), İstanbul : İletişim Yayınları, 2012, p. 151-201.

KERGOAT Danièle, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », **Sexe, Race, Classe : Pour une épistémologie de la domination**, Elsa Dorlin (ed), Paris: Presses universitaires de France, 2009, p. 111-125.

«KESK'e yönelik operasyonlarda gözaltına alınanların listesi», 25 Juin 2012,
<http://emekdunyasi.net/ed/siyaset/18799-keske-yonelik-operasyonlarda-gozaltina-alinanlarin-listesi> (03.01.2012).

KILIÇOĞLU Haydar, ADEM YILMAZ Nigar et YEŞİL Şükran (ed), **Ölümlerle Yaşamak**, Diyarbakır: Eğitim Sen Diyarbakır Şubesi, 2011.

KIVILCIMLI Hikmet, «Türkiye'de Ulusal Sorun», **Yol 2**, İstanbul: Bibliotek Yayınları, 1992, p. 315-479.

Komasyon (Sürgün Emekçileri), « Sürgün, Örgütlenme Önünde Engeldir », **Emekçiler Forumu**, Juillet 2003, Numéro: 20, p. 13-22.

KONDA ARAŞTIRMA, **Kürt Meselesinde Algı ve Beklentiler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

KRIEG-PLANQUE Alice, « Le Mot *Ethnie*: Nommer Autrui, Origine et fonctionnement du terme *ethnie* dans l'univers discursif français », http://www.google.com.tr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=6&ved=0CGkQFjAF&url=http%3A%2F%2Fceditec.u-pec.fr%2Fservlet%2Fcom.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw%3FID_FICHIER%3D1259768706866&ei=VamnT6b6PMLYsga6_XfBA&usg=AFQjCNH5i1fVKzU14bFmgS9PhxfZ5leynw&sig2=39desrl73IvYNPboN6T8dg (07.05.2012).

KURBAN Dilek, YÜKSEKER Deniz, ÇELİK Ayşe Betül, ÜNALAN Turgay, AKER A. Tamer, « **Zorunlu Göç** » ile **Yüzleşmek: Türkiye'de Yerinden Edilme Sonrası Vatandaşlığın İnşası**, İstanbul: Tesev Yayınları, 2008, 2^{ème} Édition.

KUTLAY Naci, **Anılarım**, İstanbul: Avesta Yayınları, 1998.

« Kuvvetlerimizi ve Sesleri Birleştirme Zamanı », **Emekçiler Forumu**, Décembre 2001, Numéro: 6, p. 2-10.

KÜÇÜK D. Ali, « Demokrasi, UKKTH ve Demokrasi », **Özgür Gündem**, 29 mai 1993.

KÜÇÜKKIRCA İclal Ayşe, « Etnisite, Toplumsal Cinsiyet ve Sınıf Ekseninde Mevsimlik Kürt Tarım İşçileri », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro : 6-7, Été-Printemps 2012, p. 197-218.

« Kürt Hareketinin Kronolojisi (1960'lardan 1999'a kadar) », **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, p. 17-38.

LEQUÏN, Yves-Claude « Débat autour d'un livre: « Longwy Immigrés et Proletaires (1880-1980) » de Gérard Noiriel », http://www.google.com.tr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0CHMQFjAJ&url=http%3A%2F%2Frevuesshs.u-bourgogne.fr%2Fsociete_francaise%2Fdocannexe.php%3Fid%3D343&ei=tfJyT96jHKTb4QT75pG1Dw&usg=AFQjCNGHnaT0l-obO0D9dMDQO6K6v400Nw&sig2=rWY9Yi8qU_sCRIPHWd56VQ (19.03.2012).

LE TEXIER, Emmanuelle, « Barrios des États-Unis: des logiques d'exclusion aux logiques communautaires? », **Raisons politiques**, 3/2004, Numéro : 15, p. 25-36, http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RAI_015_0025&DocId=92709&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&HitCount=6&hits=ff6+ff5+ff4+870+86f+86e+0&fileext=html#hit1 (27.03.2012).

MACDONALD Robert (ed.), **Youth, the Underclass and Social Exclusion**, London; New York: Routledge, 1997, p. 17, <http://site.ebrary.com/lib/galatasaray/Doc?id=5003747&ppg=17> (15.03.2013).

MAKAL Ahmet, **Ameleden İşçiye: Erken Cumhuriyet Dönemi Emek Tarihi Çalışmaları**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007.

MANZONGANI Jean Papy Manika, «Création et Gestion d'entreprises par les immigrants nigériens opérant au Cameroun», **Colloque international, La Vulnérabilité de TPE et PME dans un Environnement Mondialisé**, 11^{es} Journées Scientifiques du Réseau Entrepreneuriat INRPME-AUF-AIREPME 27 au 29 mai 2009, https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:B4-k59MjVvEJ:www.entrepreneuriat.auf.org/IMG/pdf/A2C5_FINAL.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEESh2KR6Bp_of1G-4-ahZbVxavCN-mcpzkHUrSg8BJFzMFbb9NmWnhBS1L5JOE-BSMbhO4Nikwuhr3VIZ0ZahfCv2yECTDEq0kTsQyAKF9g1mqx3myXxpgfkOsaIDwuGsZJa175l&sig=AHIEtbQAdKEp2Itp4PkQxLD6EOF1D5-zA (21.03.2012).

MARCUS Aliza, **Kan ve İnanç: PKK ve Kürt Hareketi**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2009, 2^{ème} Édition.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, **Komünist Partisi Manifestosu**, Ankara : Bilim ve Sosyalizm Yayınları, 1968.

MARX Karl, **Le Capital**, Livre premier, Paris: Édition sociale, 1976.

MCALL Cristopher, **Class, ethnicity, and social inequality**, London: Mc Gill-Queen's University Press, 1990.

MILES Robert, **İrkçılık**, Sibel Yaman (trad.), İstanbul: Sarmal Yayınevi, 2000.

MILTON Gordon, **Assimilation in American Life: The Role of Race, Religion, and National Origins**, New York: Oxford University Press, 1964.

ÖZBUDUN Sibel, «Sınıf ile Etnisite Gerçekten Bağdaşmaz mı ? », Dissertation au Congeré de Psychiatrie Sociale le 5 juin 2010 à İstanbul, **Newroz**, année: 4, Numéro: 133, 27 Mai 2010, <http://www.atik-online.net/2010/06/19/sinif-ile-etnisite-gercekten-bagdasmaz-mi/> (11.03.2013).

ÖZDOĞAN Kiraz, YILMAZ Suna et ACAR Ayşe, «Tuzla Tersanelerinde Emek Süreci Açısından Yaşananlar ve Oluşturduğu Deneyimler», **Birikim**, Numéro: 234, 2008, p. 63-75.

ÖZEL Pınar, «Kadın, Cinsellik, Doğa ve Uygarlık», **Emekçiler Forumu**, Numéro: 8-9, Mai 2002.

ÖZKIRIMLI Umut, **Milliyetçilik Kuramları: Eleştirel bir Bakış**, İstanbul: Sarmal Yayınevi, 1999.

ÖZÜĞURLU Metin, «Sınıf Çözümlemelerinin Temel Sorunsalları», **Praksis**, Numéro: 8, p. 29-50.

PETIT Héloïse, «Les déterminants de la mise en Œuvre d'un mode de gestion», **Économie et Statistique**, Numéro : 361, 2003, p. 53-70, https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:tX9Qfl8DakwJ:www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es361c.pdf+&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEESjSjqDBV1FOamjpS6ScV6pZ-zZsF3D1LJV374XDabrGXXGwUye--ncrYkMmv-pT6ltEc6V9BoRpDsp3bDYNoPFLKxHIqUEqfl74luU2IHbPsd-Wn6PIc_6oGlsEA4O1fbx6-f&sig=AHIEtbQtDGWuCB-lwG7WS1JLsGrfDgqSUw (10.05.2012).

POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Jocelyne, **Théories de l'Ethnicité**, Paris : PUF, 1995.

SAFI Mirna, «Penser l'intégration des immigrés: les enseignements de la sociologie américaine», **Sociologie**, 2/2011, Vol. 2, p. 149-164, <http://www.cairn.info/revue-sociologie-2011-2-page-149.htm> (20.03.2012).

SALMIŞ Ferman, « Bir Psikolojik Saldırı : Sürgün », **Emekçiler Aylık Haber ve Yorum Dergisi**, Février 2000, Numéro : 11, p. 8-9.

SARAÇOĞLU Cenk, **Şehir Orta Sınıf ve Kürtler: İnkâr'dan «Tanıyarak Dışlama»ya**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

Savaş ve Sağlıkçılar, Tüm Sağlık Sen Genel Eğitim Yayını 3.

SCALBERT YÜCEL Clémence and Le RAY Marie, «Knowledge, ideology and power: Deconstructing Kurdish Studies», 2006, <http://ejts.revues/index77.html> (01.11.2010).

SCHNAPPER Dominique, **La relation à l'autre : au cœur de la pensée sociologique**, Paris : Gallimard, 1998.

Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi : 1960-1980, Vol. 7, İstanbul : İletişim Yayınları, 1988.

«Stratification Sociale», <http://www.universalis.fr/encyclopedie/stratification-sociale/> (20.04.2012).

« Süreç ve Sorumluluklarımız », **Emekçiler**, Septembre 2000, Numéro: 18, p. 17-23.

«Şirnak'ta BDP'ye Operasyon», **Radikal Pazar**, 18 septembre 2011, p. 12-13

PİR Ferhat « Demokratik Dönüşümde Eğitimin Rolü ve Önemi », **Emekçiler Forumu**, Septembre 2003, Numéro: 24, p. 38-44.

TEJEL Jordi, « Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la « connexion kurdo-française » au Levant (1930-1946) », **European Journal of Turkish Studies**, 2006/5, <http://ejts.revues.org/index751.html> (23.04.2012).

TOKTAŞ Şule et DİNER Çağla, «Waves of Feminism in Turkey: Kemalist, Islamist and Kurdish Women's Movements in an Era of Globalization», **Journal of Balkan and Near Eastern Studies**, Vol. 12, Numéro: 1, 2010, p. 41-57.

TUNA Ş. Gürçağ et GÜNEŞ Bayram, «Munzur'da Şirket Yaratmak: Munzur A.Ş. Üzerinden Dersim'de Sermaye Birikimi», **Praksis**, Numéro: 28, 2012/1, p. 99-119

«Tuzla Araştırmalar Grubu», **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro: 1, Mai 2009, p. 119-188.

UĞRAŞ Necat, Demiroğlu AHMET, ÜÇLÜ M.Sait (ed.), «Demokratik Toplumcu Sendikacılık», serie de publication pour la formation d'**Emek ve İnsan**.

UĞRAŞ Necati, « Kamu Emekçileri Hareketi 6: Kürt Emekçiler ve Politik Kontrol Yöntemleri », **Günlük**, (cet article m'a envoyé sur l'internet sans ajoutant la date de publication).

UYGUN Nejdet, «Emeğin Demokratik Hareketi», **Emekçiler Forumu**, Mai 2004, Numéro: 31, p. 19-21.

ÜÇLÜ M.Sait, « 15-16 Haziran'ı Yaşatalım », **Özgür Gündem**, 16 juin 1993.

ÜLGEN Veysi, **Umudun Adımları; Sağlık ve Sosyal Hizmet Emekçilerinin Örgütlü Tarihi**, İstanbul: El Yayınları, 2009, 2^{ème} Édition.

Üretimde Yurtsever Emekçiler, « Nasıl Bir Sendika ? », **Üretimde Yurtsever Emekçiler**, Numéro : 4, Octobre 1996, p. 23-31.

VALİ Abbas, **Kürt Milliyetçiliğın Kökenleri**, İstanbul: Avesta Yayınları, 2005.

YARKIN Güllistan, «Dünyada Dönüşen Toplumsal Mücadeleler Ekseninde Türkiye'deki Kürt Hareketinin Ekonomi Politikası», **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Printemps-Été 2011, Numéro: 5, p. 63-92.

YILMAZ Sedat, «Êlih'in Kanlı Dönemi ve Hizbullah; Petrol-İş Sendikası Genel Örgütlenme ve Eğitim Sekreteri Nîmetullah Sözen ile röportaj», **Günlük**, 28.02.2011.

« 24 Yıllık OHAL ve OHAL'de Sendikacılık », **Emekçiler Forumu**, Juillet 2002, Numéro: 13, p. 34-35.

WACQUANT Loïc, « L'énigme du couple « race et classe » dans la société et les sciences sociales étasuniennes », *Transatlantica*, 1 | 2009, <http://transatlantica.revues.org/4359> 15.04.2012 (11.03.2012).

WEBER Max, **Économie et société 1: Les catégories de la sociologie**, Julien Freund (trad.), Paris: Agora, 1971.

WEBER Max, **Sosyoloji Yazıları**, Taha Parla (trad.), İstanbul: Deniz Yayınları, 2006.

WILSON Alan B., «Race and Class: Residential Segregation of Social Classes and Aspirations of High School Boys», **Class, Status and Power: Social Stratification in Comparative Perspective**, Reinhard Bendix et Seymour Martin Lipset (ed.), New York: The Free Press, 1966, 2^{ème} Édition, p. 335-341.

YARKIN Gülistan, «Dünyada Dönüşen Toplumsal Mücadeleler Ekseninde Türkiye'deki Kürt Hareketinin Ekonomi Politikası», **Toplum ve Kuram (Lêkolîn û Xebatên Kurdî)**, Numéro: 5, Printemps-Été 2011, p. 63-92.

YEĞEN Mesut, **Devlet Söyleminde Kürt Sorunu**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999.

YEĞEN, Mesut, «The Kurdish Question in Turkish State Discourse», **Journal of Contemporary History**, Vol. 3454, p. 555-568, <http://www.jstor.org/stable/261251?seq=1> (17.05.2012).

«Yönetim Anlayışımız », **Emekçiler**, Mai 2000, Numéro: 12, p. 39-41.

YILDIRIM İhsan Sabri, **Türkiye'de Sendikalaşma Sürecinde Öğretmen Sendikaları ve Siyasetle İlişkisi: Adapazarı Örneği**, mémoire de master, Sakarya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Mars 2007.

YÜKSEL Metin, «The encounter of Kurdish Women with Nationalism in Turkey», **Middle Eastern Studies**, Vol. 42, Numéro: 5, Septembre 2006, p. 772-803

YORGUN Sayım, «Çalışma Ekonomisi ve Endüstri İlişkileri Bölümleri'nde Tez Konuları ve Paradigma Değişiklikleri», **Çalışma ve Toplum**, 2009/1, p. 45-60.

YILDIRAN Nurettin, «Güncel ve Somut Hedef Sendika», http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:SMBUVEXk4vUJ:e-kutuphane.egitimsen.org.tr/pdf/2973.pdf+%22sendika+giri%C5%9Fim+komitesi%22&hl=tr&gl=tr&pid=bl&srcid=ADGEEsG12UBiLcHnfztUTZeU_BxI-SJUz4AoGXcXo04qwlapwQXLk7HVqk-nY6I1uHlrzVpYauBPj-U0Ts74JDOUzLrCcmkBbg2jISnf9i9Bc2VEip-YanAYRG-cklh6A1lejZ7MIi6&sig=AHIEtbROALlyX4QxSGiKg9lLal6xi1NQNg&pli=1 (01.08.2011).

YILMAZ Mehmet, **Yapısal Uyum Programlarının İç Göç ve Kentsel İşgücü Piyasası Üzerine Etkileri: Kahramanmaraş Örneği**, Sosyal Bilimler Enstitüsü Çalışma Ekonomisi ve Endüstri İlişkileri Anabilim Dalı, thèse de doctorat, Ankara, 2008, p. 224, <http://www.google.com.tr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0CC0QFjAC&url=http%3A%2F%2Facikarsiv.ankara.edu.tr%2Fbrowse%2F3557%2F4445.pdf&ei=Z9KOT-ucH8bP4Qsz5eW8Dw&usg=AFQjCNEMe8mrb99AilH73jMHir8a3w6PPw&sig2=Dm8EtBSNUiIiqgG2rm8fyQ> (18.04.2012).

YINGER J. Milton, «Ethnicity», **Annual Reviews of Sociology**, Vol. 11, 1985, p. 151-180, <http://www.jstor.org/stable/2083290> (11.03.2013).

ZARGOS Haydar, « Ulusal ve Toplumsal Mücadelede Sendikaların Yeri ve Görevi », **Üretimde Yurtsever Emekçiler**, Numéro: 4, p. 5-12.

ZURCHER Erik Jan, **Turkey: A Modern History**, New York: I.B. Tauris, 2004, 3^{ème} Édition.

JOURNAUX

Özgür Gündem: Juin 1992- Mai 1994

Özgür Ülke: Juin 1994- Septembre 1994

Demokrasi: Juin 1994- Mai 1997

CHRONOLOGIE

1986

la revue *ABECE* commence à être publiée par des enseignants de gauche.

1988

Eğit-Der est fondée le 16 février 1988.

1989

le Comité de création de syndicat (*Sendika Girişim Komitesi*) a été bâti.

1990

Eğitim-İş est fondé le 28 mai 1990.

Eğit-Sen est fondé le 13 novembre 1990.

Revue *Yurtsever Eğitimciler* commence à être publiée.

1991

Vedat Aydın était victime d'assassinat non élucidé, le 5 Juillet 1991.

Kamu Çalışanları Platformu est fondé.

1992

La réunion des syndicalistes kurdes dans le *HADEP* pour construire un groupe séparé probablement ayant lieu les 18 et 19 juillet 1992.

Revue de *Yurtsever Eğitimciler* a été rebaptisée *Yurtsever Emekçiler*.

1993

Zübeyir Akkoç qui était membre d'*Eğit-Sen* est tué dans une attaque de l'armée, le 13 janvier 1993.

Hamit Pamuk (fondateur de *Yurtsever Emekçiler*) est mort dans une attaque de l'armée, le 21 mars 1993.

1994

Necati Aydın qui était un des fondateurs de *YE* est victime d'un assassinat non élucidé, son cadavre a été trouvé, le 9 avril 1994.

1995

KESK (La Confédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur public) est fondée.

1996

Opération policière contre certains activistes de *Yurtsever Emekçiler*. Depuis cette année le nom *Yurtsever Emekçiler* n'est pas utilisé explicitement.

1998

Une crise politique et organisationnelle a lieu dans *Yurtsever Emekçiler*.
Association des ouvriers du bâtiment (*İnşaat İşçileri Derneği*) es fondée par les cadres de *YE*.

2001

Proclamation de *la loi sur les personnels du secteur public* (no: 4688).

2002

État d'exception est levé par la décision du *MGK* le 30 mai 2002.

2003

Une éducation politique est organisée par le cadre de *YE*.

Demokratik Emek Hareketi (DEH) est construit.

Syndicalisme libre démocratique (*ÖDS*) est élaboré.

2004

le 16-17-18 avril 2004, le *DEH* et ses 101 délégués organisent une conférence.

TEK-CAD est fondé à İstanbul

2005

Soutiens l'association du Recyclage d'Ankara (*Geri Dönüşüm İşçileri Derneği*) au cours de sa fondation.

2007-2008

Congrès pour une Société démocratique (*DTK*) est fondé

DEMEP est fondé

Syndicalisme démocratique pour la société (*DTS*) .

LISTE D'ENTRETIEN

NOM	Date de l'entretien	Lieu de l'entretien	Tranche d'âge	Syndicat	Note
Ayşe	avril 2011	Istanbul	30-35	Eğitim Sen	
Mehmet	avril 2011	Istanbul	30-35	SES	
Sevgi	avril 2011	Istanbul	40-45	Eğitim Sen	
Melis	avril 2011	Diyarbakır	35-40	SES	
Metin	avril 2011	Diyarbakır	35-40	Tüm Bel-Sen	
Fadime	avril 2011	Diyarbakır	40-45	Eğitim Sen	
Emin	avril 2011	Diyarbakır	40-45	Eğitim Sen	Interviewé focusé sur le syndicat
Bulut	avril 2011	Diyarbakır	35-40	Tek Gıda İş	Avec la machine de recorde
Musa	mai 2011	Ankara	40-45	SES	
Necati	mai 2011	Ankara	35-40	Eğitim Sen	
Veysi	mai 2011	İstanbul	45-50	SES	Focusé sur l'histoire de YE dans les années 1990
Barış	mai 2011	İstanbul	25-30	Büro Sen	
Namzet	juin 2011	İstanbul	57	Petrol İş	Focusé sur les années 1970
Savcın	Juillet 2011	İstanbul	45-50	Eğitim Sen	Focusé sur l'histoire de YE dans les années 1990

Liste des syndicalists et fonctionnaires décédés ou assassinés au cours des années 1990 et 2000

NOM	La date de naissance	La date de décès	Syndicat	Raison de mort	Note
Oktay Türkmen		01.1992	SES	Assassinat non élucidé (ASE) à Nusaybin	
Yakup Yöndem		1992	technicien de dent	ASE à Kızıltepe	
Ferman Altun		1992	Garde malade	ASE à Mazıdağı	
Selma Kудay		1992	fonctionnaire de santé	ASE à Kızıltepe	
Seyithan Aydın		1992	fonctionnaire de la santé	ASE à Batman	
Ahmet Bayhan	1958	15.02.1992	Eğitim Sen	ASE	
Şeyhmuz Akıncı	1962	27.02.1992	SES	ASE à Silvan	
Mehmet Geren	1951	23.03.1992	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	Ancien administrateur de Töb Der
Abdulsamet Çiçek	1948	15.04.1992	Eğitim Sen	ASE à Silvan	
Hasan Kaya		? .06.1992	docteur	ASE à Elazığ	
Seydo Aydoğan	1963	04.06.1992	Eğitim Sen	ASE à Mardin	
Dr. Mehmet Emin Ayhan	1954	10.06.1992	SES	ASE à Silvan	
Ramazan Yüce	1950	29.06.1992	Eğitim Sen	ASE à Silvan	
Adil Yavaş	1963	30.06.1992	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Şirin Gökdere	1954	15.09.1992	Eğitim Sen	ASE à Kulp	
Mehmet Şirin Kaya	1956	27.10.1992	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Mehdi Sanlı	1955	22.11.1992	Eğitim Sen	ASE à Silvan	
Zübeyir Akkoç	1952	13.01.1993	Eğitim Sen	ASE à Dicle	Ancien membre de Töb Der
Ramazan Aydın Bilge	1964	13.01.1993	Eğitim Sen	ASE à Dicle	
Abdullah Zengin	1964	15.02.1993	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Ali Han Han	1951	23.04.1993	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Hamit Pamuk	1961	21.06.1993	SES	ASE à Diyarbakır	Fondateur de YE
Zeki Tanrıku	1958	02.09.1993	SES	ASE à Silvan	
Ahmet Arcagök	1953	20.09.1993	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Ali Şahap Salık	1959	21.09.1993	Eğitim Sen	ASE à Diyarbakır	
Kemal Canpolat	1964	18.11.1993	Haber Sen	la torture à Diyarbakır	
Faik Ayaz	1955	03.12.1993	Eğitim Sen	ASE à Silvan	
Rodu Demirkapı		9.03.1994	docteur	ASE à Kovancılar (Elazığ)	

Necati Aydın	1961	10.04.1994	SES	Fondateur de YE; le neveu de Vedat Aydın	ASE à Silvan
Recep Oyur	1955	29.04.1994	Eğitim Sen	Politiquement actif dans les années 1970	ASE à Diyarbakır
Kemal Göçer	1959	03.06.1994	Eğitim Sen		ASE à Silvan
Recai Aydın		2.07.1994	docteur		ASE à Diyarbakır
İkram Mihyaz	1959	05.07.1994	Tüm Bel Sen		ASE à İzmir
Veysi Sızlanan	1959	13.10.1994	SES		ASE à Silvan
Edward Tanrıverdi		24.12.1994	docteur		ASE à Midyat
Yasemin Demir		23.01.1995	Infermière		ASE à Diyarbakır
İbrahim Halil Mert	1966	05.05.1995	Eğitim Sen		accident de train en train d'aller à meeting
Cemal Çam	1961	24.09.1996	Tüm Bel Sen		Torture dans le prison de Diyarbakır
Uğur Gören	1970	30.09.1996	Eğitim Sen		
Nesrin Ünügör	1966	30.09.1996	Eğitim Sen		ASE
Mustafa Sadettin Küçük	1973	30.09.1996	Eğitim Sen		ASE
Cuma İbiş	1970	30.09.1996	Eğitim Sen		
Orhan Eren	1962	1997	BES		ASE à Diyarbakır
İkram Damlayıcı	1955	31.01.1999	SES	Ancien fondateur de YE(?)	ASE à Diyarbakır
Mehmet Ali Dicle	1960	13.12.2002	SES		maladie
Kadri Kurt	1964	26.09.2002	BES		maladie
Remziye Kumruaslan	1954	09.11.2005	Eğitim Sen		maladie
Songül Okuducu	1974	03.05.2006	Eğitim Sen		maladie
Sevil Erol	1968	08.02.2008	SES		maladie
Kadri Gökdere	1957	15.05.2009	Eğitim Sen	Ancien fondateur de YE	maladie lié à rester au prison dans le longtemp

Resource: Haydar Kılıçoğlu, Nigar Ademyılmaz Şükran Yeşil (ed.), **Ölümlerle Yaşamak**, la section d'Eğitim Sen à Diyarbakır, février 2011, Diyarbakır; **Savaş ve Sağlıkçılar**, Tüm Sağlık Sen Genel Eğitim Yayını 3, p. 74-75.

CURRICULUM VITAE

Huri Kiraz Özdoğan est née en 1984 à İstanbul, Turquie. Elle a fait ses études Diplômé au lycée de Saint Joseph à İstanbul en 2003. Ensuite, elle a continue ses études à l'université de Mimar Sinan dans le department de sociologie. Au sein de ses études de master elle est allée à Lisbonne, Portugal et a eu deux semaines des cours intensives sur l'Union Européen dans l'institut des sciences sociales à l'université de Lisbonne. Au niveau du master, en 2009, elle est entré au department des sciences politiques de l'Université de Galatasaray. Elle continue à faire son master recherche à l'Université de Galatasaray.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite Galatasaray Üniversitesi
Enstitü Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı Huri Kiraz Özdoğan
Tez Başlığı Identité de classe sociale et l'ethnicité
Savunma Tarihi 21.06.2013
Danışmanı Prof. Dr. Füsun Üstel

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı
PROF. DR. FÜSUN ÜSTEL

DOÇ. DR. SİBEL YARDIMCI

YRD. DOÇ. HAKAN YÜCEL

İmza



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. Sibel YAMAK

Doç. Dr. Ali Faik DEMİR
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
MÜDÜR YARDIMCISI VEKİLİ

(18.07.2013)

